

هكذا من الأصل

La peseta
est « dévaluée » de 11 %
par rapport au dollar

LIRE PAGE 32

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
1 fr. ; Canada, 80 c. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 10 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 40 rls ; Italie, 200 L. ; Japon, 125 y. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas,
0,90 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 cts ; Yougoslavie, 10 n. dls.

Tarif des abonnements page 19

5, RUE DES ITALIENS
75421 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4297-23 Paris
Télax Paris n° 654572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE DÉFI CATALAN

Pour le second dimanche consécutif, des dizaines de milliers de personnes sont descendues, le 8 février, dans les rues de Barcelone à l'appel de l'Assemblée de Catalogne, qui rassemble toutes les forces de l'opposition démocratique. Comme la précédente, cette manifestation était interdite par les autorités, qui ont de nouveau employé les grands moyens. Son succès n'en est que plus impressionnant et révélateur.

Pendant plusieurs heures, le centre de Barcelone a été occupé par les manifestants, qui réclamaient une amnistie authentique et un statut d'autonomie pour la Catalogne. Malgré le rigoureux quadrillage policier, et comptant sur la complicité de la population, soixante mille Catalans ont défié le gouvernement de Madrid.

Le bilan de la manifestation du 8 février est largement positif pour les dirigeants de l'Assemblée de Catalogne, qui ont les moyens aujourd'hui de mettre le pouvoir central en échec dans la rue. Leur intention était seulement de déclencher pacifiquement et en ordre les pouvoirs nécessaires. Malgré de multiples déclarations après du gouverneur civil et même directement auprès de M. Fraga, ministre de l'Intérieur, qui a publiquement exprimé à plusieurs reprises l'intérêt qu'il porte à la « question catalane », le « feu vert » n'a pas été accordé par Madrid.

Les ultras ne vont pas manquer de tirer argument de la spectaculaire grosse de Barcelone pour s'opposer au projet de loi déposé devant les Cortes samedi sur la réglementation du droit de réunion. Mais le gouvernement ne peut pas davantage négliger la montée de la contestation catalane. Elle n'est que le reflet, plus visible, plus assuré, d'une déception qui se développe dans tous les secteurs d'opposition.

Non, mais à l'extérieur, au Pays basque, au Pays valencien, en Galice, dans les Asturies, et bien entendu, dans les milieux démocratiques de la capitale, les Espagnols attendent que le premier gouvernement du P.S.U. mette ses actes et ses décisions en accord avec ses promesses formelles de véritable libéralisation. Traditionnellement hostile au centralisme castillan, ayant le sentiment d'être ignoré, exploité et méprisé par Madrid, économiquement riche, culturellement très développée, tournée vers la Méditerranée et l'Europe, carrefour de civilisation, la Catalogne a depuis quarante ans posé de redoutables problèmes d'ordre au pouvoir franquiste. Les premières grandes grèves ont éclaté à Barcelone, où le prolétariat, pourtant en majorité d'origine andalouse, a été bien intégré et s'est montré remarquablement combattu et bien organisé.

La bourgeoisie nationaliste et une intelligentsia de haut niveau n'admettent pas que la « nation » catalane ne soit pas reconnue par Madrid. Elles se battent pour reconnaître le statut de la Généralité, aboli par les franquistes vainqueurs. L'Eglise est à peu près sans réserves aux côtés des nationalistes : l'abbaye de Montserrat, haut lieu du catalanisme, a souvent servi de refuge aux dirigeants clandestins de l'opposition démocratique. Et c'est à Barcelone qu'a eu lieu, en 1975, la plus importante réunion secrète de quelque cent vingt officiers membres de l'Union militaire démocratique. Même la police municipale de la capitale catalane est de cœur avec les manifestants.

La mort de Franco a, naturellement, relancé cette vague de revendications. L'alternance de la temporalisation et de la répression actuellement pratiquée par Madrid n'est pas à la hauteur de ce défi.

(Lire nos informations page 5.)

LE MONDE
DIPLOMATIQUE
de février
EST PARU

Un accord complet est conclu entre la Syrie et le Liban

Vers un dégageant israélien en Cisjordanie ?

Diverses mesures prises en Jordanie — notamment le renouveau du gouvernement — ont aggravé les divergences au sein de l'O.L.P. (lire page 4). La plupart des dirigeants des fedayin y voient le prélude à une négociation entre le royaume hachémite et Israël, en vue d'un dégageant militaire en Cisjordanie. L'Etat juif, selon notre correspondant à Jérusalem (lire page 4), aurait obtenu, à cet effet, le « feu vert » de Washington.

La Syrie, en étroite coopération avec le régime du roi Hussein, a garanti, pour sa part, la stricte application par l'O.L.P. de l'accord de 1969 entre les fedayin et le Liban. Cette assurance a été solennellement donnée au président Frangé, dont la visite à Damas a pris fin le samedi 7 février. En retour, le chef de l'Etat libanais s'est engagé auprès du président Assad à mettre en application les réformes politiques, économiques et sociales déjà approuvées par la plupart des formations libanaises de droite et de gauche. Le contenu de ce compromis devrait être rendu public à Beyrouth dans les prochains jours.

Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

De notre envoyé spécial

Beyrouth. — Deux semaines après le cessez-le-feu, la situation dans la plaine de la Bekaa reste mystérieuse pour beaucoup de Libanais. Bien que cette région soit traversée par la route Beyrouth-Damas, ouverte à la circulation depuis plusieurs jours, les communications restent difficiles, et l'on sait encore peu de chose sur les événements décisifs qui s'y sont déroulés au cours de la dernière phase de la guerre civile. C'est notamment dans la Bekaa que s'est produite l'intervention des forces palestiniennes basées en Syrie, ce qui devait entraîner l'acceptation du cessez-le-feu. C'est là également que la « décomposition » de l'armée libanaise s'est manifestée de la façon la plus évidente.

Encadrée entre la chaîne du Mont-Liban et celle de l'Anti-Liban — dont la ligne de crête marque la frontière syrienne — la plaine de la Bekaa est une longue et étroite tache verte qui s'étend sur près de 60 kilomètres : la seule zone de grande culture de ce pays au relief tourmenté. Incrustée entre les contreforts de la montagne, Zahle, capitale de la région (soixante-dix mille habitants), a été le théâtre de combats incessants pendant les neuf mois de la crise. La population de la ville elle-même est en majorité chrétienne, celle des faubourgs est à forte proportion chiite (musulmane). Entre les deux parties de l'agglomération se sont affrontés les miliciens du Rassemblement zahle, armés par le député de la circonscription, M. Joseph Skaff, allié aux phalangistes, et les groupes du Front progressiste soutenus par des organisations palestiniennes (de nombreux réfugiés palestiniens sont ouvriers agricoles dans les exploitations de la plaine). Le faubourg populaire de Hoch-Ei-Omar est maintenant désert, en ruine. La plupart des maisons sont éventrées. Elles ont été incendiées et pillées. Le moulinsier pan de mur, criblé d'éclats, témoigne de la violence des combats.

Dé la mois d'octobre, un important détachement de l'armée libanaise avait pris position aux abords de la ville. Il avait pour mission de s'interposer entre les deux factions. Mais sa présence devait, au contraire, provoquer une recrudescence des affrontements, plusieurs éléments, sous la conduite de leurs officiers, étant accusés de prendre activement le

parti des combattants du Rassemblement.

Aujourd'hui, l'armée a presque disparu. Quelques militaires gardent l'entrée de Zahle, d'autres sont réfugiés vers le col de Dar-Bel-Beldi, qui commande la route de Beyrouth et l'accès au mont Liban « chrétien ». Les garnisons d'Abiah et de Rayak, où se trouve la principale base aérienne du Liban, sont encerclées. Toute la plaine est contrôlée par les forces palestiniennes ; il s'agit d'une présence, à vrai dire, peu visible. Kalatchnikov en bandoulière, coiffés du keffiyeh traditionnel, des fedayin gardent les usines, les entrepôts et les fermes les plus importantes. Les gros des groupes se cantonnent loin des routes.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 4.)

Les révélations de Lockheed mettent en cause plusieurs personnalités occidentales

Les révélations faites, vendredi 6 février, au Congrès américain par les dirigeants de la société Lockheed sur les quelque 15 millions de dollars de « pots-de-vin » qu'ils auraient versés à diverses personnalités européennes, sud-américaines et japonaises, pour favoriser la vente de leurs appareils, menacent de provoquer une cascade de scandales politiques (« le Monde » daté 8-9 février). Le plus grave concerne les Pays-Bas. Samedi, le « Washington Post » et le « New York Times » avaient identifié le « haut fonctionnaire » auquel la Lockheed avait déclaré avoir versé 1 000 000 dollars comme étant le prince Bernhard, époux de la reine Juliana.

Selon le « Washington Post », le président de l'Union chrétienne sociale allemande, M. Franz Josef Strauss, ancien ministre de la défense, aurait également bénéficié des libéralités de Lockheed.

Le « New York Times » indique que deux anciens premiers ministres japonais, MM. Kakuei Tanaka et Nobusuke Kishi, sont soupçonnés d'avoir reçu des fonds importants de la compagnie américaine. Les dirigeants du parti libéral démocrate, auquel appartiennent toujours MM. Kishi et Tanaka, ont demandé l'ouverture d'une enquête.

Le prince Bernhard demande une enquête sur son cas

De notre correspondant

Amsterdam. — L'ironie du sort veut que les accusations portées contre le prince Bernhard soient connues alors qu'à Amsterdam va s'ouvrir le procès d'une autre affaire de pots-de-vin destinée à faire vendre des avions. Le prince aurait, selon certains journaux américains, touché 1 million de dollars au début des années 60, lorsque l'armée de l'air néerlandaise a opté pour le trop fameux Starfighter.

L'air néerlandais a opté pour le trop fameux Starfighter, avion de combat fabriqué par la société américaine Lockheed.

Une quinzaine d'années plus tard, lors de la bataille pour le nouveau « marché du siècle », la société française Dassault, aurait essayé de soudoyer des parlementaires néerlandais. Le procès contre le représentant de l'Office

français d'exportation de matériel aéronautique, M. Jan Bottermann, s'ouvrira mardi 10 février, au moment où les parlementaires néerlandais seront informés par le premier ministre des noms des membres de la commission de trois personnes qui enquêtera sur le rôle éventuel que le prince Bernhard aurait joué dans la vente des Starfighters.

La tâche de cette commission, qui se rendra certainement aux Etats-Unis, ne sera pas aisée, car, pour obtenir des renseignements sûrs, elle devra compter sur la bonne volonté des membres de la commission du Sénat américain et de la direction de Lockheed.

(Interim.)

(Lire la suite page 5.)

DES INCIDENTS DE DJIBOUTI AU RÉFÉRENDUM A MAYOTTE

LA DÉCOLONISATION ESSOUFLÉE

Les habitants de l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, consultés dimanche 8 février, par référendum, se sont prononcés à une très large majorité (99,4 % des votants) en faveur du maintien de l'île dans la République française.

Cependant, la tension reste très vive à Djibouti. L'opposition se propose d'organiser, mercredi, une grande manifestation qui, selon

M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, « sera probablement interdite ». La libération de l'enfant français retenu en otage, qui est arrivé lundi 9 février à Paris, n'a guère fait baisser le ton de la polémique franco-somalienne sur les responsabilités dans l'affrontement de Loyada. La mort d'une fillette, samedi, à Paris, porte à deux le nombre de décès otages victimes de la fusillade du 4 février.

par P.-J. FRANCESCHINI

qu'il s'en prenait au « gouvernement français qui, étant allié si loin et si courageusement dans la voie de la décolonisation, engage une bataille de dernière minute sans grandeur ni générosité ».

Sursaut tardif et vigoureux de « colonialisme » ? Le point d'appui de Djibouti et la rade de

Mayotte auraient-ils acquis soudain une importance vitale aux yeux d'une puissance qui n'a pas fait d'efforts excessifs pour conserver Diego-Suarez et a plus bagages à la première jonction au Tchad, où elle entretenait une garnison ? A propos des Comores, le représentant de la France aux Nations unies avait lui-même, dans un document à diffusion restreinte, que M. Poyer divulguait à l'Assemblée à la tribune de l'Assemblée, fait valoir que les répercussions internationales de l'affaire étaient démesurées par rapport au gain attendu, le jeu ne valant pas la chandelle.

(Lire la suite page 2.)

AU JOUR LE JOUR

LES PIEDS SUR TERRE

Il vint un jour où Dieu et Marx, arpentant l'univers d'un pas distrait, se croisèrent, par hasard, sur la Terre. Les cheveux encore illuminés de poussière d'étoiles, les deux ancêtres s'assirent au bord du monde et échangeaient leurs impressions.

Dieu pensait qu'on n'avait pas toujours fait sur terre le maximum pour le maintien de sa réputation.

Marx avait l'impression de s'être pris autrefois pour le Bon Dieu en voyant des marxistes naitre à sa réputation.

Adam, qui passait par là, marchant tout nu, les reconnut et dit : « C'est drôle de voir voir en chair et en os, j'ai toujours cru que vous n'existiez que dans les livres. »

Dieu et Marx s'accusèrent : « Nous ne les avons pas tous lus, savez-vous... »

BERNARD CHAPUIS.

L'INTELLIGENCE DE L'ART BRUT

Le nouveau renouveau de Jean Dubuffet

Le grand âge venu, certains peintres sont frappés de boulimie créative. Ils peignent avec fièvre comme pour saisir, avant qu'il ne soit trop tard, quelque chose qui se refuse encore à eux. Ainsi, Dubuffet, transformé en torrent à soixante-quinze ans, durant l'année 1975. Les cent vingt-huit tableaux exposés au Musée des arts décoratifs ne sont qu'une part, la meilleure, de sa production de l'année dernière. C'est le souffle suspendu qu'on pénètre dans ces salles ornées en promenade ou des tableaux de format identique font la hôte de part et d'autre.

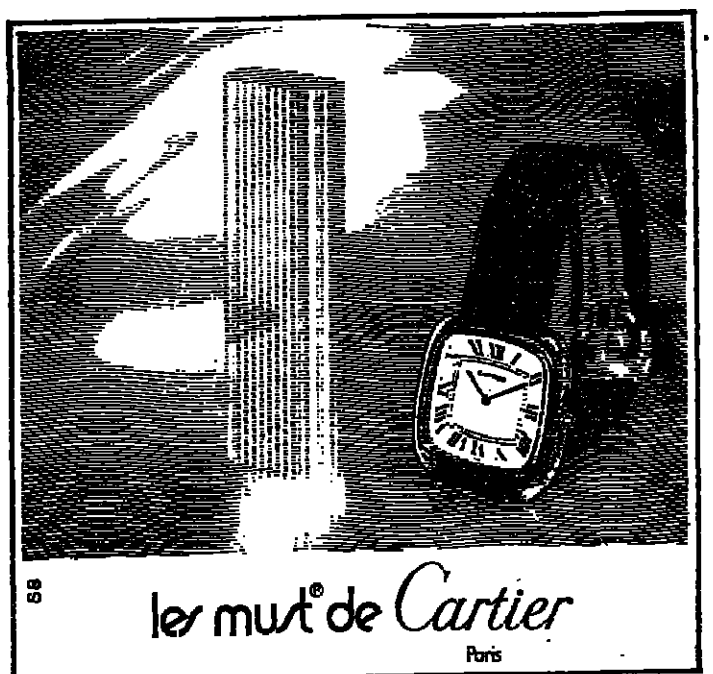
Et lorsqu'on examine les dates de près, on voit bien que Dubuffet avait eu des mois avec et des mois sans. En février et en mars, c'était

l'avalanche scripturaire des « paracéphes ». Et, en août, la montée dévastatrice des « mondanités ». Cette année-là, la peinture chez Dubuffet s'était mise à couler de source. C'est pourquoi les tableaux arrivent en série de même format, mais d'allure différente, frères jumeaux et frères ennemis, semblables et dissemblables.

Dubuffet n'est plus tout à fait le même et son œuvre non plus. Tentatives nouvelles, images nouvelles, aventures neuves et incertaines. La voici redevenue peinture, peinture-artisan, le pinceau à la main penché sur son rectangle à remplir de couleurs, d'écritures et d'effigies.

JACQUES MICHEL.

(Lire la suite page 21.)



OUTRE-MER

LE RÉFÉRENDUM DE MAYOTTE

Les Mahorais se sont prononcés à 99,4 % pour le maintien de l'île dans la République française

Les habitants de l'île de Mayotte, dans l'archipel des Comores, ont été appelés à se prononcer, dimanche 8 février, par référendum, pour ou contre le maintien de l'île dans la République française. Une très large majorité s'est dégagée en faveur de la dernière solution. Selon les résultats officiels communiqués

dimanche soir par le secrétariat d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, 17 886 votants sur 18 093 (99,4 %) ont choisi de rester français, tandis que 105 exprimaient une préférence pour le rattachement aux Comores (il y a eu 110 bulletins nuls) ; 3 591 électeurs

(il y avait 21 684 inscrits) n'ont pas participé au scrutin. Ce chiffre élevé s'explique par les consignes d'abstention données par les partis de l'unité de l'archipel.

Le choix des Mahorais n'a causé aucune surprise, et la consultation s'est déroulée dans

le calme le plus complet. Ce lundi matin, une importante manifestation pro-française a eu lieu à Dzaoudzi, devant l'ancienne résidence des gouverneurs généraux. Plusieurs centaines de femmes brandissant des drapeaux tricolores y participaient.

Dzaoudzi (Mayotte). — Avec 99,4 % des suffrages exprimés, Mayotte a été déclarée, dimanche 8 février, de rester dans la République française. Quatre des trente-trois bureaux de vote se sont même prononcés à 100 % pour la France. Partout, le scrutin a eu les apparences de la régularité. Les douze magistrats de la commission de contrôle se sont montrés très attentifs, et pour qu'il en soit ainsi, obligant chacun des 18 093 votants (sur 21 684 inscrits) à passer par l'isoloir, et contrôlant minutieusement chaque carte d'électeur.

Comme prévu, les consignes d'abstention des partisans de l'unité de l'archipel ont été respectées : tant à M'Sapere qu'à Comani et Dombeni, plus de 93 % de l'électorat s'est abstenu de voter. En revanche, certains s'abstenaient sur M'Zamboro, village longtemps surnommé « la Guinée » pour son opposition à la France, se soit prononcé à 100 % en faveur de la métropole. De tels résultats risquent fort de n'être pas pris au sérieux à l'étranger, où l'on s'attendait à une telle différence — 30 % — avec la consultation du 22 décembre 1974. Mais plus que les manipulations — inexistantes, semble-t-il

Terre» (300 kilomètres carrés) par une barge, « Le Mahorais », sur ces îles, on trouve cocotiers et bananiers, des maisons de terre battue aux toits de chaume, des arbres à parfum (l'ylang-ylang) dont les premières fleurs éclosent en février, et des petites filles qui pleurent à l'approche d'un Blanc parce qu'à chaque bêtise on menace de les « donner aux blancs ». Et puis il y a la mer aux ressources inexploitées, et ce lagon superbe déserté par les navires de la Marine nationale jusqu'au lendemain de la consultation, comme pour faire oublier que l'archipel s'intéresse à nouveau à cette île idéale, située à quelques milles du canal du Mozambique, la route des pétroliers vers le Cap et l'Europe.

De notre envoyé spécial

Il faudra peut-être dire aussi aux habitants de la métropole que, cent trente-cinq ans après l'arrivée des Français, il n'y a à Mayotte que quelques dizaines de kilomètres de routes goudronnées, des villages qu'on ne peut joindre que par pirogue, deux hôpitaux qui ne méritent pas ce nom, un C.E.A. qui s'arrête à la classe de seconde, plus de 80 % d'analphabètes, et qu'en 1976 une épidémie de coqueluche tue encore des enfants. Mais tout cela, pour les Mahorais, n'est rien. Mayotte ne doute pas, souligne M. Bama, que la France ne veuille enfin lui donner les moyens de vivre dignement. On fait donc

ici les rêves les plus fous. « On se sent surtout les rares riches de l'île, et quelques marchands réunionnais, qui envisagent déjà un centre touristique (alors qu'il n'y a pas l'eau courante dans les deux hôtels de Mayotte) ou un hôpital ultra-moderne. Sans parler des lycéens qui clament : « La France construira des bâtiments. »

Choisir un statut

Plus modestes, les fonctionnaires français parlent de construire quelques routes sur la « Grande Terre », d'améliorer

l'équipement hospitalier et le système d'enseignement. Mais, avant tout cela, la politique va garder quelque temps encore droit de cité : M. Slim, le secrétaire d'Etat aux départements et territoires d'outre-mer, est attendu ici avant la fin du mois de février, et avant la mi-mars, les Mahorais devront, par une nouvelle consultation, choisir leur statut.

Même s'ils affirment ne pas s'en être préoccupés jusqu'à présent, les dirigeants du mouvement mahorais semblent favorables à la départementalisation. Non seulement cela traiterait dans le sens de la politique française, qui tend à réduire le nombre des territoires d'outre-mer, mais cela permettrait de soustraire la population à l'influence européenne des trois grandes familles de l'île : les Henry, les Girard et les Norou. Enfin, chacun le dit ici, « avec le département, les choses sont claires et nettes. »

De manière plus surprenante, le principal opposant au mouvement, M. Ahmed Solih, originaire de M'Sapere et conseiller économique et social, est lui aussi favorable à la départementalisation. « Ce n'est pas le colonialisme, assure-t-il, c'est l'exploit. »

Mais cette solution, outre qu'elle néglige la spécificité des droits et coutumes musulmans, l'inconvénient qui apparaît aujourd'hui aux Mahorais comme un avantage — d'être irréversible, donc de couper tous les liens de l'île avec les autres îles de l'archipel.

Un « pôle d'envie » ?

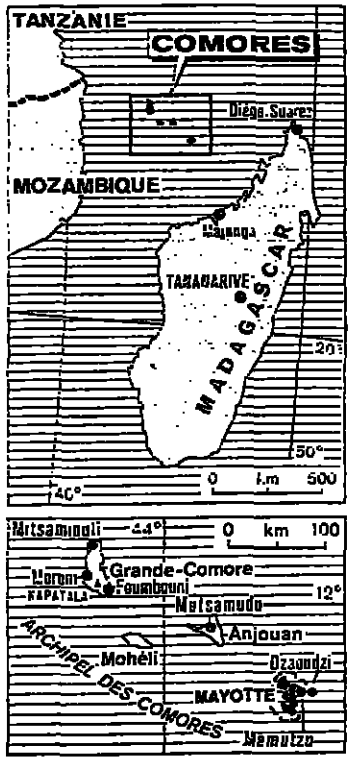
Jusqu'à présent, malgré la violence des discours de Moroni, le Trionfi, un petit étatiste, continue d'alimenter Mayotte en essence, et il arrive qu'un malade soit évacué vers Anjouan.

La France tente aujourd'hui de regagner le terrain perdu en décembre après le départ de ses fonctionnaires. Pour soutenir la morale comorienne, toujours dans la zone franc, Paris vient de proposer à M. Ali Solih, le président comorien, 2 500 tonnes de riz au titre de l'aide alimentaire. La France serait prête à envoyer des enseignants à Moroni par le canal de l'ONU. D'autre part, M. Marcel Henry reconnaît volontiers que « rien n'empêcherait Mayotte et les Comores d'avoir des relations de bon voisinage si Moroni renonce à ses visées annexionnistes ». Et il ajoute que ces relations pourraient aller très loin : « dès lors qu'il n'y a plus subordination d'une île aux autres. »

Mais si Mayotte, nouveau département, d'outre-mer devient un « pôle d'envie » dans un océan Indien pauvre, M. Ali Solih, qui prêche la croisade pour « libérer » cette île, risque fort de perdre sa face et d'abandonner sa position. Malgré l'écrasante victoire du parti mahorais, le vent de l'histoire peut tourner, et Mayotte, entourée de pays favorables à la France, la Tanzanie, le Mozambique, Madagascar, se trouverait des difficultés qui auront pour la France des répercussions au niveau international.

Tout cela pour une affaire que le représentant français à l'ONU qualifie, il y a moins de deux mois, de « dérisoire ».

BRUNO DETHOMAS.



Mayotte (370 kilomètres carrés) a pour chef-lieu Dzaoudzi, autrefois capitale de tout l'archipel des Comores. L'île compte trente-sept mille habitants. Comme dans les autres îles, la religion dominante est l'islam. D'un relief moins escarpé que le reste de l'archipel, Mayotte dispose d'un lagon et est entourée d'une barrière de corail. Les cultures sont la vanille, le coprah, l'huile et les girofles.

LE MOUVEMENT POPULAIRE MAHORAIS

Parti unique à Mayotte, le Mouvement populaire mahorais a été créé en 1958 par des notables locaux qui souhaitent déjà que l'île devienne département.

Doté d'un comité directeur et d'un organe plus large qui réunit les délégués des soixante-six villages de l'île, ce mouvement doit beaucoup aux femmes. La présidence du M.P.M. est assurée par M. Zena M'Déré, et chaque cellule — il y en a une par village — est dirigée par une femme, parce que « celles-ci sont moins vulnérables aux moyens de pression » (un poste de fonctionnaire, un voyage à La Mecque...) et parce que « la répression est moins forte à l'égard des femmes ». Depuis dix-sept ans, le M.P.M. — qui serait fort de plusieurs milliers de membres — a toujours prôné le rattachement à la France.

EN LIBÉRANT L'ENFANT RETENU EN OTAGE

La Somalie maintient sa dénonciation de l'« agression haineuse » de Loyada

L'annonce de la mort, samedi 7 février, dans un hôpital parisien, d'une deuxième victime parmi les enfants pris en otage à Loyada, la petite Valérie Gelsbühler, a jeté une ombre sur la satisfaction qu'avait provoquée à Paris la libération du jeune Frank Rukowski. L'enfant était attendu en fin de matinée à Paris, en provenance de Mogadiscio.

A MOGADISCIO, l'ambassadeur de France, M. Gueury, a confirmé que le petit Frank était « en excellente santé » et a remercié les Somaliens. Au moment de la remise de l'enfant au diplomate, M. Omar Arteh, ministre somalien des affaires étrangères, a déclaré samedi matin que son gouvernement était intervenu « pour des raisons humanitaires », mais qu'il tenait à exprimer sa « répulsion pour le meurtre perpétré de sang froid et sans aucune provocation préalable par les légionnaires français ». Le Front de libération de la Côte des Somalis avait, avant de libérer l'enfant, des conditions, a déclaré que « des milliers d'enfants sont déportés à Djibouti et même abandonnés dans le désert ».

A PARIS, le ministre des affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues, a assuré qu'il avait pris en compte les négociations avec le gouvernement somalien pour la remise de France et qu'elle avait été faite « en même temps que quelques commentaires inopportuns ». Le ministre a déclaré au cours du journal télévisé de TF 1, a contesté avec vigueur la thèse somalienne d'une « agression française », la qualifiant de « mensonge ». Pour sa part, M. Mohamed Said Samantar, ambassadeur de Somalie à Paris, se réjouissant de l'issue de l'affaire, a « tenu à rappeler le fait que la France est publiquement responsable d'agression ».

A DJIBOUTI, le haut commissaire en instance de départ, M. Christian Dabiane, en exprimant samedi sa satisfaction pour

l'affirmation à nouveau que le village de Loyada a été détruit, déclare : « Cette attaque surprise méprisable a eu lieu au moment où le gouvernement somalien était engagé dans des négociations avec le Front de libération pour épargner la vie des enfants pris en otage. » Le message demandait au maréchal Amin d'arrêter l'attention des chefs d'Etat africains sur la « répression haineuse » et un « acte insensé ».

La Ligue populaire prépare une manifestation pour protester contre l'inculpation de plusieurs de ses dirigeants

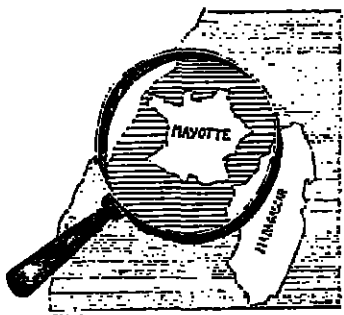
Correspondance

Djibouti. — Le nouveau haut commissaire de la République, M. Don Camille d'Ornano, est arrivé le lundi matin 9 février, à Djibouti, que son prédécesseur, M. Christian Dabiane, devait quitter dans la soirée. Une délegation de parlementaires de la majorité était arrivée dans le Territoire la veille. Prenant sa première décision, le haut commissaire va devoir répondre à la demande d'autorisation de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance, qui projette une manifestation mercredi matin, afin de protester contre l'inculpation, « pour des motifs politiques », de plusieurs de ses responsables, dont son porte-parole, M. Ahmed Dini A'hmed. La L.P.A. entend exiger « la fin de la répression » et « l'instauration d'une conférence constitutionnelle, présidée par une personnalité neutre ». Il semble que la L.P.A. ait promis de lever une manifestation, répondre aux souhaits des jeunes qui s'étaient spontanément groupés devant le palais de justice le lendemain de l'arrestation de Ahmed Dini avant d'être chargés par la police.

Le président de la L.P.A., M. Hassan Gouled Aptidon, avoue

lui-même être dépassé par les événements. L'annonce de la mort de « vingt-trois militaires et civils somaliens et de trois terroristes du F.L.C.S. » faite par Radio Mogadiscio, peu après la libération des jeunes otages, a provoqué dans les rangs de son parti, en majorité d'ethnie somalie, une vive émotion. Si, pendant la prise d'otages à Loyada, les mécontents étaient très tendus, ce sont maintenant les personnes d'origine somalie qui montrent une certaine nervosité à l'annonce de la libération de l'enfant. Les jeunes, en particulier, influencés par le nationalisme somalien, et qui ne trouvent rien, à Djibouti, correspondant à leurs aspirations, semblent prêts à soutenir le F.L.C.S. jusque dans la lutte armée.

La découverte, à Djibouti, d'une cache d'armes, dans laquelle les terroristes avaient prélevé les trois pistolets mitrailleurs Sturm Gewehr dont ils se sont servis pour détourner le car des écoliers, n'a pas calmé les esprits. Plusieurs centaines d'enfants européens sont en instance de départ, et certaines personnes abandonnent leur poste, après avoir remis un préavis.



(Dessin de CHENEZ.)

lors de ce scrutin — il faut tenir compte du poids des notables dans un pays où l'immense majorité de la population est analphabète.

Enfin, il faut prendre en considération l'aversement des Mahorais pour les Anjouanais, habitants de l'île voisine. Le choix étant entre la France et les Comores, beaucoup d'électeurs ont dû se dire, comme cette femme à la sortie du bureau de Dzaoudzi : « Entre deux maux, on choisit le moindre ».

Mayotte qui, dès 1958, avait manifesté son intention de devenir département, a donc été rattachée massivement à la volonté de rester française. « Le vent de l'histoire ne souffle pas seulement à sens unique », se réjouit M. Younoussa Bama, secrétaire général du Mouvement populaire mahorais et préfet de l'île, bien que déjà des jeunes écrivent sur les murs : « A bas le colonialisme français et ses valets locaux ! »

Une aberration de l'histoire

Il faudrait donc apprendre aux écoliers français qu'à 13 000 kilomètres de Paris existe une miette de l'empire, une aberration de l'histoire : deux îles, dont l'une, grande de quelques hectares et surnommée « Petite-Terre » est reliée à l'autre, la « Grande-

La décolonisation essoufflée

(Suite de la première page.)

Plutôt que de « s'accrocher » à tout prix aux derniers lambeaux de son Empire, la France assure, si les populations le souhaitent, être prête à se retirer dans les meilleurs conditions. Mais c'est précisément la définition et la réalisation des conditions d'un départ honorable qui crée les incertitudes, les tergiversations et, tôt ou tard, les malentendus, affrontements et drames. A qui passer le pouvoir lorsque le principe du départ est posé ? Quand faut-il décider de s'en aller ? L'affaire de Djibouti a montré Paris empiétant dans des contradictions évidentes.

Par le référendum de 1967, les « populations consultées » — dans des conditions d'ailleurs contestables — avaient décidé de rester dans la République. Depuis, le vœu d'indépendance a fait les progrès que l'on sait.

On admet enfin que les habitants du Territoire avaient, en une décennie, le droit de changer d'attitude et même de se déjuger. Hélas ! M. Ali Aref n'est pas le dirigeant « crédible » qu'un nouvel Etat doit avoir s'il veut tenir tête aux convulsions de puissances voisines.

Abandonné par ses propres troupes, il est taillonné par l'oppo-

sition légale, et menacé par l'attentat. Paris aurait sans doute préféré, comme le dit un ancien ministre en charge des territoires d'outre-mer, « un chef issu pouvant rassurer les Afars ».

Faute de cet oiseau rare, M. Olivier Stirn, secrétaire d'Etat des départements et territoires d'outre-mer, déclare (il) prudemment : « Il arrive qu'au moment de l'indépendance, on puisse être amené à effectuer des changements d'hommes. Là n'est pas notre problème. »

Le ministre estime que, « sans la présence française, la guerre tribale est quasi certaine ». Dans un tiers-monde chaotique où les bases étrangères, comment cette sollicitude ne paraît-elle pas un peu suspecte ?

Un dangereux précédent

La malchance veut qu'un moment où elle est traversée par le gubier de Djibouti, la France ne parvienne guère à faire admettre, hors de ses frontières, sa politique à Mayotte. Là encore, une action onduoyante et des initiatives contradictoires font douter des bonnes intentions proclamées. Paris a, en effet, joué de la division de l'archipel avant de la consacrer.

Alors qu'une animosité ancienne opposait Mayotte à Anjouan, la France a d'abord soutenu sans condition, en M. Abdallah, les ambitions anjouanaises. Il est vrai que le dirigeant comorien disposait d'un solide argument en marchant en adroit commerçant « ses » voix à l'élection présidentielle. Il put donc, avec l'appui de la métropole, traiter l'île de Mayotte d'une façon dont l'intérêt personnel et mercantile n'était pas absent. Un peu plus tard, sous la pression du « lobby » mahorais, on abandonnait ce protégé discrédité pour reporter toute la faveur française sur l'île fidèle. Il ne restait plus à M. Abdallah, dans un pathétique et pitoyable retournement, qu'à déclarer l'indépendance de l'archipel avant d'être renversé par ses administrés. Mayotte « fratricide » à l'unanimité, n'aura fait que réduire un peu la superficie d'un de ces « micro-Etats » dont M. Giscard d'Estaing, à propos du Sahara occidental, vient de se dire peu partisan et de donner à M. Stirn l'occasion d'esquisser un nouveau droit international à propos de l'indépendance des archipels.

Ces deux crises ne sont sans doute pas les dernières. L'affaire

de Mayotte peut même, à quelques variations locales près, fourvoyer la France dans de futurs désagréments. Avec les meilleures intentions du monde — en l'espèce ne pas chasser une île contre son gré de l'ensemble français — la logique du précédent conduit en effet à des difficultés qu'aggrave l'absence encore la transformation de l'île en département lors de la seconde consultation prévue.

Pour se tirer d'embarras, Paris croit, en effet, avoir trouvé le remède. Il suffira de secouer le miraculeux tamis de la départementalisation, qui, laissant passer la bousse des autonomismes latents et des indépendances virtuelles, retiendra l'or du patriotisme et de la fidélité. L'inspiration viendrait d'ailleurs de l'Elysée même. La formule présente évidemment des avantages, et, notamment, celui de faire scotcher plus facilement par la Communauté internationale, lors de la prochaine conférence sur le droit de la mer, à Genève, l'extension prévue à 200 milles des eaux territoriales. Mais aussi que d'inconvénients dans ce « stalinisme » que dénonçait récemment M. Aimé Césaire à la tribune de l'Assemblée en le qualifiant de « fanatisme de la départementalisation ! »

(Le Monde du 15 novembre 1975). Déjà, depuis 1967, par M. Billotte, alors ministre des DOM-TOM, la recette est simple : « L'assimilation étant la solution idéale aux problèmes posés par la décolonisation », la conclusion va de soi : « Il faut choisir d'être dans la République ou d'en sortir. » Déjà Saint-Pierre-et-Miquelon, et, à l'autre bout du monde, Wallis-et-Futuna, se préparent aux délices et aux certitudes de la préfecture et du conseil général que connaissent les « vieilles possessions », Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion.

Assortie d'une discrète menace de retrait de l'assistance financière, la question serait bientôt posée en Polynésie, où la diminution des activités du C.E.A. et la crise économique sont censées faire réfléchir les populations inquiètes. Le débat, qui depuis la loi-cadre de 1958 se déroulait autour de l'autonomie, doit être tranché par ce coup de maître. A moins que, là encore, on assiste à un démentement. Papeete préférant conserver une personnalité politique déjà affirmée, tandis que les Marquises se rallieraient à la départementalisation.

La Nouvelle-Calédonie pourrait

suivre vite dans la voie de l'indépendance, les Nouvelles-Hébrides, qui sont sur le point de s'y engager, rejetant leur statut vététaire de condominium. On aura ainsi fait tout le contraire de ce que suggérait, le 8 mai 1974, M. Mitterrand, candidat à la présidence de la République : « Qu'il y ait des statuts particuliers différents d'un territoire à l'autre, d'un département à l'autre, cela me paraît tomber sous le sens. »

En visite à la Guadeloupe en 1960, en un temps où l'Algérie était encore divisée en départements, le général de Gaulle haranguait les paysans de Petit-Bourg : « La France est une bonne maison », leur disait-il.

Pourtant, certains souhaitent, on l'a vu à Djibouti et à Mayotte, en sortir quand d'autres veulent y demeurer. Le juridisme et le centralisme, vieilles passions persistantes, ne réglent pas les ultimes problèmes de la décolonisation. En offrant le choix entre la porte ou un irrévocable bail, ils risquent de préparer dans chaque territoire de nouvelles crises, faute d'imagination.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

(1) A Jeune Afrique, du 13 février.

SAHARA
MOROCCO
SANS rencontrer de

Témoignage
Jean Delavignette, un libéral obdurate

هكذا من الأصل

AFRIQUE

LA CRISE DU SAHARA OCCIDENTAL

L'armée marocaine poursuit sa progression sans rencontrer de résistance

Tandis que M. Rydbeck, envoyé spécial de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, commençait, samedi 7 février, à El-Aïoun sa mission d'information - au Sahara Occidental, le président Sadate envoyait des messages au roi Hassan II et au président Boumedienne pour leur demander de faire preuve de modération et de s'abstenir de toutes opérations militaires.

● A ALGER, les dirigeants ont accueilli dimanche M. Eteki Mboumoua, secrétaire général administratif de l'O.U.A., qui a entrepris une mission de conciliation.

El-Aïoun. — « C'est une mission exploratoire », a déclaré M. Olof Rydbeck, envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, à El-Aïoun, samedi 7 février. Son insistance démentait implicitement qu'il soit venu au Sahara occidental pour organiser un référendum. M. Rydbeck a été reçu à El-Aïoun avec ses secrétaires et interprètes pour voir et pour entendre des avis. Il en sera de même à Dakhia, où il séjournera le 10 février, puis, le lendemain, à Smara. Il n'ira ni à Rabat ni à Alger. C'est à M. Kurt Waldheim qu'il réserve ses conclusions.

Sous le vent qui balayait la route de l'aéroport, hommes, femmes, draps de bleu, femmes voilées de noir, formaient une haie mouvante dominée par un foisonnement de drapeaux marocains. « Hassan II, c'est notre roi », a dit M. Rydbeck. Mille mains tendaient vers M. Rydbeck des portraits du souverain.

Chez les représentants de l'administration tripartite, le colonel Rafael Valdes, gouverneur général espagnol, et les gouverneurs marocain et mauritanien, MM. Ahmed Bensouda et Abdallah Guld Chelki, la mission de l'envoyé de l'ONU n'a provoqué aucune appréhension. Deux résolutions, fait-on observer, ont été adoptées par l'ONU. L'une « prie le gouvernement espagnol en tant que puissance administratrice (...) de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour l'exercice du droit à l'autodétermination... des Sahraouis ». L'autre, « prie le gouvernement marocain (...) de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour l'exercice du droit à l'autodétermination... des Sahraouis ». L'autre, « prie le gouvernement marocain (...) de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour l'exercice du droit à l'autodétermination... des Sahraouis ».

C'est, semble-t-il, cette argumentation qu'il développait à l'envoyé de l'ONU les trois gouverneurs et M. Driss Barri, secrétaire d'Etat marocain à l'intérieur. Leur exposé sur les traditions et l'exercice de l'autorité au sein des tribus nomades sahariennes a tendu à démontrer que la Jemaa

● A RABAT, une source autorisée a annoncé que les forces armées royales avaient occupé, dimanche, sans combat l'oasis de Bir-Lahou, dans le sud de la Saguia-el-Hamra, à moins de cent cinquante kilomètres de la frontière algérienne, étendant ainsi leur contrôle sur la « route de l'eau ».

● A PARIS, un porte-parole du Front Polisario a déclaré à Radio-France internationale que son mouvement était prêt à échanger ses prisonniers de guerre contre ceux détenus par le Maroc et la Mauritanie, l'opération devant se réaliser par l'intermédiaire de la Croix rouge internationale.

De notre envoyé spécial (assemblée locale) constitue l'expression de cette population, conformément à des procédures traditionnelles constantes et à la législation de la puissance administrative qui crée cette assemblée.

M. Rydbeck a pris contact avec la Jemaa. Quarante-sept membres étaient présents. Vingt et un autres l'attendent à Dakhia, et six à Smara. Sur les cent membres, la majorité est donc acquise pour délibérer valablement (1). L'un des quarante-sept membres avait rallié le jour même El-Aïoun, après avoir quitté l'Algérie et le Front Polisario. Neuf membres du comité permanent de l'assemblée (2) ont confirmé à l'envoyé de l'ONU qu'une majorité de cette assemblée avait approuvé l'accord de Madrid. Dimanche, des délégations de commerçants, d'ouvriers de l'exploitation des phosphates de Bou-Craa et de représentants du Front de libération et de l'unité (FLU) et du Parti de l'union nationale sahraoui (PUNS) ont été entendus par M. Rydbeck.

Une évolution rapide La situation sur le terrain évolue rapidement. El-Aïoun, que nous avions vu il y a six semaines dans la désolation d'une ville déserte (le Monde du 27 décembre), reprend de jour en jour son rôle de capitale provinciale.

Les Marocains ont pris dans l'administration la relève de la plupart des Espagnols. Le pacha nouvellement nommé, M. Hassan Houchen — un ingénieur agricole originaire du nord du royaume, estime approximativement à vingt-cinq mille le nombre de Sahraouis qui ont regagné leurs foyers dans la ville : c'est-à-dire, indique-t-il, la quasi-totalité. Quatre cents Espagnols environ sont revenus, dont quelques artisans, des fonctionnaires et 80 % du personnel de Bou-Craa. Cette exploitation devait recommencer à tourner le 9 février. Le convoyeur, long de 100 kilomètres, a été endommagé en plusieurs endroits par des attentats du FLU. La réparation est prévue. L'extraction n'est pas pour autant gênée, ni l'exportation, en raison des stocks au port d'embarquement.

Des courants économiques se sont établis avec Agadir. D'autres ont été maintenus avec les îles Canaries, vers lesquelles, depuis la réouverture de l'aéroport, El-Aïoun au trafic civil, la compagnie Iberia assure à nouveau ses liaisons.

Deux provinces dépendant de l'autorité de Rabat ont été créées. Elles ont pour chefs-lieux El-Aïoun et Smara. On envisage la création d'une troisième province qui jouterait la partie sud du Sahara occidental, où doit s'exer-

LA GUERRE CIVILE EN ANGOLA

Le M.P.L.A. annonce la prise de Huambo capitale de ses adversaires

Tandis que le M.P.L.A. annonçait la prise de Huambo (anciennement Nova-Lisboa), fait état d'un succès sur ses adversaires de l'UNITA qui pourrait être décisif, l'Union soviétique a émis, samedi 7 février, selon l'agence Tass, des propositions permettant un « règlement négocié en Angola ».

L'agence soviétique précise que « l'U.R.S.S. préconise un règlement à partir du retrait des troupes des interventionnistes sud-africains et des mercenaires, et par une alliance des vraies forces patriotiques qui veulent l'indépendance de l'Angola ».

Pour sa part, le gouvernement tanzanien a demandé au secrétaire de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) de reconnaître la République populaire d'Angola comme membre à part entière de l'organisation.

Selon la déclaration du ministre tanzanien des affaires étrangères, M. Ibrahim Kaduma, le secrétaire de l'O.U.A. doit prendre cette décision quinze-vingt-cinq Etats de l'O.U.A. soit plus

de la moitié des membres de cette organisation, ont reconnu le régime de Luanda.

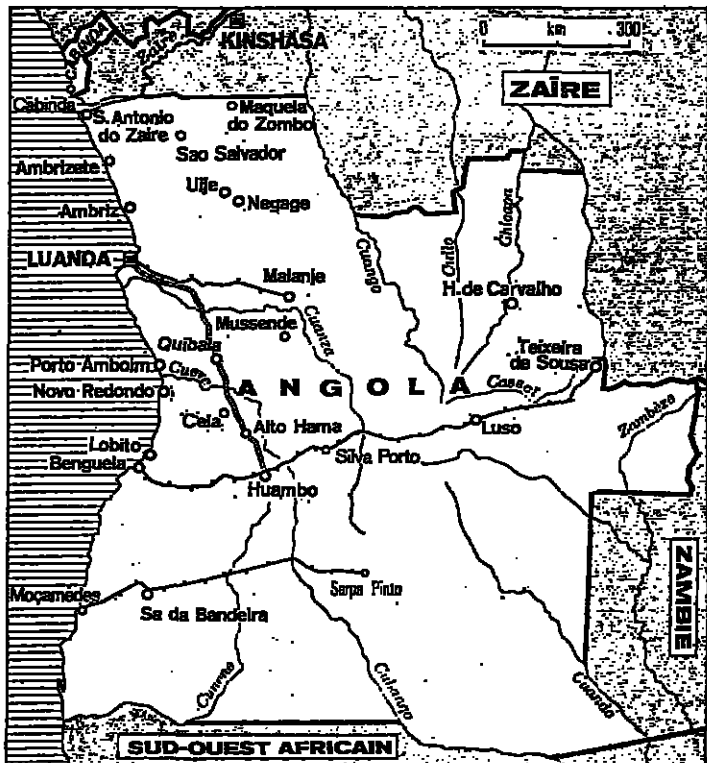
● A Johannesburg, le « Sunday Times » du 8 février assure qu'un affrontement se prépare aux frontières du Sud-Ouest africain, entre les forces cubaines et angolaises, d'une part, et les effectifs maintenus sur place par Pretoria, d'autre part. Cet affrontement, écrit le journal, pourrait être le plus important de toute la guerre. Le « Sunday Times » écrit, en outre, que M. Jonas Savimbi, président de l'UNITA, s'est rendu à Pretoria en décembre.

En Angola même, l'UNITA dénonce, dans un communiqué, la présence d'Algeriens dans les rangs de ses adversaires. Ils serviraient des hélicoptères disposant de lance-roquettes à Mucunda, à une centaine de kilomètres au sud de Malanje. A Luanda, le président Neto a, dans un discours, condamné les « actes d'indiscipline de gens qui donnent l'impression de vouloir organiser un mouvement politique parallèle au M.P.L.A. » (A.F.P. U.P.I.)

Correspondance

Luanda pour rejoindre le front sud. On signale de même qu'une partie des forces armées du front Nord traversaient l'Angola pour rejoindre la région de Huambo. On pensait donc que le rassemblement et l'organisation de cette armée ne permettraient pas une attaque avant la fin de février, même s'il était établi que, depuis le début de la semaine dernière, les forces sud-africaines s'étaient

Luanda pour rejoindre le front sud. On signale de même qu'une partie des forces armées du front Nord traversaient l'Angola pour rejoindre la région de Huambo. On pensait donc que le rassemblement et l'organisation de cette armée ne permettraient pas une attaque avant la fin de février, même s'il était établi que, depuis le début de la semaine dernière, les forces sud-africaines s'étaient



Les observateurs ont été surpris de voir Huambo tomber si vite. Pendant toute la semaine dernière, une grande quantité de matériel militaire a été transporté dans les garnisons blindées amphibies, artillerie anti-aérienne, a quitté le port de

retirées au sud du chemin de fer de Benguela.

Selon une source bien informée, la prise de Huambo ne se serait déroulée à aucune résistance. Les forces du M.P.L.A. et les Cubains n'auraient mis que quatre heures pour franchir les 60 km qui séparent Alto-Hama, où les combats auraient été difficiles, de Huambo. Samedi, à 19 heures, elles auraient fait parvenir un ultimatum aux forces de l'UNITA leur enjoignant de se rendre, faute de quoi l'assaut serait donné quatre heures plus tard. Ne recevant aucune réponse, les forces de la République populaire entraient sans aucune difficulté dans Huambo. Les combattants de l'UNITA s'en étaient retirés ou avaient abandonné leur uniforme pour des vêtements civils.

QUATORZE MERCENAIRES AURAIENT ÉTÉ FUSILLÉS

(De notre correspondant.)

Londres. — Selon une information non confirmée, quatorze mercenaires britanniques auraient été exécutés en Angola. Les faits sont rapportés par Neil Davis, correspondant de la chaîne de télévision N.C.S. au Zaïre. S'appuyant sur le récit de plusieurs déserteurs britanniques, le journaliste britannique affirme que l'exécution a eu lieu sur l'ordre du commandant de l'unité de mercenaires.

Celui-ci, le « colonel Callan », serait d'origine grecque et aurait servi à Chypre dans les forces de l'O.E.C.A. Une autre version assure qu'il a passé deux ans dans les rangs de l'armée britannique. Il est décrit comme un « maniaque du meurtre ». Alors que certains mercenaires demandaient à quitter les forces du M.P.L.A. parce qu'ils trouvaient les « conditions de travail » trop mauvaises, Callan aurait, sous la menace de mitrailleuses et d'un canon, contraint ses hommes à fusiller eux-mêmes les autres.

Un récit très proche a été recueilli par un correspondant de la B.B.C., selon lequel la scène se serait déroulée à peu de distance du quartier général de l'UNITA. Une fois mis au courant, le président du Front, M. Holden Roberto, aurait ordonné l'arrestation du colonel Callan, qui, selon certaines versions, aurait refusé d'entrer dans la jungle, d'autres affirmant qu'il aurait été tué.

Les dirigeants de la firme Security Advisory Services, qui a recruté les mercenaires britanniques, assurent de leur côté que la nouvelle des exécutions serait entièrement fautive. En tout cas, elle n'a pas empêché le départ de soixante nouveaux mercenaires, qui ont quitté Londres dimanche soir 8 février à destination de Kinshasa via Bruxelles. — J.W.

● Quatre chefs d'Etat d'Afrique australe ont achevé, samedi 7 février, au Mozambique, les travaux d'une réunion consacrée à l'Angola et à la Rhodésie. Les présidents Samora Machel (Mozambique), Julius Nyerere (Tanzanie), Kenneth Kaunda (Zambie) et Seretse Khama (Botswana) se sont séparés sans publier de communiqué. — (Reuter.)

LOUIS GRAVIER.

Algérie

« VEXATIONS » AUX FRONTIÈRES FRANÇAISES

« Quand tu rentres en Algérie, donne ta pale à Soummedine pour faire la guerre au Maroc ! » : « Vos voisins doivent vous suffire maintenant pour vous nourrir. Que faites-vous donc chez nous ? » Telles sont, d'après le quotidien El Moudjahid, les réflexions auxquelles s'exposent les travailleurs algériens en France lorsqu'ils regardent leur pays, et qu'ils passent les frontières de police, en particulier à Lyon et à Marseille.

Le journal fait ces constatations dans un billet intitulé « La conception française des bonnes relations », publié vendredi 6 février en pages intérieures. « On assiste, écrit-il, à une vaste campagne de dénigrement et de vexations entreprise à l'égard des nationaux par les autorités françaises. »

Témoignage

Robert Delavignette, un libéral obstiné

par GEORGES BALANDIER (*)

Robert Delavignette, qui vient de disparaître (le Monde du 6 février), a été gouverneur général des colonies. Il fut plus qu'un préfet des grandes affaires françaises, exotiques et maintenant fâchées : il ne se faisait jamais enfermer dans sa fonction et son rôle.

Lorsque je le rencontrai pour la première fois, sa forte présence m'imposa par association le titre d'une œuvre africaine naïve et flatteuse : Force-Bonité. Il dirigeait alors l'école dite coloniale, et il contribua à mon orientation africaniste : il présenta la fin des « chefs de l'empire », et me dirigea vers le département d'Afrique noire du Musée de l'homme et l'ethnologie ; il nourrit ma curiosité pour ce qu'il appelait « l'accent africain dans les lettres françaises ». Je respectais en lui ce qu'il gardait de l'esprit de 1936, et la qualité d'un auteur sans complaisance dont un livre publié pendant la guerre avait été ravagé par la censure.

Après mes missions de recherche conduites au Cameroun (où il avait été haut-commissaire) et au Gabon. Nous avons alors mesuré ensemble la force des mouvements qui expriment l'initiative des peuples noirs : il reconnut et accepta la montée des nationalismes. Par la suite, les débats provoqués par le drame algérien nous rapprochèrent encore : il venait d'écrire le rapport formulant l'analyse critique des données économiques et sociales de la situation ; il tenta en 1957 d'agir à l'intérieur de la Commission de sauvegarde des droits et libertés en Algérie. Il s'en retira parce qu'il n'acceptait pas la trêve.

Soudan-Parle-Bougaboug ou les Paysans noirs, ce sont là les références liant son métier et ses options à ses origines. Il interpréta le monde africain par le moyen de la culture paysanne, par la reconnaissance d'un humanisme de la terre. Il manifestait ainsi son sens de la mesure et la fermeté dans ses choix : ceux qui le conduisent, au cours des dernières années, à définir un meilleur usage de la coopération ou à confronter Christianisme et colonialisme. Il fut un libéral solide et obstiné.

(*) Professeur de sociologie à la Sorbonne, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales.

EMMANUEL LE ROY LADURIE

Montaillou, village occitan

de 1294 à 1324

« Une œuvre passionnée, passionnante »

— Jacqueline Pélissier — Le Monde

« Avec Le Roy Ladurie, l'histoire recevait un art majeur »

— Max Gallo — L'Express

bibliothèque des histoires

GALLIMARD

PROCHE-ORIENT

Liban

Dans la plaine de la Bekaa contrôlée par les Palestiniens

(Suite de la première page.)

Non loin de la carcasse d'un char libanais défilé par une explosion, au milieu de l'immense tourbillon qui est devenue la plaine sous les pluies de l'hiver, l'état-major de l'armée de libération palestinienne (A.L.P.) a installé un P.C. dans une maison d'un village de réfugiés palestiniens.

M. Abou Jihad, commandant des troupes de la branche militaire du conflit, l'armée s'est rangée au côté des phalanges pour le parti de Zaki et de plusieurs postes, nettoyant la Bekaa de tous les progressistes et Palestiniens. Nous connaissons ce plan et les officiers ont l'habitude de nous le présenter. Nous ne pouvons pas

ne pas réagir, d'autant que ce plan faisait partie d'une offensive générale. On l'a vu dans la région de Beyrouth, où, subitement, notre camp de Dbaï et ceux de Jir-Et-Bacha et de Tall-El-Zaatar ont été attaqués.

En estimant que, en deux jours seulement, la riposte a été émise, M. Abou Jihad laisse entendre que les « forces réactionnaires » ont été partout repoussées, à l'est de la Bekaa et au nord d'Akko, au point que les zones qu'elles contrôlaient ont été presque réduites au seul « petit » Liban, à majorité chrétienne. Le dirigeant du P.C. ajoute que sur le plan strictement militaire, l'effort des combattants progressistes et palestiniens pouvait difficilement être poursuivi. Il dit plus tard être convaincu que les phalanges n'auraient cessé le combat parce qu'ils ne pouvaient agir autrement.

Un commandant du P.C. s'est installé dans une villa inhabitée

appartenant à un Koweïtien d'origine irakienne, qui possède un vaste domaine de plusieurs centaines d'hectares dans les environs de Chitour. « Voilà ce qu'on a fait de ce pays, s'emporte un des fedayin, un pays d'accueil pour des militaires qui se font bâtir de luxueuses maisons où ils ont séjourné deux fois pendant quelques heures seulement. A côté, le pauvre pays, qui n'a que 50 livres par mois. » (Une livre libanaise vaut 2 francs.)

Un camion, deux chars légers portant l'inscription « Armée libanaise » : cette image démontre d'un autre événement important qui a eu lieu dans la Bekaa. Cette nouvelle armée vient d'être créée par quelques lieutenants, sous-officiers, et soldats, au cours des derniers combats, ont choisi de quitter « l'armée » pour se mettre aux côtés des forces progressistes. Ils ne sont que quelques centaines disposant d'une trentaine de blindés, de camions et de quelques pièces d'artillerie, mais ils sont la preuve d'un mouvement de libération et de désaffection des divisions d'une armée régulière dont les chefs sont accusés de partialité en faveur des partis de droite chrétiens.

Devant la cour de la ferme qui lui sert de quartier général, le lieutenant Ahmed Khatib, trente-quatre ans, se fait acclamer par les habitants d'un village voisin venus en délégation pour lui offrir un drapeau. « Vous le lieutenant El Khatib ? La même cérémonie se reproduit chaque jour avec un groupe différent. Cet homme, dit-il, est devenu, en quelques jours, le militaire libanais le plus connu.

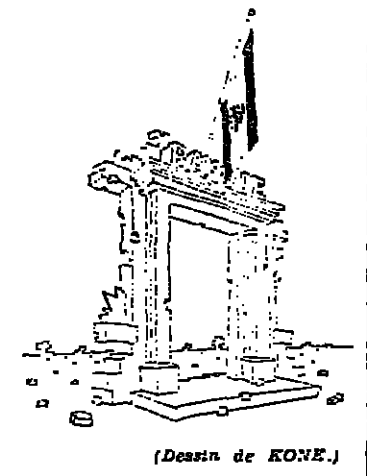
« Nous avons décidé de rejoindre le mouvement national, déclare-t-il, car nous ne voulions plus obéir à des ordres impossibles à exécuter. Nos supérieurs nous demandaient de prendre parti, avec nous, contre le peuple de ce pays. Il ne s'agit pas de religion — il y a des chrétiens parmi nous comme au sein du Front progressiste et de la résistance palestinienne. »

La « longue marche » des lieutenants Khatib et de ses compagnons, le 20 décembre, lorsque, accusés d'avoir dénoncé l'attitude partisane du commandement, il a été muté de Zaki à Marjayoun, dans

le Sud-Liban. C'est de cette garnison que, après avoir convaincu quelques dizaines de « camarades » de ne pas « résister passivement », mais « d'agir », il a remonté la vallée de la Bekaa, neutralisant les divers postes militaires qui se trouvaient sur son chemin. A chaque étape, les effectifs de ses troupes grossissaient, et, le 21 janvier, il a fait sa jonction avec les forces de l'O.L.P. qui arrivaient de Syrie.

Quand on lui demande combien de soldats l'ont rejoint (cinq cents environ selon certaines estimations), il élude en déclarant, avec un sourire ironique, « L'ex-armée comptait quinze mille hommes, trois mille seulement aujourd'hui sont encore opérationnels. Par rapport au premier chiffre, le nôtre est dérisoire mais, par rapport au second, il est considérable... »

FRANCIS CORNU.



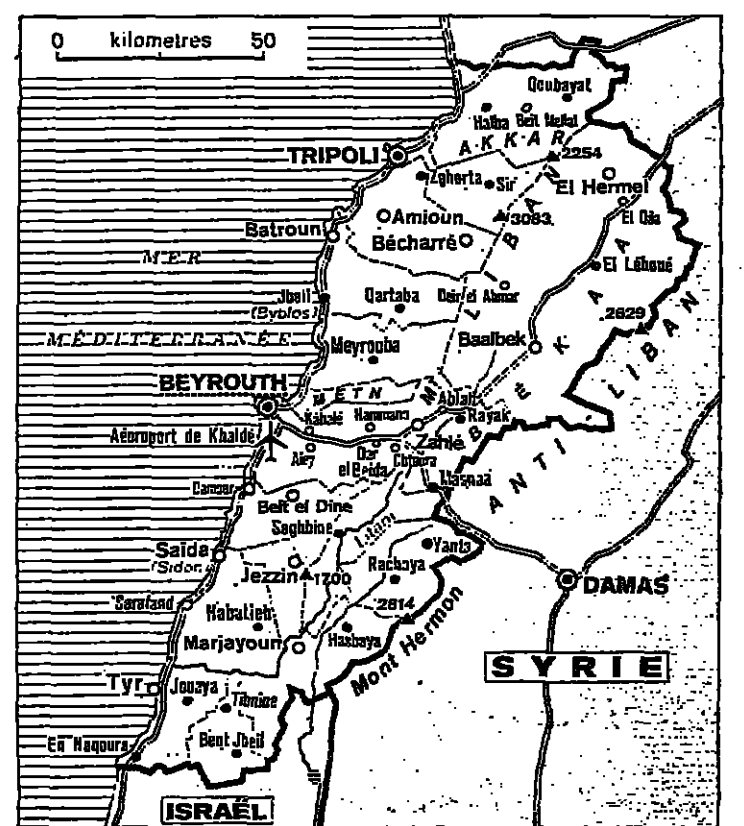
(Dessin de KONE.)

L'ACCORD DE 1969 RÉGLEMENTANT LA PRÉSENCE PALESTINIENNE

Le principal résultat de la visite du président libanais, M. Frangie, à Damas, où il a rencontré, samedi 7 février, le président Assad, est la garantie accordée par la Syrie pour l'application de l'accord du Caire de 1969 qui régit la présence des Palestiniens au Liban et leurs relations avec les autorités libanaises. Voici les clauses de cet accord, selon la presse libanaise :

- 1) LA PRÉSENCE PALESTINIENNE
 - « Reconnaissance des droits de travail, de résidence et de déplacement des Palestiniens résidant actuellement au Liban.
 - « Création de commissions de Palestiniens à l'intérieur des camps, en vue de sauvegarder les intérêts des Palestiniens, en collaboration avec les autorités locales et dans le cadre de la souveraineté libanaise.
 - « Présence d'unités du commandement de la lutte armée palestinienne (CLAP) à l'intérieur des camps. Ces unités sont chargées d'assurer de bonnes relations avec les autorités locales et de fixer les quantités d'armes à l'intérieur des camps.
 - « Autorisation accordée aux Palestiniens de participer à la révolution palestinienne au sein de la lutte armée, dans le respect des principes de la souveraineté et de la sécurité libanaise. »
- 2) L'ACTION DES FEDAYIN
 - « Octroi de facilités de passage pour les fedayin et délimitation des points de passage et d'observation dans les régions frontalières.
 - « Assurer aux fedayin l'usage de la route jusqu'à l'Arak, dans le Sud-Liban, sur les pentes du mont Hermon.
 - « Le CLAP se chargera de la discipline des membres des différentes organisations, et veillera à leur non-ingérence dans les affaires libanaises.
 - « Création d'unités mixtes palestiniennes - armées libanaises chargées de l'ordre.
 - « Désignation de représentants de la lutte armée palestinienne auprès de l'état-major libanais, en vue de participer au règlement de tout incident.
 - « Réglementation des déplacements des éléments de la lutte armée palestinienne.
 - « Droit des autorités civiles et militaires libanaises d'assumer leurs attributions et leurs responsabilités entières sur l'ensemble du territoire libanais et en toutes circonstances. » (A.F.P.)

ANDRÉ SCAMAMA.



AFIN D'EXCLURE L'O.L.P. DE TOUTE NÉGOCIATION

Washington aurait donné le feu vert à Jérusalem pour jouer à fond la « carte jordanienne »

Jérusalem. — La réunion du conseil des ministres israélien du dimanche 3 février a duré huit heures. Il n'en fallait pas moins pour entendre un compte rendu détaillé de M. Rabin sur son voyage aux Etats-Unis et les explications données par le premier ministre sur les phalanges qui ont fait scandale, tenus la semaine dernière par une « haute personnalité israélienne » à Washington, devant les représentants de la presse de son pays.

Le communiqué publié à l'issue du conseil ne donne aucune indication sur la teneur de l'exposé de M. Rabin ni sur l'accueil qui lui a réservé M. Peres, qui s'était senti directement visé par les accusations de la « haute personnalité ». Rappelons que M. Rabin (la « haute personnalité ») avait confié à Washington aux journalistes israéliens que les listes d'achats de matériel militaire étaient « excessivement étiées », qu'elles n'avaient pas été établies avec le sérieux nécessaire et qu'elles n'avaient pas été l'honneur d'Israël. Ces propos avaient été ressenties comme une offense personnelle par le ministre de la

défense et le chef de l'état-major, qui avaient mis au point les listes d'achat mais qui, disaient-ils, avaient été approuvés par le premier ministre. Devant le tollé soulevé en Israël par ses déclarations, la même « haute personnalité » avait aussitôt indiqué qu'elle n'avait voulu accuser personne et qu'effectivement M. Rabin avait, lui aussi, une part de responsabilité dans l'effet déplorable provoqué par les commandes israéliennes.

Au cours du voyage, l'amitié des Etats-Unis a été confirmée sur les questions essentielles comme les livraisons militaires, l'aide économique, et sur ce que l'on désigne à Jérusalem sous le vocable assez imprécis de « stratégie politique d'ensemble ».

Cette stratégie, que les Etats-Unis se sont montrés prêts à approuver, aurait pour objectif de parvenir à des règlements substantiels sur les divers fronts et sur ce qui concerne le plus problématique, celui qui concerne la Cisjordanie, les Américains se seraient, tou-

jours selon Jérusalem, ralliés au point de vue de M. Rabin. Sur le front oriental, un accord doit être recherché avec le gouvernement d'Amman, l'O.L.P. ne peut être considérée comme un interlocuteur (le fait qu'elle n'aura pas reconnu Israël, précèdent les Américains) et il ne saurait être question de créer un troisième Etat entre la Jordanie et Israël.

Avant d'apparemment reçu le feu vert de Washington pour jouer à fond, comme il l'a toujours voulu, la carte jordanienne, le gouvernement israélien va s'efforcer d'offrir dans les plus brèves délais au souverain hachémite un choix de formules qui pourraient lui permettre, en attendant que les conditions politiques intérieures deviennent de plus en plus propices à des solutions spectaculaires, d'accroître le renforcement de sa position en Cisjordanie. On envisagerait à Jérusalem de proposer à Amman de prendre le contrôle administratif d'une grande partie de la rive occidentale du Jourdain dont Israël conserverait le contrôle militaire. Cette question se pose de savoir quelle est la valeur que conservent les décisions du « sommet » arabe de Rabat, qui avait retiré au roi Hussein, au profit de l'O.L.P. toute autorité sur la Cisjordanie.

Le très vif intérêt porté à Amman au sein de l'O.L.P. et à Jérusalem aux élections municipales d'avril en Cisjordanie ne serait peut-être pas étranger à l'évolution de la situation. On prévoit en effet un affrontement entre les candidats pro-jordanien et pro-O.L.P. Il faut aussi noter qu'il est de plus en plus question d'avancer, en Israël, la date des élections générales.

ANDRÉ SCAMAMA.

Jordanie

Les ajustements politiques à Amman aggravent les dissensions dans les rangs palestiniens

M. Zeid Rifai, le premier ministre jordanien, a remanié le dimanche 3 février son gouvernement. Quatre nouvelles personnalités entrent au cabinet, mais la proportion des ministres d'origine palestinienne (quatre sur vingt) demeure inchangée.

Samedi, la Chambre des députés a été dissoute. Cependant, les élections parlementaires (trente de Transjordanie et trente de la Cisjordanie occupée) pourront être convoquées en séance extraordinaire chaque fois que le roi Hussein l'estimerait nécessaire. Le 5 février, l'Assemblée avait autorisé le gouvernement à reporter indéfiniment les élections législatives.

Ces mesures, selon le gouvernement jordanien, ont un double objectif : éviter, d'une part, que la population palestinienne de Cisjordanie ne demeure sans représentation électorale au moment où les autorités israéliennes tentent de mettre sur pied une administration autonome et régulariser, d'autre part, la situation du Parlement, « suspendu » depuis novembre 1974, à la suite du « sommet » de Rabat, qui avait reconnu à l'O.L.P. le droit exclusif de représenter les Palestiniens. Les dernières initiatives du roi Hussein — qui paraissent confirmer sa volonté de ne pas se désister de ses droits sur la Cisjordanie occupée — ont suscité de vives réactions au sein de l'O.L.P., tout en aggravant les dissensions au sein de la centrale des fedayin.

Selon les observateurs, les divergences appaues entre le chef de la Saïba et les autres membres du comité exécutif de l'O.L.P. trouvent leur origine dans le spectaculaire rapprochement qui s'est opéré depuis plusieurs mois entre Damas et Amman.

Notre correspondant à Beyrouth, Edouard Saab, rapporte que les dirigeants de l'O.L.P. sont persuadés que le roi Hussein, en accord avec la Syrie, et avec la bénédiction d'Israël et des Etats-Unis, s'apprête à revenir sur le devant de la scène afin de négocier un accord de dégelage avec l'Etat juif.

DIPLOMATIE

Paris souhaiterait un « directoire » européen

(Suite de la première page.)

Ainsi des actions coordonnées de la France à Athènes et de l'Allemagne fédérale à Ankara ont contribué à renouer les pourparlers entre les communautés chypriotes.

Le point sur lequel les critiques françaises sont le plus vives a trait au pouvoir de décision, grande faiblesse de l'Europe des Neuf. Celui-ci réside en fait essentiellement dans le Conseil européen (« sommet » triennal). Le Conseil européen, forme supérieure du conseil des ministres de la Communauté, s'inscrit en quelque sorte dans l'existence, plusieurs mois d'existence, plusieurs succès importants à son actif (accord sur le fonds régional, renégociation britannique, démarrage de la conférence Nord-Sud, amorces d'une politique énergétique). Comme le conseil des ministres, il travaille et doit travailler en accord avec la Commission, organe technique autonome, mais nommé par les gouvernements. L'exécutif ainsi constitué fonctionne d'une façon pragmatique, réagissant de sa briser, et des conflits surgissent entre le Conseil et la Commission si celle-ci devait, comme le propose M. Tindemans, prendre un caractère plus politique et, notamment, recevoir l'investiture du Parlement européen.

D'une façon générale, c'est dans le renforcement du Conseil, non dans celui de la Commission, que l'on voit Paris l'avenir d'une Communauté mieux structurée. La grande difficulté vient évidemment des élargissements à de nouveaux membres, réalisés ou prévus à plus ou moins longue échéance, qui rendent le Conseil de moins en moins apte à prendre des décisions.

De là l'idée qui n'a jamais été totalement écartée, à Paris, d'un « directoire » européen plus ou moins formel. Déjà, le 4 février 1969, le général de Gaulle, arguant que la Communauté ne pouvait fonctionner

que par accord des plus « grands » avait suggéré à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Sir Christopher Soames, que son pays se prête, pour entrer dans la C.E.E., à la formation d'un « conseil » restreint avec la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie. Cette idée avait fait scandale et provoqué une levée de boucliers des « petits ». Les idées en cours aujourd'hui à Paris seraient sensiblement différentes. Dans ce « directoire », des procédures de délégation et de rotation devraient permettre à chacun de faire valoir ses vues. La rotation ne serait pas automatique, et les « grands » ne seraient pas nécessairement des membres de droit inamovibles. La « directoire » pourrait comprendre, par exemple, deux « grands » et un « petit ». En outre, la personnalité des dirigeants européens devrait être prise en considération. Actuellement, M. Thom, chef du gouvernement du Luxembourg, est plus de poids politique que le grand-duc. On imagine mal cependant comment de telles idées pourraient être mises en œuvre sans soulever, entre autres, des questions de susceptibilité insurmontables.

C'est sans doute parce que l'on mesure mieux à Paris les risques de paralysie d'une communauté trop nombreuse que l'on paraît moins hostile qu'ailleurs à la construction à plusieurs vitesses « proposée » par M. Tindemans. Sans doute devrait-on se prémunir contre les risques de dislocation mais, la « progression différenciée » n'est pas une novation : la communauté actuelle s'est faite à plusieurs vitesses avec six fondateurs et ses trois adhérents, son « serpent » monétaire, qui ne réunit que six Etats-membres et son Conseil européen, inspiré des « sommets » réguliers franco-allemands. D'ailleurs, pourquoi et comment empêcher ceux qui veulent aller plus vite et plus loin que les autres le fassent ? Dans cette affaire, on semble considérer que le tact et la présentation jouent un grand rôle.

On paraît d'autant plus soucieux à Paris de consolider à la tête de la Communauté un pouvoir de décision efficace que l'on a pris son parti de l'élection du Parlement européen au suffrage direct. Les deux vont de pair, dit-on : c'est parce que le Conseil européen est en état de marche que l'élection démocratique du Parlement européen est souhaitable, voire nécessaire.

L'élection directe soulève cependant encore deux problèmes : la répartition nationale des sièges, qui dépend d'un accord entre les Neuf et le mode de scrutin qui, si l'on s'en tient à l'arrangement (contesté) passé entre les Neuf ne relève, dans l'immédiat, que des autorités nationales. Le ministère de l'Intérieur s'est livré à de nombreuses études sur les avantages et les inconvénients des scrutins majoritaires et proportionnels. On s'orienterait vers un système mixte : des listes de trois sièges seraient élues au scrutin majoritaire dans des circonstances ad hoc formées de plusieurs départements et les restes seraient répartis à la proportionnelle à l'échelon national.

MAURICE DELARUE.

L'élection du Parlement européen

LES RADICAUX SONT HOSTILES A UN TYPE DE SCRUTIN COMMUN A TOUS LES PAYS

(De notre correspondant.) Clermont-Ferrand. — M. Gabriel Peronnat, secrétaire d'Etat à la fonction publique et président du parti radical, a précisé samedi la position de sa formation sur l'élection du futur Parlement européen, déclarant notamment :

« Les radicaux s'en tiennent aux termes du traité de Rome qui a été signé au nom de la France par le radical Maurice Faure. Nous sommes attachés à ce que l'élection du Parlement européen se fasse au scrutin universel, selon des modalités qu'il convient d'étudier, soit par région, soit au plan national. Nous pensons qu'il faut respecter les scrutins de chaque pays, car rechercher l'unification d'un scrutin uniforme pour l'ensemble des pays européens aurait pour conséquence de retarder l'échéance fixée. »

La visite à Londres de M. Schmidt marque un rapprochement germano-britannique

De notre correspondant

Londres. — Arrivé le vendredi 6 février à Londres, le chancelier Schmidt, après vingt-quatre heures plus tard après s'être entretenu six heures avec M. Wilson.

Le chancelier rencontre, les milieux de M. Whitehall ne manquent pas de suggérer qu'elle servirait à promouvoir les « relations spéciales » qui devraient naturellement exister entre Londres et Bonn. Sans aller jusqu'à reconnaître qu'on serait jaloux, dans la capitale britannique, de voir les affaires européennes trop dominées par la coopération franco-allemande, on n'en souligne pas moins que le Royaume-Uni et l'Allemagne fédérale ont des raisons particulières de s'entendre : les deux pays sont gouvernés par des sociaux-démocrates, font grand cas de l'alliance atlantique et voient d'un mauvais œil toute coopération des socialistes avec les communistes.

Les relations entre Londres et Bonn n'ont pas été trop chaleureuses durant ces dernières années, notamment durant la « renégociation ». La visite du chancelier Schmidt a donc marqué dans une certaine mesure la fin des querelles. Les dirigeants britanniques ont d'ailleurs pris soin ces temps-ci de faire quelques « gestes » en vue de convaincre leurs partenaires que Londres jouera désormais le jeu européen sans trop d'arrière-pensées.

M. Wilson a promis au chancelier qu'il fera de son mieux pour convaincre son parti et la Chambre des communes de respecter le programme prévoyant des élections directes au Parlement européen en 1978. Enfin, et bien qu'aucune précision officielle n'ait

été donnée à ce sujet, il est permis de penser que le premier ministre Wilson a réitéré l'assurance que la Grande-Bretagne ne réduira pas son budget militaire, encore qu'une question reste en suspens : l'accord réglant la contribution de Bonn à l'entretien de l'armée britannique en Allemagne fédérale doit bientôt être renouvelé. Tout en déclarant que ce problème « ne serait pas insoluble », le chancelier fédéral n'a pas, semble-t-il, pris d'engagements précis.

Les conversations ont aussi porté sur la « guerre de la mort », qui pose un problème très sérieux à l'alliance atlantique. M. Wilson a suggéré qu'il serait « heureux » de voir l'Allemagne fédérale jouer un rôle de médiateur. M. Schmidt s'est empressé de faire savoir qu'il n'a pas l'intention de brûler ses doigts dans cette affaire et a suggéré de se tourner à nouveau du côté de l'O.T.A.N.

JEAN WETZ.

La V.P.C. : qu'est-ce que c'est ?

La V.P.C. ou vente par correspondance est un circuit de distribution inventé voici cent ans : catalogues, offres spéciales et produits sont directement livrés, à domicile, au consommateur.

Syndicat des entreprises de vente par correspondance



EUROPE

Portugal

Vingt-cinq mille personnes assistent à Lisbonne à un meeting de la droite

De notre correspondant

Lisbonne. — Le Centre démocratique et social (C.D.S.), parti politique de droite, qui regroupe bon nombre de dirigeants de l'ancien régime, a manifesté pour la première fois à Lisbonne depuis la « révolution des œillets ». Au nord du pays, cela n'aurait rien eu d'original, mais au centre même de la capitale, le spectacle offert par une foule joyeuse de vingt-cinq mille personnes était inédit.

Le dimanche 8 février, aux arènes de Campo Pequeno, les drapeaux rouges ont cédé la place à des drapeaux noirs et blancs, des fanfares et des maréchaux, mais deux flèches dirigées vers le « centre », symbolisé par un cercle. Au lieu du poing, on levait le pouce en signe de victoire. Le visage du général Galvão de Melo, probable candidat de la droite à la prochaine élection présidentielle, apparaît imprimé sur des milliers de boîtes d'allumettes vendues sur place. Des autocollants surgissent aux boutons, des femmes portent des tee-shirts aux couleurs du parti.

A l'intérieur des arènes, un des

« Portuigais de tous les temps et de toutes les régions ». Il a farouchement attaqué la décolonisation, qui, selon lui, n'a pas été une « victoire », mais une « défaite », œuvre d'une « poignée d'individus » dont il a demandé : « Seront-ils des Portugais ? ». Pour l'assistance, la réponse était simple : « Non, ils étaient des traitres ». Au milieu des sifflets, le général a dénoncé les « mercenaires cubains et russes qui remplacent en Angola les militaires portugais ».

L'« idole » de l'ancienne « majorité silencieuse » devenue bien bruyante a pu entendre un slogan auparavant réservé aux militaires de gauche : « Général ami, le peuple est avec toi ». Ravie de cet accueil, M. Galvão de Melo a répondu : « Peuple ami, le général sera toujours avec toi dans un avenir de grandeur ». Le nuit tombait, et la kermesse était finie.

Dans trois mois, on votera pour l'Assemblée législative ; ensuite, viendra l'élection présidentielle. Les divers partis précisent dans cette perspective leur stratégie. Le parti socialiste a réaffirmé, au cours d'une conférence de presse, sa volonté de se présenter seul aux élections. Pas d'alliance, ni avec les communistes, qui, pour M. Soares, « n'offrent pas de garanties suffisantes quant au respect de la démocratie », ni avec le P.P.D., qui « dans la pratique suit une politique de droite ». Une seule exception possible : une alliance avec les dissidents du parti socialiste, les « social-démocrates ».

Le général Galvão de Melo, en col roulé, les bras levés au ciel, a été reçu par les manifestants au milieu des cris de « Général, patience, tu seras à la présidence ! » ou « Nous y serons tous », a-t-il répondu, l'air résigné. Son « message » a été adressé aux

Le « général patience »

A la tribune, M. Amaral, président du C.D.S., a défini les trois objectifs essentiels de son parti : démocratisation nationale, reconstruction nationale et réconciliation nationale. Il a demandé justice pour les « victimes du 25 avril arrêtées sans raison et libérées d'outre-mer », pour les « réfugiés d'outre-mer », pour les chômeurs « à qui le gongolisme a retiré leur travail », pour les propriétaires « expropriés sans indemnités », pour les détenteurs de titres et d'actions « qui attendent toujours les dédommagements auxquels ils ont droit ». Pour les élèves « empêchés pour des raisons politiques de suivre les cours et de passer les examens », pour les « télespectateurs » impuissants devant des programmes qui « offensent leur sensibilité et leur foi ».

Le général Galvão de Melo, en col roulé, les bras levés au ciel, a été reçu par les manifestants au milieu des cris de « Général, patience, tu seras à la présidence ! » ou « Nous y serons tous », a-t-il répondu, l'air résigné. Son « message » a été adressé aux

L'EX-GÉNÉRAL SPINOLA EST EXPLUSE DE FRANCE

L'ex-général Spinola est arrivé le samedi 7 février à Genève, venant de France. Il avait été informé le 2 février que son séjour en France expirait le 7 février. Selon son entourage, il aurait très mal pris cette décision qui lui a de nouveau été notifiée samedi.

Après un premier séjour en France, il y a plusieurs semaines, au cours duquel il avait résidé dans un grand hôtel parisien, l'ex-général était installé dans un hôtel de Saint-Maur. Au début de la semaine dernière, il avait essayé de pénétrer en Espagne, par le col du Pertuis, mais il avait été refoulé par la police espagnole. — (A.F.P.)

Espagne

Un maire est assassiné au Pays basque

M. Victor Legorburu, maire de Valdegama, près de Bilbao, et connu pour ses opinions antinationalistes basques, a été assassiné par des inconnus le lundi 9 février alors qu'il sortait de son domicile. Cet attentat risque de relancer la tension au Pays basque alors qu'une importante manifestation a eu lieu à Barcelone le dimanche 8 février à l'appel des organisations catalanes.

D'autres part, les mesures adoptées par le dernier conseil des ministres espagnol ont déjà l'opposition démocratique, qui attendait davantage. On apprend, enfin, que M. Emilio Romero, ancien directeur de Pueblo, et l'un des personnalités franchistes les plus liées aux groupes ultras de droite, a été limogé de son poste de directeur général de la presse du Mouvement.

De notre correspondant

Madrid. — Le crédit que la presse et l'opinion publique espagnoles avaient accordé au premier gouvernement du roi s'est de nouveau réduit à la suite des mesures prises par le conseil des ministres du 6 février (le Monde daté 9 février).

La modification du décret-loi antiterrorisme, alors que l'opinion attendait son abrogation pure et simple, est cependant importante. Les conseils de guerre summarismos disparaissent : une plus grande liberté est reconnue à la défense ; les peines de mort sont supprimées comme châtiment unique dans certains cas.

Les articles qui qualifiaient d'actes de terrorisme certains délits de presse sont abrogés. Cependant, sont toujours qualifiés de délits de terrorisme les « prisons du peuple » et la transmission de « certains messages ». Les conseils de guerre sont en partie dissuadés. Mais les perqui-

sions domiciliaires sans mandat judiciaire restent en vigueur. Le décret-loi est donc maintenu à titre exceptionnel. Le délit pur et simple de terrorisme est maintenant séparé d'autres délits politiques qu'on opinion qui étaient auparavant considérés dans les articles abrogés.

Le projet de loi sur le droit de réunion revient en fait à la réglementation d'un article du fuero des Espagnols de l'année 1945, qui contenait des principes conformes aux droits de l'homme, mais en grande partie restés lettre morte depuis. L'opinion attendait plus, c'est-à-dire une large réglementation du droit d'association et de réunion.

Dans des termes rappelant un style encore récent, le gouvernement, après avoir pris en considération ce qu'il appelle la campagne des « forces de la subversion », lance contre le conseil de guerre devant lequel vont être déférés les officiers de l'Union militaire démocratique (U.M.D.), a avisé la presse qu'il était prêt à « empêcher que l'affaire soit politisée » et à appliquer « avec fermeté » la loi de presse.

De son côté, l'U.M.D. a publié un communiqué déclarant que « ses représentants des diverses régions d'Espagne » demandent l'immunité pour les officiers inculpés et leur réintégration. L'U.M.D. remercie d'autre part « toutes les organisations démocratiques, la presse, et en général les sympathisants, pour ce qu'ils ont fait en faveur des inculpés ». Elle ajoute qu'elle espère que « les forces armées et les forces de l'ordre ressentiront la nécessité de travailler en contact étroit avec le peuple d'Espagne, afin d'établir la démocratie dans le pays dans un avenir très proche ». — J. A. N.

● Le tribunal d'ordre public de Madrid a condamné le samedi 7 février neuf membres du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) à des peines de prison pour le délit de terrorisme. Selon le procureur, en juin 1973, les neuf inculpés avaient attaqué avec des cocktails Molotov une banque à Las Palmas. Deux autres membres du FRAP ont été acquittés. — (A.F.P.)

UN CAPITAINE DE LA POLICE ARMÉE EST ACCUSÉ D'ÊTRE MEMBRE DE L'UNION MILITAIRE DÉMOCRATIQUE

Barcelone (A.F.P.). — Un capitaine de la police armée, Julian Delgado Aguado, va prochainement comparaître devant un tribunal d'honneur. Il est soupçonné d'appartenir à l'U.M.D. (l'Union militaire démocratique), apprend-on de source informée. Cet officier avait participé, le 18 février 1975, à une réunion de l'U.M.D. où il représentait les forces de l'ordre, et à laquelle participaient cent vingt-cinq officiers, dans la bibliothèque de la capitale nationale, à Barcelone. Pour cette raison, il fut arrêté à Barcelone pendant trois mois et perdit ensuite son commandement, après les arrestations de neuf membres de l'U.M.D. à Madrid, le 31 juillet 1975.

Il est le fils d'un capitaine de l'armée nationale que fut fusillé en 1936. Il pourrait, présumé-t-on de source militaire, passer éventuellement en conseil de guerre.

● Le tribunal d'ordre public de Madrid a condamné le samedi 7 février neuf membres du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (FRAP) à des peines de prison pour le délit de terrorisme. Selon le procureur, en juin 1973, les neuf inculpés avaient attaqué avec des cocktails Molotov une banque à Las Palmas. Deux autres membres du FRAP ont été acquittés. — (A.F.P.)

Pays-Bas

LES RÉVÉLATIONS DE LOCKHEED

Le prince Bernhard demande une enquête sur son cas

(Suite de la première page.)

Beaucoup dépendra notamment du bon vouloir du représentant de Lockheed en Europe, M. Messer, qui réside en Suisse et qui a refusé jusqu'ici de comparaître devant la commission du Sénat. M. Messer a entretenu des relations étroites non seulement avec le prince Bernhard, mais aussi avec un ami du prince, héros de la résistance néerlandaise, M. Tjensma Gestrigen, également accusé d'avoir touché des sommes d'argent pour ses « conseils » à l'époque de la vente des Starfighter.

On note aussi que, au début des années 60, le prince Bernhard faisait partie du conseil de surveillance de la société néerlandaise d'aéronautique Fokker, dont Lockheed possédait un certain nombre d'actions.

Depuis plusieurs mois déjà le nom du prince Bernhard revenait fréquemment dans les déclarations d'anciens employés de Lockheed. Il y a trois mois, le premier ministre, M. Joop Den Uyl, avait eu une conversation privée à ce sujet avec l'époux de la reine, et il avait conclu à ce moment-là que celui-ci était hors de cause. C'est devant les accusations concrètes prononcées par M. Koolhaas, l'un des dirigeants de Lockheed, que le prince a lui-même demandé l'ouverture d'une enquête sur cette affaire. En même temps, il a formellement nié avoir touché quelque somme que ce soit.

Cette déclaration, rapportée dimanche soir à la télévision néerlandaise par le premier ministre, a rassuré momentanément l'opinion publique, qui craignait que sa confiance quasi absolue dans la monarchie néerlandaise soit à tout jamais compromise. Pour faire une déclaration pareille, estimant les milieux politiques de La Haye, le prince Bernhard doit avoir la conscience tranquille.

C'est dans cet esprit que les leaders de tous les partis politiques représentés au Parlement hollandais ont accueilli favorablement la décision gouvernementale de nommer une commission d'enquête au plus vite.

A propos de l'enquête, le premier ministre, M. Den Uyl, a déclaré que « personne ne devait être considéré comme coupable avant que sa culpabilité soit prouvée. Cela vaut pour tout citoyen et aussi pour le prince Bernhard ». Mais il a laissé entendre également que si la commission conclut à des faits répréhensibles, le rapport serait transmis à la justice qui, selon les milieux bien informés, engagerait certainement des poursuites. « J'espère que nous arriverons à une conclusion rapide. Je pense que cela sera mieux pour tout le monde », a déclaré M. Den Uyl.

En effet, si des doutes sur les agissements du prince Bernhard subsistaient, l'affaire pourrait prendre une tournure très grave. Une crise constitutionnelle pourrait s'en suivre. A La Haye, on est persuadé que, dans ce cas, la

reine abdiquerait et que le prince même de la monarchie serait mis en cause, bien que, officiellement, la succession doive être assurée par la princesse Beatrix. Il y a, aux Pays-Bas, peu de militants républicains actifs, mais dans les partis de gauche, un préjugé favorable latent pour la République existe et ne demande qu'à être réveillé.

En attendant, les rumeurs continuent à circuler. Selon certains bruits, c'est M. Messer, agent de Lockheed en Europe, qui aurait reçu l'argent pour le prince Bernhard et d'autres « conseillers spéciaux ». C'est lui qui l'aurait mis en sécurité dans une banque suisse.

Dans les milieux gouvernementaux, l'opinion prévaut cependant que, au cas où le prince aurait trompé dans cette affaire, il n'aurait pas utilisé le million de dollars à des fins personnelles (il n'en a vraiment pas besoin), mais pour la bonne cause du World Wildlife Fund, l'organisation mondiale pour la protection de la nature, dont il est le dynamique président.

(Interim.)

A travers le monde

République Centrafricaine

● LES INSTIGATEURS DE L'ATTENTAT MANQUÉ perpétré le 3 février à l'aéroport de Bangui contre le maréchal Bokassa, président à vie de la République Centrafricaine, ont été arrêtés. Selon un communiqué officiel, il s'agit du chef de bataillon Fidel Ordon, commandant de l'escadron centrafricain, de son frère Martin Meyer, directeur de l'administration générale au ministère du tourisme, eaux et forêts, pêches et chasses, et du lieutenant Satao, de l'armée de terre. — (A.F.P.)

République Sud-Africaine

● SEIZE HOTELS sud-africains seront autorisés à recevoir des clients « non blancs » à partir du 16 février, vient d'annoncer M. Jimmy Kruger, ministre de la justice sud-africain.

Ces hôtels ainsi que le complexe théâtral Nico-Malan du Cap recevront un « statut international » qui leur permettra d'héberger, de servir des repas de « rafraîchissements » et des boissons alcoolisées à la clientèle de couleur. — (A.F.P.)

Rhodésie

● DIX-HUIT NATIONALISTES AFRICAINS ont été arrêtés au cours des quatre derniers jours, par les forces de sécurité rhodésiennes, affirme, samedi 7 février, un communiqué officiel publié à Salisbury. Au total, vingt-six nationalistes auraient été tués depuis une semaine.

PORTRAIT

Un sportif et un homme d'affaires

Le prince Bernhard de Hollande est âgé de soixante-quatre ans. Epoux depuis 1937 de la reine Juliana, il a toujours été passionné d'aviation. Au bon vieux temps des avions à hélice, il pilotait lui-même l'appareil royal lorsqu'il accompagnait la reine dans ses visites officielles à l'étranger. Il est sportif, aime la vitesse et a le goût du risque. Il a d'ailleurs eu plusieurs accidents de voiture assez graves. Par son attitude courageuse et loyale, pendant la deuxième guerre mondiale, il a refusé de faire oublier qu'il est d'origine allemande. En 1945, il était présent sur le Grebbenberg lorsque les Allemands ont signé leur capitulation.

En 1948, après le couronnement de la reine Juliana, il devient non seulement prince consort mais aussi le « commis voyageur » des Pays-Bas. Le gouvernement l'envoie dans le monde entier défendre les intérêts des industriels et des hommes d'affaires néerlandais. Plusieurs fois, il a organisé la conférence Bilderberg, qui réunit chaque année des industriels et des hommes politiques européens et américains. Il a été aussi affaires et un certain franc-parler dans les rapports privés. Il parle très bien plusieurs lan-

gues étrangères, quoiqu'il n'ait jamais perdu son fort accent allemand. Un bon mot a fait le tour de la Hollande : l'époux de la reine parle sept langues étrangères sans accent, et une langue (le néerlandais) avec sept accents.

Le prince Bernhard est inspecteur général de l'armée néerlandaise. Pendant de nombreuses années il a été aussi administrateur de la société aéronautique Fokker, qui a construit, sous licence, le Starfighter de la société américaine Lockheed. Depuis un certain nombre d'années, le prince Bernhard, qui était amateur de salons en Afrique, s'occupe activement de la protection de la nature en tant que président du World Wildlife Fund (Fonds mondial pour la nature), une organisation qui s'attache à empêcher la disparition des espèces animales rares.

Il a toujours su éviter des déclarations embarrassantes pour la monarchie néerlandaise. Une fois, pourtant, il a été directeur sur la fonctionnant du système parlementaire aux Pays-Bas, ce qui lui a valu un rappel à l'ordre immédiat du gouvernement. Le prince jouit d'une indéniable popularité.

PHILIP FRERIKS.

Pologne

Des intellectuels protestent contre la limitation de la souveraineté de l'État

De notre correspondant

Les auteurs de la pétition reconnaissent les obligations internationales découlant de traités signés par la Pologne, mais ils estiment que les inscrire dans la Constitution revient à « limiter la souveraineté de l'État ». A leurs yeux, « la formulation unitaire du principe constitutionnel de l'indivisibilité de l'alliance fraternelle avec la grande patrie soviétique » est une « position contraignante du droit interne ramenant la Pologne dans un rôle d'État dépendant d'une indépendance formellement limitée. La réalisation de cette conception politique et juridique anachronique signifierait le rabaissement de la position internationale de notre État ».

Après avoir rappelé l'histoire tragique de la Pologne au cours des trois derniers siècles, de la « démocratie nobiliaire » impuissante jusqu'aux différents partages du pays, le texte conclut : « La surabondance de souffrances et d'humiliations que ces événements ont apportés ont laissé des traces durables dans notre conscience nationale. Les Polonais connaissent bien le prix de la paix et de la sécurité nationale. L'alliance, maintenant vieille de trente ans, entre la République populaire de Pologne et l'U.R.S.S. a créé de nouvelles relations historiques entre nos nations. C'est pourquoi les modifications proposées dans la Constitution sont superflues ».

MANUEL LUCBERT.

Vienne. — Tandis que la presse polonaise réclame depuis quelques jours une critique globale du projet de réforme de la Constitution, la fronde contre la révision envisagée se poursuit et se développe dans les milieux intellectuels. Après la « lettre des 59 », qui s'insurgeait contre l'inscription dans la loi fondamentale du rôle dirigeant du parti ouvrier unifié (communiste), (le Monde daté 4-5 janvier), une seconde pétition a été envoyée ces jours derniers, approuvée-nous, à la commission extraordinaire du Parlement chargée de préparer le projet. Un troisième texte circulerait actuellement à Varsovie. Il s'attaquerait à la formule selon laquelle les droits des citoyens sont « inaliénablement liés à l'accomplissement attentif et consciencieux des devoirs envers la patrie ».

Les trois documents ne contenant pas une critique globale du projet de révision, mais s'en prennent chacun à un point particulier. Il en est de même d'une lettre envoyée récemment à Varsovie. L'ancien ministre de l'éducation nationale du temps de M. Gomułka écrivait, notamment, à propos du rôle dirigeant du parti : « Le projet de la plus grande des privilèges, d'un parti défini — le droit de l'exercice du pouvoir — équivaudrait à un retour aux traditions pré-démocratiques, féodales. Il faut sans doute voir dans ces réactions suc-

PHOTO HALL

63 av. Champs-Élysées
PARIS 8e

SOLDES

le matériel
« démonstration »
des plus grandes marques

PHOTO
CINE
HIFI

remise jusqu'à
50 %

un très grand choix
du 9 au 14 février 1976

POLITIQUE

La fin des travaux du XXII^e congrès

A Saint-Ouen, le P.C.F. a confirmé son

« Un congrès historique », a dit M. Georges Marchais, en clôturant les vingt-deuxième assises du P.C.F. qui ont siégé à Saint-Ouen du 4 au 8 février. Historique ? Le terme était à l'usage des militants, dont les congrès sont la fête, qui viennent pour s'admirer et s'applaudir, pour s'enorgueillir de la force et de la puissance de leur parti. C'est le lieu privilégié où, à intervalles réguliers, vient se rallier cet esprit de parti — que M. Jean Kanapa a exalté à la tribune et qui lui a permis de clore le débat engagé autour des questions de morale. En cela, un congrès communiste relève toujours de cette « grand-messe » si souvent décrite. Il s'apparente effectivement à une célébration.

Sans doute nécessaire à la cohésion du parti, il n'est pas dépourvu de richesses humaines, et les deux mille cinq cents personnes

rassemblées samedi au Palais des sports de Saint-Ouen ont — congressistes, invités et journalistes mêlés — vécu un instant intense lorsque des immigrés sont venus saluer les délégués et que leur porte-parole s'est évanoui à la tribune, terrassé par l'émotion.

Mais un congrès communiste, ce n'est pas seulement cette célébration, si ce n'est pas encore un lieu d'élaboration politique. Dans le comportement même des délégués, le changement est visible. Ils sont plus détendus, c'est-à-dire moins stériles, ils sont plus exigeants sur la qualité des débats, ils laissent parfois percer leur lassitude devant certains exposés trop classiquement descriptifs de l'activité communiste dans tel département ou telle entreprise. Ils côtoient volontiers à la buvette les journalistes, les invitent même à leur table lors des repas. Ils parlent de la politique de leur parti, y compris parfois pour relever ce

qui, à leurs yeux, constitue des insuffisances. Bref, l'évolution engagée depuis 1964 se poursuit et ne cesse de s'amplifier. Le XXII^e congrès est bien plus une étape qu'un événement historique.

Le P.C.F. confirme son évolution — à l'italienne — plus nettement que jamais, il se fait un adepte du polycentrisme et commence à parler haut à son homologue soviétique. Plus nettement que jamais, il présente le passage au socialisme comme un processus continu de démocratisation et non comme une rupture de caractère révolutionnaire. Une autre option est-elle possible ? C'est peu probable. Il n'en reste pas moins que M. Georges Marchais a voulu cette stratégie et qu'il a tout fait pour la faire triompher. Pourtant, il y a un peu plus d'un an, en octobre 1974, lors du XXI^e congrès, on avait pu se demander si les communistes français n'allaient pas quitter la voie que leur propose

obstinément leur secrétaire général. Celui-ci, du même coup, avait paru chanceler, les tensions nées au sein du bureau politique compromettant son autorité.

Il ne reste, à l'évidence, plus rien de cette période. Non seulement la « voie démocratique » chère à M. Marchais triomphe, mais, qui plus est, l'emprise du secrétaire général sur le parti sort renforcée du renouvellement par le XXII^e congrès, des instances dirigeantes. La promotion la plus spectaculaire est en effet, sans conteste, celle de M. Charles Fiterman. Elu membre suppléant du comité central en 1972, lors du XX^e congrès, il réalise la prouesse d'être cette année, d'un seul coup, promu titulaire au comité central, membre du bureau politique, membre du secrétariat. Or M. Fiterman est l'un des plus proches collaborateurs de M. Marchais, dont il fut le secrétaire particulier plusieurs années durant. L'autre nou-

Samedi 7 février les débats portent dans un premier temps sur l'action du P.C.F. dans les entreprises. M. JEAN COLPIN, membre du bureau politique chargé de ce secteur d'activité, déclare notamment : « Quel est le parti qui s'identifie le mieux aux intérêts de la classe ouvrière et à ceux des travailleurs ? Celui qui se réclame d'un front de classes dont la nébuleuse cache la contestation du rôle d'avant-garde de la classe ouvrière ou, au contraire, le parti qui fonde l'adhésion de combat de tous les travailleurs sur la reconnaissance du rôle révolutionnaire de la classe ouvrière ? (...) C'est de ce parti-là que la classe ouvrière et tous les salariés ont besoin dans les entreprises. Ils n'ont pas besoin d'un autre. Nous ne contestons pas au parti socialiste le droit de chercher à s'implanter dans les entreprises, mais nous ne favorisons pas pour

autant, au contraire nous combattons comme nous l'avons toujours fait, l'idéologie et les pratiques réformistes incompatibles avec les intérêts de la classe ouvrière et avec l'efficacité de son combat sur les lieux de travail, là où il y a la plus grande portée. » Mme NICOLE MATHIEU (Rhône) se penche sur le sort des « femmes travailleuses » qui, explique-t-elle, sont doublement exploitées. Mme JOSSELINE BORGES (Essonne), qui travaille comme O.S. à la C.G.C.T. de Massy, dénonce cette entreprise liée, selon elle, à la C.I.A. M. ANTOINE PORCU (Meurthe-et-Moselle nord) évoque la situation dans la sidérurgie et explique que la Lorraine tend à être placée sous la domination de la République fédérale allemande et à échapper en conséquence au contrôle national. Il réclame la nationalisation de la sidérurgie et reproche à M. Mitterrand

d'avoir dit de ce secteur industriel qu'il s'agit d'un « canard boiteux ».

Ensuite, une délégation de quelque trois cents travailleurs immigrés vient saluer le congrès. Un salarié du Joint français, M. Mohamed Amchah, lit un message mais s'évanouit avant d'être parvenu à la fin, et il est immédiatement relégué par l'un de ses camarades, M. MICHEL KELSCH (Alpes-Maritimes) traite de la situation dans la construction navale. M. GUY HERNANDEZ (Yonne) estime que, sans l'influence dirigeante du parti communiste dans le mouvement populaire, le peuple français ne connaîtrait ni avancée démocratique ni socialisme.

Au cours de la séance de samedi après-midi, M. RENE BUNEL (Paris) illustre, à partir de la situation dans les entreprises, le rôle d'avant-garde du parti communiste. M. ALAIN HALBERGER (Renault - Billancourt) déclare notamment : « Nous sommes à un point où nous ne pouvons nous permettre de laisser la moindre parcelle de terrain à l'adversaire sans risque d'y voir celui-ci progresser. Il ne faut pas laisser les transfuges accepter la politique d'austérité — dans tous ses aspects concrets — être victimes de la politique ou des réformes de division. »

Le bilan financier du parti

M. PIERRE DOIZE donne lecture du rapport de la commission de contrôle financier. Il indique que le bilan financier du P.C.F. se caractérise par une nette augmentation des dépenses, due à l'élargissement du champ de l'activité du parti. C'est ainsi, par exemple, qu'une dizaine de permanents ont été mis en place en 1975 pour stimuler l'action dans les entreprises. Il note, en revanche, une réelle amélioration du rendement des cotisations : 10 millions de francs pour le comité central avec un taux moyen du timbre mensuel de 11,84 %.

M. GEORGES GOSNAT, député, trésorier du parti, s'attache ensuite à mettre en évidence les moyens financiers dont disposent les adversaires du P.C.F. Il note que, concentré à l'extrême, sous la direction de dirigeants des groupes financiers et industriels, auxquels il ajoute un nombre sensiblement égal de groupes étrangers, « le capital monopoliste a la main mise sur le pouvoir politique ». « Sous le règne giscardien, il fait même de plus en plus l'économie d'un personnel intermédiaire, au point que le chef de l'Etat et les principaux ministres ont offert cette particularité d'être liés aux deux branches, la française et l'étrangère, de ce grand capital. Ainsi, M. Giscard d'Estaing, dans la famille exotique de nouvelles relations avec les Schneider, la Banque de l'Indochine, Thomson-Houston, et l'en passe, voit son horizon s'élargir sur le capitalisme étranger, en la personne de son frère Olivier, dirigeant d'I.B.M. et de Gibbs Hill. (...) C'est avec l'argent des contribuables français que le grand capital monopoliste français et étranger — se paye le concours de quelques milliers de cadres, qu'il utilise alternativement dans l'appareil de l'Etat et à la direction de ses propres affaires. »

M. Gosnat explique ensuite que la direction générale des études législatives, mise en place dans le cadre du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.) et qui est dirigée par M. Aimé Aubert, cache en réalité « une véritable cellule politique ». A cette situation il oppose celle de sa formation. Il indique que les cotisations se sont élevées en 1975 à environ 45 millions, les dépenses des élus et des retraités parlementaires à 20 millions et la souscription nationale à environ 40 millions. « Au total plus de 100 millions, c'est-à-dire plus de 10 millions d'adhésions françaises », déclare-t-il, deux fois plus que voici trois ans. »

Le rapport financier est adopté à l'unanimité par le congrès. M. JEAN-LOUIS MARTIN (Paris) traite du conflit du Parti libéral, puis M. GUY JAQUIN (Rhône) évoque à son tour la « voie démocratique » ou socialisme. Il indique qu'elle offre la seule réponse possible à la situation du pays. Il met en garde contre les « conceptions étroites et ouvrières », qui lui paraissent de toute manière en recul.

Après avoir adopté, à l'unanimité, le rapport présenté à l'ouverture du congrès par M. Georges

Marchais, les congressistes entendent un rapport de M. JEAN KANAPA, membre du bureau politique, au nom de la commission des amendements chargée d'étudier les propositions de modification au projet de résolution.

M. KANAPA : favoriser l'apparition de valeurs morales nouvelles.

M. Kanapa dresse d'abord un bilan de la discussion qui s'est déroulée au sein du P.C.F. et il estime qu'elle a permis de conforter l'unité du parti, l'accord profond des communistes avec la politique que leur proposait de ratifier le comité central. « Pour certains, à gauche comme à droite, ce ne serait pas tout à fait satisfaisant du point de vue démocratique, poursuit-il. Il faudrait, selon eux, que s'affrontent dans le débat des « tendances » plus ou moins organisées avec des chefs de file, avec des motions contradictoires. Il faudrait aussi, selon eux, que le débat ait conduit à la mise en cause des principales idées du document, c'est-à-dire de notre politique. A vrai dire, il faudrait ne pas avoir grand souci de mener à succès la lutte de la classe ouvrière pour nous conduire ainsi. Si d'autres veulent cela chez eux, c'est leur affaire. Mais notre parti, lui, est prévenu contre les jeux de tendances dressées les uns contre les autres, ces comptes pour le partage des responsabilités dirigeantes et abouissant au morcellement, aux luttes autochtones, à la paranoïa. »

Le rapporteur indique que sur les 23 705 délégués qui ont participé aux 98 conférences fédérales, 12 seulement ont voté contre le projet de résolution et 85 se sont abstenus. Sur les 321 amendements transmis au congrès par les conférences fédérales, aucun, explique-t-il, ne met en cause la ligne politique du document. « En particulier, ajoute M. Kanapa, aucun amen-

dement politique de fond ne porte sur les grandes idées exposées dans les chapitres consacrés à la voie démocratique ou socialiste. (...) Du même coup se vérifie l'approbation par l'ensemble du parti de la nécessité de référence à la dictature du prolétariat dans le document. » Sur cette question il estime que l'intervention de M. Georges Marchais a « stimulé, impulsé, enrichi les discussions » et que de plus elle a « puissamment contribué à intéresser l'opinion la plus large » au congrès. Les résultats du débat ont été, sur l'ensemble des conférences fédérales, 113 délégués seulement ont voté contre l'abandon de 218 se sont abstenus. M. Kanapa propose en conséquence au congrès d'adopter une résolution particulière dans laquelle le comité central est chargé de soumettre au vingt-troisième congrès les modifications nécessaires à apporter au préambule des statuts du parti. Cette motion est adoptée à l'unanimité à l'issue du rapport. Les modifications les plus sensibles visent à souligner la situation des travailleurs immigrés et leur rôle dans les luttes de la classe ouvrière et à préciser que le parti communiste, qui manifeste sa solidarité aux peuples en lutte contre l'impérialisme et le fascisme.

En ce qui concerne l'important débat qui s'est déroulé au sein du P.C.F. sur les questions de morale, M. Kanapa déclare : « Nous n'entendons nullement adopter en ce domaine une attitude de réserve, nous nous engageons à intervenir dans la vie privée des individus. Le projet de document est très clair sur ce point. »

« Ce que nous prenons en charge, et résolument, c'est le présent et l'avenir de la nation, et cela dans toutes les dimensions de la vie nationale. Toutes les dimensions, y compris la dimension morale. Comment pourrait-il en être autrement pour un parti qui a, comme le nôtre, une conscience aussi vive de ses responsabilités nationales et qui

affirme son épitélité à les assumer ? Face à la faillite morale de la bourgeoisie, face à la pourriture que son système engendre, chaque communiste mesure bien l'importance qu'il y a à ce que notre parti s'affirme et pas seulement dans les mots, mais dans la pratique — le parti du respect de la personne humaine, le parti du bon droit, de la justice, de la fraternité, de la générosité, de la probité. »

« Qui oserait soutenir que ce sont là des valeurs bourgeoises dont il conviendrait de se méfier ? En vérité, il en est dans ce domaine comme dans les autres : que fait la bourgeoisie aujourd'hui ? La patrie, elle la trahit, la liberté, elle la combat, la morale, elle la jette par-dessus bord, l'amour, elle l'écrit. Et nous, les communistes, que faisons-nous ? Comme le disait déjà Maurice Thorez au VIII^e congrès de notre parti à Villeneuve, nous nous efforçons de faire de la morale, de toutes les valeurs. »

« Qui, ce patrimoine que notre peuple a accumulé, tré et cultivé au long des siècles, notre parti le défend, le développe et l'enrichit. Qui, la classe ouvrière reprend aussi cela à la bourgeoisie. La fraternité, la solidarité, seraient-ce des valeurs bourgeoises ? La pudeur, serait-ce aujourd'hui une valeur bourgeoise ? Et la bonté, camarades, tout simplement la bonté, serait-ce une valeur dont puisse se réclamer cette bourgeoisie rapace, cruelle, impitoyable ? L'adversaire a cru faire une affaire en découvrant que nous étions soucieux de la morale. Il a été très imprudent. Car vraiment non, nous n'avons pas à rougir de ce souci. Nous sommes par exemple le parti de l'honnêteté. C'est vrai. Nous, nous avons les mains propres. Dans la France politique d'aujourd'hui, qui peut en dire autant ? »

« Qui, décidément, nous combattons l'immoralité que secrète et cultive le système actuel. Qui, nous avons devant la nation. Qui, nous avons devant la nation. Qui, le socialisme favorisera la régénération morale de toute la société, l'apparition de valeurs morales nouvelles. Qui, nous avons de réponsabilité de la personnalité une idée autrement plus haute que celle qui la réduit à la possibilité d'en faire n'importe quoi, n'importe où, n'importe comment. Nous ne sommes pas portés sur le pudibonderie, le puritanisme, l'ascétisme. Nous ne sommes pas de simples supports de l'économie, des rouages, des rapports de production. Nous ne sommes pas des mécanismes. Nous sommes des êtres de chair et de sang avec un cœur et une raison. Nous aimons passionnément la vie, mais nous ne sommes pas des petits-bourgeois anarchisants, nous sommes des communistes. »

En conclusion, M. Kanapa propose au nom de la commission des amendements de maintenir en l'état le texte du projet de résolution sur les questions de morale. Le projet de résolution est alors adopté à l'unanimité.

Les congressistes sont ensuite saisis par de nombreux membres du Mouvement de la jeunesse communiste, émanés par une fanfare et agitant les traditionnels drapeaux rouges et tricolores. M. PIERRE ZABKA, secrétaire national de ce mouvement, déclare notamment dans son message au congrès : « Pour la jeunesse, surtout, socialisme et liberté sont indissociables. C'est pourquoi, tout en exaltant l'œuvre et le rôle historique des pays socialistes, nous devons : Des critiques doivent être clairement faites concernant les atteintes à la vie démocratique dans les pays qui construisent le socialisme. »

Dimanche matin, 8 février, sous la présidence de M. Georges Séguy, M. GASTON PLESSONNIER, membre du secrétariat, présente le rapport de la commission des candidatures. Il indique que onze membres du comité central sortant ont demandé à ne pas être réélus « afin de faire place à de nouveaux promus ». Il s'agit de Mme Cécile Hugel et MM. Léo Figueres, Lucien Lantermier, Lucien Mabey, André Sougier, Yves Fénou, Camille Vallin, René Bardin, Martin Berton, Paul Courtieu et Léon Leschauer. Dans le même cas quatre membres de la commission de contrôle financier, MM. Pierre Dolé, André Mariot, Michel Vandel et Marcel Longuet. En outre, Mme Madeleine Vignes et M. Fernand Clavaud se retirent du comité central pour raisons de santé. Ces départs s'ajoutent au



(Dessin de KONG.)

Un débat qui reste entier

Du début à la fin du rapport-fleur qu'il avait présenté « mercredi dernier, à Saint-Ouen, en lever de rideau du vingt-deuxième congrès du P.C.F. », M. Georges Marchais s'était abstenu de toute attaque personnelle contre les dirigeants du P.S., et, notamment, contre M. Mitterrand. Il n'avait pas moins clairement signifié que le parti communiste persiste à douter de la fermeté idéologique et du caractère irréversible des engagements politiques de ses partenaires socialistes.

Cette suspension, manifestée quatre jours durant à la tribune de Saint-Ouen par de nombreux délégués, s'est exprimée une dernière fois dimanche dans le discours de clôture d'un secrétaire général qui venait d'être triomphalement réélu, et qui se trouve installé plus solennellement que jamais aux commandes de son parti. Plusieurs petites phrases — « nous sommes le grand parti socialiste en France », « sans nous le socialisme n'aurait aucune chance de voir le jour en France » — étaient, de toute évidence, destinées aux membres du P.S., et il est fort probable que M. Marchais pensait à ces derniers lorsqu'il stigmatisait fermement et ironiquement « ceux qui ne comprennent rien au parti communiste français ». Peut-être avait-il en mémoire certains commentaires de M. Mitterrand qui pronostiquait le 26 janvier : « Le parti communiste devra dominer des tensions internes dans les mois à venir. »

La politique d'union du peuple de France réaffirmée plus nettement que jamais, et sur un ton quelque peu patriotique, aussi bien par M. Marchais — « tout ce qui est national est nôtre » — que par M. Kanapa — « ce

Le socialisme aux couleurs de France Merlin

Avril 1972 : France Merlin, ouvrière dans une fabrique de chaussures à Roussillon (Isère), adhère au parti communiste français. Février 1976 : elle est élue au comité central, lors du XXII^e congrès, à Saint-Ouen.

Parvenir en quarante-cinq mois instances dirigeantes n'impressionne pas la cellule de base où sienne pas outre mesure cette célébration de trente ans. « On ne fait pas carrière au parti, explique-t-elle dans la tribune de presse d'où elle a suivi, en tant qu'invitée, les travaux de son premier congrès. « Les camarades nous font confiance et nous confient des responsabilités que l'on essaie d'assumer le mieux possible. Le titre importe peu. Je suis contente et heureuse mais si je suis fière de quelque chose, c'est surtout d'être membre du P.C. » (int. brCetten)

Née à Condrieu (Rhône), France Merlin, une fois passée son B.E.P.C., travaille dans une biscuiterie d'Ampuis jusqu'en 1967, puis chez Peillet à Roussillon. Mai 1968. La grève. France est de celles qui s'adressent à la C.G.T. pour constituer une section d'entreprise. Militante active, elle est secrétaire générale adjointe de l'union locale de ce syndicat lorsqu'elle adhère au P.C.F. en avril 1972.

« Je me suis aperçue, explique-t-elle, que le socialisme ne pouvait pas tout. Nombre des camarades que le cénobite dans ma vie militante appartenait au parti communiste, le parti de la classe ouvrière, un parti orienté vers d'autres perspectives. »

Quinze jours avant d'adhérer, elle suit, pendant quatre jours, les cours du soir (économie, politique) de l'école locale du parti. En décembre 1972, elle est élue secrétaire de la fédé-

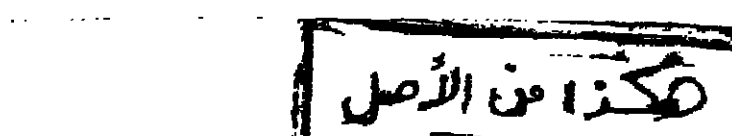
ration C.G.T. des cuirs et peaux. Elle « monte » à Paris pour travailler au siège de la centrale syndicale, rue la Fayette, où, en tant que permanente, elle gagne 2 000 F par mois.

Depuis juin 1975, elle fait partie de la commission exécutive de la C.G.T., et c'est M. Georges Séguy, secrétaire général de ce mouvement, qui lui propose de rejoindre le P.C.F., qui lui propose qu'elle soit proposée pour accéder au comité central de ce parti.

Absorbée par ses activités syndicales, elle avoue ne pas avoir beaucoup participé, dans sa fédération des Hauts-de-Seine, aux discussions autour du projet de résolution. La dictature du prolétariat ? « Le mot dictature fait peur et évoque le fascisme ; il ne convient pas à un parti très démocratique, où l'on est pleinement libre de s'exprimer. » Le centralisme démocratique ? « La démocratie, ce n'est pas l'anarchie. Des opinions différentes peuvent s'exprimer, mais au terme de la discussion une majorité se dégage, et une fois la ligne tracée, on doit l'appliquer. » Elle précise cependant que les interventions du congrès, « toutes d'un très bon niveau », ont reflété, à son avis, les discussions « à la base ». Quant au débat sur la morale, elle estime que « l'on n'a pas à se méfier de la vie privée », mais affirme : « L'immoralité, c'est la société actuelle ; c'est la misère. »

Tel est, en quelques confidences, le socialisme aux couleurs de France, jeune femme modeste et discrète, mais militante résolue d'un seul et unique combat : « Servir au mieux les intérêts de la classe ouvrière. »

PATRICK FRANCES.



évolution « à l'italienne »

veau membre du secrétariat. M. Jean Colpin, chargé jusqu'à présent de l'action du parti dans les entreprises, est, lui aussi, un adepte de la « voie démocratique ».

En dépit des promotions de MM. Gremetz et Lajoinie, eux aussi membres du comité central depuis 1972 seulement, le renouvellement des dirigeants est moins important que prévu. Car, MM. Fajon et Vieuguet quittent le secrétariat. Car, M. Frischmann abandonne le bureau politique. Mais, en revanche, MM. Fajon et Billoux restent au bureau politique. Rompant avec un pan de doctrine du fait de l'abandon de la « dictature du prolétariat », les responsables du P.C.F. n'ont pas voulu multiplier les risques en paraissant mettre en même temps à la retraite les cadres les plus anciens. D'autant que, politiquement, cette rupture n'était pas nécessaire. Les vétérans acceptent l'« aggiornamento », même

si les justifications qu'ils avancent présentent parfois quelques nuances par rapport à celles que proposent les dirigeants d'aujourd'hui.

M. Georges Marchais est donc, au terme du XXII^e congrès, le maître à nouveau incontesté. Il a fait ratifier la politique qu'il voulait. Déjà épanoui, depuis mai 1975, par l'entrée de M. Jean Kanapa au bureau politique, il est désormais entouré de l'équipe de ses vœux. Il sait donc qu'au soir des prochaines élections législatives son destin personnel sera, lui aussi, en jeu. Ou bien le parti communiste accèdera au pouvoir ou, au minimum, renforcera son influence au sein d'une gauche au seuil de la majorité absolue, ou bien le parti socialiste affirmera ses progrès au détriment des communistes. Dans ce dernier cas, ceux qui viennent de triompher à Saint-Omer se verront, sans doute, demander des explications.

THIERRY PISTIER.

Le comité central

1) Les soixante-dix membres titulaires réélus :

MM. René Andrieu, Gustave Ansart, Louis Aragon, Louis Baillet-Latour, Robert Ballanger, Mme Millette Bertrand, MM. Guy Bessa, François Billoux, Robert Boules, Auguste Brunet, Arthur Buchmann, Jean Burles, Jean Caplé, Jacques Chaban, Paul Chastellain, Georges Chirio, Jean Colpin, Mme Colette Coulon, MM. Jacques Denis, Jean Dréan, Raymond Dumont, Jean Fabre, Etienne Fajon, Roland Favaro, Henri Ficklin, Georges Frischmann, Paul Fromont, Jean Gally, Mme Jacqueline Gelly, MM. Pierre Gensous, Georges Gosnat, Raymond Guyot, Guy Harmer, François Hilaire, Pierre Juquin, Jean Kanapa, Henri Krasucki, Robert Labat, Julien Landre, Paul Laurent, Mme Françoise Lazard, MM. Georges Lazzarino, Roger Leclerc, Paul Legall, René Le Guen, Roland Leroy, Jean Malvasio, Georges Marchais, Henri Martin, Maurice Martin, Robert Montdargent, René Nozeran, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popere, Guy

Poussy, Pierre Franchère, Henri Rol-Tanguy, Marcel Rigout, Marcel Rosette, Jacques Roux, Joseph Sangulidze, Georges Séguin, Lucien Sève, Mme Marie-Glaude Vaillant-Couturier, MM. Georges Valbon, Yann Viens, André Vieuguet, Mme Madeleine Vincent et M. Marcel Zaidner.

2) Les vingt-sept membres suppléants qui deviennent titulaires :

Mme Yvonne Allégret, MM. Robert Alloune, Edmond Amable, Jean Barrière, Paul Boccard, Antoine Casanova, Charles Carassa, Jean-Michel Catala, Mme Danielle Demarchi, MM. Albert Deboscq, Charles Fiterman, Mme Marie-Thérèse Goutmann, MM. Maxime Gremetz, Marcel Guinard, Philippe Harzog, Mme Jacques Hoffmann, MM. André Lajoinie, Georges Lanoue, Mme Andrée Lefèvre, MM. Louis Le Roux, Henri Malberg, Joe Metzger, Mmes Gisèle Moreau, Annie Perronet, MM. Paul Rochas, Pierre Soira, Marcel Trigon.

3) Les vingt-quatre nouveaux membres suppléants :

Mme Sylviane Ainaudi,

MM. Auguste Bechler, Alain Bocquet, Mmes Ariette Bolleau, Hélène Costans, MM. Félix Dammie, Michel Dufour, Guy Fernandez, Mme Paulette Post, MM. Aimé Halbeher, François Hincker, Mme Jeanine Jambu, MM. Jean-Claude Lefort, Daniel Lenseur, Claude Labres, René Lomet, Jean-Paul Magron, Mmes France Merlin, Henriette Poirier, Jeannine Porte, M. Yves Roy, Mme Michèle Saurat, MM. Louis Vianney, Michel Warholak.

La commission de contrôle financier

Elle est désignée en marge du comité central. Elle est composée de M. Jean Tricart (déjà titulaire de cette fonction), et de MM. Armand Guillemot, Jacques Rimbault et Raymond Troppo, membres du comité central sortant. Elle a été complétée par l'élection de M. Henri Costa.

M. André LAJOINIE

[Agriculteur, âgé de quarante-six ans, il a adhéré au P.C.F. en 1948. Après avoir été membre du secrétariat fédéral de la Corrèze, il est, depuis 1963, l'un des permanents responsables de la section agricole du comité central. Il a été élu à cette instance pour la première fois en 1972.]

Le secrétariat

Secrétaire général : M. Georges MARCHAIS.

Membres du secrétariat : 1 ont été réélus : MM. Paul Laurent, Roland Leroy, René Piquet et Gaston Plissonnier. 2 sont élus : MM. Jean Colpin et Charles Fiterman. 2 se retirent : MM. Etienne Fajon et André Vieuguet.

Le bureau politique

Dix-huit membres ont été réélus :

M. Gustave Ansart, Mme Millette Bertrand, MM. Guy Bessa, Jacques Chaban, Jean Colpin, Etienne Fajon, Guy Harmer, Jean Kanapa, Henri Krasucki, Paul Laurent, Roland Leroy, Georges Marchais, René Piquet, Gaston Plissonnier, Claude Popere, Georges Séguin, André Vieuguet et Mme Madeleine Vincent.

[M. Georges Frischmann, qui quitte le bureau politique, avait été élu pour la première fois à cette instance du P.C.F. en 1964. Il est secrétaire général de la Fédération C.G.T. des P.T.T.]

Trois nouveaux membres :

M. Charles FITERMAN [âgé de quarante-deux ans, ancien

ouvrier électricien, il a adhéré au P.C.F. en 1951. Responsable des Jeunes communistes dans la Loire, il devient membre du secrétariat fédéral du P.C.F. dans ce département avant d'être nommé dans l'encadrement de l'école centrale du parti. Depuis 1966, M. Fiterman est un collaborateur du comité central. Il a notamment assuré le secrétariat personnel de M. Georges Marchais. Il avait été élu pour la première fois au comité central lors du vingtième congrès, en décembre 1972.]

M. Maxime GREMETZ [Né le 3 septembre 1940, à Canchy (Somme), il a adhéré au P.C.F. en 1958. Ouvrier spécialisé dans la métallurgie, il est devenu permanent du parti et assume la charge de secrétaire fédéral de la Somme depuis 1966. Il est conseiller général d'Amiens depuis 1970, et membre du comité central depuis 1972.]

décès, intervenu depuis la vingtième congrès, de Jacques Duclos, Benoît Frachon, Léon Pelt et Jean Rieu. Enfin, la commission a adopté la proposition du comité central de ne plus inclure M. Waldeck Rochet dans la liste des membres de cet organisme. « Son état de santé est malheureusement tel que tout espoir d'une reprise quelconque d'activité est maintenant abandonné », explique M. PLESSONNIER.

M. Waldeck Rochet reste toutefois président d'honneur du parti.

Après avoir présenté les nouveaux candidats au comité central, M. PLESSONNIER note que cet organisme comptera désormais vingt-trois femmes au lieu de seize. Il précise également sa composition sociale. Le comité central et la commission de contrôle financier rassemblent cinquante-sept ouvriers, un ouvrier agricole, vingt-sept employés, cinq cultivateurs, un artisan, quatre techniciens, deux ingénieurs, trois économistes, dix-neuf enseignants, un éducateur, trois journalistes, un écrivain et un photographe.

M. ETIENNE FAJON remercie ensuite les invités présents au congrès, et M. VIEUGUET donne lecture d'un projet d'appel au peuple de France, qui est adopté à l'unanimité. Ce document déclare notamment :

« Chaque jour vous confirmez l'utilité vitale du parti communiste. »

« Si le socialisme n'est plus un idéal lointain, s'il est aujourd'hui un objectif réaliste, est-ce grâce au parti communiste ? »

« Si le programme communiste existe, c'est grâce à l'initiative et à la persévérance unitaire du parti communiste ! »

« Si l'union de la gauche se maintient et gagne en force sur des bases claires malgré les efforts de la grande bourgeoisie, c'est grâce au parti communiste ! »

« Il faut à la France un parti communiste encore plus fort, encore plus influent, encore plus actif. »

« Tout ce qui est national est nôtre »

Les congressistes votent ensuite à bulletin secret pour élire les membres du comité central. Le dépouillement donne sur 1 501 suffrages exprimés, 113 élus par 1 501 voix, 12 élus par 1 500 voix et 1 élu par 1 498 voix. Le comité central se réunit immédiatement et procède à l'élection du bureau politique et des membres du secrétariat. M. PLESSONNIER proclame les résultats et rend hommage à M. Georges Frischmann, qui se retire de son plein gré du bureau politique pour favoriser la promotion de nouveaux membres, et à M. Georges Marchais, réélu secrétaire général. Ce dernier, explique-t-il, a contribué « de façon décisive » à l'élaboration de la stratégie du parti et a « élevé son fonctionnement démocratique ».

M. GEORGES MARCHAIS prononce alors le discours de clôture. Après avoir affirmé que le P.C.F. « assumera toujours avec détermination ses responsabilités internationales », il explique que les communistes ne veulent pas que la France suive la pente où « les dirigeants du capitalisme » veulent l'entraîner. « Nous ne croyons pas à la fatalité de la misère, de la violence, de la soumission, note-t-il. Nous refusons la décadence. » Il poursuit :

« Une œuvre aussi grande que le socialisme ne peut se faire en prenant notre peuple par surprise ou par autorité. Elle ne peut être que le résultat de son libre choix. Pour nous, à notre époque, la démocratie politique et économique est la condition de la marche au socialisme. De la même façon elle est, par la suite, la condition sine qua non du développement et du renforcement des rapports sociaux socialistes. C'est pourquoi nous exprimons notre désaccord lorsqu'il se commet dans le pays, qui a fait sa révolution socialiste voici cinquante-huit ans, des manœuvres aux libertés de l'homme. »

Après avoir affirmé : « Tout ce qui est national est nôtre », M. Marchais ajoute : « Nous ne céderons pas au dessein giscardien de fonder notre pays dans un nouveau saint-empire romain germanique aux attaches atlantiques, même s'il est dirigé par le social-démocrate Helmut Schmidt. Il n'y aura de liberté pour la classe ouvrière que dans la sauvegarde de la liberté de notre pays lui-même. »

Invitant les communistes à se mobiliser pour faire connaître les conclusions du vingt-deuxième congrès, le secrétaire général souligne l'unité de son parti. Il note :

La fête du Bourget

Dimanche après-midi, une fois clos les travaux du vingt-deuxième congrès, les délégués ont rejoint la fête populaire organisée par le P.C.F. au Bourget. Plusieurs dizaines de milliers de personnes les y avaient précédés pour écouter des chanteurs et des groupes vocaux et instrumentaux. M. Georges Marchais prend une nouvelle fois la parole.

Après avoir vanté l'attachement des communistes aux libertés, le secrétaire général souligne : « Il

n'y a pas de liberté pour la France, c'est-à-dire sans indépendance et sans souveraineté nationales. (...) »

« Nous ferons le socialisme à notre façon, à la française. (...) Mais ce qui est clair, les exploités ne peuvent avoir à cet égard aucune illusion, c'est que nous n'imitons jamais les sociaux-démocrates, qui vont au pouvoir au nom des travailleurs et se contentent de gérer les affaires des capitalistes. Ce que nous voulons, ce que nous construisons, ce sera bien le socialisme. (...) »

« Les communistes rejettent catégoriquement l'idée que des « minorités agissantes », des « groupes bien décidés », pourraient par la violence, en bouleversant les masses, les entraîner à la révolution. Cela, c'est le chemin de l'isolement, de l'aventure et de la défaite. Nous n'en voulons pas. Nous voulons vaincre. (...) »

« La voie que nous proposons de suivre, c'est celle du déploiement d'un mouvement populaire majoritaire s'exprimant démocratiquement par la lutte et par le moyen du suffrage universel. »

Non licet...

... Non licet. Ce n'est pas permis. Le document paru le 16 janvier des théologiens évêques de la « sacrée congrégation pour la doctrine de la foi » refuse aux croyants à peu près toute activité sexuelle. Il est interdit d'avoir des rapports sexuels avant le mariage, de se masturber, d'avoir des rapports homosexuels, il est interdit, à l'intérieur même du mariage, d'avoir des rapports qui ne soient pas méticuleusement fonctionnels, c'est-à-dire non destinés à la procréation.

Les rapports sexuels doivent être proscrits « parce qu'ils ne permettent pas d'assurer dans la sincérité la relation d'un homme et d'une femme », les rapports homosexuels parce qu'ils représentent « une grave dépravation ».

Pour la première fois cependant, les théologiens recommandent aide et compréhension pour les homosexuels « qui sont définitivement tels par une espèce d'instinct inné ou de constitution jugée pathologiquement incurable ».

Entouré d'interdictions, bardé de tabous, que reste-t-il au chrétien comme vie sexuelle autorisée ?

Vous devez lire cette semaine dans le Nouvel Observateur l'analyse du document pontifical et l'interview de René Simon, Prêtre et Professeur à l'institut catholique de Paris qui explique ses réserves.

Vient de paraître dans le NOUVEL OBSERVATEUR.

L'Eglise et la sexualité. Quand les catholiques désobéissent.

LE NOUVEL
observateur
UN NUMERO A NE PAS MANQUER

POLITIQUE

LA FIN DES TRAVAUX DU XXII^e CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

La presse soviétique traduit l'irritation croissante ressentie en U.R.S.S.

De notre correspondant

Moscou. — La presse soviétique ne cherche pas à cacher l'irritation croissante que provoquent ici les manifestations d'indépendance du P.C.F. La critique certes n'est pas encore directe, mais pour qu'il soit clair entre les lignes — et les Soviétiques sont depuis longtemps passés maîtres dans cet art — elle est évidente.

Le cas de la Pravda de ce lundi 9 février est exemplaire. En page 5, les deux envoyés spéciaux du quotidien du P.C. soviétique rendent compte de la fin du XXII^e congrès du P.C.F. Ils précisent qu'une des résolutions adoptées à l'issue des travaux « charge le comité central de formuler ses propositions quant à la rédaction du préambule des statuts du parti, notamment du paragraphe où il est question de la dictature du prolétariat ». Les journalistes, bien sûr ne disent pas, et ne l'ont pas fait depuis l'ouverture du congrès, qu'il s'agit d'abandonner la notion de dictature du prolétariat. Mais pour la première fois ils écrivent la formule.

Or, cette formule, on la retrouve à sept reprises dans un autre article

publié à la même page et qui présente de larges extraits du commentaire de Neues Deutschland (1). Le quotidien du parti est-allemand. Les extraits choisis par la Pravda constituent un éloge vibrant de la notion de dictature du prolétariat, « forme supérieure de la démocratie » (Lénine). Pour les idéologues est-allemands, les peuples de la terre n'ont d'ailleurs pas le choix : s'ils n'adoptent pas la dictature du prolétariat, ils resteront sous « la dictature du grand capital ». Le rôle de tout parti communiste est donc de dénoncer « le procédé favori de l'augmentation bourgeoise qui consiste à opposer la dictature du prolétariat à la démocratie ».

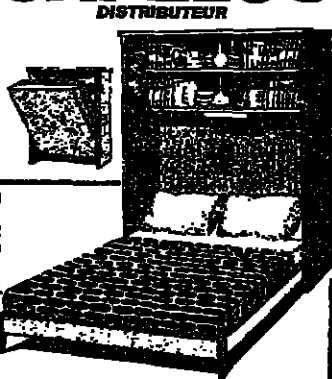
Les extraits de Neues Deutschland reproduits par la Pravda ne font pas, bien sûr, référence au congrès du P.C.F. mais au prochain congrès du parti communiste est-allemand. La juxtaposition de ces extraits avec le compte rendu final du congrès du P.C.F. n'est cependant pas due au hasard. La mise en pages a souvent ici une signification idéologique.

Ces premières critiques à peine déguisées en laissent prévoir d'autres, plus nettes, pour les prochaines semaines. Déjà, cependant, la Pravda a tiré la sonnette d'alarme à propos d'un autre « initiative » du P.C.F. : la critique de certaines pratiques administratives et répressives en U.R.S.S. C'est ainsi que, le 7 février, les deux envoyés spéciaux de la Pravda, après avoir affirmé qu'on assistait en France à une recrudescence de l'antisémitisme, énumèrent ces quelques lignes, dont tous les termes ont sans doute été soigneusement pesés : « Des amis français nous ont dit que, si on ne la combat pas énergiquement, la campagne antisémite, inspirée et financée par les milieux impérialistes au pouvoir, déboussolerait l'homme de la rue et pénétrerait dans les couches insaisissablement éveillées des travailleurs. » « Un détail intéressant : on peut présumer que des journalistes de la Pravda ne peuvent avoir pour amis français que des membres du parti communiste... »

J. A.

(1) Le Monde du 7 février.

L'ARMOIRE-LIT "EXCELSIOR" S'ACHÈTE CHEZ CAPELOU



■ TRAITÉE ENTièrement EN LATTÉ
■ AVEC 2 TABLETTES INTÉRIEURES
■ AVEC MATELAS À RESSORTS OU LATEX
■ Dimensions : 20, 22, 16 et 18 longueurs
■ ÉLÉMENTS COMPLÉMENTAIRES : oreiller, table, chaise, etc.

Seule adresse de vente :
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro : Portemanteau
Tél. 357.48.35

IMPRIMERIE MINUTE

Vos circulaires offertes en moins d'une heure.
Composition express de tous documents "texte".
345.21.62
346.00.28
88, Av. Daumesnil (Gare de Lyon)

MEETING-DÉBAT

INFORMATION POUR LES DROITS DU SOLDAT

- 1) L'ARMÉE EN CRISE avec le Général LA BOLLARDIÈRE, Capitaine DELAS, Maître de FELICE, J. RABAUD, Pierre NAVILLE, A. JOXE, A. ROBS, J.-P. PHELOUZAT (I.D.S.)...
- 2) LIBERTÉ D'EXPRESSION ET SYNDICALISME DANS LES CASERNES avec Claude WEIDMANN (Chaumont), un responsable I.D.S. de Besançon, un Magistral syndiqué, Denis BERGER, M. ABRAHAMIAN (I.D.S.)...
- 3) A 23 h. - MEETING : LES PROPOSITIONS D'I.D.S.

MUTUALITÉ : 10 FÉVRIER, 20 HEURES, SALLE B.

DEVANT LES CLUBS « PERSPECTIVES ET RÉALITÉS »

M. Fourcade : les propositions économiques du P.S. ne sont ni réfléchies ni sérieuses

Les clubs Perspectives et Réalités ont tenu leur assemblée générale, samedi 7 février, à Paris, sous la présidence de M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances. Les quelques deux cents délégués des clubs ont réaffirmé le principe selon lequel aucun candidat aux prochaines élections — cantonales et municipales — ne se présentera sous l'étiquette de Perspectives et Réalités, afin de « préserver l'originalité du mouvement, qui doit rester une structure de dialogue et d'écoute de tous les courants de la majorité et de l'opposition modérée ». Ils ont toutefois indiqué qu'un « bon nombre de candidats aux élections cantonales devraient de leur rang ».

Dans son discours d'ouverture, le ministre de l'économie et des finances a souligné que la France « n'est pas suffisamment préparée à affronter un monde dangereux parce que l'environnement international est devenu plus menaçant et parce que nous connaissons encore beaucoup de déséquilibres ». Après avoir affirmé que « le monde actuel est un monde politiquement dangereux », car, selon lui, l'équilibre diplomatique a été « en partie remis en cause par les progrès de la puissance militaire soviétique et par les querelles qui apparaissent en Afrique, en Asie et au Proche-Orient », M. Fourcade a indiqué que l'économie française « reste fragile » et que la société française « n'a pas la cohésion souhaitable ». Après avoir défini les objectifs de la politique gouvernementale — « recréer les bases d'une croissance durable », et « situer « le VII^e Plan dans le prolongement de cette croissance » —, le ministre a souligné que les clubs Perspectives et Réalités « ont déclaré, à propos des récentes propositions économiques présentées le 27 janvier par M. François Mitterrand » :

« Certaines propositions sont sympathiques. D'autres sont surprenantes. Je doute, en particulier, que le meilleur moyen d'améliorer la compétitivité des entreprises soit de lancer l'amortissement — c'est-à-dire l'investissement — ou de créer des emplois de fonctionnaires... Ce qui me frappe, c'est que ce programme fait totalement abstraction des risques d'inflation et du déficit extérieur. Pour la seule

année 1976, alors que le budget adopté par le Parlement s'équilibre à 393 milliards de francs, le total des dépenses nouvelles que nous nous proposons de financer dépasserait 140 milliards de francs. (...) En regard, a-t-il ajouté, il est proposé des recettes nouvelles pouvant atteindre au maximum 20 milliards. Il y aurait donc un déficit des finances publiques de l'ordre de 120 milliards de francs ». M. Fourcade se demande comment il serait financé. Après avoir estimé que l'épargne forcée, que prévoit le P.S., « est la tendance traditionnelle de tous les gouvernements autoritaires, qui visent dans la contrainte le moyen de suppléer au manque de confiance », il affirme que cette dernière « se limiterait et qu'un pareil déficit ne pourrait être financé que dans l'inflation ».

Estimant qu'une telle masse de dépenses ne peut déboucher que sur le déficit extérieur, M. Fourcade déclare : « M. Mitterrand nous dit qu'il veut, comme nous, le renouveau de l'indépendance nationale et l'unité européenne. Et chacune de ses propositions concrètes va en sens inverse. Erreur ou incohérence ? Je ne sais pas. Mais je pense que M. Mitterrand ne peut pas se permettre de continuer à mener une telle politique ». Il affirme que cette dernière « est l'unité européenne. Et chacune de ses propositions concrètes va en sens inverse. Erreur ou incohérence ? Je ne sais pas. Mais je pense que M. Mitterrand ne peut pas se permettre de continuer à mener une telle politique ».

Après avoir abordé le thème d'une imposition des plus-values, dont l'objectif n'est pas « de dégrader rapidement des ressources nouvelles mais de parvenir à une plus grande justice sociale et à un meilleur équilibre dans le traitement fiscal des particuliers », le ministre de l'économie et des finances a conclu, dans sa conclusion aux clubs Perspectives et Réalités à examiner de près « certains éléments des programmes présentés par les différentes oppositions ». L'étude des conséquences du changement de doctrine du parti communiste, dit-il, doit mieux éclairer les débats qui ont actuellement lieu sur la politique de ré-

structuration de l'économie nationale. M. Fourcade a souligné que ce n'est pas la seule question en jeu, mais aussi celle de la répartition du pouvoir dans une perspective d'autogestion.

A Marseille

LA C.G.T. ACCUSE M. DEFERRÉ DE MENER UNE « OPÉRATION POLITIQUE »

M. Henri Sarria, secrétaire général de la C.G.T. des Bouches-du-Rhône, évoque dans le quotidien communiste Marseillais, daté du dimanche 8 février, les incidents qui ont opposé, lundi 7 février, militants syndicaux C.G.T. et Force ouvrière des personnels municipaux de Marseille. M. Sarria estime que M. Defferre « est intervenu à une opération politique en tentant de compromettre la C.G.T. (le Monde du 7 février) ». Rappelant que le maire de Marseille se déclare partisan de l'union de la gauche, M. Sarria se demande : « Comment (M. Defferre) peut-il concilier sa volonté d'union et les attaques contre la C.G.T. qui se font en tant qu'organisation syndicale soutient le programme commun, alors que F.O. le combat à coups de rouges, que lui-même défend cette organisation dont les dirigeants se complaisent dans la compromission avec le pouvoir et le grand patronat ? »

M. Giscard d'Estaing est l'homme de l'année, au terme d'un concours organisé par Radio-France internationale (émissions vers l'étranger), parmi ses auditeurs dans vingt-neuf pays d'Afrique, ainsi qu'en Grèce et en Roumanie. Le président de la République a été élu « homme de l'année » par les auditeurs de la radio internationale. M. Giscard d'Estaing a été élu « homme de l'année » par les auditeurs de la radio internationale.

AUX « JOURNÉES ROYALISTES » DE LA NAF

M. Bertrand Renouvin : il faut préparer le recours au prince

Les Journées royalistes, organisées samedi 7 et dimanche 8 février à Versailles, par la Nouvelle Action française, ont rassemblé plusieurs centaines de personnes, malgré la sécheresse du temps. Les participants ont entendu les discours de M. Bertrand Renouvin, président de la NAF, et de M. Jean Desgranges, conseiller général de la Seine-Maritime. M. Renouvin a souligné que le roi n'est pas une figure d'épave, mais qu'il faut préparer le recours au prince. M. Desgranges a évoqué la situation de la monarchie en France et a souligné que le roi n'est pas une figure d'épave, mais qu'il faut préparer le recours au prince.

En Corrèze

M. CHIRAC A ENTAMÉ LA CAMPAGNE POUR LES CANTONALES

M. Jacques Chirac, qui a passé le week-end en Corrèze, a tenu plusieurs réunions dans le canton de Meymac, dont il est conseiller général et où il se présentera de nouveau en mars prochain. A Meymac, près de Brive, le premier ministre a rappelé que son ami Jean Chabonnet est sorti de la majorité à l'occasion de son intervention dans l'élection législative partielle de Châtelain, et il a ajouté : « Mon objectif est naturellement d'empêcher les candidats de l'opposition d'arriver au pouvoir. » Dans les deux cantons de Brive, M. Chirac apporte son appui à deux candidats soutenus par la majorité, de surcroît adjoints au maire de la ville, M. Chabonnet. Il s'agit de M. Raymond Lacombe (U.D.R.) à Brive-Sud, et de M. François Montel (radical valoisien), à Brive-Nord, contre M. Chabonnet, conseiller sortant. Ce dernier a déclaré : « M. Chirac poursuit sa campagne électorale dans le pays de Brive, comme dans le reste du département, dans le but de sauver la présidence du conseil général menacée. »

Dans la Loire, M. Georges Berne a rendu publique sa démission de secrétaire du bureau de la quatrième circonscription de l'U.D.R., estimant que ce mouvement « ne détache chaque jour davantage de ses origines ». M. Henri Vial, secrétaire de la fédération départementale de l'U.D.R., a répondu : « L'attitude de ce transfuge du parti communiste est incompatible avec les objectifs de la construction d'une société de liberté et de responsabilité. Les décrets par les assises nationales de Nice. Une enquête est en cours pour permettre de déterminer comment M. Georges Berne a pu s'infiltrer à l'intérieur du mouvement. »

(Membre du P.C.F. en 1969, candidat aux élections municipales à Saint-Etienne en 1971 sur la liste U.D.R., qui fut battue par la liste communiste), M. Berne, âgé de vingt-neuf ans, s'est inscrit à l'U.D.R. en 1973.)

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

NIEVRE : Arleuf (second tour). Inscr. 812 ; vot. 602 ; suffr. expr. 591. Liste du parti communiste : MM. Roger Lévannier, 263 voix ; Clément Bouffechoux, 243 et François Sautereau, 222. Liste de défense des intérêts communaux : sans tête. Liste de défense des intérêts communaux : MM. Pierre Elandin, 186 et Roger Federspiel, 152. Liste socialiste d'intérêt communal : MM. Jacques Hedeline, 77, Jean Goussoit, 57 et Pierre Gauthier, 51.

En mars 1971, la liste conduite par M. Dussart, maire sortant, avait obtenu onze sièges sur les treize à pourvoir au premier tour. La liste du P.C. avait enlevé les deux sièges restants.

M. Jean Desgranges (P.C.) a été élu, dimanche 8 février, maire de Domérat (Allier), par 19 voix contre 2 à M. Guichon, conseiller général (P.C.), et 1 bulletin blanc, en remplacement d'Albert Poncet (P.C.), récemment décédé. M. Desgranges était entré au conseil municipal à l'occasion de l'élection partielle qui avait eu, dimanche 1^{er} février, le succès des quatre candidats de la liste du P.C.

مكتبة من الأصل

CARNET

Visites et conférences

MARDI 10 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. — Chasse nationale des monuments historiques. — 14 h. 30, musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly : « Toulous-Lautrec » (Mme Angot). — 15 h. 1, rue Saint-Louis-en-l'Île : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A. travers Paris). — 15 h. 30, rue de Tournon, M. Eby-Rennion : « Le palais du Luxembourg. La Sénat » (Connaissance de Paris et de la France). — 15 h. 30, musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly : « Côté d'artistes et jardins secrets de Montmartre » (Connaissance d'art et d'histoire). — 15 h. 30, rue de Tournon, M. Eby-Rennion : « La Bibliothèque nationale » (Paris et son histoire). — 15 h. 30, rue de Tournon, M. Eby-Rennion : « Un atelier de fleurs artificielles » (Tourisme culturel). — 19 h. 44, rue de Rennes, M. Philippe Leveau : « Verbum et vram. Le vers fondamental » (Belgians et variétés). — 19 h. 44, rue de Rennes, M. Philippe Leveau : « Matrice et le cubisme » (entrée libre) (ASDA). — 20 h. 21, rue N.-D.-des-Victoires, Mme Claude Tribaut : « Le Louvre : le dix-septième siècle français » (entrée libre). — 21 h. chez M. et Mme François Serrand, 10, place du Président-Mithouard, M. le préfet Esdaugue : « Problèmes de l'audio-visuel » (Les Grandes Rencontres).

Anniversaires

— Il y a dix ans mourait accidentellement Albert-Marie SCHMIDT. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

— Pour le deuxième anniversaire de la mort de Paul BAUDOUIN, une pensée est demandée à ceux qui furent ses amis, en union de prière avec la messe qui sera dite le 10 février 1976, à 11 h. 30, en la chapelle Saint-Jean-de-Dieu, 19, rue Oudinot, Paris (7^e).

— La famille et les amis de Mme Madeleine GUSSAC, professeur à l'École alsacienne, décédée accidentellement le 11 février 1976, convient ceux qui l'ont connue à assister avec eux à une messe anniversaire, qui sera célébrée en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, le jeudi 12 février, à 17 h. 30.

Avis

— M. François Wallenacq est prié de bien vouloir se rendre en relation avec l'étude de M^{re} Piette et Thourant, notaires associés à Rouen, pour le règlement de la succession de son père. Discretion assurée.

Soutenances de thèses

— Mercredi 11 février, à 14 heures, université de Paris-I, salle Louis-Liard, M. Jean Boichard : « L'élevage bovin, ses structures et ses produits en Franche-Comté ».

Remerciements

— Mme Edouard Salomon, très touchée des marques d'amitié et de sympathie qui lui ont été témoignées lors du décès de M. Edouard SALOMON, exprime ses sincères remerciements et sa reconnaissance.

17 bis, rue du Parc, 94340 L'Hay-les-Roses.



HERMÈS

Faubourg Saint-Honoré

COUTURE

Collection Printemps-Eté

Tous les jours à 15 heures

— Mme François Reyniers, M. et Mme André Brun et leurs enfants, M. et Mme Michel Merland et leurs enfants, M. Jean Reyniers, M. et Mme Denis Serrurier et leurs enfants, M. et Mme François-Noël Reyniers et leurs enfants, M. Pierre Reyniers, ont le chagrin de faire part du décès survenu le 4 février 1976, de M. Jean-François Guyot de Salins, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, le 6 février 1976.

Les obsèques seront célébrées en l'église Saint-Charles-de-Moncau, sa paroisse, le mercredi 11 février, à 15 h. 45. Ni fleurs ni couronnes.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre SLAMA, survenu le 5 février 1976, à l'âge de trente-trois ans. De la part de : M. et Mme Pierre Slama, son épouse, M. et Mme Guy, Jean-Marie et Michel Slama, ses frères, Des familles Slama, Melot et Ternan. Les obsèques auront lieu le 10 février, à 14 h. 15, au Carré israélite du cimetière parisien de Bagneux.

— M. Jean Guyot de Salins, M. et Mme Edouard Guyot de Salins et leurs enfants, M. et Mme Yves Guyot de Salins et leurs enfants, Le commandant et Mme Hervé du Moulin de La Brèche et leurs enfants, M. et Mme Jacques du Peloux et leurs enfants, M. Jean-François Guyot de Salins, ont le chagrin de faire part du décès de

Mme Jean GUYOT DE SALINS, née Marie-Antoinette de Carrière de Castelnau, survenue le 3 février, dans sa soixante-troisième année. Les obsèques religieuses ont été célébrées le 5 février, en l'église Saint-Denis de Candé. Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue du Puits-Racaut, 40440 Candé. De la part de : M. et Mme James Hauser, Mme Claire Barthès, Et toute la famille, M. et Mme Gérard Weill et leurs enfants, ont le chagrin de faire part de la disparition de leur petit-fils et fils Julien.

survenue accidentellement à Mègeve, le 4 février 1976.

Cet avis tient lieu de faire-part. De la part de son épouse, de ses enfants et petits-enfants.

Décès

— Mme André Chenivresse, M. et Mme Gilles Doubrere et leurs enfants, M. et Mme Jacques Julliard et leurs enfants, ont le chagrin de faire part du décès de M. André CHENIVRESSE, chevalier de la Légion d'honneur, survenu dans sa soixante-dix-septième année, en son domicile, le 3 février 1976. La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu le 4 février 1976, dans l'église.

21, rue Michel-Ange, 75016 Paris.

A L'HOTEL DROUOT

A DROUOT - RIVE GAUCHE
Gare d'Orsay - 7, quai Anatole-France

Mardi

EXPOSITIONS
S. 1. — Imp. coll. d'armes anc.
MM. Charles et Alain, S.C.P. Couturier/Viennot.
S. 7. — Bijoux anciens et modernes.
MM. H.-D. et J.-P. Fromanger, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 10. — Meubles et objets d'art du 18^e s. porcel., faïences, émaux anc.
MM. Lécuyer, M^{re} Ader, Picard, Tajan.
S. 17. — Meubles, faïences, porcelaines, M^{re} Pescheteau.
S. 20. — Ameublement, M^{re} Boigrand.

VENTES
S. 4. — Caudex ferromotricité, art populaire, locomotives, machines.
M^{re} Boigrand.
S. 6. — Objets d'art d'Extrême-Orient, armes à feu, sables, meubles style, tapis, M^{re} Fortier, M^{re} Lamé.

Nouvelles adresses :
S.C.P. COUTURIER, NICOLAY,
51, r. de Valenciennes, 75007 - 55-55-44.
M^{re} DEURSEKUE,
282, bd St-Germain, 75007 - 55-13-43.

NOTRE Télex

A VOTRE DISPOSITION
POUR VOS COMMUNICATIONS
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons. Vos correspondants nous répondent par télex : nous vous téléphonons.

Service Télex
345.21.82 + 345.00.28
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

LÉGION D'HONNEUR

GRANDE CHANCELLERIE
Est promu officier, Mlle Marie-Louise Thomas, déportée résistante. Sont nommés chevaliers : M. Benito Da Costa-Aranjo, déporté résistante ; Mme Elisabeth de Liedekerke de Palles, déportée résistante ; M. Jaakko Miettinen, ancien sergent du 2^e régiment étranger de cavalerie ; Alfred Morel, ancien caporal du 501^e régiment de chars de combat.

Vous ne trouverez cette chambre nulle part ailleurs.



Cette chambre est une exclusivité Galeries Lafayette. Si votre lit actuel fait 140 x 190, c'est-à-dire s'il est de format standard, vous pouvez le placer dans ce coffrage en aggloméré (190 x 250 x 27 cm), plaqué frêne naturel à têtes de lit inclinables. Son prix : 1800 f.

Si vous ne voulez plus de votre ancien lit, vous pouvez y incorporer un sommier, soit métallique, soit à lattes de bois, soit tapissier traditionnel. Le chevet un tiroir (68 x 45 x 27), 465 f. La commode 2 tiroirs (68 x 45 x 54), 775 f. L'ensemble hi-fi plaqué pin, sur roulettes (120 x 45 x 52), 840 f.

Galeries Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine - Nice - La Part Dieu Lyon - Montpellier

LES XII^e JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

ROSI MITTERMAIER : un modèle de persévérance

Innsbruck. — Ce n'est pas qu'ils manquent de talent ou de personnalité, ces artistes qui, pendant des années, attendent la notoriété, en travaillant d'arrache-pied dans les studios de cinéma, dans les coulisses du théâtre ou d'un music-hall. Leur jour de gloire a toujours été différé pour de multiples raisons. Et puis, un radieux matin, sans qu'eux-mêmes sachent très bien pourquoi et comment, le grand public met enfin un nom sur un visage familier.

Cette aventure est arrivée, dimanche

8 février, à l'Allemande de l'Ouest Rosi Mittermaier, gagnante à Innsbruck de la descente féminine des XXII^e Jeux d'hiver. Pour ce qui la concerne, c'était moins son nom qui était peu connu des foules, que ses traits espagnoles au charme acide. Toujours citée, ou presque, au générique du cirque blanc, elle n'avait guère eu en effet, jusqu'à cette consécration olympique, les honneurs de l'image, dans la presse et à la télévision. En sport, les seconds rôles, même brillants, sont souvent sans visage.

De notre envoyé spécial

les planches, et cette vie de voyages et de compétitions qu'elle mène au moins pendant la moitié de l'année — qui en rebute plus d'un — est la sienne. Rien d'étonnant alors à ce qu'elle jouisse de la sympathie générale, dans un milieu fermé où les amitiés naissent et meurent au rythme des résultats : son succès olympique n'a pas provoqué d'algèbre manifeste.

Personne n'envisageait pourtant que Rosi Mittermaier puisse l'emporter, le 8 février, sur les 2515 mètres de la piste de l'Axamer-Lizum, à une trentaine de kilomètres au nord-est d'Innsbruck. Ses proches escomptaient une « place d'honneur » comme d'habitude... Elle-même confiait, après l'arrivée, modestement réaliste : « Je n'espérais pas avoir une médaille. Pour gagner aux Jeux olympiques ou au championnat du monde, c'est-à-dire sur une course, il faut non seulement être en superforme, mais aussi bénéficier d'une bonne part de chance. C'est pourquoi je préfère la formule de la Coupe du monde, disputée sur toute une saison.

Effectivement, ce genre d'épreuve organisée sur le mode d'un championnat, semble bien lui convenir, surtout depuis que les adeptes du ski alpin « tous azimuts » — descente et slalom — forment actuellement une espèce rare, en voie de disparition : en 1975, Rosi Mittermaier a pris la troisième place au classement de la Coupe du monde et, cette année, elle est en tête de la compétition.

Un succès

quand même surprenant

Jusqu'à dimanche, la descente était son signe indien : souvent bien placée, elle n'a jamais été victorieuse. En neuf ans d'activité, sur toutes les pentes du monde, pas la moindre réussite dans cet « exercice libre ». Même lors des championnats d'Allemagne fédérale, alors qu'elle trône les titres nationaux (seize en slalom). Que s'est-il passé le 8 février ? Elle-même n'en sait trop rien.

C'est la mémoire des skieuses helvétiques l'a aidée : la tante du titre, Marie-Thérèse Nadig, malade, n'a pu prendre le départ, et Bernadette Zurbiggen a déçu : la Suisse, victorieuse de deux descentes depuis l'ouverture de cette saison et qui partait ainsi à égalité de chance avec l'autre favorite, l'Autrichienne Brigitte Totschnig, a terminé septième, comme aux Jeux de 1972. A Sapporo ce classement révélait l'athlétisme Valaisien — elle avait alors quinze ans ; à Innsbruck, il équivalait à une défaite. Mais cette position rehausse, par contre, la performance de Danielle Debernard et de Jacqueline Rouvier, respectivement cinquième et sixième. Les Françaises n'ont jamais remporté la descente olympique, même à l'époque d'Honoré Bonnet, et il y a qua-

tre ans, au Japon, Isabelle Mir, en finissant quatrième, avait fait à peine mieux. Dommage pour Danielle Debernard que le combiné (descente et slalom) ne donne pas lieu à des récompenses olympiques.

Et l'armada autrichienne ? Innsbruck commémorait la souvenir de 1964 : sur la piste, aujourd'hui totalement transformée, de l'Axamer-Lizum, Christl Haas, Edith Zimmermann et Traudl Hecker avaient tout simplement raté, dans cet ordre, les trois médailles. A Grenoble, Olga Pall avait conservé le titre olympique à l'Autriche et tout portait à croire qu'il en serait de même à Sapporo, quand l'invincible Anne-Marie Froelich fut battue. Un accident que Brigitte Totschnig devait faire oublier, épuisée par Andréa Spleiss, dix-sept ans, et Monika Kaserer.

Une course sans fautes

Effectivement, partie en septième position après ses adversaires présumés les plus redoutables, Brigitte Totschnig réalisait le meilleur temps en 1'46"68. Pour la presse autrichienne c'était déjà gagné.

On apprît plus tard que l'Autrichienne avait fait une faute au début de la course. Ayant hérité du dossard numéro 9, Rosi Mittermaier le sut immédiatement. Elle ne commit pas d'erreur, ni sur la neige

LES RETRANSMISSIONS

TÉLÉVISÉES

MARDI 10 FÉVRIER

TF1 et FR3 : 12 h. 25 à 13 h. slalom géant messieurs, deuxième manche : 17 h. 35 à 18 h. 16, hockey sur glace (Pologne-Tchécoslovaquie).
TF1 : 22 h. 25 à 22 h. 46, résumé des compétitions de la journée.
A2 : 12 h. 15 à 12 h. 25, résumé des compétitions de la veille : 12 h. 25 à 14 h. 30, slalom géant messieurs, deuxième manche.

assez molle du haut du parcours, ni sur le tapis plus dur, sinon glacé, ensuite. Quatre-vingt-cinq mètres d'avance au deuxième temps intermédiaire, cinquante-deux centimètres à l'arrivée. Seize ans après Heidi Bleib, victorieuse à Squaw Valley, l'opiniâtre Bavaroise remonte à l'Allemagne fédérale une médaille d'or en descente féminine de ski alpin.

Selon elle, dimanche était son « jour de chance » : il y a un an, à pareille époque, elle était heureuse de plein fouet, alors qu'elle s'entraînait sur cette même piste de l'Axamer-Lizum, par un skieur débutant. Blessée, elle ne devait plus courir de la saison. Toute autre, à son âge, aurait alors pris sa retraite sportive. Rosi Mittermaier, elle, s'attarde dans un grand sourire : « Mais pourquoi donc ? »

MICHEL CASTAING.

Basket-Ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

DE PREMIÈRE DIVISION

(Vingt-troisième journée)

Tours b. Challans 91-85
Villeneuve b. Nice 83-72
Caen b. Orléans 87-80
Le Mans b. Bourges 97-98
Bercy b. Grasse 105-91
Clermont b. Bagnole 89-83
Antibes b. Jœuf 109-95
Dinan b. Lyon 82-78
Classement. — 1. Tours 63 pts ; 2. Villeneuve, Caen 56 ; 4. Le Mans 55 ; 5. Bercy 51 ; 6. Challans 50 ; 7. Antibes 47 ; 8. Clermont 42 ; 9. Bagnole 38 ; 10. Jœuf, Dinan 36 ; 11. Grasse 31.

(PUBLIOITE)

LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975

Jacques JAUBERT

L'ouvrage dresse, pour la première fois, le bilan humain de l'ensemble du sport automobile. Il a été écrit par un témoin éclairé qui est en même temps un acteur de premier plan, Jacques Jaubert. Avec LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975, on court partout, des pistes du Randers, des lacs du rallye de Monte-Carlo aux 24 Heures du Mans, à Nogaro, Rouen, Magny-Cour ou ailleurs. On suit par le menu la brillante ascension de Jacques Laffite, champion d'Europe de Formule 1, on se lance à corps perdu dans les lacs du Tour de Corse comme sur les longues routes du Tour de France. On fibre devant les prouesses de Marie-Claude Beaumont sur son prototype Renault. On découvre le « roi de la montagne » Jimmy Ménézet. Bref, tous les événements marquants, tous les exploits, toutes les déceptions aussi de la saison se retrouvent dans LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975.

Guy Liget, Gérard Larroue, Henri Pescarolo, Jacques Laffite, Michel Leclerc, Jean-Pierre Jabouille, René Arnoux et bien d'autres figures de proue du sport auto sont les héros de cette fascinantissime chronique humaine. LE LIVRE D'OR DE LA COURSE AUTO 1975, écrit par Jacques Jaubert, est le seul ouvrage de ce genre proposé à tous les amoureux du sport automobile.

Éditions SOLAR 32,10 F T.T.C.

LES RÉSULTATS

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

DE PREMIÈRE DIVISION

(deuxième journée)

Strasbourg b. Lyon 5-0
Paris S.G. b. Metz 2-1
Sochaux b. Nîmes 2-1
Nantes b. Nancy 3-0
Lens b. Lille 2-0
Saint-Etienne b. Valenciennes 1-0
Bordeaux b. Angoulême 1-0
Marseille b. Troyes 1-1
Saint-Etienne b. Marseille 1-0
Classement. — 1. Saint-Etienne, 35 pts ; 2. Metz, 28 ; 3. Sochaux et Nantes, 26 ; 4. Lens, 25 ; 5. Nancy, 24 ; 6. Bordeaux, 23 ; 7. Troyes, 22 ; 8. Angoulême, 21 ; 9. Valenciennes, 20 ; 10. Paris S.G., 19 ; 11. Marseille, 18 ; 12. Strasbourg, 17 ; 13. Nantes, 16 ; 14. Lille, 15 ; 15. Caen, 14 ; 16. Orléans, 13 ; 17. Brest, 12 ; 18. Châteauroux, 11 ; 19. Amiens, 10 ; 20. Auxerre, 9 ; 21. Reims, 8 ; 22. Evry, 7 ; 23. Sedan, 6 ; 24. Boulogne, 5 ; 25. Metz, 4 ; 26. Caen, 3 ; 27. Troyes, 2 ; 28. Angoulême, 1 ; 29. Valenciennes, 0 ; 30. Paris S.G., 0 ; 31. Châteauroux, 0 ; 32. Amiens, 0 ; 33. Sedan, 0 ; 34. Boulogne, 0 ; 35. Metz, 0 ; 36. Caen, 0 ; 37. Troyes, 0 ; 38. Angoulême, 0 ; 39. Valenciennes, 0 ; 40. Paris S.G., 0 ; 41. Châteauroux, 0 ; 42. Amiens, 0 ; 43. Sedan, 0 ; 44. Boulogne, 0 ; 45. Metz, 0 ; 46. Caen, 0 ; 47. Troyes, 0 ; 48. Angoulême, 0 ; 49. Valenciennes, 0 ; 50. Paris S.G., 0 ; 51. Châteauroux, 0 ; 52. Amiens, 0 ; 53. Sedan, 0 ; 54. Boulogne, 0 ; 55. Metz, 0 ; 56. Caen, 0 ; 57. Troyes, 0 ; 58. Angoulême, 0 ; 59. Valenciennes, 0 ; 60. Paris S.G., 0 ; 61. Châteauroux, 0 ; 62. Amiens, 0 ; 63. Sedan, 0 ; 64. Boulogne, 0 ; 65. Metz, 0 ; 66. Caen, 0 ; 67. Troyes, 0 ; 68. Angoulême, 0 ; 69. Valenciennes, 0 ; 70. Paris S.G., 0 ; 71. Châteauroux, 0 ; 72. Amiens, 0 ; 73. Sedan, 0 ; 74. Boulogne, 0 ; 75. Metz, 0 ; 76. Caen, 0 ; 77. Troyes, 0 ; 78. Angoulême, 0 ; 79. Valenciennes, 0 ; 80. Paris S.G., 0 ; 81. Châteauroux, 0 ; 82. Amiens, 0 ; 83. Sedan, 0 ; 84. Boulogne, 0 ; 85. Metz, 0 ; 86. Caen, 0 ; 87. Troyes, 0 ; 88. Angoulême, 0 ; 89. Valenciennes, 0 ; 90. Paris S.G., 0 ; 91. Châteauroux, 0 ; 92. Amiens, 0 ; 93. Sedan, 0 ; 94. Boulogne, 0 ; 95. Metz, 0 ; 96. Caen, 0 ; 97. Troyes, 0 ; 98. Angoulême, 0 ; 99. Valenciennes, 0 ; 100. Paris S.G., 0 ; 101. Châteauroux, 0 ; 102. Amiens, 0 ; 103. Sedan, 0 ; 104. Boulogne, 0 ; 105. Metz, 0 ; 106. Caen, 0 ; 107. Troyes, 0 ; 108. Angoulême, 0 ; 109. Valenciennes, 0 ; 110. Paris S.G., 0 ; 111. Châteauroux, 0 ; 112. Amiens, 0 ; 113. Sedan, 0 ; 114. Boulogne, 0 ; 115. Metz, 0 ; 116. Caen, 0 ; 117. Troyes, 0 ; 118. Angoulême, 0 ; 119. Valenciennes, 0 ; 120. Paris S.G., 0 ; 121. Châteauroux, 0 ; 122. Amiens, 0 ; 123. Sedan, 0 ; 124. Boulogne, 0 ; 125. Metz, 0 ; 126. Caen, 0 ; 127. Troyes, 0 ; 128. Angoulême, 0 ; 129. Valenciennes, 0 ; 130. Paris S.G., 0 ; 131. Châteauroux, 0 ; 132. Amiens, 0 ; 133. Sedan, 0 ; 134. Boulogne, 0 ; 135. Metz, 0 ; 136. Caen, 0 ; 137. Troyes, 0 ; 138. Angoulême, 0 ; 139. Valenciennes, 0 ; 140. Paris S.G., 0 ; 141. Châteauroux, 0 ; 142. Amiens, 0 ; 143. Sedan, 0 ; 144. Boulogne, 0 ; 145. Metz, 0 ; 146. Caen, 0 ; 147. Troyes, 0 ; 148. Angoulême, 0 ; 149. Valenciennes, 0 ; 150. Paris S.G., 0 ; 151. Châteauroux, 0 ; 152. Amiens, 0 ; 153. Sedan, 0 ; 154. Boulogne, 0 ; 155. Metz, 0 ; 156. Caen, 0 ; 157. Troyes, 0 ; 158. Angoulême, 0 ; 159. Valenciennes, 0 ; 160. Paris S.G., 0 ; 161. Châteauroux, 0 ; 162. Amiens, 0 ; 163. Sedan, 0 ; 164. Boulogne, 0 ; 165. Metz, 0 ; 166. Caen, 0 ; 167. Troyes, 0 ; 168. Angoulême, 0 ; 169. Valenciennes, 0 ; 170. Paris S.G., 0 ; 171. Châteauroux, 0 ; 172. Amiens, 0 ; 173. Sedan, 0 ; 174. Boulogne, 0 ; 175. Metz, 0 ; 176. Caen, 0 ; 177. Troyes, 0 ; 178. Angoulême, 0 ; 179. Valenciennes, 0 ; 180. Paris S.G., 0 ; 181. Châteauroux, 0 ; 182. Amiens, 0 ; 183. Sedan, 0 ; 184. Boulogne, 0 ; 185. Metz, 0 ; 186. Caen, 0 ; 187. Troyes, 0 ; 188. Angoulême, 0 ; 189. Valenciennes, 0 ; 190. Paris S.G., 0 ; 191. Châteauroux, 0 ; 192. Amiens, 0 ; 193. Sedan, 0 ; 194. Boulogne, 0 ; 195. Metz, 0 ; 196. Caen, 0 ; 197. Troyes, 0 ; 198. Angoulême, 0 ; 199. Valenciennes, 0 ; 200. Paris S.G., 0 ; 201. Châteauroux, 0 ; 202. Amiens, 0 ; 203. Sedan, 0 ; 204. Boulogne, 0 ; 205. Metz, 0 ; 206. Caen, 0 ; 207. Troyes, 0 ; 208. Angoulême, 0 ; 209. Valenciennes, 0 ; 210. Paris S.G., 0 ; 211. Châteauroux, 0 ; 212. Amiens, 0 ; 213. Sedan, 0 ; 214. Boulogne, 0 ; 215. Metz, 0 ; 216. Caen, 0 ; 217. Troyes, 0 ; 218. Angoulême, 0 ; 219. Valenciennes, 0 ; 220. Paris S.G., 0 ; 221. Châteauroux, 0 ; 222. Amiens, 0 ; 223. Sedan, 0 ; 224. Boulogne, 0 ; 225. Metz, 0 ; 226. Caen, 0 ; 227. Troyes, 0 ; 228. Angoulême, 0 ; 229. Valenciennes, 0 ; 230. Paris S.G., 0 ; 231. Châteauroux, 0 ; 232. Amiens, 0 ; 233. Sedan, 0 ; 234. Boulogne, 0 ; 235. Metz, 0 ; 236. Caen, 0 ; 237. Troyes, 0 ; 238. Angoulême, 0 ; 239. Valenciennes, 0 ; 240. Paris S.G., 0 ; 241. Châteauroux, 0 ; 242. Amiens, 0 ; 243. Sedan, 0 ; 244. Boulogne, 0 ; 245. Metz, 0 ; 246. Caen, 0 ; 247. Troyes, 0 ; 248. Angoulême, 0 ; 249. Valenciennes, 0 ; 250. Paris S.G., 0 ; 251. Châteauroux, 0 ; 252. Amiens, 0 ; 253. Sedan, 0 ; 254. Boulogne, 0 ; 255. Metz, 0 ; 256. Caen, 0 ; 257. Troyes, 0 ; 258. Angoulême, 0 ; 259. Valenciennes, 0 ; 260. Paris S.G., 0 ; 261. Châteauroux, 0 ; 262. Amiens, 0 ; 263. Sedan, 0 ; 264. Boulogne, 0 ; 265. Metz, 0 ; 266. Caen, 0 ; 267. Troyes, 0 ; 268. Angoulême, 0 ; 269. Valenciennes, 0 ; 270. Paris S.G., 0 ; 271. Châteauroux, 0 ; 272. Amiens, 0 ; 273. Sedan, 0 ; 274. Boulogne, 0 ; 275. Metz, 0 ; 276. Caen, 0 ; 277. Troyes, 0 ; 278. Angoulême, 0 ; 279. Valenciennes, 0 ; 280. Paris S.G., 0 ; 281. Châteauroux, 0 ; 282. Amiens, 0 ; 283. Sedan, 0 ; 284. Boulogne, 0 ; 285. Metz, 0 ; 286. Caen, 0 ; 287. Troyes, 0 ; 288. Angoulême, 0 ; 289. Valenciennes, 0 ; 290. Paris S.G., 0 ; 291. Châteauroux, 0 ; 292. Amiens, 0 ; 293. Sedan, 0 ; 294. Boulogne, 0 ; 295. Metz, 0 ; 296. Caen, 0 ; 297. Troyes, 0 ; 298. Angoulême, 0 ; 299. Valenciennes, 0 ; 300. Paris S.G., 0 ; 301. Châteauroux, 0 ; 302. Amiens, 0 ; 303. Sedan, 0 ; 304. Boulogne, 0 ; 305. Metz, 0 ; 306. Caen, 0 ; 307. Troyes, 0 ; 308. Angoulême, 0 ; 309. Valenciennes, 0 ; 310. Paris S.G., 0 ; 311. Châteauroux, 0 ; 312. Amiens, 0 ; 313. Sedan, 0 ; 314. Boulogne, 0 ; 315. Metz, 0 ; 316. Caen, 0 ; 317. Troyes, 0 ; 318. Angoulême, 0 ; 319. Valenciennes, 0 ; 320. Paris S.G., 0 ; 321. Châteauroux, 0 ; 322. Amiens, 0 ; 323. Sedan, 0 ; 324. Boulogne, 0 ; 325. Metz, 0 ; 326. Caen, 0 ; 327. Troyes, 0 ; 328. Angoulême, 0 ; 329. Valenciennes, 0 ; 330. Paris S.G., 0 ; 331. Châteauroux, 0 ; 332. Amiens, 0 ; 333. Sedan, 0 ; 334. Boulogne, 0 ; 335. Metz, 0 ; 336. Caen, 0 ; 337. Troyes, 0 ; 338. Angoulême, 0 ; 339. Valenciennes, 0 ; 340. Paris S.G., 0 ; 341. Châteauroux, 0 ; 342. Amiens, 0 ; 343. Sedan, 0 ; 344. Boulogne, 0 ; 345. Metz, 0 ; 346. Caen, 0 ; 347. Troyes, 0 ; 348. Angoulême, 0 ; 349. Valenciennes, 0 ; 350. Paris S.G., 0 ; 351. Châteauroux, 0 ; 352. Amiens, 0 ; 353. Sedan, 0 ; 354. Boulogne, 0 ; 355. Metz, 0 ; 356. Caen, 0 ; 357. Troyes, 0 ; 358. Angoulême, 0 ; 359. Valenciennes, 0 ; 360. Paris S.G., 0 ; 361. Châteauroux, 0 ; 362. Amiens, 0 ; 363. Sedan, 0 ; 364. Boulogne, 0 ; 365. Metz, 0 ; 366. Caen, 0 ; 367. Troyes, 0 ; 368. Angoulême, 0 ; 369. Valenciennes, 0 ; 370. Paris S.G., 0 ; 371. Châteauroux, 0 ; 372. Amiens, 0 ; 373. Sedan, 0 ; 374. Boulogne, 0 ; 375. Metz, 0 ; 376. Caen, 0 ; 377. Troyes, 0 ; 378. Angoulême, 0 ; 379. Valenciennes, 0 ; 380. Paris S.G., 0 ; 381. Châteauroux, 0 ; 382. Amiens, 0 ; 383. Sedan, 0 ; 384. Boulogne, 0 ; 385. Metz, 0 ; 386. Caen, 0 ; 387. Troyes, 0 ; 388. Angoulême, 0 ; 389. Valenciennes, 0 ; 390. Paris S.G., 0 ; 391. Châteauroux, 0 ; 392. Amiens, 0 ; 393. Sedan, 0 ; 394. Boulogne, 0 ; 395. Metz, 0 ; 396. Caen, 0 ; 397. Troyes, 0 ; 398. Angoulême, 0 ; 399. Valenciennes, 0 ; 400. Paris S.G., 0 ; 401. Châteauroux, 0 ; 402. Amiens, 0 ; 403. Sedan, 0 ; 404. Boulogne, 0 ; 405. Metz, 0 ; 406. Caen, 0 ; 407. Troyes, 0 ; 408. Angoulême, 0 ; 409. Valenciennes, 0 ; 410. Paris S.G., 0 ; 411. Châteauroux, 0 ; 412. Amiens, 0 ; 413. Sedan, 0 ; 414. Boulogne, 0 ; 415. Metz, 0 ; 416. Caen, 0 ; 417. Troyes, 0 ; 418. Angoulême, 0 ; 419. Valenciennes, 0 ; 420. Paris S.G., 0 ; 421. Châteauroux, 0 ; 422. Amiens, 0 ; 423. Sedan, 0 ; 424. Boulogne, 0 ; 425. Metz, 0 ; 426. Caen, 0 ; 427. Troyes, 0 ; 428. Angoulême, 0 ; 429. Valenciennes, 0 ; 430. Paris S.G., 0 ; 431. Châteauroux, 0 ; 432. Amiens, 0 ; 433. Sedan, 0 ; 434. Boulogne, 0 ; 435. Metz, 0 ; 436. Caen, 0 ; 437. Troyes, 0 ; 438. Angoulême, 0 ; 439. Valenciennes, 0 ; 440. Paris S.G., 0 ; 441. Châteauroux, 0 ; 442. Amiens, 0 ; 443. Sedan, 0 ; 444. Boulogne, 0 ; 445. Metz, 0 ; 446. Caen, 0 ; 447. Troyes, 0 ; 448. Angoulême, 0 ; 449. Valenciennes, 0 ; 450. Paris S.G., 0 ; 451. Châteauroux, 0 ; 452. Amiens, 0 ; 453. Sedan, 0 ; 454. Boulogne, 0 ; 455. Metz, 0 ; 456. Caen, 0 ; 457. Troyes, 0 ; 458. Angoulême, 0 ; 459. Valenciennes, 0 ; 460. Paris S.G., 0 ; 461. Châteauroux, 0 ; 462. Amiens, 0 ; 463. Sedan, 0 ; 464. Boulogne, 0 ; 465. Metz, 0 ; 466. Caen, 0 ; 467. Troyes, 0 ; 468. Angoulême, 0 ; 469. Valenciennes, 0 ; 470. Paris S.G., 0 ; 471. Châteauroux, 0 ; 472. Amiens, 0 ; 473. Sedan, 0 ; 474. Boulogne, 0 ; 475. Metz, 0 ; 476. Caen, 0 ; 477. Troyes, 0 ; 478. Angoulême, 0 ; 479. Valenciennes, 0 ; 480. Paris S.G., 0 ; 481. Châteauroux, 0 ; 482. Amiens, 0 ; 483. Sedan, 0 ; 484. Boulogne, 0 ; 485. Metz, 0 ; 486. Caen, 0 ; 487. Troyes, 0 ; 488. Angoulême, 0 ; 489. Valenciennes, 0 ; 490. Paris S.G., 0 ; 491. Châteauroux, 0 ; 492. Amiens, 0 ; 493. Sedan, 0 ; 494. Boulogne, 0 ; 495. Metz, 0 ; 496. Caen, 0 ; 497. Troyes, 0 ; 498. Angoulême, 0 ; 499. Valenciennes, 0 ; 500. Paris S.G., 0 ; 501. Châteauroux, 0 ; 502. Amiens, 0 ; 503. Sedan, 0 ; 504. Boulogne, 0 ; 505. Metz, 0 ; 506. Caen, 0 ; 507. Troyes, 0 ; 508. Angoulême, 0 ; 509. Valenciennes, 0 ; 510. Paris S.G., 0 ; 511. Châteauroux, 0 ; 512. Amiens, 0 ; 513. Sedan, 0 ; 514. Boulogne, 0 ; 515. Metz, 0 ; 516. Caen, 0 ; 517. Troyes, 0 ; 518. Angoulême, 0 ; 519. Valenciennes, 0 ; 520. Paris S.G., 0 ; 521. Châteauroux, 0 ; 522. Amiens, 0 ; 523. Sedan, 0 ; 524. Boulogne, 0 ; 525. Metz, 0 ; 526. Caen, 0 ; 527. Troyes, 0 ; 528. Angoulême, 0 ; 529. Valenciennes, 0 ; 530. Paris S.G., 0 ; 531. Châteauroux, 0 ; 532. Amiens, 0 ; 533. Sedan, 0 ; 534. Boulogne, 0 ; 535. Metz, 0 ; 536. Caen, 0 ; 537. Troyes, 0 ; 538. Angoulême, 0 ; 539. Valenciennes, 0 ; 540. Paris S.G., 0 ; 541. Châteauroux, 0 ; 542. Amiens, 0 ; 543. Sedan, 0 ; 544. Boulogne, 0 ; 545. Metz, 0 ; 546. Caen, 0 ; 547. Troyes, 0 ; 548. Angoulême, 0 ; 549. Valenciennes, 0 ; 550. Paris S.G., 0 ; 551. Châteauroux, 0 ; 552. Amiens, 0 ; 553. Sedan, 0 ; 554. Boulogne, 0 ; 555. Metz, 0 ; 556. Caen, 0 ; 557. Troyes, 0 ; 558. Angoulême, 0 ; 559. Valenciennes, 0 ; 560. Paris S.G., 0 ; 561. Châteauroux, 0 ; 562. Amiens, 0 ; 563. Sedan, 0 ; 564. Boulogne, 0 ; 565. Metz, 0 ; 566. Caen, 0 ; 567. Troyes, 0 ; 568. Angoulême, 0 ; 569. Valenciennes, 0 ; 570. Paris S.G., 0 ; 571. Châteauroux, 0 ; 572. Amiens, 0 ; 573. Sedan, 0 ; 574. Boulogne, 0 ; 575. Metz, 0 ; 576. Caen, 0 ; 577. Troyes, 0 ; 578. Angoulême, 0 ; 579. Valenciennes, 0 ; 580. Paris S.G., 0 ; 581. Châteauroux, 0 ; 582. Amiens, 0 ; 583. Sedan, 0 ; 584. Boulogne, 0 ; 585. Metz, 0 ; 586. Caen, 0 ; 587. Troyes, 0 ; 588. Angoulême, 0 ; 589. Valenciennes, 0 ; 590. Paris S.G., 0 ; 591. Châteauroux, 0 ; 592. Amiens, 0 ; 593. Sedan, 0 ; 594. Boulogne, 0 ; 595. Metz, 0 ; 596. Caen, 0 ; 597. Troyes, 0 ; 598. Angoulême, 0 ; 599. Valenciennes, 0 ; 600. Paris S.G., 0 ; 601. Châteauroux, 0 ; 602. Amiens, 0 ; 603. Sedan, 0 ; 604. Boulogne, 0 ; 605. Metz, 0 ; 606. Caen, 0 ; 607. Troyes, 0 ; 608. Angoulême, 0 ; 609. Valenciennes, 0 ; 610. Paris S.G., 0 ; 611. Châteauroux, 0 ; 612. Amiens, 0 ; 613. Sedan, 0 ; 614. Boulogne, 0 ; 615. Metz, 0 ; 616. Caen, 0 ; 617. Troyes, 0 ; 618. Angoulême, 0 ; 619. Valenciennes, 0 ; 620. Paris S.G., 0 ; 621. Châteauroux, 0 ; 622. Amiens, 0 ; 623. Sedan, 0 ; 624. Boulogne, 0 ; 625. Metz, 0 ; 626. Caen, 0 ; 627. Troyes, 0 ; 628. Angoulême, 0 ; 629. Valenciennes, 0 ; 630. Paris S.G., 0 ; 631. Châteauroux, 0 ; 632. Amiens, 0 ; 633. Sedan, 0 ; 634. Boulogne, 0 ; 635. Metz, 0 ; 636. Caen, 0 ; 637. Troyes, 0 ; 638. Angoulême, 0 ; 639. Valenciennes, 0 ; 640. Paris S.G., 0 ; 641. Châteauroux, 0 ; 642. Amiens, 0 ; 643. Sedan, 0 ; 644. Boulogne, 0 ; 645. Metz, 0 ; 646. Caen, 0 ; 647. Troyes, 0 ; 648. Angoulême, 0 ; 649. Valenciennes, 0 ; 650. Paris S.G., 0 ; 651. Châteauroux, 0 ; 652. Amiens, 0 ; 653. Sedan, 0 ; 654. Boulogne, 0 ; 655. Metz, 0 ; 656. Caen, 0 ; 657. Troyes, 0 ; 658. Angoulême, 0 ; 659. Valenciennes, 0 ; 660. Paris S.G., 0 ; 661. Châteauroux, 0 ; 662. Amiens, 0 ; 663. Sedan, 0 ; 664. Boulogne, 0 ; 665. Metz, 0 ; 666. Caen, 0 ; 667. Troyes, 0 ; 668. Angoulême, 0 ; 669. Valenciennes, 0 ; 670. Paris S.G., 0 ; 671. Châteauroux, 0 ; 672. Amiens, 0 ; 673. Sedan, 0 ; 674. Boulogne, 0 ; 675. Metz, 0 ; 676. Caen, 0 ; 677. Troyes, 0 ; 678. Angoulême, 0 ; 679. Valenciennes, 0 ; 680. Paris S.G., 0 ; 681. Châteauroux, 0 ; 682. Amiens, 0 ; 683. Sedan, 0 ; 684. Boulogne, 0 ; 685. Metz, 0 ; 686. Caen, 0 ; 687. Troyes, 0 ; 688. Angoulême, 0 ; 689. Valenciennes, 0 ; 690. Paris S.G., 0 ; 691. Châteauroux, 0 ; 692. Amiens, 0 ; 693. Sedan, 0 ; 694. Boulogne, 0 ; 695. Metz, 0 ; 696. Caen, 0 ; 697. Troyes, 0 ; 698. Angoulême, 0 ; 699. Valenciennes, 0 ; 700. Paris S.G., 0 ; 701. Châteauroux, 0 ; 702. Amiens, 0 ; 703. Sedan, 0 ; 704. Boulogne, 0 ; 705. Metz, 0 ; 706. Caen, 0 ; 707. Troyes, 0 ; 708. Angoulême, 0 ; 709. Valenciennes, 0 ; 710. Paris S.G., 0 ; 711. Châteauroux, 0 ; 712. Amiens, 0 ; 713. Sedan, 0 ; 714. Boulogne, 0 ; 715. Metz, 0 ; 716. Caen, 0 ; 717. Troyes, 0 ; 718. Angoulême, 0 ; 719. Valenciennes, 0 ; 720. Paris S.G., 0 ; 721. Châteauroux, 0 ; 722. Amiens, 0 ; 723. Sedan, 0 ; 724. Boulogne, 0 ; 725. Metz, 0 ; 726. Caen, 0 ; 727. Troyes, 0 ; 728. Angoulême, 0 ; 729. Valenciennes, 0 ; 730. Paris S.G., 0 ; 731. Châteauroux, 0 ; 732. Amiens, 0 ; 733. Sedan, 0 ; 734. Boulogne, 0 ; 735. Metz, 0 ; 736. Caen, 0 ; 737. Troyes, 0 ; 738. Angoulême, 0 ; 739.

La région parisienne

LES TEXTES ET LEURS LACUNES

« La loi Barrot ne nous permet pas de défendre réellement les occupants expulsés » soutiennent les associations

M. JACQUES BARROT, secrétaire d'Etat au logement, a présenté au Parlement une loi sur la protection des locataires d'immeubles anciens qui fut votée le 20 décembre 1975 (le Monde du 27 janvier). Ce texte, qui modifie la loi de 1948, a pour but de « donner un coup d'arrêt à l'exil des catégories modestes de la population » chassées par les rénovations et de « protéger les locataires » des immeubles anciens. Mais y parviendra-t-il ?

La loi Barrot, qui a pour but, selon ses auteurs, de « protéger les occupants » des immeubles faisant l'objet de rénovation, ne permet pas,

en fait, d'enrayer ce flux des centres-villes que sont les expulsions. Les groupes de défense des locataires sont contraints de faire appel à leur imagination plus qu'à des textes de loi pour mettre fin à l'exil des Parisiens.

La loi de 1948 sur le logement stipule, en effet, que les locataires qui ont reçu un congé de leur propriétaire conservent néanmoins un droit au maintien dans les lieux. En revanche, ce droit disparaît si l'immeuble fait l'objet d'un permis de construire (art. 11). L'usage (un procès coûte cher au propriétaire qui veut expulser ses locataires) et les recommandations de l'administration veulent qu'un promoteur réloge ou indemnise les habitants expulsés. Mais les termes de la loi

ne l'obligent pas à reloger ses anciens locataires, sa seule obligation est de proposer aux occupants un appartement dans l'immeuble rénové (article 13)... dont les loyers seront réduits. La loi Barrot réglemente seulement les conditions de rélogement mais ne contraint pas les promoteurs à reloger les habitants expulsés. « La loi ne nous permet pas de défendre réellement les occupants expulsés », expliquent les membres d'une association du cinquième arrondissement. Nous sommes obligés de mener des actions, de créer des rapports de force pour obliger les propriétaires à reloger les habitants chassés par les rénovations. » Le 2 mai 1974, un permis de construire était accordé à la Société Immobilière du Panthéon pour les 7,

9, 11, rue Tournet, 36, rue Moutefard. Selon la stratégie devenue habituelle, le promoteur propose des indemnités et des rélogements aux locataires : l'un d'entre eux, une personne de quatre-vingt-deux ans, quitte son appartement avec 500 F. Une locataire se voit proposer un logement qui, renseignements pris, se trouve (selon les services de la préfecture) dans « une zone réservée à des équipements sportifs », une autre, dans « un immeuble situé dans une zone déclarée d'utilité publique » deux ans auparavant... et qui sera démolie trois mois plus tard.

Entraînés par l'association, les locataires décident de bloquer les travaux et d'en appeler directement à la préfecture. Des radicaux déposent devant l'Hôtel de Ville qua-

rante locataires, en majorité des personnes âgées, qui seront reçus par le préfet, auquel ils demandent une enquête sur les méthodes employées par le promoteur pour vider son immeuble.

Ce dernier avait investi dans l'affaire d'importantes sommes d'argent et ne pouvait légalement commencer les travaux tant qu'il resterait un seul locataire dans les lieux ; il rendit donc les clés après deux ans de conflit et entama une négociation. Quatre mois plus tard, un accord inédit était signé.

Les habitants qui avaient choisi de quitter leur logement seraient indemnisés au prix de 2 000 F le mètre carré. Les occupants qui décidaient de demeurer dans leur immeuble bénéficiaient de baux à vie. « Nous n'avons pas voulu être soumis à la loi de 1948 sur le logement », déclarent les membres de l'association. En effet, un nouveau promoteur pouvait racheter l'immeuble, faire des travaux, doubler, tripler ou décupler le prix des loyers. Nous avons donc demandé que les loyers soient fixés selon les revenus des locataires, de 120 à 360 francs par trimestre. Quant aux charges, elles seront réglementées très précisément. »

Cet exemple de rénovation faite au profit des habitants, l'association compte en faire un modèle d'action. Ce qu'elle a imposé dans ces immeubles, elle compte bien le voir se propager, et pour commencer au 15 et au 17, rue Tournet.

« Notre force », reconnaît le président de l'association, réside dans le fait qu'il est pratiquement impossible de rénover de vieux immeubles sans infractions. Rue de Blainville, l'insertion des toilettes donne directement dans le studio, or les règlements stipulent qu'elle doit se faire directement sur l'extérieur ou bien dans des conditions précises, qui imposent des travaux très coûteux au propriétaire. Ici, un promoteur construit sans permis un jardin d'hiver. Là, on trouve de 30 centimètres sur l'élévation autorisée d'un immeuble. Nous profitons de ces infractions pour imposer des négociations aux promoteurs. »

La loi de 1948 protège sans doute les locataires, mais pas les expulsés, et ce n'est pas la modification qui vient d'être apportée qui changera beaucoup les choses.

ALAIN FAUJAS. MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Val-d'Oise

JEU DÉBLOQUÉ A CERGY-PONTOISE

Le syndicat communiste (super-conseil municipal) de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) a décidé le lundi 2 février, la création de deux mille cinq cents pavillons sur la zone d'aménagement concerté de l'Hautill. La construction de ces pavillons commencera en 1977.

Ainsi donc, les élus de la ville nouvelle sont revenus sur leur décision. Cinq zones de construction avaient été initialement prévues dans la ville, le quartier de la Préfecture, celui de Menecourt, d'Eragny, de l'Hautill et, enfin, du Puisseux. Les élus avaient toujours manifesté leur hostilité à l'urbanisation de l'Hautill dont ils désiraient protéger le site. Le 6 octobre (le Monde du 9 octobre), ils avaient refusé le dossier de cette ZAC et demandé que priorité soit donnée à la construction du Puisseux, malgré les déclarations du directeur de l'établissement public d'aménagement.

M. Douvry avait proposé aux élus une solution de compromis : la construction d'une première tranche de logements sur l'Hautill afin de permettre à l'établissement public de mener ses études sur le Puisseux.

C'est avec le même nombre de voix que les élus ont accepté ce qu'ils avaient refusé il y a quelques mois après avoir étudié les dossiers et longuement débattu.

Paris

LE MÉTRO AU PONT DE SAINT-CLOUD EN 1980

Les travaux de prolongation de la ligne N° 10 (Porte d'Auteuil-Gare d'Austerlitz) vont commencer. En 1980, les cinquante mille habitants du secteur nord de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) pourront bénéficier de cette nouvelle desserte.

La ligne longue de 2,3 kilomètres, traversera Boulogne-Billancourt en souterrain sous l'avenue de la porte Molitor et la rue du Château. Deux stations sont prévues : Jean-Jaures (carrefour de la rue du Château et de l'avenue Jean-Jaures) et Rén-ét-Danube (100 mètres avant le pont de Saint-Cloud). Il n'est pas envisagé pour le moment de prolonger la ligne jusqu'à Saint-Cloud.

Le coût total de l'opération est estimé à 242 millions de francs. Le projet, qui a bénéficié d'un financement prioritaire au titre du plan de soutien (ce qui a permis d'avancer d'un an l'engagement des travaux), a été l'objet d'une vive polémique entre les élus de la majorité et ceux de l'opposition. (Le Monde, du 28 octobre 1975).

SUPPLIQUE A UN SECRÉTAIRE D'ÉTAT

Une commune-champignon de l'Essonne réclame les moyens de son expansion

ÉGLY EN NAUFRAGE FINANCIER

La première sortie officielle de M. Pierre-Christian Taftinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, a été consacrée, le 4 février, au conseil municipal d'Egley (Essonne). Le cas était bien choisi : ce conseil se débat dans des difficultés budgétaires insurmontables dues à la croissance démographique de la commune. M. Taftinger compte multiplier ce genre de visites sur le terrain au rythme de deux ou trois par mois afin de bien connaître la réalité des problèmes communaux lorsque M. Olivier Guichard lui remettra son rapport sur ce sujet.

Aux portes d'Arpajon, Egley est un bon exemple de ces communes-champignons qui ont depuis quinze ans poussé dans la banlieue parisienne. La multiplication des lotissements et des opérations H.L.M. a gonflé le chiffre de la population, qui est passé de six cent quatre-vingt onze en 1962 à quatre mille quatre cent cinquante l'an dernier. Cette expansion s'est produite dans l'anarchie la plus totale, si l'on en juge par l'urbanisme. On recense trois Egley : celui qui regroupe environ trois mille cent cinquante habitants dans les H.L.M. situées de l'autre côté de la route nationale 20, le vieux Egley, fort d'un millier d'habitants, et un hameau d'une centaine de personnes.

Egley est une commune-dortoir, dont seulement quinze habitants sur cent travaillent sur place. Quelques-uns s'en vont vers Arpajon ou Brétigny. La plupart s'excitent tous les matins par le train qui les emmène à Paris en trente-cinq minutes.

Les nouveaux habitants ont réclamé des équipements collectifs et exigé de la commune des investissements importants. L'absence d'entreprises locales n'a pas permis de dégager les recettes correspondantes. Les d'emplois, pas de patentes : celles-ci ont représenté en 1974 moins de 15 % des recettes communales. Il a donc fallu emprunter massivement. La cote d'alerte est aujourd'hui atteinte et le remboursement de la dette représente 33 % du budget de fonctionnement. Le premier projet de budget pour 1976 prévoyait un total de 23 millions de francs. Malgré une augmentation des impôts de 15 %, le déficit prévisible s'élevait à 279 000 francs.

C'est cette situation que M. Guy Claudier-Demagnoury, maire (modéré) depuis 1971, et ses vingt-deux conseillers ont essayé de faire comprendre au secrétaire d'Etat : « Nous n'avons pas l'intention de développer inopinément Egley », a déclaré M. Claudier-Demagnoury. Nous voulons faire bénéficier ses habitants d'un cadre de vie agréable. Nous avons fait beaucoup de

choses, mais cela nous pose de gros problèmes financiers. Notre commune appelle un peu au secours. »

De côté des réussites, on trouve les réalisations scolaires pour les deux cents enfants d'Egley : « Nous n'avons plus de problèmes pour les élèves du premier degré », — le ramassage scolaire — « Le car que nous avons acheté a eu un tel succès qu'il est insuffisant » — et l'assainissement — « Deux kilomètres de conduites restent à poser. »

Quant aux difficultés, elles abondent. Il y a d'abord le projet de gymnase, coût : 1,5 million de F. Vient ensuite le dossier du bureau de poste dans l'ancienne mairie : « Ce projet me tient à cœur », dit le maire, car la population ne doit plus aller faire la queue devant les guichets d'Arpajon, qui sont saturés. Coût : 500 000 F, auxquels il convient d'ajouter 345 000 francs pour reloger le secrétaire général, qui habite actuellement dans l'ancienne mairie.

On envisage pour plus tard

l'acquisition d'une propriété où seront construits une salle communale, un foyer pour personnes âgées et un parking : « Nos Bretons ont été obligés d'organiser leurs Fêtes Nos » dans les communes de Bruyères-le-Château et de Boissy-sous-Saint-Yon parce que nous n'avons pas de salle. Monsieur le ministre, ce n'est pas normal. »

Egley est donc condamnée à faire de la corde raide. Il n'est pas possible d'augmenter des impôts locaux déjà lourds. Il n'est pas souhaitable d'accroître la population, car les besoins s'en trouveraient accrus. M. Taftinger a reconnu que le conseil municipal se trouvait dans un cul-de-sac financier et qu'il n'était pas responsable. « Je vous promets, a-t-il dit, de parler de votre cas au ministre de l'intérieur et au ministre de l'économie et des finances. Une solution doit être trouvée aux difficultés budgétaires de votre commune, dont on peut dire qu'elle est bien gérée. »

ALAIN FAUJAS.

POINT DE VUE

LE MINIMUM DE SERVICES POUR LE MAXIMUM DE PROFITS La publicité tuera-t-elle le mobilier urbain ?

par JEAN-FRANÇOIS GRUNFELD (*)

On en parle moins ces temps-ci, mais la lettre du président de la République au secrétaire d'Etat à la culture sur l'environnement quotidien et la nomination récente d'un responsable du mobilier urbain parisien viennent opportunément nous rappeler que le mobilier urbain n'est pas tout à fait mort et qu'il pourrait être encore sauvé.

La grande vogue du paysage urbain et de son mobilier d'accompagnement date, en gros, des années 70, marquées par quelques expositions remarquables au Musée des arts décoratifs et au Centre de création industrielle (C.C.I.) culminant en 1972 avec l'organisation d'un concours pour la création d'une unité de service de mobilier urbain. Derrière ce vocabulaire rébarbatif, se manifestait la volonté commune de tout ce que le pays comptait d'administrations et de ministères intéressés à la réalisation d'une gamme complète et homogène d'équipements et de services urbains articulés par exemple autour de la fonction dominante d'abri. Un abri d'autobus qui deviendrait efficacement les usagers contre la pluie et le vent, leur permettant d'attendre assis ; se trouvant également à l'intérieur de l'abri ou dans sa proximité immédiate, un plan de quartier, des informations, un téléphone, une corbeille à papier...

Au-delà de ce regroupement fonctionnel de services urbains généralement éparpillés ou mal rendus s'exprimait une volonté louable de renouvellement esthétique recherché soit par l'unité de conception, soit par la diversité harmonieuse du style, soit même par un simple principe d'assemblage. A l'issue de ce concours international réunissant un grand nombre de projets de grande qualité, sept furent retenus et exposés conjointement au Musée des arts décoratifs et sur le site de certaines villes nouvelles (Evry et Saint-Quentin-en-Yvelines).

L'objectif avoué mais officieux des organisateurs et du jury, présidé par M. Paul Delouvrier, était non seulement l'équipement de la Ville de Paris, mais aussi et surtout des villes nouvelles. Sur les sept projets lauréats, un seul fut choisi définitivement, au cours d'une réunion qui rassemblait, sur le site d'Evry, autour du prototype, les responsables du mobilier urbain de chaque ville nouvelle. Et bien

non. Les abris que l'on voit en grand nombre à Paris, Evry, Cergy-Pontoise et Saint-Quentin-en-Yvelines, par exemple, ne sont nullement ceux du lauréat. Il s'agit d'un matériel publicitaire existant depuis une dizaine d'années, que l'on retrouve à des milliers d'exemplaires dans toute la France et qui symbolise le plus grand danger, le danger de mort, couru par le mobilier urbain en France.

Les « abribus » publicitaires ont eu, en effet, bien des émules. Aujourd'hui, la profession des afficheurs publicitaires, pour de nombreuses raisons d'ailleurs, s'est sentie une vocation de service public. Il ne se passe pas de mois sans qu'apparaissent, quelque part, des plans de villes publicitaires, des horloges publicitaires, des corbeilles à papier publicitaires, et bientôt, pourquoi pas, de la signalisation publicitaire, des jeux d'enfants publicitaires, etc.

Le mécanisme de l'opération est maintenant bien connu. Contre une concession publicitaire de longue durée, l'afficheur installe gratuitement ses édifices et les entretient. Il y aurait beaucoup à dire sur la gratuité souvent fallacieuse, mais l'important est ailleurs.

Les artisans créateurs de mobilier urbain étaient des urbanistes, des mécaniciens, des artistes, des fonctionnaires parisiens ; leurs créations étaient bien intégrées dans le paysage urbain et le plus souvent, les règles propres au mobilier urbain ont disparu, elles ont été remplacées par celles de l'afficheur publicitaire : « la chalandise », la cible, l'impact. Ce qui compte, ce n'est pas le banc dans l'abri, mais l'affiche bien en vue, ce qui compte ce n'est pas un

abri chaque fois qu'il y a un arrêt, mais un abri chaque fois que l'emplacement rapporte. La réussite de cette formule n'est évidemment pas le fait du hasard. Sa cause principale est la faiblesse des finances des collectivités locales. La tentation est forte de céder le réseau d'abris ou d'affiches municipales à un concessionnaire publicitaire même si ses conditions sont draconiennes, même si les queues de ligne ne sont pas équipées. Mais au-delà des lacunes, des abus subalternes dont la Cour des comptes elle-même s'est émue, le grand renversement du système fut de substituer une consommation individuelle à une consommation collective.

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée vient d'équiper sa première ligne d'autobus avec un équipement de son choix, en plein accord avec les collectivités locales du syndicat communautaire d'aménagement. Sa décision est exemplaire, par la parfaite répartition des rôles qu'elle instaure. L'établissement public finance totalement le mobilier urbain, qui ne comporte aucun emplacement publicitaire. Loin d'exclure la publicité, Epargne lui laisse jouer son rôle, mais seulement son rôle : un appel d'offres sera bientôt lancé. Le publicitaire obtiendra la concession de certains espaces sur la ville nouvelle et en contrepartie il entretiendra le mobilier urbain et versera une redevance à Epargne, qui utilisera les sommes ainsi perçues à l'acquisition et au renouvellement du mobilier, qui sera rétrocedé aux collectivités locales le moment venu.

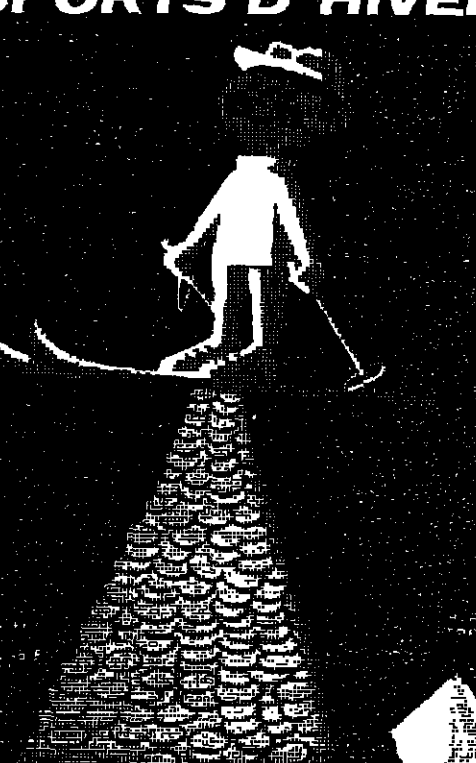
D'autres cas pourraient être cités, de collectivités locales remettant les choses à leur place, pour le plus grand profit d'un service public insouciant de toutes les valeurs, dont celle du paysage.

Les mesures que pourra prendre la puissance publique dans les prochains mois seront décisives pour arracher au mobilier urbain le masque dont il est affublé. Il est méritoire de sauvegarder le mobilier urbain du passé, mais il est indispensable de faire rentrer dans l'espace contemporain un mobilier contemporain.

(*) Éditeur de mobilier urbain, fondateur et directeur de la société Art Urbain Artur.

loterie nationale

TRANCHE DES SPORTS D'HIVER



GROS LOT : 1 MILLION 1/2 DE F

TIRAGE : MERCREDI 11 FEVRIER

هكذا من الأصل

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

ASSEMBLÉES RÉGIONALES

La Lorraine et la Franche-Comté veulent conduire leur propre politique de l'emploi

De nos correspondants

Metz. — Le conseil régional de Lorraine réuni à Metz le vendredi 6 février, a voté à l'unanimité la création d'un fonds de développement économique doté d'une somme de 10 millions de francs (1). Les deux élus communistes se sont abstenus, alors que les socialistes ont donné leur accord, avec cependant quelques réserves. Un organisme délégué au sein duquel seront représentées toutes les familles politiques sera chargé de définir les critères d'attribution des crédits distribués par ce fonds. Le champ d'action de celui-ci est cependant limité. En effet, la loi de 1973 interdit toute intervention directe des deux assemblées régionales auprès des entreprises, que ce soit sous forme de subvention ou même de bonification. Ainsi, le fonds créé vendredi à Metz sera utilisé dans deux domaines : l'industrialisation (construction d'usines-relais, participation à l'aménagement de zones industrielles, planification du prix du terrain, etc.), et l'emploi (subvention auprès des collectivités pour créer des emplois publics). Le fonds de développement économique, enfin, travaillera en étroite collaboration avec les organismes qui participent directement ou indirectement à l'industrialisation de la région.

La vote sur la constitution de cette nouvelle structure proposée par le président du conseil régional, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, a provoqué un long débat, parfois passionné. Plus que toute autre région, la Lorraine est

durément touchée par la crise, qui a engendré une véritable récession. Très logiquement donc, sur le fond, la quasi-totalité des conseillers régionaux qui interviennent allèrent dans le sens proposé par le président. La véritable opposition se situa beaucoup plus au niveau des perspectives politiques. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber entend donner aux élus de plus grandes responsabilités dans la conduite politique de l'emploi. Le « pouvoir régional » passerait-il par l'emploi ? M. Jean-Jacques Servan-Schreiber semble le croire. Les élus de la gauche apparemment s'en méfient. « L'emploi est une affaire de gouvernement. Nos moyens sont limités. Nous ne pouvons pas supporter la responsabilité de ne pas avoir pu résoudre ce problème », devait déclarer M. Jean Bernard, député et maire socialiste de Bar-le-Duc. Commentaire de M. César Depietri, député communiste de Moyeuville-Grandes : « Vous essayez de créer des illusions dans les couches laborieuses de la Lorraine. »

Le 6 janvier dernier, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber avait été élu président du conseil régional face à une coalition menée par l'U.D.R., ce qui avait coupé la majorité présidentielle en deux. Or, le 30 janvier et vendredi dernier, en faisant accepter à l'unanimité ses propositions par les élus, il a incontestablement marqué des points.

JEAN-CHARLES BOURDIER.

Une critique de M. Bouloche

Besançon. — Au cours de la dernière réunion, le 5 février, du conseil régional, M. Edgar Faure, son président, est parvenu à rallier l'opposition, non sans difficulté, à son projet, quelque peu amendé. Il est vrai, d'étude et de soutien du marché du travail : 2 millions seront ainsi affectés à des opérations destinées à procurer du travail principalement aux jeunes de moins de vingt-cinq ans n'ayant jamais occupé d'emploi. Ils sont environ trois mille cinq cents en Franche-Comté que M. Edgar Faure voudrait voir prendre en tutelle par les collectivités publiques ou les entreprises privées, qui recevraient des aides à cet effet. C'est une association du modèle loi de 1901 qui aurait la charge d'étudier la répartition de ce crédit.

Le fait qu'on souhaite y faire entrer des syndicalistes suffit à dissiper les craintes de M. Bouloche, député et maire socialiste de Montbéliard, quant à la politique d'embauche de certaines entreprises qui, « comme Peugeot, offrent actuellement des emplois mais se gardent de les confier à des jeunes qui auraient quelques liens familiaux avec des militants syndicaux ou politiques. Dans ces conditions, on ne peut pas dire que nous trahissons subventionner des entreprises privées ».

Le conseil régional a, par ailleurs, décidé de ne rallier à la suggestion de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a proposé de réunir les bureaux des assemblées lorraine et comtoises, afin d'étudier ensemble la question des liaisons routières entre les deux régions (2).

CLAUDE FABERT.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LE COLLOQUE DES MAIRES RURAUX A DIJON

Pas de vraies villes sans vrais villages

De notre envoyé spécial

Dijon. — Le scénario de l'acceptable, qu'imagine-t-on en 1976, les responsables de l'aménagement du territoire seraient-ils en train de devenir réalité ? A la fin du vingtième siècle, les richesses et la population françaises seront-elles concentrées dans les villes, sur un dixième du territoire, tandis que le reste du pays, pauvre, engourdi, désert, ne servira plus que d'immense parc naturel à la dévotion de la civilisation urbaine ?

C'est en tout cas la « tragédie » que redoutent, avec une angoisse de moins en moins formelle, les maires des communes rurales qui étaient réunis en colloque à Dijon les 6 et 7 février, sur l'initiative de l'Association des maires de France.

Les causes de cette évolution, qui a des conséquences économiques et politiques de plus en plus graves, ont été maintes fois soulignées, mais il semble que l'état en dépit de ses plans et de ses programmes correcteurs, soit incapable de l'enrayer. Ce ne sont pas seulement les montagnes, mais aussi les plateaux de provinces réputées riches comme la Bourgogne, ou des pans entiers du riant Sud-Ouest qui retournent à la friche et souffrent ainsi aux capitaux « néo-colonialistes » et « perturbateurs ».

A Dijon, les maires des petites communes de quelques centaines d'habitants, qui se sont présentés comme les « rochers de Philoctète », ont dénoncé — toutes familles d'esprit confondues — une « politique vouée de concentration urbaine, démographique et économique ».

Pour leur redonner vie, on songe — tous les maires sont — au tourisme vert. Le vent est maintenant davantage au tourisme dit qu'aux équipements lourds. Mais la prolifération désordonnée des résidences secondaires doit être freinée, au risque

de « transformer le sol outil de travail en sol objet de spéculation ». Au risque aussi de voir se heurter deux mondes aux aspirations contraires. Comment toutes les fois ne pas partager la « réserve » du monde rural lorsqu'on écoute ces deux anecdotes. Dans le Vézir, un avocat parisien lance au maire d'une commune de deux cents habitants : « Ce ne sont pas les résidences qui sont secondaires, c'est votre métier d'agriculteur ! » Ou bien cette histoire d'un paysan du Massif Central qui, ayant cédé un bout de terrain à un citadin pour y construire une maison, est vu déserter devant le tribunal parce que son coq, le matin, éveillait l'homme de la ville.

Ce n'est pas seulement « les opportunités extérieures » qui provoquent la méfiance et la « crise » du monde rural. Il suffit qu'une catégorie professionnelle prenne un poids excessif et déborde ses frontières pour que les équilibres soient rompus. A cet égard, les agriculteurs ont quelque peu été mis sur la sellette à Dijon. « Prenez garde, leur ont lancé plusieurs maires ruraux, à ne pas vous reconquérir sur nous par crainte des conséquences de la ville. Ce serait interprété comme un signe de faiblesse et un complexe. Prenez garde à ne pas briser l'unité des villages en oubliant qu'il y a dans le monde rural d'autres intérêts que les vôtres ».

Et de citer le cas de cette coopérative agricole du Morvan qui s'est mise à vendre de la peinture à ses adhérents. Résultat : les quincailleries locales, voyant en six mois leur chiffre d'affaires tomber de 80 %, sont maintenant furieux contre les agriculteurs. Les remèdes, les propositions ? L'industrialisation, bien sûr, avec des primes spécifiques. Des emprunts auprès de la Caisse des dépôts qui n'atteindraient pas les « réseaux dérisoires » de

11,3 % comme en 1975 ». Des primes aux équipements collectifs d'accueil, plutôt qu'aux industriels eux-mêmes.

Mais aussi des hommes plus disponibles, plus compétents, moins « dispersés » à cause du cumul des mandats électifs. Pour cela, les maires, à l'unanimité, ont réclamé le statut d'un véritable « métier de maire », qui ne pourra être exercé correctement que s'il est dignement rémunéré. Visiblement, ils sont désormais peu nombreux les maires qui souscriraient à ce que proclamait Montaigne en s'installant à la mairie de Bordeaux : « C'est une fonction qui doit sembler d'autant plus belle qu'elle n'a ni loyer ni gain autre que l'honneur de son exécution ».

Des hommes mieux informés aussi. Plusieurs maires ruraux, par exemple, ont dénoncé « la manière clandestine dont est gérée la « région », sans racines » et demandé que les maires ruraux soient représentés spécifiquement aux conseils régionaux. Dans la foulée, ils ont souhaité que le conseil soit élu au suffrage universel direct, avec un exécutif élu, le préfet n'ayant qu'un rôle de commissaire du gouvernement.

Les planificateurs présidents qu'à la fin du siècle 80 % des Français vivront dans les villes. Mais les Français n'en éprouveront pas moins le besoin d'échapper, plus souvent et plus longtemps, à la ville. Situation apparemment paradoxale, qui pose la question de l'alliance possible entre la ville et le village. Question que résume bien le maire de Dijon, M. Robert Fontaine, en disant : « La civilisation urbaine ne se sauvera pas par un utopique retour à la campagne. Mais il est sûr que les villes auraient tout à perdre d'un abandon des villages ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

LA VOIRIE PREMIER BÉNÉFICIAIRE DU PLAN DE SOUTIEN

Dans le cadre du plan de soutien à l'économie, les fonds dont les communes pouvaient bénéficier s'élevaient à 2 milliards 364 millions de francs. Ces fonds pouvaient être accordés automatiquement à chaque commune qui en faisait la demande, avec un plancher de 20 000 F.

An 15 janvier dernier, indique le ministre de l'Intérieur, plus de la moitié des 36 394 communes avaient demandé un prêt complémentaire représentant 76 % de l'enveloppe des prêts disponibles.

A la même date, 78 % des bénéficiaires avaient pris une délibération relative à l'emploi de ces fonds. Plus de 85 % des crédits employés concernent des opérations nouvelles se décomposant comme suit en pourcentage : voirie, 35,1 ; constructions publiques, 22,1 ; réseaux et assainissement, 11,3 ; éducation, 7,5.

gain autre que l'honneur de son exécution ».

Des hommes mieux informés aussi. Plusieurs maires ruraux, par exemple, ont dénoncé « la manière clandestine dont est gérée la « région », sans racines » et demandé que les maires ruraux soient représentés spécifiquement aux conseils régionaux. Dans la foulée, ils ont souhaité que le conseil soit élu au suffrage universel direct, avec un exécutif élu, le préfet n'ayant qu'un rôle de commissaire du gouvernement.

Les planificateurs présidents qu'à la fin du siècle 80 % des Français vivront dans les villes. Mais les Français n'en éprouveront pas moins le besoin d'échapper, plus souvent et plus longtemps, à la ville. Situation apparemment paradoxale, qui pose la question de l'alliance possible entre la ville et le village. Question que résume bien le maire de Dijon, M. Robert Fontaine, en disant : « La civilisation urbaine ne se sauvera pas par un utopique retour à la campagne. Mais il est sûr que les villes auraient tout à perdre d'un abandon des villages ».

FRANÇOIS GROSCHARD.

ENVIRONNEMENT

● WHY? ACCORD GOUVERNEMENT-ASSOCIATIONS.

Le gouvernement de Badewitz et les associations de défense de l'environnement qui avaient occupé le site de la future centrale nucléaire de Why pendant neuf mois, sont parvenus à un accord. De nouvelles études sur les conséquences écologiques de la centrale seront menées, aucune autorisation de construction ne sera délivrée avant le 1^{er} novembre 1976, aucun dommage et intérêt ne sera demandé aux associations pour l'occupation du terrain. — (A.F.P.)



Aujourd'hui, le vrai luxe c'est l'espace. Air Canada vous l'offre, au Canada. Pour 1645F*

Au Canada, vous trouverez de grands espaces où souffler un vent de liberté. Au Canada, vous pourrez faire 36 voyages, tous différents les uns des autres. Mais toujours avec Air Canada.

Pour connaître le Canada, rien ne vaut les Canadiens. Prendre Air Canada, c'est la meilleure façon d'organiser votre voyage : en France ou sur place. Parce qu'Air Canada met à votre disposition

de nombreux services : location de voitures, réservation d'hôtels, moyens de transport locaux, forfaits pour séjours libres ou déjà organisés.

Prenez quelques exemples des possibilités que vous offre Air Canada :

● 3 semaines de location de voiture, comprenant le transport aérien* et 400 km de franchise pour la voiture, vous reviennent

à 2 115 F par personne (sur une base de 4 personnes).

● 16 jours à Montréal, transport aérien* et hébergement en hôtel 1^{re} classe compris : 3 360 F par personne (sur une base de 2 personnes).

● 3 semaines en Motorhome, avec le billet d'avion* et une franchise de 4800 km : 2 535 F par personne (sur une base de 6 personnes).

● Un voyage croisière de 15 jours :

un circuit dans les Rocheuses et une semaine à bord de « Renaissance » de Vancouver à l'Alaska (16 départs de mai à septembre) : 6 960 F par personne en pension complète.

Pour plus d'informations, demandez notre brochure à votre Agent de voyages, ou renvoyez-nous le coupon.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

* Tarif spécial Apex Paris-Montreal-Paris valable à partir du 1^{er} Avril.

Vous pouvez obtenir gratuitement notre brochure « d'idées vacances », en retournant ce coupon à Air Canada, 39 bd de Vaugirard, 75015 Paris.

Nom :

Adresse :

Code Postal :

AIR CANADA

TRANSPORTS

LE CORAN ET L'AVION

La compagnie Kuwait Airways va s'engager dans l'aviation de prestige, vient d'indiquer son président. D'où la nécessité de satisfaire les goûts de sa clientèle. Les responsables de cette compagnie vont donc s'efforcer de faire lever l'interdiction de servir de l'alcool en vol. Le commerce des spiritueux est, en effet, prohibé par les prescriptions coraniques. — (A.F.P.)

● T.W.A. EN DÉFICIT. — Le bilan de la compagnie américaine T.W.A. se solda, pour 1975, par une perte de 86,3 millions de dollars, contre 23,8 millions de dollars en 1974.

● BAYONNE : MOINS 31 %. — Les activités du port de Bayonne se soldent par une chute de 31 % du chiffre de l'exercice de 1975 par rapport à celui de l'exercice précédent. Le volume global du fret traité atteignant, en 1974, 2 817 095 tonnes, alors qu'en 1975 il n'atteint que 1 981 640 tonnes. Le soufre et les phosphates, qui constituent les plus gros tonnages du trafic portuaire, ont été particulièrement affectés. — (Corresp.)

ne

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

pas
lésés
iations

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

CONSTRUIRE A L'ANGLAISE

II. — Les rides des « new towns »

Les Britanniques ont découvert avant les Français, explique notre envoyée spéciale (le Monde - daté 3-9 février), que pour économiser les fonds publics et mieux satisfaire les désirs des habitants il fallait en même temps qu'on construisait des immeubles neufs « réhabiliter » les anciens. Une autre expérience est intéressante à étudier de l'autre côté de la Manche : celle des villes nouvelles qui font couler tant d'encre en France.

Londres — Thamesmead des prairies inondables au bord de la Tamise. Aujourd'hui, autour d'un lac artificiel et le long des canaux, s'étirent des bandes d'immeubles bas tout en décrochements et en avancées. L'école prend pied dans l'eau. Passerelles, plans inclinés. Le piéton change souvent d'altitude. Au-dessus du plan d'eau, des boutiques s'ouvrent autour d'une place haute : par gros temps, un étang imprévu s'installe en son centre ! L'audace des aménageurs et des architectes est d'avoir dessiné à Thamesmead une ville relativement dense... pour l'Angleterre, habituée à développer sur des kilomètres ses maisons basses avec jardinets, identiques de rue en rue. Des immeubles assez hauts sont prévus le long de la Tamise (pour arrêter le vent du nord ! dit-on) et au bord d'une véritable avenue urbaine, perpendiculaire au fleuve, qui ouvrira sur un port de plaisance. Derrière cette « barrière de protection », les constructions seront plus espacées, jusqu'aux maisons familiales et aux espaces verts qui entoureront toute la ville. Tel est le plan dessiné en 1967, par l'équipe d'architectes du Greater London Council, pour aménager ce terrain de 600 hectares, vendu par le ministère de la Défense, à dix-huit kilomètres du centre de Londres.

Quarante-cinq mille habitants sont attendus d'ici à 1980. Deux premiers quartiers (quatre mille logements) donnent déjà au visiteur une idée de cet urbanisme les pieds dans l'eau. Ici, on ne s'est pas contenté de planter au bord de ballastières devenues « plans d'eau » des bâtiments administratifs comme les préfectures d'Evry ou de Corbeil, dans la région parisienne. Toute la ville est construite au bord de l'eau, au point que l'on parle du jour où les habitants iront faire leurs courses par les canaux. Ville d'eau, Venise de béton.

Un béton bien rude tout de même. Imaginé en 1967, le plan masse n'évite pas les tours (dix-sept étages) que leur forme découpée et d'amusantes fenêtres d'angle rendent à peu près acceptables. Beaucoup plus intéressants sont les longs serpents d'immeubles bas (cinq niveaux), dont l'un court sur près d'un kilomètre. Pas de monotonie pour-

De notre envoyée spéciale MICHELE CHAMPENOIS

tant. Les volumes sont découpés, morcelés. Terrasses en encorbellement, retraits et décrochements distillent l'œil, et l'on oublie facilement le trait rigoureux qui a composé ces lignes. Onze mille personnes habitent déjà cette architecture. C'est beaucoup même si le style est de qualité. Que réserve-t-on aux autres ?

Thamesmead est desservie par le train. Quelques entreprises sont installées sur place. Comme l'usine de préfabrication d'œufs sortent en morceaux les immeubles de la ville. Mais Thamesmead n'est pas une véritable ville nouvelle. C'est une « extension urbaine » que le Greater London Council — responsable du quart des logements construits dans la région de Londres — aménage directement. Ce n'est pas une vraie « new town » au sens de la loi de 1965.

Trois différences

Reprenant les idées d'Ebenzer Howard et les expériences de cité-jardins de Letchworth (1903) et de Welwyn-Garden-City (1920), le New Town Act de 1946 organisait la création des villes nouvelles, destinées à offrir au même endroit habitat et emploi et à décongestionner les villes traditionnelles. Un organisme public nommé spécialement par le gouvernement, appelé « development corporation », planifie, construit ou fait construire les logements et les usines et aménage les routes. Composée de personnalités diverses, il est dissous quand il a rempli sa mission et son « œuvre » est confiée aux communes traditionnelles qui ne changent pas de statut.

Trois différences essentielles, donc, avec le système français : l'organisation communale reprend ses droits après la dissolution de l'établissement public (la loi

française prévoit trois nouveaux statuts possibles) ; l'organisme de développement est promoteur et construit lui-même une bonne part des logements. Enfin, les « new towns » disposent de prêts à long terme (soixante ans) et à bas taux, pris sur un fonds qui s'élevait, en 1972, à 1 500 millions de livres (environ 14 milliards de francs). Alors qu'en France, la ligne budgétaire unique pour les villes nouvelles n'a jamais été créée et que la durée des prêts n'excède pas vingt ans !

Un financement simple, des organismes de développement puissants et efficaces, des collectivités locales un peu tenues à l'écart, voilà qui explique la réussite chiffrée des villes nouvelles anglaises : 196 000 logements, 151 000 emplois, 3 400 magasins.

Depuis 1946, trente-deux villes

nouvelles accueillant environ 1 800 000 habitants ont été créées en Grande-Bretagne, dont huit (400 000 habitants) dans la région de Londres. Les spécialistes estiment pourtant que l'objectif n'a

Des précurseurs

constructions nouvelles entre 1945 et 1960.

Si les « new towns » déploient quelque peu aujourd'hui c'est que leur réputation a dépassé leurs vertus réelles. On a cru qu'elles étaient des modèles d'urbanisme. Elles sont, en fait, meilleures que les grands ensembles parce qu'elles offrent un certain nombre d'emplois, plus attractives aussi parce qu'elles respectent le désir de tout Anglais d'une maison avec un coin de pelouse à tondre et à ratisser.

De plus, pour les aménageurs britanniques d'après-guerre la recherche du confort l'emportait sur celle du prestige. La simplicité, la finition des détails les préoccupait plus que l'art urbain. Voici l'exemple de Basildon, créée en 1949, à 40 kilomètres à l'est de la capitale.

Modestie et tradition

Dans les mouvements verts de la campagne anglaise, la ville — on ose à peine parler de ville — s'étale. Les habitants ont chacun deux fois plus d'espace qu'à Thamesmead. Est-ce mieux ? Pré-

férent pour 140 000 habitants, Basildon a atteint, vingt-cinq ans après sa création et après la moitié de cet objectif. Mais sur le terrain, on a peine à deviner toute cette population. Dans des ensembles de maisons individuelles, de styles différents, logent les familles, venues de Londres ou d'ailleurs, qui tra-

vailent pour la plupart dans la région. L'usine Ford, notamment, offre 3 000 des 22 000 emplois de la ville nouvelle.

L'architecture est variée. Le quartier de Chalvedon, par exemple, est de conception récente. Toutes de brique rose sable et de tuiles de ciment plates et brunes, les maisons sont manifestement bien conçues. Certains plans comme celui qui s'organise autour d'une cour-patio et d'une vaste cuisine à la manière des fermes traditionnelles, sont remarquables. Collées les unes aux autres en « bandes », les maisons ont deux jardins, un petit côté rue, un plus grand à l'arrière. La tradition est respectée. L'architecture l'adapte en

lignes contemporaines agréablement proportionnées. Les détails sont très soignés. Rien à voir avec les maisonnettes de quatre sous qu'on offre souvent en France aux plus démunis des rêveurs de maison individuelle.

Malgré cela, visitant ce quartier qui sort de terre, en marchant dans ces ruelles piétonnes dont les architectes ont certainement voulu varier les « ambiances », en cherchant de rares habitants derrière les palissades de bois brun ou les murs de brique, on ne peut s'empêcher de penser à de nouveaux corons. Comment l'éviter quand il faut construire plus de mille trois cents logements individuels de même style sur un terrain rigoureusement plat ?

A Langdon Hills, au contraire, les architectes ont profité des pentes pour donner aux maisons deux ouvertures à des niveaux différents : le côté haut s'ouvre sur une passerelle de bois. La toiture faiblement inclinée est coupée d'une verrière qui éclaire par le haut la pièce de séjour. Les parpaings bruts des murs veulent rappeler le dispositif traditionnel de la pierre. La juxtaposition de matériaux simples (le bois, le parpaing brut, le métal, les tuiles) semble avoir été voulue pour recréer l'ambiance de certains habitats spontanés où l'on utilise tout, les bidonvilles par exemple. L'effet, exagéré par l'esprit de système, est un peu lourd. Pourtant certains détails sont réussis et le tout, pour un habitat social tenu par des prix réglementés, est plutôt plus inventif que d'habitude.

Troisième échantillon de l'habitat à Basildon, l'ensemble de Five Links. Les logements individuels sont superposés (on appelle cela l'habitat intermédiaire) autour d'un grand jardin vallonné jusqu'où descendent en gradins une série de terrasses et de verrières. L'arrière des immeubles est plus abrupt et très froid : une sorte de rue intérieure et diverses galeries reliées aux parcs de stationnement mènent aux logements. Un espace vide, un peu démesuré.

L'éloge de la lenteur

Tous ces quartiers recèlent des qualités architecturales certaines. Mais l'urbanisme ?

Les commerçants richement, semble-t-il, à s'installer ailleurs que dans le « centre ». Et ce centre, pour une « ville » de soixante-dix mille habitants qui en aura finalement le double, ressemble, avec sa rue piétonne entre deux rangées de boutiques, au centre commercial de n'importe quel grand ensemble de banlieue, et encore pas des plus récents. L'échec des « new towns » est là. Ce ne sont pas des villes. Elles ont raté leur centre.

Thamesmead en sera peut-être une un jour. Mais il faut attendre. « Nous ne sommes pas pressés », dit en substance un des responsables de Thamesmead. Une ville doit grandir très progressivement. Réflexion de circonstance (récession oblige) ou éloge

de la lenteur. On retrouve ici l'idée des fondateurs du Vaudreuil en France qui se flattaient de « ville » où tout est en place dès son lancement.

Depuis 1970, la politique volontariste d'aménagement et d'urbanisme marque le pas. Les villes nouvelles sont par exemple invitées à mettre en vente un grand nombre de logements qu'elles avaient l'habitude de louer. De grands projets (routes, troisième aéroport) sont remis en cause. Au lieu de plans stricts, les pouvoirs publics se donnent des objectifs assez flous et ont tendance à limiter leurs investissements. Le développement des villes nouvelles, celles de la deuxième génération, aux objectifs plus ambitieux, s'en ressentira certainement.

FIN

Alvan vous propose de passer 3 jours avec son ordinateur



Rien de plus époustoufflant qu'un ordinateur en démonstration : tout est toujours impeccable. Et s'il y a des aspects délicats on peut faire confiance au vendeur pour les transformer en zones d'ombre. C'est bien humain et on ne voit pas pourquoi il répondrait aux questions embarrassantes qu'on ne lui pose pas. Seulement voilà : quand

l'ordinateur arrive, il y a des travaux courants que la machine absorbe sans difficulté et des cas particuliers qui, à coups de petits suppléments, vont entraîner un sérieux dépassement de budget. Sans compter quelques épreuves pour les nerfs. Le tout d'une manière pernicieuse, progressive, quasi naturelle.

Chez Alvan, nous fabriquons un petit ordinateur. Ce n'est pas une machine miracle : il n'est pas question de l'utiliser pour guider un engin dans l'espace ou gérer quelques millions de comptes. L'ordinateur Alvan est une machine conçue pour des organisations de dimension humaine, souhaitant résoudre au fur et à mesure leurs problèmes de tous les jours : la facturation, les stocks, la paie, mais aussi de la gestion industrielle, du courrier personnalisé, des tracés de courbe en 2 couleurs, de la tenue de fichiers... etc. Le tout en temps réel et sans environnement informatique spécialisé.

C'est pourquoi nous proposons de mettre à votre disposition, chez vous, pendant quelques jours, un ordinateur Alvan. Vous interrogerez vous-même la machine sur vos cas particuliers. Avec ou sans notre assistance. Vous pourrez ainsi vous faire une opinion à l'écart de toute pression ; et demander l'avis de votre banquier, de votre comptable, de votre secrétaire et, si vous le voulez, de nos concurrents. Tout ce qu'il vous faut, c'est une simple prise de 220V.

ALVAN
94, RUE LAURISTON 75016 PARIS
TEL. 563.19.75-727.24.92-727.74.22-TELEX : 620593

Alvan : un petit ordinateur pour ne plus avoir peur des ordinateurs.

Alvan

☐ sans engagement

M.

Fonctions

Firme ou organisation

Adresse

Tél.

☐ est d'accord pour effectuer un essai gratuit de l'ordinateur Alvan

☐ est intéressé à assister à une démonstration de l'ordinateur Alvan

☐ désire recevoir une documentation avec références sur l'ordinateur Alvan

المصرف العربي للتجارة

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

67, avenue Franklin Roosevelt 75008 Paris
Tél. 359.61.49 - Télex. 640340 BIAPA
Adresse télégraphique BIAPAR PARIS

Le Monde Arabe est notre affaire

Consultez-nous

Le Monde

Pour votre

DEMEUNEMENT

208 10-30 ODOUL

pour la première fois le Monde publie

Le Monde

L'ANNEE ECONOMIQUE ET SOCIALE 1975 LA CRUE

Ministère spécial de données et documents

مكتبة من الأصل

Le Monde DE L'ÉCONOMIE

PERSPECTIVES POUR 1976

La reprise en aile de mouette

La question économique qui domine les conversations des patrons comme celles des syndicalistes, l'interrogation majeure de l'opinion en ce début d'année, c'est bien : *verra-t-on, en 1976, la reprise se confirmer ?* Au-delà du premier trimestre, en partie déjà connu, les

phases des conjoncturistes explorent assez bien les trois mois suivants. Mais ensuite ? De la large enquête à laquelle nous avons procédé, il résulte que l'économie française connaîtra probablement cette année une reprise d'allure nouvelle : en aile de mouette.

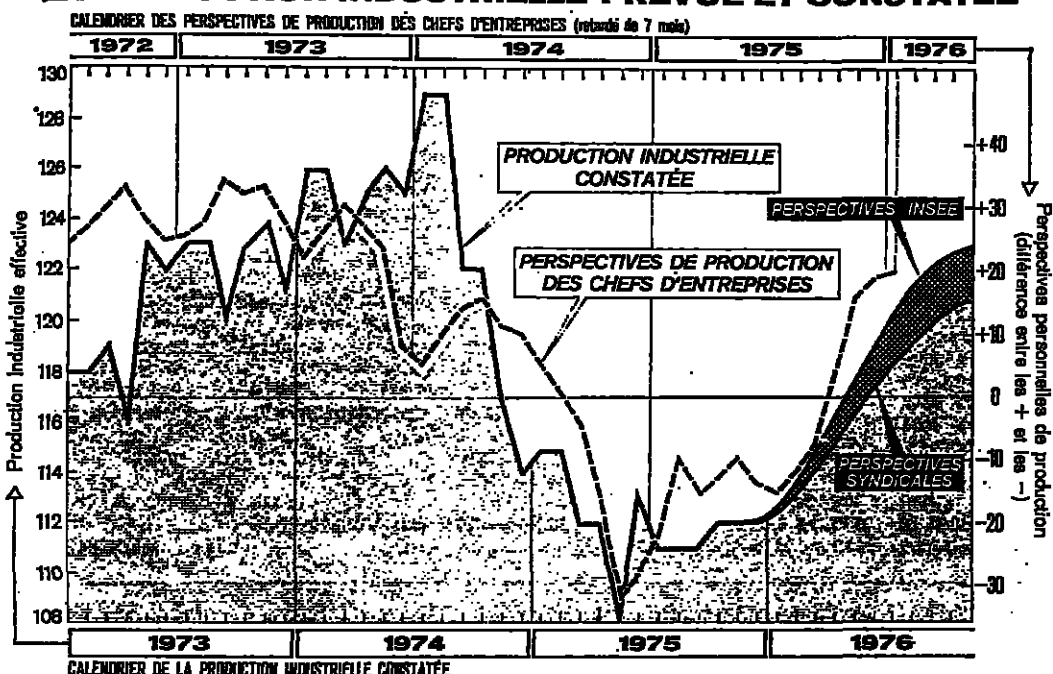
On se souvient du débat qui divisait, il y a quinze mois (1), les économistes américains : la reprise attendue des allègements d'impôts vers lesquels s'orientaient les politiciens serait-elle rapide et continue, ou bien lente et progressive, ou encore suivie d'une rechute rapide, faute de moteurs pour l'entretenir ? Afin de simplifier l'affaire, des majuscules avaient été attribuées à ces hypothèses, en fonction de l'allure qu'aurait la production : reprise en V, en U ou en W... Est-ce l'une de ces for-

La chose serait en soi de peu de portée si l'on n'avait remarqué depuis dix ans une grande corrélation entre les pronostics de l'ensemble des industriels pour leur propre entreprise et la production effective du pays. Les années précédentes, cette corrélation se vérifiait à trois ou quatre mois près, délai correspondant précisément à l'écart entre la date de l'enquête et la production qu'elle concerne. En 1974-1975, cet écart s'est creusé pour des raisons diverses dans le détail desquelles nous

détailons, l'indice de la production industrielle, qui était à la cote 111 au troisième trimestre 1975 (en recul de 14 % sur celui de juillet-août 1974), atteindra la cote 119 au second trimestre 1976 (+ 7 % en neuf mois) et vraisemblablement la cote 123 au dernier trimestre de cette année (+ 3,5 % en six mois) (3). Cette perspective correspond exactement à celle que nous indiquons à l'instant.

Tout le monde, cependant, ne la considère pas comme parfaitement réaliste. Les économistes de la C.F.D.T., par exemple, estiment que la

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE PRÉVUE ET CONSTATÉE



mes que va prendre l'expansion française en 1976, maintenant que le démarrage de la reprise est assuré ?

Probablement pas. Car, après un premier trimestre assez bon, le second le sera déjà moins et les six derniers mois devraient connaître un certain tassement de la croissance. Le profil de la production, en 1976, sera ainsi original : en aile de mouette.

Trois séries de motifs le font penser. La première, d'ordre statistique, consiste à se fier aux réponses des chefs d'entreprise quand on les interroge sur leurs intentions de production pour leur propre firme durant les trois ou quatre mois à venir. Ils répondent depuis un an comme il est indiqué sur le graphique ci-dessus : très pessimistes au début de 1975, ils l'étaient moins au début de l'été ; à l'automne, la majorité d'entre eux étaient redevenus optimistes ; mais depuis novembre la tendance à voir les choses en rose s'atténue (en moyenne), ce qui laisse présager un tassement de la croissance pour le milieu de l'année.

n'entrerons pas ici ; il se situe à présent aux environs de sept mois. De sorte que, si l'on décale de sept mois la courbe de la production effective, on constate, comme l'a noté (2), un assez grand parallélisme entre les deux courbes, « pronostic » et « production effective », ce qu'illustre le graphique ci-dessus.

Il suffit donc de prolonger la courbe de la production industrielle parallèlement à celle des prévisions des chefs d'entreprise pour supputer, sans grand risque d'erreur, l'évolution prévisible des résultats de l'activité. L'infatigable des pronostics patronaux en décembre-janvier présage un tassement très probable de la croissance industrielle aux environs de juin-septembre.

Jeu de l'esprit ? Pas du tout. Le très sérieux Institut de la statistique prévoit, à partir d'analyses économétriques

entraîne une progression comparable des salaires (puisque les salariés concernés perdront en contrepartie l'indemnité compensatoire de chômage partiel, qu'ils touchaient pour la plupart d'entre eux).

C'est pour tenir compte de cette éventualité d'une reprise un peu plus lente en fin d'année que ne le prévoit l'INSEE que nous avons représenté sur le graphique une aile de mouette décalée vers le bas, l'écart des possibles entre les deux courbes constituant une sorte de « corne de non-abondance », dessinée en gris.

GILBERT MATHIEU.

(Lire la suite page 16, 1^{re} col.)

La France veut se lancer avec l'Allemagne dans l'aventure des surgénérateurs

TOUTE mise au point d'une technologie nouvelle est devenue une aventure financière, industrielle et commerciale. Le développement des réacteurs surgénérateurs, un nouveau type de réacteurs qui fabriquent du combustible au fur et à mesure qu'ils en brûlent, n'échappe pas à cette règle. La France y a consacré au moins 4 milliards de francs depuis vingt ans. C'est l'étape suivante qu'il faut maintenant franchir : la construction, pour 5 milliards de francs, d'un premier prototype commercial : Super Phénix.

Même si l'Allemagne fédérale et l'Italie doivent, en vertu d'un accord signé en 1974, participer au projet et le financer pour moitié, on comprend que pareille aventure fasse hésiter le gouvernement. Celui-ci aurait dû normalement se prononcer sur ce dossier à la fin de l'année dernière, mais il a préféré se donner un délai de réflexion supplémentaire. La décision, cependant, devrait intervenir prochainement, peut-être avant le « sommet » franco-allemand de cette semaine, qui se tient les 12 et 13 février à Nice.

Jusqu'à ces derniers mois, la réponse du gouvernement ne faisait guère de doute. Forte de son incontestable avance technique dans le domaine des surgénérateurs, la France allait lancer la réalisation d'un prototype de grande taille, Super Phénix, d'une puissance de 1200 mégawatts, qui serait installé à Creys-Malville, en amont de Lyon, sur le Rhône. Ainsi le voulait logiquement le programme lancé par le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) il y a vingt ans. Au petit réacteur expérimental de 7 mégawatts Rapsodie, terminé en 1967,

a succédé le réacteur de 250 mégawatts Phénix, qui a fonctionné en 1973. Le C.E.A. se donnait un an pour démontrer le bon fonctionnement de Phénix avant de passer à l'étape suivante.

Aujourd'hui, le ministère de l'Industrie et de la recherche hésite. Les grands programmes ont, avec les débuts difficiles de Concorde, moins que jamais le vent en poupe. Personne ne souhaite revivre la triste histoire des réacteurs graphite-gaz, mis au point par le C.E.A., puis abandonnés en 1969 au profit des réacteurs américains à eau légère.

Les déboires de l'étranger

Les déboires de l'étranger dans le domaine des réacteurs surgénérateurs impressionnent, malgré le souci de conserver l'avance acquise. La centrale soviétique de Shvetchenko, d'une puissance de 350 mégawatts électriques, a été victime à la fin de 1973 d'une explosion chimique qui endommageait l'installation de vapeur. Le réacteur britannique de Dounreay, qui a divergé en même temps que Phénix, n'a toujours pas atteint sa pleine puissance.

Quant aux projets américains, ils ont pris un retard de plusieurs années. Le prototype de 350 mégawatts qui doit être construit à Clinch River n'a toujours pas, pour des raisons de sécurité, reçu l'autorisation définitive de l'agence américaine de réglementation nucléaire, la N.R.C. Son coût a doublé de 1973 à 1974, et atteint aujourd'hui près de 2 milliards de dollars. Si sa construction démarrait cette année, il serait terminé au plus tôt en 1983.

Pourtant, dans ces conditions, précipiter les choses en France ? Ne doit-on pas craindre de voir cette technologie reculée par les pays qui ne l'auront pas développée ? Super Phénix, heureusement, est une entreprise européenne financée par trois producteurs d'élec-

tricité. A.E.D.F., qui supporterait 51 % du coût, sont venus se joindre, en 1974, la R.W.E., en Allemagne fédérale, qui participerait au financement pour 18 %, et l'ENEL, en Italie, dont la part serait de 33 %. Regroupés au sein de la société NERSA, ces trois producteurs s'étaient d'ailleurs promis de réaliser un second prototype de puissance équivalente, mais de conception sensiblement différente, qui s'inspirerait d'un réacteur que l'Allemagne et les pays du Benelux réalisent aujourd'hui, le S.N.R.

Mais le coût très élevé de ces prototypes et la concurrence acharnée que promettent de se livrer les sociétés industrielles, une fois que ces réacteurs seront commercialisés, ont amené la France et l'Allemagne à envisager depuis quelque temps un renforcement de leur coopération. Le C.E.A. négocie ainsi, depuis plusieurs mois, avec la société allemande K.W.U., qui participe, avec la Belgonucleaire et Nersatom (Paris), à la réalisation du S.N.R. Il souhaite aboutir à un accord allant au-delà d'un simple échange d'informations techniques pour mettre en commun les travaux menés des deux côtés du Rhin. Ainsi, pour la première fois, deux des principaux pays européens pourraient coordonner leur politique de développement d'une technique complexe et tenter de mettre au point un modèle analogue de réacteur au lieu de disperser leurs efforts. M. d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, en discutera avec son homologue allemand lors du « sommet » franco-allemand.

Cet accord de coopération avec l'Allemagne, dans lequel la France apporterait une bonne partie de son avance et de ses connaissances techniques, et l'Allemagne sa puissance industrielle, passe cependant par un préalable : que la K.W.U., société créée en 1969 par A.E.G. Telefunken et Siemens, trouve en face d'elle un interlocuteur industriel français d'une certaine taille.

Ayant tiré les leçons de l'affaire graphite-gaz, le gouvernement français est, tout comme l'E.D.F., aujourd'hui convaincu de la nécessité de ne pas lancer l'affaire Super Phénix sans une solide base industrielle. Il faut qu'une même société soit à la fois capable de réaliser l'ingénierie et de prendre la responsabilité de fournir les principaux composants. L'E.D.F. souhaite rester maître d'œuvre, mais veut dialoguer avec un architecte industriel. Celui-ci sera alors l'interlocuteur de la K.W.U.

Jusqu'ici, ce sont plusieurs sociétés, essentiellement les filiales d'Alsthom (groupe C.G.E.), notamment la société d'ingénierie G.A.A.A., et Stein Industrie, ainsi que la division Neyric d'Alsthom qui ont participé à la réalisation de Phénix. Mais cette réalisation restait artisanale, et les difficultés financières d'Alsthom ne font guère de cette société un bon candidat.

D'autant que le groupe C.G.E. s'est vu retirer cet été, par le gouvernement, la responsabilité de la construction de centrales nucléaires à eau légère, et qu'il ne reste désormais qu'un groupe constructeur en France, la société Franz-Tomé, du groupe Creusot-Loire. Dans ces conditions, la réalisation de Super Phénix ne saurait à elle seule être un plan de charge suffisant pour le groupe C.G.E.

DOMINIQUE VERGUESE.

(Lire la suite page 18, 1^{re} col.)

BULLETIN

Où l'on parle à nouveau du deutschmark et du franc

A en croire les optimistes, la rentrée du franc français dans le « serpent », au mois de mai dernier, préfigurerait un retour progressif à un système de change plus stable. L'accord de Rambouillet confirmé à la Jamaïque semblait donner raison à leur interprétation : n'était-il pas entendu que les banques centrales concernées empêcheraient désormais les variations de cours « erratiques » entre les devises pour ne laisser jouer que les mouvements de change dus à des facteurs « fondamentaux », tels que la modification des rapports de prix.

Les nouvelles vicissitudes que connaît le « serpent » suffisent à montrer qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres. A peine la conférence monétaire de Kingston était-elle terminée que la spéculation, excitée par la chute de la lire italienne, se mettait à « jouer » une dévaluation du franc par rapport au deutschmark. La Banque de France a dû jeter sur le marché des centaines de millions de dollars pour contrer la baisse « erratique » de la monnaie nationale. L'alerte a été chaude, et il n'est pas encore certain qu'elle soit tout à fait passée, car il semble bien que sur tous les marchés, et donc pas seulement sur celui de Paris, les opérateurs se tournent à nouveau vers le deutschmark, qui, après une éclipse de quelques mois, retrouve sa place de devise forte par excellence.

En dépit de déclarations solennelles faites « au sommet » ou à l'occasion

de réunions ministérielles plus modestes, la situation monétaire reste sans doute aussi fragile que jamais. Dorénavant, la spéculation n'est nullement convaincue que les variations de cours seront seulement commandées par des facteurs qui affectent directement la vie économique des nations. Sans même parler de la lire, qui, de même que la livre sterling, est considérée comme un cas à part, rien ne justifierait aujourd'hui un changement de parité entre, par exemple, le franc et le deutschmark. L'industrie française est compétitive sur le terrain des prix, tandis que les patrons allemands font valoir, sans doute avec quelques bonnes raisons, que leur devise a été suffisamment réévaluée dans un passé encore récent. Le chômage vient encore d'augmenter en République fédérale. C'est là une circonstance qui, à toute autre époque, aurait paru suffisante pour exclure toute revalorisation.

Il serait hasardeux de prédire si les pressions spéculatives conduiront les autorités à procéder d'ici quelques mois (ou avant ?) à de nouveaux « ajustements » au sein du « serpent ». Une chose est certaine : faute de mécanisme de régulation approprié, le monde des monnaies est à peu près totalement déconnecté du monde des biens réels (marchandises et services), si bien que les chefs d'entreprise seraient bien imprudents de ne plus compter sur le risque d'une instabilité congénitale des changes.

pour la première fois le Monde publie



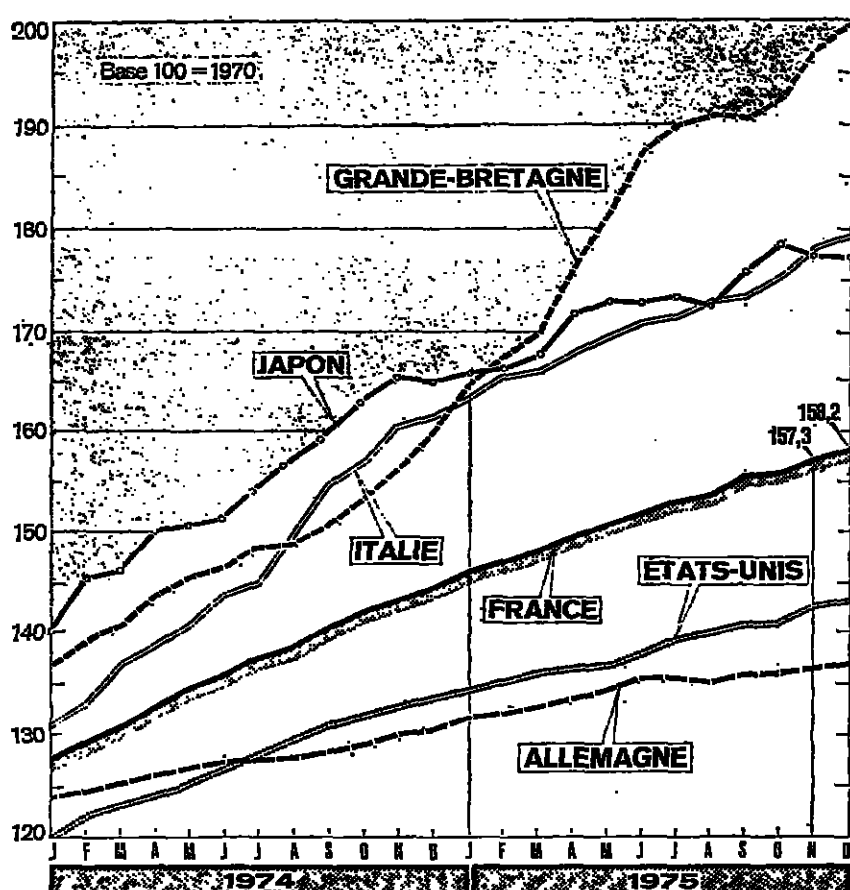
un numéro spécial de dossiers et documents
160 pages, 70 pays, 50 graphiques et tableaux, 10F
En vente chez les marchands de journaux

Le Monde Arabe
est notre affaire
Consultez-nous

MANAGEMENT
208 10-30 ODC

FAITS ET TENDANCES

PRIX : une certaine accalmie



Au cours du dernier trimestre 1975, la hausse des prix à la consommation a été de 8 % en rythme annuel dans les pays industrialisés. En décembre — dernier mois connu — l'augmentation n'a été que de 0,5 % par rapport à novembre dans l'ensemble des pays de l'O.C.D.E. et de 0,7 % pour les seuls pays du Marché commun. Entre décembre 1974 et décembre 1975 la hausse a été de 9,2 % contre plus de 14 % un an plus tôt. De même pour l'ensemble de l'année 1975 la hausse des prix de détail a été de 10,6 % par rapport à 1974 (13,4 % en 1974 par rapport à 1973).

L'amélioration est donc indéniable. Cependant, malgré le ralentissement des hausses de salaires qui doit se poursuivre, et la reprise des progrès de la productivité, les experts de l'O.C.D.E. ne pensent pas que la décélération de l'inflation puisse s'accroître. De nombreux chefs d'entreprises ont en effet cherché à reconstruire leurs marges bénéficiaires après deux années où celles-ci ont été laminées.

La reprise en aile de mouette

(Suite de la page 15.)

Suivre la C.F.D.T. dans ce débat, c'est déjà discuter des chances d'ampleur et de durée de la reprise en cours, sujets sur lesquels les avis sont présentement

Investissements stagnants...

1 LES INVESTISSEMENTS, sur lesquels le gouvernement a bâti son plan de soutien du 4 septembre et sur lesquels il fonde son espoir d'une reprise durable, stagnent en fin d'année. Ils sont élevés actuellement en raison, à la fois, des commandes publiques inscrites dans le plan gouvernemental de relance et de l'anticipation d'investissement à laquelle ont procédé nombre d'entreprises, pour profiter de la détaxe fiscale de 10 % (accordée jusqu'au 31 janvier). Les commandes passées depuis trois mois — et celles qui vont l'être ce printemps, grâce au reliquat de crédits du 4 septembre non encore utilisés — seront digérées progressivement par les industries de biens d'équipement, redonnant à celles-ci une activité qui leur faisait défaut l'an passé.

Mais dans plusieurs secteurs cela se fera lentement : les acheteurs sont peu pressés d'être livrés (et de payer), leur capacité de production dépassant souvent de 10 à 30 % la demande prévisible à court terme. Surtout, à mesure que passeront les mois, le flot de commandes

fort partagées. Pour autant qu'on puisse s'avancer sur ce terrain mouvant, il semble bien qu'à ce propos une troisième confirmation puisse être trouvée du ralentissement de l'expansion en fin d'année. Pour deux motifs principaux : — la hausse des salaires des salariés n'est pas suffisante pour compenser la baisse des prix ; — la baisse des prix n'est pas suffisante pour compenser la hausse des salaires.

Il y aura, bien sûr, des exceptions à la règle : l'équipement nucléaire, les fournisseurs de l'industrie automobile ou des entreprises d'équipement ménager (télévision, notamment), certaines branches de la construction électrique. Mais la sidérurgie et la mécanique lourde continueront à aller mal, encombrées par des stocks imposants : la construction navale subira le poids de la surcapacité mondiale ; la mécanique de précision cherchera en priorité à écouler ses stocks excessifs ; le textile en plein marasme, et fort concurrencé par les productions asiatiques, n'investira guère. Au total, un second semestre probablement fort médiocre.

...et consommation « molle »

2 LA CONSOMMATION PRENDRA-T-ELLE LE RELAIS ? Ici l'incertitude est plus grande, car le résultat dépend à la fois des luttes sociales, de la propension des consommateurs à épargner, des choix du gouvernement, de la concurrence étrangère et des prix. Pour l'instant, l'optimisme est de rigueur : la consommation de produits industriels, qui avait légèrement reculé il y a un an et stagnait encore avant les vacances, est repartie modérément depuis l'été (+ 5 % au troisième trimestre) pour s'emballer en fin d'année (+ 12 % en novembre-décembre). Même si les résultats des grands magasins, en janvier, sont moins bons, la dernière enquête de l'INSEE auprès des commerçants traduit une fermeté de la demande dans presque tous les secteurs (excepté l'ameublement et la droguerie). Les achats restent forts dans l'électro-ménager et se stabilisent dans l'habillement, les secteurs culturels, les loisirs. L'automobile et la télévision en couleurs bénéficient de commandes élevées.

Qu'en sera-t-il dans quelques mois ? Le cadre général dans lequel évoluera la consommation restera inchangé : ni la consommation restera inchangée, ni le report d'impôts sur le revenu, ni le ralentissement du rythme de l'inflation, ni

allégement du chômage. Le volume des achats dépendra donc de deux facteurs :

- la hausse des salaires des prochains mois ;
- l'évolution de la propension à épargner des Français.

La logique et l'expérience syndicale voudraient que les salaires se montrent plus offensifs à mesure qu'ils auront le sentiment d'une confirmation de la reprise. Après quelques mois de pause, ils devraient revendiquer pour leurs horaires allongés un gain sensiblement supérieur à celui dont ils bénéficiaient lorsque les heures chômées étaient indemnisées : si les employeurs, encouragés par la reprise des affaires, leur résistent moins qu'auparavant, le rythme des hausses de salaires pourrait dépasser légèrement celui de 1975 (18 % en salaires horaires, 13 % en gains hebdomadaires, compte tenu de la réduction des horaires).

Cela se passera-t-il ainsi ? Nul n'en est certain. La pression syndicale est pour l'instant faible, à cause de la gravité du chômage. Si elle reste modérée pendant plusieurs mois — ou si la résistance patronale est forte, vu les déficits subis l'an dernier par un grand nombre d'entreprises et la situation de trésorerie

Aux États-Unis

La Cour suprême remet en cause la fiscalité des importations

La Cour suprême des États-Unis a estimé, le 14 janvier, que le Comité de Gwinnett, en Georgie, avait le droit de frapper de son impôt sur les inventaires les pneumatiques et chambres à air « Michelin » importés de France et du Canada et entreposés sur son territoire (à l'exception des marchandises contenues dans des caisses non ouvertes). La Michelin Tire Corp., filiale de la firme française, avait contesté la décision du comité en s'appuyant sur un jugement de la Cour remontant à 1871 et stipulant

que seul le gouvernement fédéral avait le droit d'imposer des taxes à l'importation.

La décision de la Cour suprême a d'abord suscité un grand malaise : si chacun des États américains a le droit de taxer les produits importés, que reste-t-il des règles du GATT garantissant le libre-échange entre les nations ? Avant de céder à ces craintes, il convient de déterminer quelle est, exactement, la portée de la décision des juges américains.

New-York. — Quelle importance attacher à la récente volte-face des Américains concernant la fiscalité des importations ? Est-il raisonnable de l'interpréter comme étant la manifestation d'un protectionnisme latent ?

La décision de la Cour suprême ne sera pas sans conséquences financières pour la société Michelin contre laquelle cette juridiction constitutionnelle vient de se prononcer. Elle peut aussi accroître à l'avenir les frais d'autres importateurs. Toutefois, il semble à première vue que ni l'intention ni la portée de cette décision ne justifient le degré d'émotion exprimée dans certains milieux.

La Constitution des États-Unis donne au gouvernement fédéral le pouvoir de taxer les marchandises importées. Depuis plus d'un siècle, cette clause est interprétée selon la doctrine dite de « l'emballage d'origine », qui revient à peu près à ceci : seul, le gouvernement fédéral a le droit d'opérer des prélèvements fiscaux spéciaux sur les importations. Les collectivités locales ne peuvent pas lever d'impôts spéciaux, ni même leurs taxes ordinaires, tant que les marchandises importées n'ont pas été introduites dans le circuit commercial intérieur.

Cette interprétation ne posait guère de problèmes, sauf par exemple dans le cas des collectivités locales dont l'impôt

De notre correspondant

sur la propriété (« property tax », servant à financer les services collectifs tels que l'école, la police, la poubelle, l'entretien des routes) s'applique aux stocks et inventaires commerciaux au niveau du grossiste, et non du détaillant. Dans ce cas, si un grossiste détenait des marchandises de provenance américaine et de provenance étrangère, il ne payait l'impôt que sur les premières. En règle générale, au niveau du détail, les marchandises importées étaient soumises aux mêmes impôts locaux que les marchandises d'origine domestique.

La décision de la Cour suprême élargirait un peu le champ d'application des impôts locaux. Juridiquement parlant, cette décision est spécifique, ne s'appliquant qu'au cas particulier de l'impôt géorgien. Pratiquement, la Constitution des États-Unis étant une chose vivante, le cas Michelin va déclencher toute une série d'actions de la part des collectivités locales en quête de nouvelles recettes. Les tribunaux américains seront ainsi vraisemblablement appelés à trancher, au cours des prochaines années, une multitude de cas affectant le statut fiscal des marchandises importées vis-à-vis des différents impôts des collectivités locales. On peut prévoir que le résultat en sera infiniment complexe et varié, comme l'est d'ailleurs

la fiscalité américaine au niveau local.

Toutefois, il est prévisible que, d'une façon générale, les instances inférieures s'inspireront de l'opinion de la Cour suprême. Interprétation (changeante) de la Constitution. La doctrine de « l'emballage d'origine » aura un champ d'application plus étroit que dans le passé. D'un autre côté, il continuera d'être possible d'échapper aux impôts locaux dans la mesure où les importateurs pourront utiliser le transport par conteneur, et éviter d'entreposer leurs marchandises là où s'applique la « property tax ». On peut également prévoir que certaines localités utiliseront cet appât pour attirer le commerce d'entrepôt. Enfin, il faut dire que les impôts en question sont relativement faibles au regard des droits et taxes à l'importation de biens des produits.

Le gouvernement américain ne s'est pas mêlé à l'affaire. On pense, dans les milieux informés, que cette attitude est fondée sur la conviction que, dans la mesure où les impôts en question ne sont pas appliqués de façon discriminatoire aux marchandises importées, mais le sont à l'ensemble des biens concernés, fabriqués ou non aux États-Unis, la décision de la Cour suprême ne peut être attaquée valablement par les partenaires commerciaux des États-Unis. Il pourrait évidemment en être autrement.

JAY McCULLY.

Forte hausse des prix et déficit extérieur

Il est d'ailleurs difficile de prévoir l'effet exact sur la production de l'évolution des revenus des Français et de la demande finale. Pour deux raisons :

- LES VARIATIONS DE STOCKS ont joué un rôle capital dans l'économie française depuis deux ans. Les experts se disputent à présent sur le montant exact des mouvements constatés ; mais leur sens et leur ampleur exceptionnelles ne sont mises en cause par personne. Le déstockage massif en 1975 a probablement conduit les chefs d'entreprise à réduire de quelque 2 à 3 % la production du pays l'an dernier. Le seul fait d'interrompre ce comportement réduirait d'autant le niveau de la production en 1976 ; restocker — comme on le fait maintenant pour les biens de consommation, dont les réserves étaient tombées trop bas — porterait la production au-delà de la demande. A l'étranger, certains pensent que ce sera le cas, ce qui justifierait le taux de croissance élevé de la production intérieure (4,7 %) retenu par M. Fourcade. La plupart des conjoncturistes ont un avis plus réservé : les industriels, échaudés, ne restockeraient pas.

- LA DEMANDE ÉTRANGÈRE qui a naguère « tiré » la production française ne jouera en tout cas pas ce rôle cette année. D'abord parce que la reprise est rare à l'étranger et qu'elle y est généralement plus faible (États-Unis, Allemagne) ou hésitante (Japon) que forte. Ensuite parce que les statistiques montrent, pour l'instant, que les exportateurs français profitent moins de l'aubaine que leurs concurrents d'autres pays. Les achats récents de l'Allemagne, par exemple, représentent deux ou trois fois plus vite que nos exportations dans ce pays. Franco trop cher ? Prix de revient trop lourds de notre industrie ? Réaction trop peu rapide de nos négociants ?

Il y a peut-être des trois. Mais le fait est tellement admis dans les cercles officiels qu'on s'y inquiète

déjà du déficit des paiements — probablement fort élevé — de la France cette année. La reprise de la production — même lente en fin d'année — et le froid rendront nécessaires des achats d'hydrauliques et de matières premières plus coûteux qu'auparavant ; l'élasticité des importations à certains moments diminue, alors que les exportations se font plus difficiles.

Le franc pourra-t-il rester longtemps dans le « serpent » si les cambistes voient dans un déficit accru des raisons de l'attaquer durablement ? Ce péril monétaire — qu'une politique d'endettement réduirait — est assez redoutable pour dissuader maintenant l'entourage du président de la République d'envisager une nouvelle relance de l'économie. Sauf à être sélective (et l'on sait que, jusqu'au 4 septembre dernier, M. Giscard d'Estaing répugnait à agir ponctuellement par secteurs), une telle relance amplifierait en effet les importations (donc le dé-

ficit extérieur), sans pour autant réduire beaucoup le chômage. Tout au plus envisage-t-on dans ces milieux — et à mi-voix — une action spécifique en faveur des secteurs de base les plus éprouvés : la sidérurgie, la chimie, certaines branches du textile.

Le sous-emploi demeurera donc jusqu'à la fin de l'année peu différent de ce qu'il est actuellement, s'il n'a pas même tendance à s'aggraver, les entreprises, dont la productivité a baissé de 7 % l'an dernier, pouvant produire bien davantage sans embaucher personne (6). Quant à la hausse des prix, elle pourrait bien dépasser 10 %, moitié plus que l'objectif de M. Fourcade. Parce que bien des chefs d'entreprise voudront « se refaire », après les pertes de 1975 ; leurs pronostics actuels de prix pour 1976 une hausse des tarifs industriels presque double de celle de l'an dernier ! Également parce que la reprise de la consommation incitera des commerçants à « pousser les étiquettes ».

La reprise en aile de mouette n'est, on le voit, pas exempte de dangers. La permanence du chômage et de l'inflation, le retour du déficit extérieur, risquent fort de faire de 1976 une nouvelle année morose. Puisse-t-ils au moins convaincre les responsables que la politique conjoncturelle n'a pas réponse à tout.

GILBERT MATHIEU.

42% des Français font vieillir du vin en cave.

Nous connaissons bien les habitudes des consommateurs. C'est notre métier. En 1975, nous avons traité plus de 250 problèmes de marketing. A partir de centaines de milliers d'interviews.

La Sofres, outil n°1 du marketing

Pour tout contact, Michel Suquet
Sofres : 16-18, rue Barbès - 92128 Montrouge - Tél. 657.13.00



LES NOTES DE LECTURE

d'Alfred Sauvy

Henri Guittou

ENTROPIE ET GASPILLAGE

Un titre qui promet, un texte qui tient, un sujet qui nous saisit, ne nous lâche plus et nous envoies dans des méditations d'altitude, qui nous font apparaître tout petit le mot économie resté à terre.

Le premier chapitre nous rappelle les principes élémentaires de physique, depuis Sadi Carnot et Clausius, créateur du mot entropie et, tenons-nous bien, Ronsard, qui voit mourir la forme, tandis que demeure la matière. Les deux supports sont l'énergie et le temps. Il y a du diable, dans tout cela, bien entendu, ne serait-ce que le démon de Maxwell.

Est-il permis de dire que le second chapitre sur le gaspillage est le plus gai de tout l'ouvrage ? C'est le divertissement, le ballet, auxquels nous prenons part suggérant mentalement d'autres méfaits, tout cela incitant plutôt à l'optimisme, puisque nous y voyons des possibilités de progrès.

Et cependant une certaine ambiguïté apparaît, qui se dissipe plus ou moins : les exemples nous satisfont-ils ? S'il n'y avait aucun « gaspillage », au sens courant du terme, n'y en aurait-il pas moins de gaspillage ? Le passage le plus saisissant porte sur le gaspillage des hommes, dont ce grand universitaire déplore chaque jour les drames, par les formations systématiquement inadéquates.

Le rideau tombé, nous situons le sujet en pleine chair. Pouvons-nous relier l'entropie physique à la dégradation économique, voire la identifier ? Plus indulgent encore, pour Pestel et Mesarovic que pour les Meadows qui nous jouent « les dents de la mer », avec le même appel à l'épouvante, M. Henri Guittou est assez sommaire sur la question démographique, d'ailleurs fort éloignée de l'entropie, mais, inévitablement, rebondit littéralement sur l'inflation, nous proposant quelques définitions également plausibles, mais qui ne seront pas les dernières.

Et nous voilà enfin dans un berceement métaphysique, aux multiples dimensions, poème auquel pourrions participer aussi bien le père Hugo avec sa fin de Napoléon II que Valéry, bien entendu, et même Aragon.

Si les ouvrages de la Bibliothèque nationale étaient classés selon le rapport de leur portée à leur volume physique, celui-ci serait au premier rang. Une grande leçon d'un économiste qui ne l'a pas toujours été et qui ne l'est jamais exclusivement.

★ Paris 1975, Editions Cujas, 116 p., 30 F.

André Babeau, André Masson, Dominique Strauss-Kahn

INFLATION ET PARTAGE DES SURPLUS : LE CAS DES MÉNAGES

Le terme surplus dégage une vertu quasi magique, évoquant plénitude et choix. Dans cette excellente étude est pris en considération non seulement le revenu, mais le patrimoine. Nous nous trouvons vite au cœur du sujet, sous une forme cruellement réaliste : la résistance des patrimoines à l'inflation selon la situation professionnelle

de l'intéressé et la dimension du patrimoine. Les études de Bach et Stephenson sur un échantillon composé par le Centre de recherches du Michigan démentent les idées courantes sur l'inflation écrasant ceux du bas de l'échelle. L'enquête analogue en France, a donné des résultats différents, quelque peu troublants, en raison de la discordance entre l'influence de la situation socio-professionnelle de l'intéressé et celle de la dimension du patrimoine. L'explication donnée n'est pas totalement convaincante.

Nous trouvons aussi les résultats si discrets de la Banque de France sur les gains réalisés du fait de l'inflation par le Trésor (gagnant certain évidemment), qui paraissent inférieurs à la réalité. Il faut tenir compte, il est vrai, de la majoration des taux d'intérêt. Quant aux résultats donnés sur les plus-values et les moins-values, de si troublante actualité, ils auraient mérité une présentation plus complète et plus profondément commentée.

Les dernières lignes évoquent les perspectives de partage des surplus de production et de détention, ouvrant surtout des perspectives de luttes si vigoureuses qu'elles soulignent plus encore l'intérêt d'une lumière aussi vive que possible sur ces sujets.

D'André Babeau aussi, signalons le *Calcul économique appliqué* (1). Problème de micro-économie et leurs solutions, à l'attention des économistes, des étudiants et des chefs d'entreprise.

★ Editions Cujas, Paris 1975, Collection « Connaissances économiques », C.E.P. Université de Paris - X, volume 1, 190 pages, 40 F.

(1) Dunod, Paris 1975, 216 pages, 20 F.

Charles Levinson et divers

LA DEMOCRATIE INDUSTRIELLE

Traduit de l'anglais

par Dominique Bertin et Dominique Birkel

Sur le sujet classique des deux siècles de retard de l'entreprise sur le système politique, divers syndicalistes de poids, non communistes, « orthodoxes », décrivent leur position et la situation de leur pays.

Dans son introduction (une erreur d'impression laisse croire qu'il s'agit seulement de la Grande-Bretagne), le célèbre syndicaliste américain et international, M. Charles Levinson, retrace brièvement l'histoire de la participation, s'attache un moment aux idées d'Ota Sik, en vue de rapprocher la Tchécoslovaquie du système yougoslave, nous promène à travers le monde de l'autogestion, rappelant que le changement attendu doit porter bien plus sur le pouvoir que sur la propriété, ce qui doit entraîner la « destruction des pyramides » (hiérarchiques). Avaleur de statistiques peu sûres, il est plus critique que constructif et ne songe d'ailleurs pas à une révolution politique.

Bien différent, M. Edmond Maire déborde largement le cadre de l'entreprise et, après la condamnation des « fausses pistes » (y compris le socialisme des pays de l'Est), décrit la position de la C.F.D.T. et « expose irrévocablement la responsabilité », exigence à satisfaire par un changement continu.

Le puissant M. L. Woodcock (E.U.) s'appuie fortement sur la grande crise de 1929, qu'il connaît mal, et sur la politique de Roosevelt qu'il juge d'après

ses intentions bien plus que d'après ses résultats. Après une énumération des avantages obtenus depuis la guerre, il aborde le redoutable écueil « travail et machine », sans avis positif personnel. Pas plus que M. Levinson, il ne cherche à détruire le système.

Un intermédiaire nous est alors fourni par le Yougoslave Milan Rukavina, la critique cédant la place à l'éloge. Son exposé détaillé de l'autogestion en Yougoslavie, présentation un peu complaisante des résultats, discrète sur la non-emploi, mais remarque justifiée sur les difficultés de la marche en avant-garde.

Diverses réactions de modérés montrent le bon chemin, sans heurts : MM. Tor Aspengren en Norvège, Wilhelm Hrditschka en Autriche (les Chambres de travailleurs), Karl Hauenschild et Otto Brenner (R.F.A.) et, plus encore, Ewald Kasser (Suisse). Le plus précis, le plus maître du sujet est M. Roine Carlsson de Suède, tandis qu'au Canada (Henry Lorrain) la question n'est encore que bien timidement abordée.

Bien au fait est M. Jack Jones (G.-B.), qui, en bon Britannique, n'a qu'une admiration modérée à l'égard de ce qui est continental. Il présente le système éprouvé des « shop stewards » et insiste sur le rôle de l'information.

Enfin, tout à fait originale est la situation d'Israël, où l'Histadrut, premier employeur du pays, tient une place qui dépasse largement le syndicalisme traditionnel. Mais la description des aspirations aurait gagné à être plus claire.

★ Editions du Seuil, Paris 1976, 301 p., 39 F.

Jacques Gravereau

HONGKONG ANALYSE D'UN BOOM

Préface d'André Piatier

Le remarquable ouvrage est un heureux sous-produit de la coopération, intelligemment favorisée. Nous n'avons guère, sur ce pays, qu'une brochette de chiffres éblouissants et suggérant le révélateur de la réflexion. Nous voici maintenant bien armés.

Nous étonnons pas de trouver André Piatier, dans cette réussite. Sa préface, riche sous un court volume, rappelle la nécessité, pour un Etat complet (et non pour une petite île), de mettre les bords, développement agricole, avant la charrie, développement industriel, et ouvre de vastes horizons non seulement à l'étude des microéconomies mais à la théorie économique générale.

Et voici la recette : mettez quelque part, dans une île déserte, des techniciens, pourvus de matériel ou de crédits et une main-d'œuvre docile et prompt à s'initier. Vous verrez, dans votre microscope, les diverses étapes : bourgeoisement, floraison et fructification. Dans ces conditions, il faudrait un gouvernement exécutif, pour parvenir à empêcher l'économie de progresser. Le libéral y trouverait une précieuse source d'argument, si les conditions n'étaient si spéciales. Les suggestions de l'auteur relatives à un modèle, pour le monde peu développé, soulèvent quelques objections.

A Hongkong, le PIB a été constant, a été multiplié par 11 en vingt-cinq ans (10 % par an en moyenne, ramené à 6,5 % par tête d'habitant, compte

tenu de l'immigration). Le passage de l'économie d'entrepreneur à l'économie industrielle est suivi dans ses diverses phases.

Progrès remarquable des industries de pointe, qui vont jusqu'à l'électronique. Privée d'une base de recherche, cette industrie est cependant appelée à un rôle de sous-traitance, ou tout au moins de dépendance.

Si on traite avec quelque inexpérience, la population n'est pas oubliée. C'est du reste, l'aspect le plus significatif : la natalité a baissé profondément, au point de se trouver aujourd'hui un peu au-dessus du niveau de renouvellement des générations. Le taux de mortalité 5,5 ‰ est la moitié de celui des pays occidentaux, grâce à la jeunesse — provisoire — de la population : c'est la période béne.

★ Paris 1975, Editions Cujas, 446 p., 82 F.

Michel Renaut

AGIOS : COMMENT PLACER SON ARGENT

Toujours redoutable et controversée, même lorsqu'il s'agit, il y a soixante-dix ans, de menues différences de 0,25 %, plus tourmentante encore aujourd'hui, cette question est abordée ici franchement, dans un esprit généralement large et sûr, et sans passion ni pédantisme. Dès l'avant-propos, nous sommes prévenus qu'il s'agit moins de gagner que de perdre le moins possible. Après un exposé doctrinal sur la « crise » et l'inflation, qui ne s'imposait pas absolument, et diverses considérations générales, nous abordons la liste alléchante et périlleuse des moyens de mettre notre pouvoir d'achat en pension.

La première place, dans l'ordre suivi, revient au sol : les terres agricoles (un indice des cours, en valeur réelle, depuis vingt-cinq ans, aurait démenti l'appréciation finale de rendement nul), la forêt (bien présentée, après une petite pointe peu nécessaire contre les écologistes), les terrains à bâtir (prudence, prudence !), la neige (ou son support). Vient ensuite logiquement la pierre, sous ses multiples aspects.

Les placements « sécuritaires » (ironie, peut-être) comprennent les prêts hypothécaires, les rentes viagères (« désastreuses », si elles ne sont pas indexées), l'assurance vie (avec une table de mortalité en France), les caisses d'épargne, si courues, l'épargne logement et divers comptes et bons. Et voici la Bourse majestueuse, avec la subtilité des achats « au mieux », l'armée des Sicomi, des Sicav, etc. En bon monétaire logicien, M. Michel Renaut condamne rapidement l'or (mais s'agit-il bien de logique ?), pour pouvoir nous faire rêver un peu sur « les placements d'agrément ». Peu au courant des livres anciens — qui disparaissent, il est vrai, — il s'attache un peu plus aux estampes et aux timbres-poste, sans s'attarder, cette fois, sur leur caractère conventionnel. Mais nous regrettons de ne pas voir cités les indices calculés, sur une certaine période, des œuvres d'art.

Un lexique, divers tableaux, des documents, législatifs et autres, complètent opportunément ce bon recueil, dont bien des personnes pourront tirer profit.

★ Paris 1975, Editions J.-C. Lattès, 357 p., 49 F.

L'AVENTURE DES SURGÉNÉRATEURS

(Suite de la page 15.)

Le gouvernement en est donc naturellement venu à l'idée de confier le leadership de la réalisation des surgénérateurs au groupe Creusot-Loire. Le montage industriel imaginé par le C.E.A. et E.D.F. en 1974 pour la réalisation de Super Phénix est en complète refonte. Il était primitivement prévu de confier l'ingénierie du réacteur à G.A.A.A., en collaboration avec la filiale Technatome du C.E.A.

On préfère imaginer aujourd'hui une société Novatome, qui regrouperait autour de G.A.A.A. les sociétés Alsthom, Creusot-Loire et le C.E.A. Ceci permettrait de conserver les compétences acquises par G.A.A.A., tout en s'appuyant sur un groupe industriel solide, Creusot-Loire. A charge pour les industriels de s'entendre. Pour l'instant, Alsthom et Creusot-Loire n'ont toujours pas résolu le problème de savoir qui dominerait Novatome.

Un accord entre les deux groupes C.G.E. et Creusot-Loire dépasse largement le problème des surgénérateurs. Les deux groupes sont aussi concurrents dans le domaine des turbo-alternateurs, par l'intermédiaire d'Alsthom, d'une part, et de la société CEM allée à Creusot-Loire, d'autre part. Creusot-Loire, qui a le vent en poupe, ne paraît pas très pressé d'abandonner à une entente globale, sûr d'être gagnant. Pourtant, G.A.A.A. envisage aujourd'hui de licencier environ cent cinquante personnes sur les sept cent cinquante personnes qu'elle emploie.

L'industrie française aura besoin de toutes ses forces si elle veut mener à bien le très ambitieux programme de surgénérateurs qu'envisage E.D.F. : une paire de centrales de 1 800 MW chacune, à installer sur la Saône et à commander trois ans après le démarrage du projet Super Phénix ; une paire de centrales serait alors commandée tous les trois ans jusqu'en 1985, puis une centrale tous les ans, de 1985 à 1990. Soit une puissance installée totale de 8 000 à 10 000 mégawatts en 1990. En l'an 2000, les surgénérateurs pourraient représenter jusqu'à 25 % de la puissance nucléaire installée en France (environ 200 000 mégawatts).

Le gouvernement est plus réservé qu'E.D.F. Il faut, en effet, pouvoir alimenter ces surgénérateurs en combustible, qui fait défaut aujourd'hui. Il faudra ensuite démontrer que ces centrales peuvent parvenir à la rentabilité, et bien sûr des garanties suffisantes de sécurité.

Les surgénérateurs ont besoin qu'on leur fournisse leur première charge de plutonium — et seuls les réacteurs

actuels peuvent produire ce plutonium.

Le rythme de construction des surgénérateurs dépend donc du rythme de construction des réacteurs actuels et de la capacité à retraiter les combustibles irradiés pour en extraire le plutonium. La France commença en principe cette année à savoir retraiter les combustibles des réacteurs à eau et à accumuler le plutonium. Le programme E.D.F. nécessiterait sans doute l'achat de combustible à l'étranger.

L'évaluation du coût du Super Phénix, qui était de 3 milliards en 1974 est, par ailleurs, largement dépassée. La réalisation de Super Phénix coûtera 4,7 milliards de francs. Encore faut-il ajouter à cette somme le prix du combustible : 350 millions au moins pour la fourniture du plutonium et de l'uranium nécessaires (le prix du marché du plutonium est très flou, peut-être 50 à 100 francs le gramme), et une somme équivalente pour transformer ces deux métaux en fines allures de combustible. Soit au total

5,4 milliards de francs qui viendront s'ajouter aux 4 milliards de francs déjà dépensés en France pour le programme surgénérateur. Par rapport à la capacité à retraiter les combustibles équivalents, le surcoût est d'environ 50 %.

Un surcoût que le gouvernement français ne supportera que pour moitié, l'Allemagne et l'Italie assumant le reste.

Pareil réacteur n'est pas du tout compatible avec les centrales actuelles. Le coût du kilowatt-heure rejoindra celui des centrales au fuel ou au charbon, 12 centimes environ, contre 6 pour les centrales nucléaires actuelles. La question est de savoir si Super Phénix peut conduire à une filière économique, et à quelle date.

Les spécialistes savent que l'investissement initial restera toujours plus élevé que pour une centrale à eau légère, car le réacteur est plus complexe. Il est actuellement estimé à peu près au double. Pour rendre l'opération rentable, on espère pouvoir réduire le surcoût de

moitié et récupérer le reste grâce à une économie réalisée sur le cycle (fabrication, retraitement et stockage) du combustible. Conflant, le C.E.A. estime que la rentabilité sera atteinte dès 1990 avec seulement 10 000 MW installés.

Si l'on échappe à la nécessité d'enrichir l'uranium et de stocker le plutonium, la fabrication des éléments combustibles est plus onéreuse, car la manipulation du plutonium requiert d'importantes précautions. Le retraitement pose aussi des problèmes difficiles, car il suffit de quelques kilogrammes de plutonium pour avoir un début de réaction nucléaire dans les bains de dissolution des combustibles irradiés. Dans un premier temps, la France envisage de retraiter les combustibles irradiés des surgénérateurs dans les Ateliers de La Hague qui doit traiter à partir de cette année les combustibles des réacteurs à eau. Quand le rythme de construction des surgénérateurs se justifiera, il faudra construire une usine spéciale. Le programme de surgénérateurs français est conditionné par l'existence d'une industrie du plutonium.

La rentabilité passe aussi par une amélioration du taux de surgénération du réacteur. Pour l'instant, Phénix ne fabrique encore que 1,1 kilogramme de plutonium pendant qu'il en brûle 1 kilogramme. Super Phénix fera à peine mieux, en fabriquant 1,2 kilogramme. Compte tenu des besoins d'auto-alimentation, un réacteur aurait besoin de quarante à cinquante ans pour fabriquer en outre le combustible nécessaire à un second réacteur de même taille ! Malgré toutes ces difficultés et les nombreux problèmes qui restent à résoudre, dont le moindre ne sera pas de convaincre l'opinion publique de la sûreté de ces réacteurs, il est probable que le gouvernement français se concentrera sur le programme Super Phénix dans les prochaines semaines, peut-être au cours du conseil restreint qui se tiendra sur l'énergie au mois de mars. Une absence de décision qui se prolongerait au-delà de l'été signifierait une remise en cause du programme français, et il n'est pas certain que l'Allemagne et l'Italie conserveraient le même désir de participer au programme.

DOMINIQUE VERGÈSE

UNE FAÇON D'UTILISER L'URANIUM

Un réacteur nucléaire est une centrale thermique où le fuel ou le charbon a été remplacé par un combustible nucléaire. La fission des atomes de l'uranium libère de la chaleur, qui est alors évacuée du cœur du réacteur par un fluide de refroidissement. Ce dernier échange ses calories avec de l'eau qui est vaporisée. La vapeur va faire tourner une turbine, qui entraîne un alternateur : ce dernier produit de l'électricité.

Les réacteurs actuels, dits à eau légère, « brûlent » de l'uranium enrichi et sont refroidis simplement par de l'eau, souvent sous pression. Un réacteur surgénérateur « brûle » du plutonium et est refroidi par du sodium liquide, qui cède ses calories à un circuit d'eau. Super Phénix a ainsi besoin de 4,5 tonnes de combustibles nucléaires et de 5 000 tonnes de sodium. La caractéristique du surgénérateur est que le cœur de plutonium est entouré d'uranium naturel, qui se transforme peu à peu en plutonium sous l'effet du bombardement des neutrons. Ce tel réacteur produit ainsi du combustible nouveau au fur et à mesure qu'il en brûle.

Le plutonium est ainsi un corps artificiel qui n'existe pas dans la nature et qui se forme dans les réacteurs lorsque de l'uranium est irradié. On extrait ce plutonium en retraitant les combustibles irradiés. Le surgénérateur présente l'avantage de brûler ce dont le réacteur à eau légère ne veut plus, uranium appauvri et plutonium. Il faut

cependant que deux réacteurs à eau légère de 1 000 MW fonctionnent pendant vingt ans pour fabriquer le plutonium nécessaire à la première charge d'un surgénérateur de 1 200 MW. Le rythme d'introduction des surgénérateurs dépend donc de la disponibilité en plutonium.

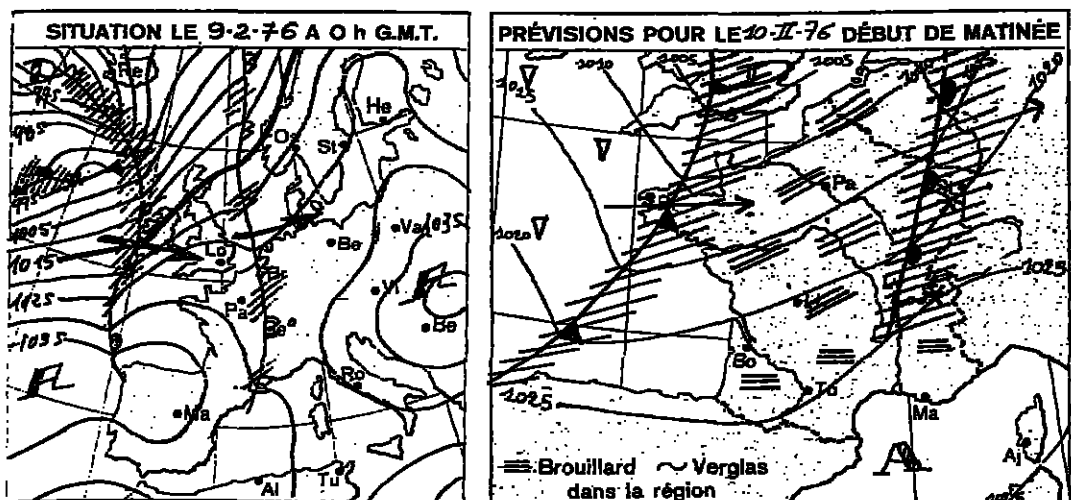
Pour E.D.F. et le C.E.A., le programme de surgénérateurs se justifie par la rareté relative de l'uranium sur notre planète, et surtout sur le marché international. Les pays détenteurs d'importantes réserves, le Canada, l'Australie, les Etats-Unis, sont peu soucieux de vendre leurs ressources, sans de voir grimper les prix beaucoup plus encore qu'ils ne l'ont fait ces dernières années. Les réserves connues ou vraisemblables s'évaluent à environ 15 millions de tonnes dans le monde, de quoi alimenter environ quatre mille centrales de 1 000 mégawatts pendant leurs trente ans de vie, et aller jusque vers l'an 2050-2060. On peut estimer cependant que d'importantes découvertes d'ici à l'an 2000.

Rien ne presse donc, sur le plan mondial. La position française est moins confortable. Avec les mines exploitées sur le territoire national, ainsi qu'en Gabon et au Niger, la France possède en principe 200 à 300 000 tonnes d'uranium, de quoi alimenter cinquante à soixante-dix centrales. Mais le programme actuel prévoit déjà cinquante centrales en France en 1985. L'arrivée du surgénérateur est donc urgente aux yeux d'E.D.F. et du C.E.A.

Depuis 32 ans, le journal spécialisé
"Les Annonces" est toujours le n° 1 pour
l'achat et la vente de fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.
En Vente Partout 1,50 F et 36, rue de Malte, 75011 Paris

GRUPE BANCAIRE ET FINANCIER
DE TOUT PREMIER PLAN
développe son Service Inspection
et recherche
jeunes inspecteurs
- de formation supérieure,
ayant des connaissances approfondies de l'ensemble
des opérations bancaires.
Il est indispensable :
- de posséder plusieurs années d'expérience pratique
au sein d'une équipe d'inspection ou de contrôle
d'une Banque,
- d'avoir une personnalité affirmée, le goût des contacts
humains, des aptitudes aux négociations à tous
niveaux et une grande objectivité de jugement.
Les postes sont basés à PARIS et comportent des
déplacements en France et à l'étranger.
Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo et rémunération
soutignée à NoPC 28586 CONTESSÉ PUBLI, CITE,
20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 9 février à 12 heures et le mardi 10 février à 12 heures :
Le courant perturbé atlantique, qui était bloqué les jours précédents par des côtes européennes, pénètre maintenant sur l'Europe occidentale par suite de l'éloignement des hautes pressions continentales. Dans ce cou-

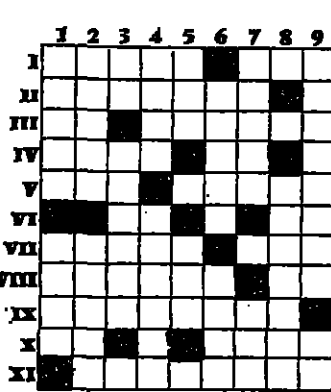
rant, la perturbation, qui abordait lundi matin les îles Britanniques, traversera la France en y apportant un passage pluvieux suivi d'un temps un peu plus frais, mais maritime. Mardi matin, cette perturbation n'affectera pas encore nos régions méridionales, où des formations brumeuses seront observées, sauf près de la Méditerranée, où les brumes prédomineront. Sur le reste de la

France, le temps sera le plus souvent très nuageux avec des pluies passagères. Ces dernières seront surtout locales du Nord-Est au nord des Alpes (neige vers 1 000 mètres), ainsi que de la Manche à la Vendée. Le soir, les pluies se localiseront des Pyrénées centrales au Nord-Est et au nord des Alpes, tandis que les nuages deviendront plus abondants près de la Méditerranée. Du type de temps plus variable avec des averses et des éclaircies passagères s'établira après le passage de la perturbation, atteignant le soir les Ardennes, le nord-ouest du Massif Central et le Bassin aquitain. Les vents de sud-ouest puis de nord-ouest se renforceront ; ils deviendront assez forts à l'ouest sur le nord du pays. Cette perturbation sera accompagnée d'un adoucissement, mais de l'air un peu plus frais abordera le soir le quart nord-ouest de la France.

Lundi 9 février, à 7 heures, la pression atmosphérique résulte au niveau de la mer d'Al, à Paris-Le Bourget, de 1 030,2 millibars, soit 772,7 millimètres de mercure.
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 février : le second, le minimum de la nuit du 8 au 9) : Al, 12 et 7 degrés ; Biarritz, 13 et 8 ; Bordeaux, 12 et 4 ; Brest, 11 et 3 ; Caen, 10 et 2 ; Cherbourg, 9 et 2 ; Clermont-Ferrand, 11 et 2 ; Dijon, 11 et 1 ; Grenoble, 8 et 2 ; Lille, 4 et 1 ; Lyon, 3 et 2 ; Marseille, 13 et 7 ; Nantes, 12 et 2 ; Nice, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 9 et 4 ; Pau, 14 et 7 ; Perpignan, 17 et 8 ; Rennes, 12 et 1 ; Strasbourg, 11 et 1 ; Tours, 9 et 0 ; Toulouse, 14 et 7 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 3 et 1 degré ; Athènes, 2 et -1 ; Bonn, 3 et 2 ; Bruxelles, 4 et 2 ; Les Canaries, 20 et 18 ; Copenhague, 11 et 2 ; Genève, 2 et 0 ; Lisbonne, 16 et 10 ; Londres, 10 et -2 ; Madrid, 14 et 2 ; Moscou, 10 et -5 ; New-York, 1 et 0 ; Palma-de-Majorque, 17 et 6 ; Rome, 13 et 6 ; Stockholm, -3 et -9.

PROBLEME N° 1377



HORIZONTALEMENT

I. Fut d'Ulysse le plus clairvoyant des amis ; Monnaie étrangère. — II. Dissimule des opérations clandestines. — III. Le centre même de la Ville Eternelle ; Pour les atteindre, il faut parvenir à les gagner. — IV. N'a pas l'habitude de pardonner à ses victimes ; Terme musical. — V. Pour César, ce pouvait être une chose importante ; Fit preuve

d'une indiscutable correction. — VI. Abréviation ; Sur une carte du Maroc. — VII. Avides ; Affaiblit en prenant de l'importance. — VIII. Endure les pires souffrances ; D'un auxiliaire. — IX. Sont en voie de disparition. — X. Forme de savoir ; Sorti. — XI. Parties ailleurs.

VERTICALEMENT

1. Procure quelque travail aux officiers de l'état civil ; Les routes du ciel. — 2. A bien tenu ; Partie du bâtiment. — 3. Evoque d'affreux tourments (spé) ; Ici-bas ou ailleurs, ils retiennent des regards. — 4. Etaient peut-être plus prédisposés que d'autres à voir rouge ; Consacrée. — 5. Echange de balles ; Points cardinaux. — 6. Son aventure vaut de l'or ; Etat étranger. — 7. Avec elles, il est préférable d'être sur la bonne pente ; D'un auxiliaire. — 8. Le guide du philosophe. — 9. Filles de feu ; Font l'objet d'études pour un ethnologue.

Solution du problème n° 1376

HORIZONTALEMENT

I. Pneu ; Peau. — II. Eon ; Leur. — III. Dièse. — IV. Irré-

MOTS CROISÉS

soluc. — V. Vienne. — VI. Anas ; Bl. — VII. Rénes ; Oul. — VIII. Est ; Esse. — IX. Sères ; Es. — X. Iota. — XI. Ordinaire.

Verticalement

1. Pédiures. — 2. Noir ; Ester. — 3. Enervante. — 4. Seigne ; Rli. — 5. Léeses ; Eon. — 6. Pours ; Esta. — 7. Eu ; LN ; Os ; AL. — 8. Arquebuse. — 9. Lisse.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 8 février 1976 :

- DES DECRETS :
● Modifiant certaines dispositions du code électoral.
● Relatif à la dotation d'installation des jeunes agriculteurs, et arrêté, portant application de ce décret et relatif à la capacité professionnelle agricole.
● Réglementant la catégorie d'instruments de mesures : compteurs d'eau froide.
● Portant réorganisation de la chambre de commerce et d'industrie de Nouvelle-Calédonie.

Les publications de la Documentation française

La Documentation française vient de mettre en vente les textes suivants :
— **Statistiques et indicateurs des régions françaises**, publié par l'INSEE, constitue l'annexe III du projet de loi de finances pour 1976, consacrée à la régionalisation du budget d'équipement et à l'aménagement du territoire. Elle rassemble les résultats les plus caractéristiques de la situation démographique, économique et sociale des régions (360 pages, 40 francs).
— Les différentes fonctions et utilisations sociales du sport sont présentées dans le n° 33 de la Revue 2000, intitulé « Sport et Société », d'une série d'articles, sous de brillantes signatures, examine toutes les questions que suscite le rôle du sport dans une société industrielle (64 pages, 13 francs).

— Les cahiers des charges des sociétés nationales de télévision et de radiodiffusion, de l'établissement public de diffusion et de l'Institut de l'audiovisuel, dont le premier tirage avait été épuisé, font l'objet d'un nouveau tirage (163 pages, 15 francs).
— Un dossier emploi (n° 2) portant sur l'industrie du papier-carton est publié par le ministère du travail, de l'emploi et de la population. Il comporte des informations statistiques concernant l'évolution économique et sociale dans cette industrie, traitant aussi bien de l'emploi que de la structure de l'appareil productif des investissements ou du commerce extérieur (169 pages, 15 francs).

— Le ministère de l'Industrie et de la recherche ouvre une nouvelle collection, « Les dossiers de la recherche », avec le rapport du comité consultatif de la recherche en informatique, présidé par A. Lichnerowicz, intitulé « Réflexions et propositions pour une recherche en informatique et automatique » (160 pages, 30 francs).
— Au sommaire du n° 70 de la revue trimestrielle « Maghreb-Mizrah », on note des articles sur le Fonds koweïtien de développement économique arabe, qui est le plus grand organisme d'investissement du monde arabe, sur le sultanat d'Oman devant la rébellion du Dhofar et sur le conflit

du Moyen-Orient et la crise de l'énergie, et un dossier sur les Etats arabes du Golfe (84 pages, 15 francs).

— Syndicats et sociétés multinationales font l'objet du n° 58 des Travaux et Recherches de prospective de la DATAR. L'adaptation des attitudes des syndicats face au puissant développement des sociétés multinationales est examinée à travers les relations de travail. La stratégie et les politiques syndicales sont ensuite exposées grâce à divers exemples concrets, que ce soit au niveau des secrétariats professionnels internationaux ou à celui des confédérations internationales (160 pages, 30 francs).

★ Ces publications sont en vente à la Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. Tél. : 06 38 20 48 26 ou dans toutes les grandes librairies. Veste par correspondance : les commandes doivent être adressées directement à la Documentation française, accompagnées du titre de paiement libellé au nom du signataire des recettes, C.C.P. 9402-33 Paris.

inno passy
ACTUELLEMENT
BROCANTE ET ANTIQUITES

Le tour du monde en plein Paris !

Pour vos vacances d'été ou d'hiver, vos évasions de fin de semaine
Pour vos déplacements d'affaires et vos congrès
Que vous soyez jeune ou moins jeune, seul, en famille ou en groupe
Quels que soient vos moyens et les horizons dont vous rêvez
visitez la
1^{re} Semaine Mondiale du Tourisme et des Voyages

CENTRE INTERNATIONAL DE PARIS
Paris-Maillet
Métro : Ligne n° 1 Porte Maillet
Autobus : 73 82 43 PC
S.N.C.F. : Petite Ceinture Porte Maillet.

Des Offices nationaux et régionaux de Tourisme vous documenteront sur les pays et régions que vous souhaitez visiter.
Les spécialistes qui conçoivent et organisent pour vous circuits, séjours, croisières, répondant à tous les goûts, comme à toutes les bourses, vous présenteront en détail leurs programmes qui rivalisent d'originalité, de qualité, d'efforts sur les prix et les services.
Les grandes Compagnies qui organisent vos déplacements par air, mer, fer ou route, les Chaînes hôtelières qui assurent votre hébergement, vous parleront prix, confort, services, facilités.
Les prestataires de services divers : locations de voitures ou de bateaux, assurances, banques, documentation touristique, vous expliqueront comment ils peuvent contribuer à la bonne organisation de vos voyages.

1^{re} Semaine mondiale du TOURISME et des VOYAGES
"TOUTE UNE PROFESSION RASSEMBLEE A VOTRE SERVICE"

Correspondance : 10, rue du Colisée 75008 PARIS - Tél. : (1) 225.52.75 - Téléc. : SEPIC 840450*

FORMIDABLE NOUVELLE POUR TOUS LES PARISIENS

MONDIAL MOQUETTE

OUVRE son PLUS GRAND CENTRE de la MOQUETTE

PARIS 18^e Tel 606 05 73 114 Rue DAMREMONT

PROFITEZ DES PRIX D'OUVERTURE MOQUETTE BOUCLEE DECOREE

APORTEZ VOS DIMENSIONS

POSES ASSUREES PAR NOS specialistes

DES PRIX EXTRAORDINAIRES DANS TOUTES NOS QUALITES

Vous pouvez également profiter de ces offres exceptionnelles à :

PARIS 19 ^e : 144, bd de la Villette M ^o Cl. Fabien et J. Jaures 203 00 79	PARIS 14 ^e : 90, bd Jourdan 50 m Porte d'Orléans 539.38.82
BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur 5 mn Pte des Lilas - 858.16.46	SAINT-DENIS : 73, rue de la République - 820.92.93
BOULOGNE : 82 bis, rue Galvani 305.45.12	MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5 - 368.44.70
PARIS 13 ^e : 40, quai d'Austerlitz face gare d'Austerlitz 331.72.38	SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16 - 990.00.77
ROSSIGNOL : 191-193, zone industrielle de Fosse, Pres Gare SNCF - 471.03.44	COIGNIERES (INO) : près Trappes route du Pont d'Aulneau 461.70.12

OUVERT : Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h-21 h. Sam. Dim. Fêtes 9 h-20 h

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75402 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4507 - 12

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
EX-COMMUNAUTE (ex-Algérie)
59 F 169 F 222 F 300 F

TOUTS PAYS ETRANGERS
PAR VOIE NORMALE
144 F 373 F 492 F 530 F

ETRANGER
par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 408 F

2 - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 449 F

Par voie aérienne
télégramme

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements)
vont bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (deux
semaines au plus), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

ATEURS

es inspecteurs

ARTS ET SPECTACLES

Expositions

Le nouveau renouveau de Jean Dubuffet

(Suite de la première page.)

Pendant la période de l'« Hourloupe » durant laquelle il charnait ses personnages et historait ses formes abstraites pour en faire d'abord des tableaux, ensuite des sculptures et enfin des architectures, Dubuffet avait fini par devenir un entrepreneur de spectacles dont il déléguait la réalisation aux autres, ses collaborateurs du grand atelier de Perigny. Aujourd'hui, il a donné congé à ces deux années « hourloupées » qui tournaient trop bien, trop rond et commençaient pour un artiste qui avait fait profession de foi de tout bousculer dans l'art dit culturel, à ramener : « J'ai eu peur de m'ankyloser, dit-il, j'ai décidé de rompre le cycle : j'ai besoin d'explorer de nouveaux chantiers de la création, et j'aime les terrains inconnus où l'aventure me stimule... »

« Parachiffres » et « mondanités »

Les nouvelles aventures de Dubuffet avaient commencé avant l'année 1975. Soudain il quitte les villes en polyester et les collines abruptes de sculptures grimées, non pas pour retrouver la toile des tableaux, mais des feuilles de pa-

pier. Lorsqu'on ne sait pas où on va, qu'on sait seulement qu'il faut y aller, la solennité du tableau commande d'entreprendre des chefs-d'œuvre. Or, il veut faire « des choses sans importance où on peut se laisser aller ».

« Changer de forme, c'est changer de contenu », avait dit naguère Dubuffet. Ayant changé de média, de médium et de support, il a donc repris son alphabet plastique à son tumulte premier, adopté la couleur acrylique mate et pelliculaire, et peint sur des feuilles de papier qui sont ensuite marouflées sur toiles. Ces œuvres marquées par l'éphémère commencent par des « essais sans importance » et s'achèvent dans l'encadrement d'un tableau qui fait bonne figure sur les cimaises d'un musée.

Le nouveau départ s'esquisse par l'écriture confuse de trajectoires d'allures incertaines. Chaque fois c'est une série nouvelle, logique et surprenante à la fois. La main erre dans un labyrinthe brouillé qui finit par s'organiser en profils de monstres en gestation. Les « parachiffres » semblent un acte d'effacement symbolique, comme si le peintre brouillait la clarté des traits obliques et parallèles de la période de l'« Hourloupe ». Et c'est du tourbillon des

« parachiffres » que montent les chimères de la série des « mondanités » qui suit. Le trait proprement tracé y devient cursif, ondulé et les formes informes. Malgré leurs grimaces, les « effigies » finissent par ressembler comme des frères à l'homme du commun, dont Fernand Léger avait peint l'expression iconique livrée en transparence sous des plagues de couleurs vives.

Meis surtout, ce qu'il y a de nouveau ici, c'est le titre. Jamais Dubuffet n'a été aussi rapide. Toutes les toiles se ressemblent par série et chaque série renvoie à l'autre : les « parachiffres » aux « mondanités », les « mondanités » aux « effigies incertaines » puis aux « paysages de promenades », aux « sites » et aux « châteaux ». Pour retrouver au prix du chaos, le foisonnement premier : « Il est difficile de se désintoxiquer, difficile d'échapper à l'alimentation de ce qui s'est imposé », dit-il. Cette remise en question, il l'avait opérée plus radicalement encore aux années 30, lorsque, mis en présence de ce qui devait devenir l'« art brut », il découvrait le « caractère spécial » de l'art culturel qui restituait des recettes alors que l'art des alphabètes et des blessés de l'âme est riche d'une liberté d'invention proportionnelle à leur inculture.

C'est cette découverte qui lui avait permis de proposer soudain un nouveau système de référence à la peinture. Jean Dubuffet le sait bien aujourd'hui : l'une des fonctions de l'artiste consiste à trouver de nouveaux systèmes qui permettent de revivifier l'art en le renouvelant. Il dit : « Trouver un nouveau nord ». Dès que l'artiste change de direction c'est tout le mécanisme du langage plastique qui doit changer. L'« art brut » avait suffisamment excité son intellect pour lui permettre de bâtir un langage plastique et une philosophie de la création. Si bien que l'image de l'œuvre grimée de Dubuffet restait liée à celle de l'« art brut » dont il avait réuni une formidable collection dans son musée de la rue de Sèvres.

Il a fini par l'envoyer au diable, en quelque sorte loin de son horizon, en Suisse, d'où cette collection était venue, assurant que la ville de Lausanne la dorlôtera dans un hôtel particulier réaménagé en musée. (Il est inauguré le 23 février.) Même la série de l'« Hourloupe », qui avait duré plus d'une décennie, peut être vue comme une tentative de Dubuffet d'échapper à l'« art brut ». Explication qui vaut aussi pour ce nouveau renouveau. A soixante-quinze ans, Dubuffet n'en a pas fini de tuer le père.

JACQUES MICHEL.

* Les dernières œuvres de Jean Dubuffet, au Musée des arts décoratifs, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli. Préface de Gaston Picon et François Mathéy.

Danse

Le Théâtre des Arts de Rouen saisi par les ballets

Nommé maître de ballet et chorégraphe au Théâtre des Arts de Rouen, Juan Giuliano a investi la place avec un enthousiasme intact et une mentalité de pionnier. Installé dans sa caravane, il a commencé tout de suite à secouer les uns et les autres pour intéresser la population à la danse : d'abord une opération portes ouvertes au théâtre, puis une offensive pour obtenir des améliorations internes (le fameux revêtement de scène en linoléum indispensable à la danse, aujourd'hui). Il a même distribué des affiches dans la rue avec ses danseurs pour annoncer les spectacles. Il a des projets ambitieux : améliorer le niveau de la troupe — depuis son accident musculaire, Giuliano se consacre à la pédagogie de la danse, — augmenter le nombre des représentations de ballets, faire de l'animation de quartiers, toucher les établissements scolaires, les maisons de jeunes, travailler en liaison avec le Conservatoire et, l'été, sillonner la région et danser dans tous les sites des environs ; commencer prudemment avec des ouvrages classiques et amener peu à peu la population de Rouen à une danse contemporaine ; mais avant tout, établir le contact avec le public.

Juan Giuliano jette sur la ville le regard du Dr Knock et ne serait pas loin de penser que derrière chaque fenêtre existe un spectateur en puissance pour le théâtre. Mais il admet que pour l'y amener, il faut de l'argent et qu'en période préélectorale tout n'est pas facile. « Je travaille sur une pente savonneuse et à contre-courant, dit-il, c'est une sorte de quille ou double. »

Pour sa première opération rouennaise, Juan Giuliano a présenté un programme de ballets très comme il faut. Tout d'abord quelques croquebouches de sa façon : un « Opus 11 » sur la musique de Vivaldi, pas trop difficile, pour apprivoiser la troupe ; ensuite, « Elles », variation chorégraphique à partir des « Bonnes », de Jean Genet, sur une musique de Stravinski, où la lumière joue un rôle important dans la tension dramatique. Le plat de résistance, « Giselle », fait penser à ces chromos naïfs qui reproduisent des peintures célèbres. L'acte blanc est d'une belle venue. Il permet de découvrir un beau danseur, Folco Kapuste, et Monique Jonotta, une Française, très appréciée outre-Rhin.

Au Théâtre de Rouen, il y a un orchestre pour accompagner les ballets, et une salle très cosue, très confortable : il faudra avoir l'œil sur ce qui s'y passe.

MARCELLE MICHEL.

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN
mardi 16 février,
à 20 h. 30
(ROM)

ENSEMBLE
GUILLAUME DE MACHAUT
Musique de Moyen-Âge
et de la Renaissance
Billets : Durand, J.M.F.,
Librairie Saint-Séverin.

THEATRE
DE BOULOGNE-BILLANCOURT
60, r. de la Belle-Peulie, 92100-44
Mardi 16 février à 20 h. 30

L'ENSEMBLE 12
Michel BENOIST - Guy DEPLIS
Jean-Jacques KANTOROW
Philippe MULLER
Jacques ROUVIER
BEETHOVEN - RAVEL - BARTOK
Loc. tous les jours de 11 h. à 19 h.

MERCREDI

SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS
14 JUILLET
STUDIO PARNASSE

SOUS
LES PAVES,
LA PLAGE...
un film d'HELMA SANDERS

THEATRE DE LA VILLE

mardi 10 et samedi 14
2 séances supplémentaires
l'échange
Paul Claudel
location : 2, place du Châtelet
téléphone 887.35.39

MARDI 10

10-25 février
nouveau récital
pauline julien
Brecht + Québec
THEATRE GÉRARD PHILIPPE
DE SAINT-DENIS
53, bd Jules-Buisson
location théâtre 243.00.53 - FNAC - agences

THEATRE OBLIQUE

LUNDI SOIR
9 février
à 21 heures
JOHN CAGE
intégrale des sonates
et interludes pour piano préparé
par Gérard FREMY
76, rue de la Roquette (11^e)
855-78-31

TEP

du 6 février au 28 mars
Don Juan revient de guerre
d'Odou von HORVATH
mise en scène Marcel BLUVAL
17 rue Maite-Brun PARIS 20^e
M^e Gambetta - Tél. 636.79.09

Lundi 9 février à 20 h. 30
Quatrième soirée des
ÉCRITURES
CONTEMPORAINES
dirigée par
Guy de Colinet
RAYMOND ROUSSEL
avec
Roland Bertin
Chantal Dargat
Shella Finn
Samy Frey
Xavier Lefebvre
THEATRE ESCAMIER
3, rue Réaumur (7^e)
548-63-81

ELYSEES-LINCOLN - STUDIO MEDICIS

NINO MANFREDI
dans
A CHEVAL SUR LE TIGRE
Un film de
LUIGI COMENCINI
avec
MARIO ADORF et RAYMOND BUSSIERES



Le Centre Culturel
Irakien à Paris et l'Association
de Solidarité Franco-Arabe
Présentent pour la 1^{re} fois en France
**LA TROUPE NATIONALE
D'ART FOLKLORIQUE DE
L'IRAK**
MARDI 10 FÉVRIER 1976 À 21 HEURES
PALAIS DES CONGRÈS
PORTE MAILLOT
PROX DES PLACES : 1^{re} 20 F - 2^{me} 15 F -
ÉTUDIANTS 5 F
Réservation sur place à l'A.S.F.A.
12-14, rue Augereau, Paris 7^e - ou
au Palais des Congrès
le 10 toute la journée

**lorsque la femme paraît
le cercle des bonshommes
se débîne à grands cris!**

MERCREDI

Après **LES VALSEUSES**

CALMOS

Le nouveau film de BERTRAND BLIER

le film qui remet les choses à leur place



INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

théâtres

Comédie-Française, 20 h. 30 : *Le*
Commère; *le Jeu de l'amour et*
du hasard (abt habillé).

Nouveau Carré, 20 h. 30 : Cours
d'initiation au cinéma; 21 h.
Lucrèce Borgla.

Bouffes-Parisiens, 20 h 45 : *Le Gros*
 Cartoucherie, 20 h 30 : *Des montons, pas de dragon*,
 Comédie Caennaise, 21 h 10 : *Le Boeing-Boeing*
 Daxois, 21 h : *Monseigneur Masurel*
 Gaiety-Montparnasse, 20 h 45 : *Le*
Le Luccrinaire, 20 h 30 : *le Stigme*
bleu,
 Molière, 20 h 30 : *Pau de vache*,
 Michel, 21 h 10 : *Doux sur canapé*,
 Nouveaux, 21 h : *Les Deux Vierges*,
 Royal-Paris, 20 h 30 : *Rencontres*,
 Flançais, 20 h 30 : *Le Lal de rab-*
rabba,
 Poche-Montparnasse, 20 h 45 : *La*
24,
 Récamier, 20 h 30 : *Écritures*
contemporaines,
 Saint-Georges, 20 h 30 : *Nécessaire*
de monsieur de Mollan,
 Théâtre Campagne-Primère, 20 h :
Zouze, 22 h 30 : *le Partage du*
viu,
 Théâtre d'Edgar, 20 h 30 : *Séparé 19-76*.

Au Bee fin. 29 h. 45 : Nadine Mons ;
 29 h Embrassons-nous, Pélle-
 ville ; 23 h : Incroyable Monseigneur
 Barbotin.
 Blancs-Manteaux, 30 h. 30 : Alain
 Souchon ; 29 h. 30 : Jean Sommer ;
 23 h. 30 : P. Et M. Jolivet ; 23 h. 45 :
 Jacques Willeret.
 Café d'Edgar, 20 h. 30 : Robert
 attends-moi ; 22 h. 15 : Frissons
 et frissons.
 Café-Théâtre de l'Odéon, 20 h. 45 :
 Huls clo.
 Coupe-Chien, 20 h. : le Sang des
 Pierres ; 21 h. 30 : No-Che.
 Cour de Mirande, 20 h. 30 : La
 Petite Cuillère ; 21 h. 30 : Le gol-
 den est souvent farineux ;
 22 h. 30 : Doubey.
 Le Petit-Casino, 21 h. : la Gare de Pey-
 Blanc ; 22 h. 30 : le Parc
 Petit-Casino, 21 h. : Montehus.

Caveau de la République, 21 h. :
 Prio Story
 Deux-Ames, 21 h. : Serre-rié compris.
 Dix-Beures, 22 h. : Vally, François,
 Georges et les autres

Videostone, de 14 h. à 24 h. : Festival du vidéo pop' music.

Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : *Eis-
loire d'Osse*
Olympia, 21 h. 30 : *Hommage à
Jean-Michel Caradee*
Théâtre Fontaine, 21 h. : *Jacques
Martin*

Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano,
21 h. : Deux pour cent.

Café d'Edgar, 19 h. 30 : Trijourns.
Théâtre Campagne-Première, 23 h. 30 :
François Faton-Cabon.
Théâtre Mouffetard, 20 h. 30 : Open
Jazz.

Théâtre Essalon, 18 h. 30 : R. Lombroso, piano (Schumann, Schubert, Liszt) ; 20 h. 30 : L.-Cl. Thirion, piano (Schubert, Prokofiev, Debussy, Albeniz).
Centre culturel du Marais, 19 h. :

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits au moins de treize ans, (**) au moins de dix-huit ans.

Chaillot, 19 h. : Crainquebille, de J. Feyder : 20 h. 30 : Die Buddenbrooks, de G. Lamprecht : 23 h. 30 : le Dernier des hommes, de F. W. Murnau.

61-18) : Capri. 2^e (506-11-09). Pa-
 ramount-Opéra. P. (073-24-37).
 U.G.C.-Gobelins. 13^e (331-06-19).
 Grands-Pavils. 15^e (501-44-58)
 Grand-Royal. 16^e (527-11-16)
ACQUIRE, LA COLÈRE DE DIEU
 (All.) (v.o.) : Studio Galand. 9^e
 (032-72-71)
AUX LES PETITES ANGLAISES
 (v.o.) : Grand-Théâtre. 2^e (221-
 33-18) : Saint-Germain-Studio 9^e
 (032-72-71). Montparnasse-8^e
 (544-14-21). Elysées-Lincoln. 9^e
 (536-76-14). Saint-Lazare-Pasque-
 10^e (527-11-16)
 52-84) : Gaumont-Convention 15^e
 (828-42-27). Mayfair. 16^e (523-
 77-05). Clémy-Pathé. 18^e (522-
 79-08) : Gaumont-Cambetta. 19^e
 (19-08-74). Quinette. 9^e (032-
 35-40)
L'ARBRE DE GUERNICA (Fr.)

Saint-Germain-Huchette. 5^e (1833-
87-59); Haute-Feuille. 8^e (1833-79-38);
Collège. 8^e (359-39-44); Français. 9^e
(770-33-88); Pauvette. 13^e (331-
56-86); Montparnasse-Pothé. 14^e
(328-85-13); Gaumont-Convention.
15^e (828-42-27); Victor-Hugo. 16^e
(727-49-75); Caravelle. 18^e (357-
50-70); Gaumont-Cambér. 20^e
(797-02-74).

90-90) ; Racine, 6° (833-43-71) ;
U. G. C.-Marbeuf, 8° (225-47-19) ;
14-Juillet, 11° (357-90-81).

CE GAMIN, LA (Fr.) . Saint-André-
des-Arts, 6° (328-46-18) ; 14-Juillet,
11° (357-90-81). A partir de ven-
dredi, Plaza, 8° (073-74-53).

J.-F. Hesser, piano (Granados, de Falla, Scriabine, Ginastera).
Maison de la Radio, 20 h. 30 : Sheila Armstrong, soprano, et John Constable, piano (Puccini, Haydn, Schubert, Liszt, Debussy).
Séances des concerts, 20 h. 35 : Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim, avec I. Perlman, violon (Vieuxtemps, France).
Musique classique, 20 h. 35 : J. Matkowski, violon ; R. Terrai, piano, et A.-M. Dunat, soprano (Brahms, Prokofiev, Bech, Haendel, Schubert, Ravel).
Musique de chambre, 20 h. 35 : G. Frémy, piano (J. Cagge).
Maison Saint-Germain-des-Près, 21 h. : Orchestre Bernard Thomas, avec le Chœur Audoubert Novu, dir. Jeanne Lécroart, chant ; Mendelssohn, Mozart, Haydn.

cinémas

CHRONIQUE DES ANNEES DE
BRAISE (Alg.), r.o. Noctambules,
5° (033-42-34) : U G C.-Marbeuf, 8°

[illegible]

(633-39-19); U.G.C.-Marbeuf, 8
 (723-47-18)
A FLUTE ENCHANTEE (sued.
 v.o.) Vendôme, 6 (073-87-52)
A FLUTE ENCHANTEE, 3 (231-08) Siat
 Ritz, 8 (723-80-23); Bleuevue
 Montparnasse, 15 (544-25-02)
A FLUTE A SIX SCETROUMPS
 (Belg.), Saint-Germain-Village, 9
 (132-51-07); Gaumont-Ere Gai
 che, 6 (538-26-35); Gaumont-
 Madeleine, 8 (073-56-03); Monte-
 Carlo, 8 (235-09-83); Les Nations,
 13 (343-04-67); Gaumont-Sud, 14
 (332-51-18).
A FLUTE ENCHANTEE, Rio-Opera, 2 (742-
 82-51); Ambassade, 8 (339-19-08).
A FUCHSIA, 12 (343-07-48); Pavettie,
 13 (331-36-86); Montclair Club, 18
 (767-18-81)
A FUCHSIA, DE FEU A, (*)
 (132-51-07)
FUCHSIA-PALME, 6 (053-07-76)

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles
« **LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES**
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

[illegible]

Danton, 6° (534-08-18), Montparnasse 83, 6° (534-14-27), Paris, 8° (359-53-99), Gaumont-Opéra, 9°, (073-95-48), Diderot, 12° (343-19-28), Fauvette 13° (331-60-74), Gaumont-Sud, 14° (331-51-61), Clichy-Paqué, 18° (322-37-41)

ARJUN DE FEMME (Ital. v.o.) : Quintette, 5° (033-35-40), Elysées Point Show, 6° (225-67-29) — V.F. : Montparnasse 83, 6° (544-14-27), Français, 9° (770-33-88)

RIAMATI (A., v.o.) : Miras, 6° (278-47-86) à 15 h 40. 18 h et 22 h 30

Lumièrre, 9 (770-84-64). Saint-La-
zare - Pasquier, 8 (387-35-43).
Géomont - Sud, 14 (351-51-18),
Géomont - Nord, 15 (351-51-18),
GS-13, Clichy-Pâthé, 11 (527-37-31).
FEST MORIS SUR ORDONNANCE
(F.P. 1^{re}) Quaiette, 5 (033-35-20).
Concorde, 8 (359-92-94). Montpar-
nasse-Pâthé, 14 (350-65-13). Ca-
pucine, 15 (359-92-94). Studio É-
dipublique 11^e (805-51-97).
LE SOLITAIRE DE FORT HUN-
BOLDT (A. v.f.) : Cinéma-
Opéra, 9 (770-01-90).
LE TRAIN ROUGE (Suisse, v.o.) :
17 h 20 et 20 h 40.
LES TROIS JOURS DU CONDOR
(A. v.o.) Studio Culas, 5 (033-
59-22). Ermitage, 8 (359-15-71).
L'ÉPIQUE (A. v.o.) : 17 h 55, 20 h
55. Studio Bessol, 14 (770-01-90).

[illegible]

B. KEATON Le Marié, 4 (278-47-86) : les Trois Ages.
COMEDIE ITALIENNE (v.o.) : Olym-
 pie, 14* (783-67-42) : Séductrice
 abandonnée.
PELLINI (v.o.) : Acacias, 17
 (754-97-32), 13 b. : Juliette de
 esprits, 15 b 20 : les Clowns
 17 b. : Amarcord, 19 b. : Pellini
 Roma, 32 b 15 : Satyricon.
PAUL NEWMAN (v.o.) : Action L
 Fagette, 3* (878-20-50) : Luke, 1
 Main froide.
R. REDFORD (v.o.) : Boite à Film

P.F. PASOLINI (v.o.) Boîte à Filmm
17* (734-81-50), 20 h. : les Conte
de Canterbury ; 22 h. : les Mill
et une Nuïte.

M. BRANCO (v.o.) : Boîte à Filmm
17* (734-81-50), 20 h. : Les
et 24 h. : Viteza ; 22 h. :
(sabl. à 16 h. et 24 h. 15) : Reflet
dans un cell d'or ; 18 h. : Quel
mada ; 20 h. : le Dernier Tsago
Paris ; 22 h. 15 : la Poursuite in
playable.

C. CHAPLIN : Studio Jean-Coteaux
5* (033-47-62) : le Dieracoteux

Les grandes reprises

AFRICAN QUEEN (A. v.o.) : Studio
Mercury 16 (223-20-74) F. St.

[illegible]

LE TOUT (A. PROMESSA), film
portugais d'Antonio De
Macedo V.O. : Studio Logos.
5^e (033-26-421).

LA FETE SAUVAGE, film fran-
çais de Frédéric Rossif : Capri.
3^e (103-11-89) ; Studio Alpha.
5^e (033-39-47) ; Publicité St-
Germain. 6^e (222-73-80) ; Pa-
ramount-Elysees. 8^e (359-49-34).

Orléans. 14^e (540-45-81);
 Montparnasse. 14^e (540-45-17);
 Montmartre. 14^e (540-45-11);
 Moli. 17^e (758-24-24)
 Montmartre-Montmartre 18^e (608-34-25).

LE SILENCE DES ORGANES,
 Film français de J.-N. Cristiani : Le Seins. 5^e (325-92-46).

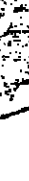
LA MONTAGNE ENSORCELÉE,
 Film américain de John Hough. V.O. (325-92-46)
 (en spirite) : V.F. : Rex. 2^e (328-83-93); U.G.C.-Odéon. 6^e (323-71-08); Liberté. 8^e (en matiné) : Emission. 12^e (343-00-00); Bédouin. 15^e (343-00-00);
 nasse. 15^e (344-23-02); Cambronne. 15^e (344-24-96); Terminal Foch. 16^e (704-49-53).

à partir de Mercredi

les mal partis

Un film produit par **SERGE SILBERMAN** • Écrit et réalisé par **JEAN-BAPTISTE ROSSI** d'après son propre roman (ÉDITIONS ROBERT LAFFONT)
avec **FRANCE DOUGNAC** • **OLIVIER JALLAGEAS** et avec **MARIE DUBOIS** • **PASCALE ROBERTS** • **MARTINE KELLY** • **BERNARD VERLEY** • **JEAN GAVEN**
Chef décorateur **PIERRE GUFFROY** • Directeur de la photographie **EDMOND RICHARD** • Directeur de la production **ULLY PICKARD**
une PRODUCTION GREENWICH FILM PRODUCTIONS PARIS • CO-PRODUCTION : DUBOUCHÉ FILMS • DISTRIBUTEUR : CECI-CEC

مَكْنَزٍ مِنَ الْأَمْوَالِ




emplois internationaux

**Pour un important complexe
de loisirs (500 employés)**

Offre française unique :

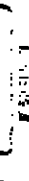
Sal. 101	CHIFFRE
Sal. 102	CHIFFRE
Sal. 103	CHIFFRE
Sal. 104	CHIFFRE
Sal. 105	CHIFFRE
Sal. 106	CHIFFRE
Sal. 107	CHIFFRE
Sal. 108	CHIFFRE
Sal. 109	CHIFFRE



le directeur technique

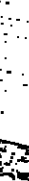
PROFESSEUR D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

CHIFFRE




emplois régionaux

CHIFFRE



CHIFFRE

CHIFFRE



CHIFFRE

CHIFFRE

	La Rigne	La Rigne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La Rigne	La Rigne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	28,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,38
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Pour un important complexe de restauration et de loisirs (500 employés) à TEHERAN

une Société hôtelière française engage immédiatement :

DIRECTEUR GENERAL	Réf. 101	CHEF D'ENTRETIEN	Réf. 110
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER	Réf. 102	CHEF DES ECONOMATS	Réf. 111
DIRECTEUR RESTAURATION	Réf. 103	CHEFS DE CUISINE	Réf. 112
DIRECTEUR DES LOISIRS	Réf. 104	MAITRES D'HOTEL	Réf. 113
DIRECTEUR MAINTENANCE ET ENTRETIEN	Réf. 105	CHEFS DE RANG	Réf. 114
DIRECTEUR DU PERSONNEL	Réf. 106	CUISINIERS	Réf. 115
DIRECTEUR CENTRALE D'ACHATS	Réf. 107	COMPTABLES	Réf. 116
CONTROLEUR GENERAL	Réf. 108	CONTROLEURS	Réf. 117
ASSISTANTS DE DIRECTION	Réf. 109	ANIMATEURS Sports et jeux	Réf. 118
		PERSONNEL D'ENTRETIEN TECHNIQUE	Réf. 119

Nous offrons une activité intéressante, une rémunération élevée en fonction de la position et nous assurons le logement.

Nous voulons des candidats disponibles rapidement, dynamiques, faisant preuve d'esprit d'initiative et connaissant bien l'anglais (français apprécié).

Adressez c.v. détaillé avec photo et prétentions en précisant la référence du poste qui vous intéresse, à Havas Contact 156 bd Haussmann 75008 Paris.

BUREAU D'ETUDES MAROCAIN ASSOCIE à GRAND BUREAU D'ETUDES FRANCAIS recherche

1) UN INGENIEUR DES EAUX ET FORÊTS 30 ans minimum.

2) UN INGENIEUR DES TRAVAUX FORESTIERS

25 ans minimum pour inventaire et aménagement forestiers. RESIDENCE RABAT

Adressez candidature à : SETEC-HYDROSTAT 109 rue de la République, 75008 Paris Cedex 12

IMPORTANTE SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE et de COMMISS. AUX COMPTES implantation internationale offre poste pour PARIS et ABIDJAN

CONSEILLER

DE GESTION

ORGANISATION

Centrale - Arts et métiers - MEC - ESSEC - ICS ou équiv. Expérience cabinet d'organisation administrative et générale de conseil en gestion, d'informatique. Séjours prolongés en Côte d'Ivoire

Adr. C.V. manuscrit et photo à M. G. LOUVEL, 21 bis, rue Lord-Sydenham, 75008 Paris, ou tél. : 339-50-72.

NOW ! REWARDING EUROPEAN CHEMICAL/PLASTICS

SALES ASSOCIATE POSITIONS

Coated Fabrics • Wall Coverings

You have a B.S. in Business or Chemistry, speak English, French, German fluently and have a minimum of 5-8 years' sales oriented experience in Chemical/Plastics products. The positions and their responsibilities are : • SALES ASSOCIATE, COATED FABRICS. — Your career experience has been in vinyl and urethane coated fabrics used in : Furniture • Luggage • Marine Products • Automotive • Others. • SALES ASSOCIATE, WALL COVERINGS. — Your marketing and sales experience in the European market has been in wall coverings.

Sales and marketing duties for both of these key positions would include : • Direction of all of your products' sales activities in selected European countries as well as development of new marketing opportunities through support of existing distributors and establishment of new distribution centers. • Participation in related shows and trade fairs.

A strong merchandising background coupled with solid over-all business talents are important assets you should bring to these positions. As General Tire is in a strong growth position within the chemical/plastics industry, significant career growth opportunities could be yours in these European marketing positions. They both carry attractive salary and total benefits plans that you'll like. Start your General Tire Chemical/Plastics sales career now. Send your resume and salary history to :

Mr. Steve ENGLER, Personnel Manager, GENERAL TIRE Plastics International Company, One General Street, Akron, Ohio 44313. An Equal Opportunity Employer M/F.



Programmeurs

Recherchons plusieurs programmeurs expérimentés pour des postes dans les pays arabes (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Une bonne connaissance du français est nécessaire. La connaissance de l'arabe est souhaitable.

Les demandes doivent être adressées avec curriculum vitae, à :

DAR AL HANDASAH Consultants (Share and Partners) U.K. Ltd., 81 New Cavendish Street, London, W1. G.B.

ingénieur résident IRAN

Société d'Entreprise Générale, notre développement à l'étranger nous amène à rechercher pour la réalisation d'un contrat en Iran un INGENIEUR RESIDENT.

Sa mission sera double :

- être à Téhéran le représentant du Bureau d'Etudes, de la Société pour le contrat en cours ;
- être sur place l'organe de liaison entre la Société et les partenaires iraniens.

C'est avant tout un spécialiste en mécanique ou en électromécanique que nous cherchons, parlant couramment l'anglais.

Si vous êtes intéressé par ce poste écrivez sous référence 20.1731M aux Conseils en Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.

EUREQUIP 19, rue Yves de la Motte - B.P. 30 92420 Nanterre

Important groupe textile côte d'ivoire recherche

le directeur technique

de son usine de bouaké

Le poste implique la responsabilité de la production, de la maintenance et de l'animation d'un ensemble filature, tissage, confection, employant 400 personnes.

Les candidats devront avoir : — au moins 10 ans d'expérience dans activité similaire secteur textile, — une formation d'ingénieur textile Mulhouse, Roubaix, Epinal ou équivalent.

Rémunération intéressante. Avantages sociaux. Logement. Voiture fonction. Poste à pourvoir : meilleurs délais.

Adressez C.V. et prétentions sous réf. 92 Cabinet Serge BAILLY 40, avenue Hoche 75008 PARIS

Pour déplacement : IRAN DIRECTEUR DE CHANTIER possédant grande expérience installation pétrochimie contrôle supervision, réalisation. Anglais indispensable. GESTION 200 102, rue La Fayette, Paris-10e. TEL. : 878-72-64.

Bureau d'études en Algérie recherche d'urgence pour travaux d'aménagement urbain :

ARCHITECTE

ARCHITECTE URBANISTE

INGENIEUR BETON ARMÉ

INGENIEUR HYDRAULICIEN

Expérience exigée : 2 ans.

Adressez C.V. détaillé avec photo à :

S.A.R.T.U. 2, rue de la Liberté - ALGER

Pour Hôpital Européen

du ZAIRE

ALTITUDE : 400 M - EXCELLENT CLIMAT

Recherchons d'urgence

MÉDECIN-ANESTHÉSISTE

• Contrats 9 mois renouvelables.

• Frais de séjour pris en charge.

• FORT SALAIRE VERSE EN FRANCE.

Appeler le 380-71-45, poste 240



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

Important Constructeur spécialisé en Electronique de Puissance C.A. 15 millions en expansion à l'exportation recherche pour son siège social à LYON

ingénieur électrotechnicien

ayant une bonne expérience et le goût de la création de nouveaux équipements (convertisseurs statiques), nécessitant l'utilisation de connaissances variées (électronique, électrique, mécanique).

Ce poste comporte une large autonomie avec possibilité de progresser vers d'importantes responsabilités.

Ecrire CABINET GATIER Service L. 22, rue Barrême - 69008 LYON Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

CENTRE DE CONSULTATIONS

recherche pour BORDEAUX des

JURISTES DE DROIT PRIVÉ

ayant une solide formation théorique licence en droit au minimum

Une expérience d'enseignement en faculté, de notaire, avocat, avocat, conseiller juridique, juriste d'entreprise... serait appréciée.

Situation stable et rémunération intéressante.

Adressez curricula vitae détaillés et prétentions à :

CRIDON BORDEAUX - TOULOUSE 8, rue Mably - 33000 BORDEAUX.

Importante Société Nationale connaissant forte expansion dans secteur privilégié recherche de cadre de son implantation sur l'OUEST son

DIRECTEUR RÉGIONAL

Expérience vente directe, coupure-réponses, recrutement formation, animation.

Résidence souhaitée Angers ou Nantes. Rémunération élevée (fixe important + frais + pourcentage C.A.).

Libre rapidement. Adr. C.V. détaillé + photo et réf. Indis. Ecr. n° 225-287, Régie Presse, 85 bis, r. Beaumartin, 2e.

Imp. B.E. d'urban. et d'amén. rech. pour la région Rhône-Alpes.

UN INGENIEUR AMENAGEMENT

Form. gén. Ecole. le cand. devra av. une expér. en mat. d'urb. au niv. du tracé, du station., des VRD acquis de la cadre d'éc. pluridisciplin., soit en SET, soit de un serv. publ. Poste à pourv. imm. Adr. C.V. et prét. n° 2.182, r. le Monde + Pub + P. S. r. des Halles, 75002 Paris-2e.

Société Immobilière recherche pour ROUEN

INGENIEUR EXPERIMENTE pour animation d'études et de travaux en bâtiment et en VRD Diplôme exigé.

Adressez candidature av. photo et C.V. manuscrit ou n° 228.911 REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Beaumartin, PARIS-2e, où vous serez reçu.

SECRETAIRE GENERAL DE L'USINE D'ALENCON

Finale d'un groupe français employant plus de 1600 personnes. La Société est l'une des plus importantes entreprises françaises de Carrosserie Automobile. Elle recherche pour son usine d'ALENCON un Secrétaire Général qui déchargera le Directeur de l'usine (550 pers.) des tâches qui ne sont pas liées directement aux problèmes techniques : gestion du personnel, contrôle de gestion, secrétariat général.

26, RUE MARBEUF 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande. Réf. 630 M.

Société Française de diffusion recherche

DIRECTEUR CCIAL DE REGION

(17 DEPARTEMENTS) haut niveau. Séries rétro. Résid. zone : LILLE, NANCY, REIMS. Adressez C.V. et photo réf. 1.132 à INTER PA 16, rue Saint-Marc, 75002 Paris, où il.

NOUS RECHERCHONS pour un complexe industriel de la région RHONE-ALPES

2 INSPECTEURS ZONE EXPORT

ANGLAIS COURANT allemand, espagnol souhaités.

POUVANT : assimiler des connaissances techniques de base en mécanique, assurer la formation et l'information au niveau des ventes, animer le réseau.

QUALITÉS recherchées :

- Expér. similaire dans un service export ;
- Disponibilité (voyages régionaux et fréquents) ;
- Esprit d'initiative et de recherche ;
- Standing d'ensemble (présentation et contacts humains).

Envoyer C.V. manuscrit, photo (retournée) et prétentions : sous réf. n° 1.091, à :

Centre de Psychologie et d'Efficiences

17, r. des saules Paris

Entreprise Bâtiment - T.P. (Nord-Nord-Ouest), filiale Groupe de première importance,

recherche :

INGENIEURS TRAVAUX

E.C.P. - E.N.P.C. - E.T.P. - Débutants

Après une formation de qualité, la responsabilité globale d'un chantier leur sera confiée (gestion humaine et financière).

La diversité de nos réalisations et des implantations de notre Groupe favorise une évolution de carrière conforme aux goûts et aptitudes.

Env. C.V., ph., prêt. à ROUET 408, HAVAS, 136, av. Ch.-de-Gaulle, 92522 Neuilly-s-Seine.

ENTREPRISE INDUSTRIELLE REGION OUEST recherche

UN INGENIEUR DE PRODUCTION

Nous proposons un poste d'avant à un candidat de formation A.M. ou équivalent justifiant d'au moins 6 années d'expérience industrielle (usinage et assemblage tôlerie et mécanique petite et moyenne séries - Méthodes - ORGANISATION de la Production).

Notre préférence ira à un homme d'usine, de personnalité affirmée, rompu aux techniques de GESTION - Budgetisation des activités - stocks - Prix de revient, et ayant le sens des contacts humains.

Adressez C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 6.594 à P. LICHOU S.A., 10, rue Lourdes, 75003 Paris Cedex 03, qui transmettra.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	25,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,96
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi

monitrices techniques

Firme internationale commercialisant une gamme importante de matériels dans le domaine de l'information, recherche

Mission: à Paris ou en Province chez nos clients, elles démontrent, enseignent et forment les utilisateurs sur nos équipements.

Profil: 25 ans minimum, excellente présentation, elles ont un niveau B.T.S.S. accompagné de quelques années d'expérience de secrétariat et de l'administration des affaires.

Elles devront disposer d'une large autonomie d'action (nombreux déplacements en France).

Salaire intéressant + frais de déplacements, nombreux avantages sociaux liés à une grande Entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo sous référence 4206 à

Q7 organisation et publicité
2 RUE MARCOSS 75001 PARIS/OUTREMER
Il sera répondu à toutes les candidatures

ICL (France)
ORDINATEURS
recherche
jeunes ingénieurs

De formation niveau Scientifique Supérieur
- Bonne connaissance des circuits logiques.
- Aptitude pédagogique.
- Anglais conversationnel.

Lieu de travail: Paris, proximité porte d'Orléans
Adresser lettre, CV et références à: **GUERIN ICL FRANCE 18, Cours Albert 1er 75008 Paris**

offres d'emploi

UTA Union de Transports Aériens
recherche pour sa **DIRECTION FINANCIERE:**

1 AUDITEUR INTERNE niveau senior

HEC, ESCP, + DECS, ou équivalent

Environ 3 ans d'expérience dans un cabinet international.

Missions: - Audit opérationnel, détection sur des tâches de conception et d'organisation.
- Audit agences locales (occasional).

Anglais indispensable.
Poste d'indépendance.

DES JEUNES RESPONSABLES COMPTABLES

23 ans minimum.

Sérieuses connaissances d'anglais requises.

Missions très fréquentes d'organisation, de formation, de supervision OUTRE-MER (Afrique, Extrême-Orient, Pacifique).

Large perspectives de formation et de promotion.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et références à: **DIRECTION des AFFAIRES SOCIALES et JURIDIQUES, 50, rue Arago - 92806 PUTEAUX**

offres d'emploi

offres d'emploi

LA DIRECTION FINANCIERE D'UN IMPORTANT GROUPE D'ETABLISSEMENTS FINANCIERS
(Paris 15^e)
RECHERCHE UN

1 - ATTACHE DE DIRECTION

PROFIL:
Le candidat devra pouvoir justifier:
- d'une formation générale supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, etc.);
- d'une expérience professionnelle d'au moins 2 ans, acquise de préférence dans un Etablissement financier ou bancaire;
- de bonnes notions de la fiscalité des entreprises;
- d'un esprit de synthèse et de qualités de rédaction.

POSTE:
Sous-secrétaire du Directeur et son Adjoint dans les domaines suivants:
- préparation des décisions financières de toute nature;
- contacts avec les autres directions pour la recherche de solutions concrètes à des problèmes précis;
- missions de coordination au sein des Services Financiers.

2 - UN COLLABORATEUR
Pour son service BUDGET, ANALYSE et ETUDES PREVISIONNELLES

PROFIL:
Le candidat devra pouvoir justifier:
- d'une formation de type BTS ou IUT (Finance-Comptabilité);
- d'une expérience professionnelle d'un ou deux ans;

POSTE:
Le candidat sera chargé:
- Principalement du Contrôle Budgétaire et aura notamment à coordonner les actions des différents services intéressés en leur apportant une assistance technique, en particulier par la mise à jour du manuel de procédures;
- Accessoirement de participer aux études prévisionnelles et analyses.

Envoyer C.V., photo et références sous N° 51963 S à: **BLEU Publicité, 17, rue Labat - 93000 VINCENNES** Qui transmettra

CHEF DE SERVICE PROJETS ET DEVELOPPEMENT
90 000 F + ESE ou équivalent ayant au moins 5 ans d'expérience. Réf. 54/UN

INGENIEURS DE PROJETS
65 000 F + Diplôme Electrotechnique ayant au moins 2 ans d'exp. Réf. 54/UN

Le premier (réf. 55) en collaboration avec le D.T. aura la responsabilité de la gestion de son service et notamment devra organiser et superviser les travaux d'ingénieurs et des ingénieurs de Projets (réf. 56) dans la responsabilité d'études de définition de matériels d'électronique industrielle et militaire.

Les Ingénieurs Electrotechniques ayant l'expérience requise dans les domaines précités et une très bonne connaissance de la langue anglaise seront les bienvenus. Ils devront être capables de travailler en équipe et de gérer des équipes de travail.

Envoyer lettre manuscrite, CV et références à: **ELIABETH FRENCH 137, rue Maréchal - 75015 Paris** qui les transmettra à la plus grande discrétion

Une première expérience commerciale vous donnera un atout supplémentaire,
mais si vous ne l'avez pas, nous pouvons vous offrir l'occasion de l'acquérir.

Nous compléterons votre formation économique ou commerciale par la connaissance approfondie de nos produits crédit et leasing, qui vous mettront en contact avec tous les secteurs de l'économie française pour le financement de leur équipement professionnel.

La puissance de notre groupe financier vous assurera une réelle possibilité de carrière, de revenus fixes ainsi que de nombreux avantages.

Des postes sont à pourvoir d'une part à Metz, Nantes et Rennes, d'autre part dans une équipe d'intervention qui nécessite une grande mobilité sur la France entière.

Nous sommes disposés à étudier votre candidature. Adresser la sous réf. 406 à **CARDEL B.P. 516, 75761 PARIS CEDEX 16** qui transmettra.

CHEF COMPTABLE
Paris F 75 000

DISTRIBUTION
Une société internationale spécialisée dans la distribution de produits importés crée pour la société française le poste de Chef Comptable. Dépendant hiérarchiquement du Directeur Général et fonctionnellement du Directeur Comptable européen, il supervisera 6 personnes et sera chargé de l'ensemble des opérations comptables et budgétaires: préparation des états financiers mensuels et annuels, mise en place du contrôle budgétaire, contrôle de la trésorerie, amélioration des systèmes et procédures comptables existants.

Le candidat âgé de 30 ans minimum aura une expérience comptable d'au moins 5 ans acquise dans une société de référence internationale, où il aura développé des qualités d'organisation et de gestion d'une équipe comptable. La bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

Réf. C 3001

Adresser C.V., détaillé, en spécifiant la référence, à: **G.-C. FULCONIS, Tour Maine-Montparnasse, 33, avenue du Maine, 75732 Paris Cedex 15.** Discretion absolue.

emplois régionaux

JEUNE DIPLOME de l'enseignement supérieur commercial
Burroughs

saurez répondre à vos ambitions en vous donnant

- la formation complémentaire nécessaire à l'application de ses méthodes et à la connaissance de ses produits
- et la possibilité de diffuser une gamme incomparable de matériel de traitement de l'information dans un marché dont l'expansion constante lui a permis en quelques années de doubler ses effectifs et de tripler son chiffre d'affaires.

Que vous ayez ou non des connaissances en informatique, et dégagez des O.M., des postes vous attendent: PARIS - LYON - LIMOGES - DIJON - MONTPELLIER - NICE - TOULON - AMIENS - CAEN - LILLE - NANCY - NANTES - REIMS - RENNES - ROUEN et STRASBOURG.

Envoyez lettre C.V. et photo à: **FRANCOIS SEIDNER S.A. 5 BURROUGHS 230, avenue Laurent Cely - 92231 GENNEVILLIERS**

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE TROYES (Aube)
recherche

ASSISTANTE DE DIRECTION GENERALE

- Bilingue français/anglais;
- Rédigant avec aisance;
- Préférerait la sténodactylogie;
- Pourrait justifier d'au moins 10 ans d'expérience de secrétaire de direction dans l'industrie.

NOUS EXIGEONS:
- Discrétion;
- Ordre;
- Capacité;
- Disponibilité.

Adresser lettre manuscrite, avec photo (retournée) et C.V. à: **Mme DUSSAUX, 4 ter, rue Béland 10000 TROYES.**

Important cabinet immobilier AUXERRE recherche

COLLABORATEUR (TRICE)

pr vente programme immobilier mission comprenant accueil, recherche de clientèle, courrier, action publicitaire, etc.

Références dans l'immobilier souhaitées, possibilité de logt. Salaire fixe + intéressement. Réponse à toutes candidatures. Ecr. **LEIGNIEUX 15, r. de l'Horloge, 89003 AUXERRE.**

MESSIER - FONDERIE D'ARUDY
Fonderie aéronautique (Pyr.-Atl.) 420 personnes
recherche

INGENIEUR COMMERCIAL

- Formation école Ingénieurs + gestion (I.A.E., C.F.A., etc.).
- Expérience commerciale dans exportation.
- 30 ans minimum.
- Allemand souhaité.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et références à: **MESSIER - FONDERIE D'ARUDY - 61260 ARUDY.**

SUR LITTORAL LANGUEDOCIEN
Société 300 personnes
Fabrication et Distribution de Produits Industriels
recherche

JEUNE CHEF DU PERSONNEL

Le titulaire du poste devra:

- Diriger le Service des Q.U.I. aura une bonne connaissance de la Société;
- Concevoir et mettre en place de nouvelles procédures orientées vers la gestion prévisionnelle rendue nécessaire par la croissance de l'Entreprise;
- Disposer d'une formation supérieure et de 3 ans minimum d'expérience dans la fonction;
- Posséder des qualités d'organisation et de contact humain.

Les candidatures seront examinées avec la plus grande discrétion.

Adresser curriculum vitae, photo et références sous n° 8154 à «Le Monde» Publicité, 5, rue des Italiens, 75437 Paris, qui transmettra.

GROUPE D'ASSURANCES DE TOUT PREMIER PLAN
recherche

CADRE COMMERCIAL

POSTE
Le titulaire deviendra, après un stage rémunéré, responsable des relations commerciales à un haut niveau avec une importante clientèle d'entreprises.

PROFIL
- Formation Supérieure (Sup. de Co., ESSEC, Sc. Eco. ou Droit) et connaissance approfondie de l'anglais;
- Assister dans les contacts humains, réels ou de la négociation et goût pour le travail en équipe;
- Activité à Paris - Age: 25 ans minimum. Disponibilité immédiate.

Adresser C.V. et photo sous n° 8154, «Le Monde» Publ., 5, rue des Italiens, 75437 PARIS CEDEX 05.

SOCIETE INDUSTRIELLE CERAMIQUE AYANT POSITION PRIVILEGEE DANS FABRICATION PRODUITS DE BASE DIVERSIFIES
offre carrière intéressante à

DIRECTEUR TECHNIQUE ET DE PRODUCTION

- Sera responsable des unités de fabrication en France.
- Raportera directement à la Direction Générale et participera au travail de réflexion du Comité de Direction.

Ce poste peut convenir à un **INGENIEUR GRANDE ECOLE** (IEP, AM, ENSI, etc.) de 33 ans mini ayant plusieurs années d'expérience industrielle de fabrication et désireux de résider dans une ville universitaire du centre Ouest.

Connaissances céramiques seraient appréciées.

Adresser C.V. et références sous réf. 121 M 550 à: **30, rue de Valenciennes 75009 PARIS**

GROUPE IMMOBILIER DE 1^{er} PLAN
recherche pour son agence de TOULOUSE

Jeune Cadre
responsable de programmes

- 2 à 3 ans expérience similaire.
- Formation: DES Droit, IEP, HEC, ESSEC.

Adresser C.V., références sous référence ORIN (à mentionner sur l'enveloppe) à

DIRECTEUR TECHNIQUE

La Société fabrique et commercialise des emballages en carton ondulé. Elle fait 55 M de C.A. avec 185 personnes.

Le poste convient à un ingénieur mécanicien de plus de 35 ans possédant une bonne expérience de directeur d'atelier.

Rémunération 11.000 + logement de fonction. Lieu de travail: Charente.

26, RUE MARBEUF 75008 Paris
vous adressera nos renseignements et dossier de candidature sur simple demande. Réf. 600M.

SOCIETE METALLURGIQUE PYRENEES-ATLANTIQUES
420 personnes
cherche pour poste

CHEF D'ATELIER

- Caractère organisation.
- Expérience de conduite d'atelier de métallurgie (mécanique, fonderie, etc.).
- 35 ans minimum.

Env. C.V. man., photo et réf. M. 82.344 à: **Régie-Press, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.**

IMPORTANT BANQUE REGIONALE
située dans une ville universitaire
recherche

COLLABORATEUR SPECIALISTE OPERATIONS DE CHANGE ET DE CREDITS DOCUMENTAIRES

ayant quelques années d'expérience. Adresser C.V. avec photo et références sous réf. 1.354 à: **P. LICHOU S.A., 10, r. Lavoisier 75003 Paris Cedex 03, qui tr.**

MF Massey Ferguson

Constructeur mondial de matériel agricole leader sur le marché français vous propose de devenir son

responsable de la promotion des ventes

La diversité de nos produits (tracteurs, moissonneuses, engins de T.F.) et de notre clientèle nécessitent des approches promotionnelles spécifiques de ces différents marchés. Ce responsable aura à concevoir et mettre en place des actions originales pour des gammes de produits nouveaux ou récemment mis en charge (comme le matériel T.F. Harrow) dans le cadre d'une large marge de manœuvre en liaison avec l'usine, l'Angleterre, l'Allemagne.

Le candidat: un homme, jeune, qui, en entreprise, a déjà acquis une solide expérience de la promotion des ventes, si possible de biens d'équipement, qui a bien sûr une formation commerciale supérieure, qui sache se faire comprendre en anglais.

Envoyez C.V. détaillé et références sous référence MF/PV à: **PH. BLARD, 22 Avenue Galilée 92800 LE PLESSIS-ROBINSON.**

TECH-VICON S.A.

SOCIETE GENERALE

INGENIEUR INFORMATICIEN

CONSULTANTS INTERNES

jeune ingénieur
EDP. A.M. 10401. 10N

DIRECTEUR
fon de nos entreprises

GROUPE BANCAIRE FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN
cherche pour poste

jeunes inspecteurs

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi/Placards encadrés	36,00	42,03
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER		
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

offres d'emploi



TECHNICON S.A.
Leader mondial de l'automatisation
des analyses de laboratoire
recherche

- 1) PLUSIEURS ANALYSTES FINANCIERS**
Ecole Supérieure de Commerce,
Anglais courant.
Deux postes à pourvoir pour la division Inter-
nationale.
Grande disponibilité demandée pour voyages.
- 2) UNE DACTYLO**
Bilingue anglais pour interprétation et frappe
des devis pour commandes exportation.
- 3) UNE STENO-DACTYLO**
Bilingue anglais, traitement des commandes
exportation.
- 4) UN COMPTABLE**
Ayant première expérience comptabilité ana-
lytique.
Envoyer C.V. et prétentions à :
M. Jean-Claude MOINARD,
Directeur Financier et Administratif
TECHNICON S.A. - Zone Industrielle,
B.P. 10 - 95330 DOMONT.

offres d'emploi

Société Française faisant partie d'un groupe international, notre expansion
nous oblige à étoffer les structures de notre Direction Marketing/Vente,
et nous cherchons :

2 CHEFS DE PRODUITS DE PREMIER PLAN

- 1) Produits gros électroménagers :**
Notre marque est solidement
implantée et notre réussite
n'est plus à prouver.
Nous souhaitons confier cette
ligne de produits à un respon-
sable (homme ou femme) pos-
sédant un bagage technique
(formation ingénieur ou équi-
valent), et des aptitudes pour
le marketing.
Il sera responsable de l'analyse
du marché, du plan de marke-
ting, de l'aboutissement des
projets confiés au développe-
ment.
Anglais souhaité.
L'équipe actuelle est dynamique et elle réussit. Elle doit s'efforcer car il
est nécessaire d'augmenter son potentiel humain. Nous offrons à ses deux
nouveaux membres un important volume de travail et une rémunération
satisfaisante qui évoluera en fonction de leurs performances et de leur
potentiel de carrière.
Adresser C.V. détaillé et photo à : B.E.D. - N° 1.044 - 87, Champs-Élysées,
75008 PARIS.
- 2) Biens d'équipement du foyer
dans le domaine des loisirs :**
Il s'agit d'une nouvelle activité
s'intégrant dans notre plan de
diversification.
Une grande aptitude au mar-
keting et des bases solides dans
ce domaine sont indispensables.
Toutefois, la préférence
sera peut-être donnée à un
candidat de formation scien-
tifique ou technique en raison
de la rigueur et de la précision
nécessaires dans les opérations
et de la technicité du produit.
Analyse du marché, plan de
marketing, réalisation des pro-
duits, positionnement et lan-
cement représentent l'essentiel
de la mission.
Anglais indispensable.

offres d'emploi

Diffusion des équipements
d'électronique médical du

groupe ROCHE KONTRON médical

recherche un
Chef de Produit
• d'excellente formation universitaire, commer-
ciale ou technique ;
• faisant preuve d'une solide expérience de la
vente ;
• s'exprimant correctement en anglais.
Il sera chargé du lancement de matériel nouveau,
définira les plans d'action, les mettra lui-même
en pratique en appuyant directement les contacts
des équipes technico-commerciales auprès des
services hospitaliers.
Bureaux à Paris. Déplacements provinciaux.
Adresser curr. vitas et photo à KONTRON S.A.,
sous référence C.P. 7, rue du Dôme,
92100 BOULOGNE.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

RECHERCHE
pour son Service d'Inspection Générale
(section d'Audit Informatique)

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

LES CANDIDATS DEVONT :
- être libérés de leurs obligations militaires,
- être titulaires d'un diplôme d'enseignement
supérieur,
- posséder quelques années d'expérience
professionnelle.
IL LEUR SERA PROPOSÉ :
- de larges possibilités de développement de
carrière.
Lieu de travail : PARIS
Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 126
Service du Recrutement
9, place Edouard VII - 75009 PARIS

CARRIÈRE BANCAIRE

Une Banque Française
affiliée à un groupe multinationnel
renforce sa Division Exploitation et propose à un
EXPLOITANT confirmé (cl. VI, VII)
de participer à son expansion.
Il sera responsable du suivi et du développement
des comptes d'entreprises d'un secteur déterminé
d'activité économique tant en France qu'à
l'étranger.
Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire.
Les candidatures seront examinées rapidement et
discrètement par EUPAC, 34, rue Balard, Paris-15e.

PHILIPS

**Chargé d'études
de marché**
Notre département analyse et étudie écono-
miques, recherche un jeune cadre déboutant ou
avec début d'expérience diplômé Gde Ecole
Commerciale, Sciences Eco., pour lui confier
la responsabilité d'études de marketing de
produits grand Public.
• Formation assurée.
• Anglois courant indispensable.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et
prétentions, sous la référence 348 à :
Département de Personnel,
30, avenue Montaigne,
75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE

INGÉNIEURS SPECIALISÉS DOMAINE ALIMENTAIRE

Ayant déjà plusieurs années d'expérience de ces
industries et d'engineering.
Chargés d'affaires, ils auront la responsabilité
d'étudier, concevoir et réaliser d'importantes
unités de production clés en mains.
Postes basés en banlieue Sud avec déplacements
en France et à l'étranger.
Adresser C.V. sous référence 20203 à :

GEDEV SÉLECTION

34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

AGENCE DE PUBLICITÉ

(38.000.000 C.A.)

recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

CONFIRME
(4 de 5 ans expérience sur budgets grand public)
devenant rédacteur de choix ou de par-
ticiper activement à la détermination des stratégies
publicitaires.
Du goût pour la création, et la connaissance de
l'anglais ou de l'allemand est souhaitée.
Adresser C.V. détaillé (indiquer l'importance des
budgets gérés en précisant ceux dont la respon-
sabilité était assumée et ceux où elle
était partagée), photo, dernier salaire et rémuné-
ration désirée à : N° 222.334 - BROIE-FRESSES,
85 bis, rue Réaumur, PARIS (2*), qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

recherche

RESPONSABLE SERVICE IMPORT-EXPORT

Ce poste nécessite une expérience :
- dans la promotion des ventes, le lan-
cement des produits, le marketing ;
- dans les relations avec transitaires,
douanes, banques.
Connaissance de l'anglais et du portugais sou-
haitée.
Ce poste convient à un homme dynamique ayant
le sens des initiatives.
Lieu de travail : PARIS
Adresser C.V. et prétentions à HAVAS CONTACT,
158, boul. Hausmann. - 75008 Paris, n° 47.074.

EDITEUR JEUNESSE

recherche pour PARIS

Directeur Artistique

Merci d'envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions
à SWERET, B.P. 269, 92424 Paris Cedex 06 s/r.161,
qui transmettra.

Société Prestations de Services

PARIS
recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Pour créer et animer un département dont
il deviendra le Directeur.
- Expérience dans VENTE de
SERVICES INFORMATIQUES ;
- Connaissance matériel I.B.M. ;
- Résultats immédiats escomptés.
Envoyer C.V. manuscrit, prétentions et photo à
112, bd Voltaire 75011 PARIS, qui transmettra.

CADRE COMMERCIAL

ACHATS ET VENTES
de
PRODUITS SPÉCULATIFS
pour poste
CHEF DE PRODUITS
HUILES ESSENTIELLES
(formation technique assurée et nécessaire)
Très belle situation et compétences
Réf. G. 875.

CADRE COMMERCIAL

SUP. de CO. Chimiste industriel, —
pour poste
CHEF DE PRODUITS
Matières Prem. pr caoutchouc et Mat. Plastiques
(formation technique assurée si nécessaire)
Bon vendeur, bon animateur.
Il aura à définir la politique de son département
en matière de ventes à l'industrie
Adr. C.V., photo et prêt. en précisant la réf. à :
IFO 3, rue Saint-Philippe-du-Roule,
75008 PARIS.

Nous sommes une importante société française
de transport en service rapide et groupage.
Afin de répondre à l'accroissement du tonnage
que nous traitons, nous recherchons :

UN DIRECTEUR D'EXPLOITATION

Directement rattaché au responsable de l'agence
de Paris, il veillera :
- à la parfaite organisation des services camio-
nages et expéditions ;
- à la planification des structures face à l'évo-
lution du tonnage ;
- à rechercher les meilleures solutions techniques
pour satisfaire au maximum nos clients.
Il devra justifier d'une forte personnalité, compte
tenu du nombre de personnes qu'il aura à
animer.
Salaire de bon niveau. Statut cadre.
Larges perspectives d'évolution.
Documentation sur poste avant premier entretien.
Adr. lettre man., C.V. détaillé,
salaire actuel et photo sous
réf. 1.26.54, rue des Petites-
Écuries, 75010 PARIS.
Appréciation professionnelle remise au candidat.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LES MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

Chargé de la conception et du développement de
programmes-produits d'applications de gestion
sur MINI-SYSTEMES TRANSACTIONNELS.
Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur
devra :
- posséder une solide expérience des mini-ordi-
nateurs et des applications classiques de ges-
tion ;
- dominer suffisamment l'outil pour être un
concepteur créatif et soutenir ses idées à
l'échelle nationale et internationale.
Lieu de travail : BANLIEUE SUD
Adr. C.V., photo, prêt., ss le n° 41.165, CONTESSÉ
Publicité, 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTEUR FINANCIER IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS

cherche pour travailler dans les fonctions de

TRÉSORIER DU GROUPE

H.E.C., ESSEC, SCIENCES PO, SUP. de CO
Age 28 ans minimum.
Expérience professionnelle minimum 5 ans dans
la trésorerie d'une entreprise ou (de préférence)
dans une banque ou établissement financier (crédit,
diverses, gestion de trésorerie).
Imaginatif, ayant sens du contact humain et de
la négociation, ouvert.
Larges perspectives d'avenir pour esprit à la fois
vif et concret.
Disponible très rapidement. Salaire à débattre.
Adresser curr. vitas, photo et prêt., n° 41.458,
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, PARIS (1^{er}), qui tr.

Schlumberger

Schlumberger Limited est une société interna-
tionale spécialisée dans la fabrication d'appareils
électroniques et de comptage ainsi que dans la
prestation de services techniques pour la recherche
pétrolière. Son chiffre d'affaires dépasse 1.500 mil-
lions de dollars et se caractérise par un taux de
croissance et de profits élevés.

CONSULTANTS INTERNES

De récentes promotions nous amènent à recruter
des collaborateurs pour notre service chargé de
conseiller nos filiales dans leur gestion. Pour notre
bureau de Paris, nous recherchons des candidats
jeunes, ambitieux et capables d'occuper à des pos-
tes de responsabilité. Les qualifications minimales
requises sont un diplôme d'enseignement supérieur,
une excellente connaissance de l'anglais, une
expérience pratique de 2 à 4 ans dans une ou
plusieurs des spécialités suivantes :
- gestion de l'informatique dans une société
américaine ou internationale ;
- révision comptable dans un cabinet d'audit
international ;
- gestion de la production dans une société
américaine ou internationale.
Prérez de bien vouloir soumettre C.V. et prêt. à :
Mr. G. C. Johnson, Schlumberger Limited,
42 bis, boulevard La Tour-Maubourg, 75007 PARIS.

Grand Groupe Français de rang international

recherche

jeune ingénieur

ECP, A.M., ICAM, IDN

ayant de préférence quelques années d'expérience
industrielle en fabrication ou en gestion.
Selon son acquis professionnel, il sera préparé
par différents stages à la
DIRECTION
d'un de nos établissements
en Europe - États-Unis - Amérique du Sud
ou Afrique du Sud,
dans le cadre d'une carrière internationale.

Ecrire avec C.V. à M. Morizot,
11, bd de la Madeleine - 75001 Paris.
Discretion garantie.

GROUPE BANCAIRE et FINANCIER

DE TOUT PREMIER PLAN

développe son Service Inspection
et recherche

jeunes inspecteurs

Voir annonces dans page
414 Monde de l'Économie
No PC 25866 CONTESSÉ PUBLICITÉ

bernard julhiet psycom

93, avenue Charles de Gaulle 92200 Nanterre

BANQUE PRIVÉE MARTINICAISE

recherche pour sa division

MARKETING

ET EXPLOITATION COMMERCIALE

à FORT-DE-FRANCE

UN DIPLOME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
(H.E.C. - E.S.E.C. - SUP. de CO - DAUPHINE -
SCIENCES ECO ou équivalent), ayant si possible
expérience bancaire. Deux ans minimum d'activité
professionnelle.
Seules les candidatures des postulants d'origine
Antillaise seront retenues.
Env. curr. vitas, photo et prétentions à n° 41.241,
CONTESSÉ Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

SOCIÉTÉ 1.000 PERSONNES

proche banlieue Ouest
recherche

JEUNE INFORMATICIEN

AYANT QUELQUES ANNÉES DE PRATIQUE

Analyse et programmation.
Informatique répartie sur micro-ordinateurs
BASIC
Adresser C.V. à n° 41.231, CONTESSÉ Publicité,
20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi demandes d'emploi demandes d'emploi

groupe international
Section tertiaire - C.A. consolidé 400 millions
recherche
POUR SON SERVICE D'AUDIT INTERNE
UN AUDIT INTERNE
Niveau junior - 25 ans minimum
Débutant ou ayant une expérience d'un ou 2 ans dans la fonction (non indispensable).
Le candidat diplômé des Grandes Ecoles Commerciales (+ DECS si possible) parlera couramment l'anglais et aura de bonnes connaissances en allemand.
Basé à SAINT QUENTIN en Yvelines (78), il se déplacera fréquemment en France et à l'étranger.
Salaire annuel : 60.000 F. +
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et présent. à No 41180, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 q.r.

IMPORTANTE BANQUE AMERICAINE
recherche pour sa succursale parisienne
Analyste Crédit
— Formation universitaire (BEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po, etc.).
— bilingue français-anglais.
— expérience bancaire appréciée mais non indispensable.
Ce poste présente des perspectives de carrière intéressantes dans un groupe bancaire international en plein développement.
Envoyer C.V. détaillé et photo sous réf. 4237 à

Organisation et publicité

INTER
INFORMATIQUE
TRAVAIL TEMPORAIRE
recrutement
SECRÉTAIRES - STÉNO
NIVEAU S.T.S.
Si poss. capables.
rue REAUMUR (27)
176, rue MONTMARTRE (2)
231-4743 - 231-45-67
4, rue ANATOLE FRANCE
PUTEAUX - 75004 PARIS

TIGEST
recrute
pour bureaux Sud-Ouest
PROGRAMMEURS
COBOL
minimum 2 ans d'expérience
Se présenter au tél. :
85, rue LA FAYETTE, Paris 8
285-01-42 - 878-01-44

Nous sommes une société française de première importance
Nous recherchons
quelques
PERSONNES
DE CARACTÈRE
capables après un
STAGE REMUNÉRÉ
d'effectuer en quelques mois
un SALAIRE de 4.000 à 6.000 F. mensuels

Nous leur offrons :
— une formation complète,
— une activité pressante,
— un plan de carrière précis.
Si vous pensez pouvoir faire
« PEAU NEUVE »
écrivez avec C.V. et photo, à
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

ANIMATEUR
permis V.L. indispensable
Envoyer demande avec C.V.
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'EXPORTATION
recherche pour son siège
à Paris - ABIDJAN
Pour animer équipe de vente et d'audit aux côtés d'un Expert-Fondateur de l'Industrie de l'Exportation

EXPERT COMPTABLE
diplômé
Plusieurs années d'expérience
Cabinet indépendant
Aventures en nature
Situation d'avenir
Association possible
2 - PARIS ou ABIDJAN
ou 2 certificats supérieurs
Proposer au tél. : RANÉ
à maintenir sur l'ensemble des
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet - 75008 Paris

CADRE
COMPTABLE
(Homme ou Femme)
Chef de
Formation BTS - BT ou DECS
Responsabilité de comptabilité
générale assurée avec
l'assistance de deux comptables
Rémunération annuelle 48.000 F.
Tél. M. AUMONT : 346-13-09
ou écrire sous réf. RANÉ
à maintenir sur l'ensemble des
EMPLOIS et CARRIÈRES
30, rue Vernet - 75008 Paris

REVEILLEURS
DECS complet
Expérience de Cabinet exigée
Larges responsabilités
Situations de réel avenir
Pour ABIDJAN logement assuré
Adr. C.V. manuscrit et prêt. à
M. G. LORRY, 21 rue de la
Byron, 75008 Paris. T. 339-29-73

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
recherche pour son siège
à Paris - ABIDJAN
Pour animer équipe de vente et d'audit aux côtés d'un Expert-Fondateur de l'Industrie de l'Exportation

B. E. P.
RÉDACTEURS (TRICES)
Sinières, dépôts des eaux, cdra,
42, boulevard Magenta, PARIS (107).
Société conseil d'entreprises
à Paris recherche
UN INGÉNIEUR
CHIEF DE GROUPE
pour encadrer une dizaine
d'ingénieurs
— Il est titulaire d'une grande école ;
— Il a précédemment exercé comme
chef d'entreprise ;
— Il est souhaitable qu'il ait eu
supplément de responsabilité
dans une entreprise produisant
des biens d'équipement ;
— Il a 35 ans minimum.

UN INGÉNIEUR
EN ORGANISATION
(référence E 313)
confirmé ou non.
— Il a reçu une formation aux
techniques d'organisation ;
— Il a de solides connaissances
professionnelles comme cadre
de fabrication.
Pour ces postes, écrire
avec C.V. et présent. à
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

RECHERCHONS
CHIEF DE PRODUIT
HOMME EXPERIMENTE
connaissant bien marché
monnaies électroniques
REMUNERAT. IMPORTANTE
AVANTAGES.
Ne pas se présenter, mais env.
C.V. et photo à :
MICRO-ELECTRONICS
90, rue de Valenciennes,
92000 COURBEVOIE.

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
30 ans minimum
qui apportera une
expérience en matière de
— JURIDIQUE
— FISCAL
— COMPTABLE
— GESTION
de quelques années.
Résidence :
ALBERTVILLE.
C.V. et photo à :
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

RESPONSABLE
SERVICE EXPORT
d'une entreprise de Second
Circuit Européenne.
Ce poste nécessite la connaissance
courante de l'anglais technique
et de l'anglais commercial.
Société habit. marché Moyen-
Orient souhait. Adres. C.V. détaillé
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

COLLABORATEUR
NIVEAU REVEILLEUR
Ecr. A.D.L., 6, rue Elie-
Jodelle - 75018 Paris

PERSONNEL INDUSTRIEL
écrivant un ouvrage technique
et technique, cherche pour env.
six mois, à Paris-Concorde,
Lieu de travail :
banlieue Sud de Paris

UNE JEUNE FEMME
présentant en dictée le texte, trois
fois deux heures par semaine
initiale, le samedi, faisant en
autre quelques études
d'écritures.
Ecr. avec photo et prêt. 2996 LM
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
secteur télécommunications
proche banlieue
recherche
INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS
E.S.E., E.N.S.T., I.S.E.P.
susceptibles, après formation,
d'effectuer déplac. sur chantiers
en France et à l'étranger.
Postes à pourvoir rapidement.
Env. C.V. et photo et prêt. à
I.E. IMPACT, 9, rue Armand-
Moussy, 75008 PARIS.

ETUILE - MONCEAU
Société d'Expertise comptable
offre postes stables
et salaires élevés à
Paris - ABIDJAN
susceptibles, après formation,
d'effectuer déplac. sur chantiers
en France et à l'étranger.
Postes à pourvoir rapidement.
Env. C.V. et photo et prêt. à
I.E. IMPACT, 9, rue Armand-
Moussy, 75008 PARIS.

ASSISTANTS
DECS complet obligatoire.
Expérience minimum exigée
de 1 à 2 ans cabinet.
à Libre rapidement.
Adr. C.V. manuscrit et prêt. à
ORISCO-P., 28, av. Franklin-
Roosevelt, 75008 PARIS.

BASIC
recrute
pour PONT DE SAINT-CLOUD
AT2 B
AT3
CIRCUITS LOGIQUES
AT3
ELECTRONIQUES
SEMI-CONDUCTEURS
AT3
ETUDE D'ALIMENTATION
Se prêt. 38, rue Claude-Terrasse,
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

UN PRÉPARATEUR
DE FABRICATION
Spécialiste du moulage
plastique (injection,
compression et transfert).
Capable de concevoir
et de réaliser les modèles
correspondants.
Libre obligations militaires
Ecrire avec références n° 4533
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, Paris-1er q.r.

ANALYSTE
confirmé ayant plusieurs années
d'expérience d'analyse et de
programmation
conception et réalisation
personnelles de traitement
et connaissance pratique
de la programmation.
Adresser C.V. à : Formation
Professionnelle Automobile,
52, rue Copernic, 75116 PARIS.

HOLDING INDUSTRIEL
créé un poste de
CONTRÔLEUR
INTERNE
Le candidat, de formation
supérieure comptable (DECS
minimum), aura pour tâche le
contrôle, au sein du plus large
de toutes les filiales du Holding
(Ind. parisiennes et provinciales).
Adr. C.V. photo et présent. à
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

SOCIÉTÉ COMMERCIALE
ET FINANCIÈRE
recherche :
COMPTABLE
Expérimenté, Anglais parlé
et écrit couramment. Connaissance
financière, fiscale, droit
société, comptable technique,
trav. indépendant. Emploi à
Boulogne-Billancourt.

Adresser C.V. photo, prêt. à
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche
ASSISTANT
gestion des opérations de
formation des formateurs et des
cycles d'enseignement aux tra-
vailleurs étrangers. Passé pro-
fessionnel d'entreprise ou d'or-
ganisme social. Expérience en
secrétariat de gestion ou de
direction. Connaissance parfaite
de l'anglais et de l'allemand.
Capable d'assurer une fonction
évolutive à responsabilité. Con-
tacts humains nécessaires. Ex-
périence en matière de formation.
Avant. Av. C.V. et photo à :
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

ASSISTANT
gestion des opérations de
formation des formateurs et des
cycles d'enseignement aux tra-
vailleurs étrangers. Passé pro-
fessionnel d'entreprise ou d'or-
ganisme social. Expérience en
secrétariat de gestion ou de
direction. Connaissance parfaite
de l'anglais et de l'allemand.
Capable d'assurer une fonction
évolutive à responsabilité. Con-
tacts humains nécessaires. Ex-
périence en matière de formation.
Avant. Av. C.V. et photo à :
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

RECHERCHONS
CHIEF DE PRODUIT
HOMME EXPERIMENTE
connaissant bien marché
monnaies électroniques
REMUNERAT. IMPORTANTE
AVANTAGES.
Ne pas se présenter, mais env.
C.V. et photo à :
MICRO-ELECTRONICS
90, rue de Valenciennes,
92000 COURBEVOIE.

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
30 ans minimum
qui apportera une
expérience en matière de
— JURIDIQUE
— FISCAL
— COMPTABLE
— GESTION
de quelques années.
Résidence :
ALBERTVILLE.
C.V. et photo à :
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

RESPONSABLE
SERVICE EXPORT
d'une entreprise de Second
Circuit Européenne.
Ce poste nécessite la connaissance
courante de l'anglais technique
et de l'anglais commercial.
Société habit. marché Moyen-
Orient souhait. Adres. C.V. détaillé
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

COLLABORATEUR
NIVEAU REVEILLEUR
Ecr. A.D.L., 6, rue Elie-
Jodelle - 75018 Paris

PERSONNEL INDUSTRIEL
écrivant un ouvrage technique
et technique, cherche pour env.
six mois, à Paris-Concorde,
Lieu de travail :
banlieue Sud de Paris

UNE JEUNE FEMME
présentant en dictée le texte, trois
fois deux heures par semaine
initiale, le samedi, faisant en
autre quelques études
d'écritures.
Ecr. avec photo et prêt. 2996 LM
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
secteur télécommunications
proche banlieue
recherche
INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS
E.S.E., E.N.S.T., I.S.E.P.
susceptibles, après formation,
d'effectuer déplac. sur chantiers
en France et à l'étranger.
Postes à pourvoir rapidement.
Env. C.V. et photo et prêt. à
I.E. IMPACT, 9, rue Armand-
Moussy, 75008 PARIS.

ETUILE - MONCEAU
Société d'Expertise comptable
offre postes stables
et salaires élevés à
Paris - ABIDJAN
susceptibles, après formation,
d'effectuer déplac. sur chantiers
en France et à l'étranger.
Postes à pourvoir rapidement.
Env. C.V. et photo et prêt. à
I.E. IMPACT, 9, rue Armand-
Moussy, 75008 PARIS.

ASSISTANTS
DECS complet obligatoire.
Expérience minimum exigée
de 1 à 2 ans cabinet.
à Libre rapidement.
Adr. C.V. manuscrit et prêt. à
ORISCO-P., 28, av. Franklin-
Roosevelt, 75008 PARIS.

BASIC
recrute
pour PONT DE SAINT-CLOUD
AT2 B
AT3
CIRCUITS LOGIQUES
AT3
ELECTRONIQUES
SEMI-CONDUCTEURS
AT3
ETUDE D'ALIMENTATION
Se prêt. 38, rue Claude-Terrasse,
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

UN PRÉPARATEUR
DE FABRICATION
Spécialiste du moulage
plastique (injection,
compression et transfert).
Capable de concevoir
et de réaliser les modèles
correspondants.
Libre obligations militaires
Ecrire avec références n° 4533
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, Paris-1er q.r.

ANALYSTE
confirmé ayant plusieurs années
d'expérience d'analyse et de
programmation
conception et réalisation
personnelles de traitement
et connaissance pratique
de la programmation.
Adresser C.V. à : Formation
Professionnelle Automobile,
52, rue Copernic, 75116 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Prox. M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche
CONSEILLER
DU TRAVAIL
Age min. : 30 ans.
ayant eu une expérience
supérieure en entreprise
métallurgique. Adres. C.V. prêt.
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

BUREAU D'INGÉNIEURIE
recherche :
JEUNE INGÉNIEUR
Formation électronique et
informatique pour superviser
des études concernant des
systèmes automatisés.
Adresser C.V. et présent. à
SOMEPST, S.P. N° 1
9301 ORLY AÉROGARE.

ETABLISSEMENT DE
CREDIT PARIS
recherche pour
Service Contentieux
RÉDACTEURS (TRICES)
JURIDIQUES
Avant DECS, en droit, capacité
DIT 17, rue de Valenciennes,
92000 COURBEVOIE. O.A.V.
stage de formation assuré
(notamment formation pratique
à l'analyse financière).
Avantages de la profession
bancaire.
Env. C.V. N° 41.09, Contesse P.
20, av. Opéra, Paris-1er, q. r.

RECHERCHONS
CHIEF DE PRODUIT
HOMME EXPERIMENTE
connaissant bien marché
monnaies électroniques
REMUNERAT. IMPORTANTE
AVANTAGES.
Ne pas se présenter, mais env.
C.V. et photo à :
MICRO-ELECTRONICS
90, rue de Valenciennes,
92000 COURBEVOIE.

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
30 ans minimum
qui apportera une
expérience en matière de
— JURIDIQUE
— FISCAL
— COMPTABLE
— GESTION
de quelques années.
Résidence :
ALBERTVILLE.
C.V. et photo à :
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

RESPONSABLE
SERVICE EXPORT
d'une entreprise de Second
Circuit Européenne.
Ce poste nécessite la connaissance
courante de l'anglais technique
et de l'anglais commercial.
Société habit. marché Moyen-
Orient souhait. Adres. C.V. détaillé
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

COLLABORATEUR
NIVEAU REVEILLEUR
Ecr. A.D.L., 6, rue Elie-
Jodelle - 75018 Paris

PERSONNEL INDUSTRIEL
écrivant un ouvrage technique
et technique, cherche pour env.
six mois, à Paris-Concorde,
Lieu de travail :
banlieue Sud de Paris

UNE JEUNE FEMME
présentant en dictée le texte, trois
fois deux heures par semaine
initiale, le samedi, faisant en
autre quelques études
d'écritures.
Ecr. avec photo et prêt. 2996 LM
à M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
secteur télécommunications
proche banlieue
recherche
INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS
E.S.E., E.N.S.T., I.S.E.P.
susceptibles, après formation,
d'effectuer déplac. sur chantiers
en France et à l'étranger.
Postes à pourvoir rapidement.
Env. C.V. et photo et prêt. à
I.E. IMPACT, 9, rue Armand-
Moussy, 75008 PARIS.

ETUILE - MONCEAU
Société d'Expertise comptable
offre postes stables
et salaires élevés à
Paris - ABIDJAN
susceptibles, après formation,
d'effectuer déplac. sur chantiers
en France et à l'étranger.
Postes à pourvoir rapidement.
Env. C.V. et photo et prêt. à
I.E. IMPACT, 9, rue Armand-
Moussy, 75008 PARIS.

ASSISTANTS
DECS complet obligatoire.
Expérience minimum exigée
de 1 à 2 ans cabinet.
à Libre rapidement.
Adr. C.V. manuscrit et prêt. à
ORISCO-P., 28, av. Franklin-
Roosevelt, 75008 PARIS.

BASIC
recrute
pour PONT DE SAINT-CLOUD
AT2 B
AT3
CIRCUITS LOGIQUES
AT3
ELECTRONIQUES
SEMI-CONDUCTEURS
AT3
ETUDE D'ALIMENTATION
Se prêt. 38, rue Claude-Terrasse,
M. J.C., 14, rue de Bellevue,
77000 Pontault-Combault
recherche

UN PRÉPARATEUR
DE FABRICATION
Spécialiste du moulage
plastique (injection,
compression et transfert).
Capable de concevoir
et de réaliser les modèles
correspondants.
Libre obligations militaires
Ecrire avec références n° 4533
CONTESSE PUBLICITE
20, av. de l'Opéra, Paris-1er q.r.

ANALYSTE
confirmé ayant plusieurs années
d'expérience d'analyse et de
programmation
conception et réalisation
personnelles de traitement
et connaissance pratique
de la programmation.
Adresser C.V. à : Formation
Professionnelle Automobile,
52, rue Copernic, 75116 PARIS.

RECHERCHONS
CHIEF DE PRODUIT
HOMME EXPERIMENTE
connaissant bien marché
monnaies électroniques
REMUNERAT. IMPORTANTE
AVANTAGES.
Ne pas se présenter, mais env.
C.V. et photo à :
MICRO-ELECTRONICS
90, rue de Valenciennes,
92000 COURBEVOIE.

14 ANS D'EXPERIENCE
UNILEVER, PHILIPS
SOFINCO la HENIN
COGID MARKETING
RESPONSABLE COMMERCIAL - MARKETING
Haut niveau - A.T.C., 38 ans
vous propose de développer vos marchés.
Expérience des contacts à tous niveaux.
Ecrire n° 1400 « le Monde » Pub. 5, rue des Italiens,
75247 PARIS-9.

L'Institut de Formation Léo-Lagrange forme des
secrétaires de collectivité (Centres sociaux, coopé-
ratives, Associations, etc.) et des employés de
bureau. Une formation complète est donnée aux
stagiaires. La formation se termine et nous espérons vivement
que les employés en recherche de per-
sonnel de cette qualification n'oublieront pas de
nous contacter :
La responsable des secrétariats au 878-12-29.
Les responsables de la formation d'employés de
bureau au 770-80-01 ou au 346-54-59.
L'Institut de Formation Permanente Léo-Lagrange,
9, rue Cadet - 75003 PARIS.

RECRUTEMENT ET GESTION
PERSONNEL OUTRE-MER
SPECIALISTE (30 ans expérience) - Cadre -
42 ans - Bilingue Anglais. Efficacité toutes
propositions France ou étranger.
Pour premier entretien, écrire à numéro 5209.
COFAP
43, rue de Chabrol 75010 Paris 10

EXPORTATION
Cadre 35 ans - Tril. franc-angl.-esp. Exp. appro-
fond. prod. finis et fabric. sous lic. dans 2
groupes notor. et dimens. mondiales. Ecr. réf. prof.
et résultats prouvés sur brevets marchés extér.
Etud. propos. sér. et motivantes :
— Dévelop. activité export exist. (C.A., profit).
— Création développement export et lancement
— Conseil export auprès P.M.E.
Ecrire n° 1414 « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75247 PARIS (9°).

INGÉNIEUR
32 ans
3 ans d'études et travaux aménagements pour
l'eau potable et l'assainissement,
situation dans société d'études ou entreprise dyna-
mique.
Ecrire HAVAS CONTACT, 156, boul. Haussmann,
75008 PARIS, référence n° 67399.

PERSONNEL CULTURE et expérience économ. euro-
asiatique bien introduite hauts niveaux, Maghreb,
Afrique nord, Moyen-Orient, recherche collaboration
temps plein ou partiel pour négociations et lamen-
gement grosses affaires financières, industrielles,
commerciales, touristiques. Petites sociétés s'abste-
nir.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
de direction
Nous sommes une entreprise
métallurgique de pointe.
Notre directeur de la gestion
cherche une

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

Secrétaire
DE DIRECTION
expérience dans un service
comptable et financier
pour assurer le secrétariat et
le suivi des tableaux de bord
de son service.
Vous avez 29 ans minimum
une formation supérieure
(par exemple, le baccalauréat
sciences expérimentales) ou
du goût pour les chiffres et de
l'aisance dans leur présentation.
Vous êtes très disponible.
Horaires à la carte.
Ecrire n° 1381 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9

DIRECTEUR
DE PERSONNEL
59 ans. Langue pratique de la
fonction et de tous les problèmes
s'y rapportant. Exp. des
entreprises américaines. Part.
connaissance de l'anglais. Libre
suite liquidation entreprise.
DIRECTION DE PERSONNEL
ou SECRÉTARIAT GENERAL
entrepreneur. Paris ou rég. parisien.
Ecr. n° 40.861, Contesse Publ.,
20, av. de l'Opéra, Paris-1er, q.r.
J.H. 29 ans, lic. droit affaire
E.P.P., exp. Cab. ind. ch.
poste collab. Ecr. SIEPVD,
3, rue de Choiseul, 75002 Paris

JURISTE - FISCALISTE
29 ans
Docteur en Droit
expérimenté
brigadier poste clé
Bordeaux, région Sud-Ouest
ou Centre-Ouest
Ecr. n° 1405 « le Monde » Pub.
5, rue des Italiens, 75247 Paris-9

JEUNE CADRE
(29 ans) dans Compagnie
d'Assurances
cherche emploi
équivalent région Sud-Est.
Ecr. n° 4384, REGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris 2,
ou tél. 702-21-47, après 20 h.

DIRECTEUR
RELATIONS
SOCIALES
H. 45 ans, formation supérieure
Droit, Sciences Polit., maîtrise
de l'ensemble des aspects de la
fonction
cherche situation en rapport
PARIS, PROVINCE, AFRIQUE.
Ecrire Havas Angers, n° 801.

E. S. C. P.
EXPERT COMPTABLE
MEMORIALISTE, 33 ans, 7 ans
Expert comptable au sein d'une
entreprise. Ecr. n° 32.613 M. REGIE-
PRESSE, 85 bis, r. Réaumur - 2.

CADRE DE BANQUE CL. VII
32 ans

JUSTICE

VIOLENCES POLICIERES A MARSEILLE ? La tentation de l'aveu

Aix-en-Provence. — A certains « détails » près, c'est une banale histoire. Deux suspects, interrogés en octobre 1975 par la police judiciaire de Marseille dans une affaire criminelle, ont subi des sévices. Le jeune magistrat chargé de l'instruction s'en est étonné, après avoir procédé à l'audition des policiers, a transmis, début janvier, le dossier au parquet. Le procureur, sans doute soucieux de ménager la réputation de la police, demande que le juge soit dessaisi. La chambre d'accusation d'Aix-en-Provence doit rendre sa décision le 15 février.

Le 15 octobre 1974, Richard Villagrana, employé de banque à Vitrolles (Bouches-du-Rhône), est tué dans sa voiture par des malfaiteurs qui s'enfuient avec l'argent qu'il convoyait. Aucun témoin n'a assisté à l'événement. Pendant un an, l'enquête stagne. Puis, le 27 octobre 1975, sur dénonciation d'un « indicateur », dont l'identité reste inconnue de la justice, Yves Bonnet, vingt et un ans, et Patrick X., mineur, sont interpellés par le service régional de la police judiciaire de Marseille. Ils passent aux aveux et sont inculpés : vol qualifié, homicide volontaire, etc. Un troisième, Jean-François Schurdevin, vingt et un ans, détenu pour un autre meurtre, mis au cause par l'indicateur et par les « aveux » des deux premiers, subit le même sort (bien qu'il nie les faits), ainsi que Jean-Pierre Chabert, vingt-six ans, accusé d'avoir fourni des indications nécessaires à la réalisation du hold-up.

Interrogé par M. Denis Millet, juge d'instruction à Aix, le jeune Patrick, cependant, se rétracte et accuse les policiers de l'avoir fait parler sous la torture. Yves Bonnet fait de même devant son avocat, le bâtonnier Raymond Fillipi. Le juge fait procéder à des examens médicaux. Ceux-ci, deux et trois jours après les faits allégués, font état d'ecchymoses et de diverses blessures légères et, surtout, paraissent corroborer les affirmations des deux inculpés, selon lesquelles les policiers auraient tenté de les torturer.

Le juge d'instruction établit sans peine que les charges qui pèsent sur les inculpés reposent exclusivement sur les déclarations d'un seul témoin, sans indice matériel ne vient s'y ajouter. Yves Bonnet et Patrick X. ont un

De notre envoyé spécial

alibi : le premier était dans son entreprise, le second dans un centre de formation professionnelle. La voiture qui a servi au hold-up et qui, d'après les procès-verbaux d'interrogatoire de la police, aurait été jetée dans un canal n'a pas été retrouvée par les plongeurs.

Quel était donc le but des policiers ? Trouver des coupables à tout prix ? En fait, le cible pouvait sembler tentante. Schurdevin était déjà détenu pour vols qualifiés. Bonnet avait commis une agression. Patrick X. avait été poursuivi pour vols de voitures. En outre, tous les quatre étaient connus pour leur appartenance à un milieu de jeunes toxicomanes de Marseille, comme il en existe tout autour de l'étang de Berre. Patrick, en particulier, se droguait depuis trois ans. Vagabond efféminé, les cheveux au long, il avait l'allure de hippie, plus que de « casseurs ». Il n'était pas difficile de leur faire peur, de leur promettre, s'ils avouaient en bloc, l'indulgence pour d'autres délits. En leur permettant d'invoquer le caractère « accidentel » du meurtre de Villagrana, on leur évitait, en même temps, les assises.

Le juge d'instruction ne s'est pas arrêté à ces constatations, ni à ces suppositions. Il a procédé à l'audition des policiers qui ont pratiqué ou assisté aux interrogatoires, et les a confrontés aux inculpés. Parmi eux se trouvaient — circonstance aggravante — des officiers de police judiciaire. Dans la seconde quinzaine de décembre, les rôles se précisaient. Le 5 janvier, le juge en référait au parquet.

Un magistrat de confiance

Celui-ci réagit rapidement. Dans sa requête du 9 janvier, où il demande que M. Millet soit dessaisi de l'affaire, le procureur de la République d'Aix, M. Henri Moulis, estime que le juge a violé l'article 80 du code de procédure pénale, qui prévoit que, lorsque des faits nouveaux sont portés à la connaissance du juge d'instruction, celui-ci doit immédiatement communiquer au parquet les « plaintes ou les procès-verbaux qui les constatent ».

Le procureur ajoute que l'audition des policiers aurait dû être effectuée sur la demande du parquet, par un magistrat instructeur désigné par la chambre criminelle de la Cour de cassation,

ce qui est la règle quand il s'agit d'officiers de police judiciaire « susceptibles d'être inculpés » d'un crime ou d'un délit commis dans la circonstance où ils sont territorialement compétents (article 687 du code de procédure pénale). M. Moulis conclut que tous les actes d'information concernant les sévices subis par les inculpés dans les locaux de la police sont entachés de nullité.

Qu'il s'agisse d'un procès d'instruction, ce n'est guère douteux. L'objectif du parquet semble être d'abord de sanctionner un jeune magistrat, qui se serait rendu coupable d'excès de zèle et, ensuite, d'étouffer une affaire qui risquerait de faire du bruit puis, en raison de l'usage qui aurait été fait des matrasques, des officiers de police judiciaire pourraient être traduits en cour d'assises.

La position du magistrat instructeur n'est pas indéfendable en droit, dans la mesure où l'audition des policiers pouvait paraître nécessaire pour dissiper les charges pesant sur les inculpés. L'article 81 du code de procédure pénale prévoit en effet que « le juge d'instruction procède, conformément à la loi, à tous les actes d'information qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité ». La jurisprudence, constante, précise qu'il est seul à apprécier leur nature, leur nécessité, leur nombre et leur ordre dans le temps (Paris, Chambre d'accusation, 27 juin 1967). Quant à la référence à l'article 687, elle doit être interprétée à la lumière de l'article 105 du même code, qui prévoit que l'acte d'information doit se sur sur des « indices graves et concordants de culpabilité ». Le magistrat instructeur peut, en l'espèce, invoquer le besoin de clarifier les responsabilités.

Si M. Millet avait suivi la procédure recommandée par le parquet, et lui avait transmis le dossier de la réception des examens médicaux, rien ne permet de penser que les préconceptions pesant sur la conduite des policiers auraient été prises au sérieux. Il n'est pas invraisemblable, estime-t-on à Aix, que l'affaire ait été classée sans suite ou confiée à un magistrat de confiance. Une nouvelle fois, la police de Marseille aurait pu s'être impunément livrée à des violences graves contre des suspects. Est-ce un hasard si le juge demandeur, M. Millet, est dessaisi au profit de M. Girousse, premier juge d'instruction, connu pour être, en dépit de son appartenance au Syndicat de la magistrature, un farouche défenseur de l'ordre établi ?

OLIVIER POSTEL-VINAY.

UNE FEMME MÉDECIN EST ÉCROUÉE APRÈS UN AVORTEMENT MORTE

M. Yves Trocheris, juge d'instruction à Paris, a fait écrouer à Fleury-Mérogis le Dr Suzanne Korb-Horowitz, quarante-sept ans, gynécologue, établie 95, avenue du Bac, à La Varenne-Saint-Hilaire (Val-de-Marne), après l'avoir inculpée d'homicide involontaire et d'avortements illégaux.

Pratiquant, contrairement aux prescriptions de la nouvelle loi, des avortements à domicile au lieu de les réaliser dans le service spécialisé d'un hôpital ou d'une clinique, et, le cas échéant, au-delà des dix premières semaines de grossesse, elle est accusée par le mari d'une de ses clientes, une ménagère italienne, responsable de la mort de cette femme, survenue le 26 octobre dernier, quatre jours après son intervention.

Au tribunal de Paris

CONDAMNATION DE TRAFICANTS DE FAUX PAPIERS POUR IMMIGRÉS

La troisième chambre correctionnelle du tribunal de Paris vient de condamner à quatre ans de prison ferme et 2 000 francs d'amende M. André Mathieu, dessinateur industriel, né en 1934, domicilié à Paris. Actuellement en chômage, il avait établi de fausses attestations de visite médicale et de faux permis de séjour qu'il vendait au prix de 300 francs à des travailleurs immigrés clandestins.

D'autre part, M. Mathieu a été condamné à verser 5 000 francs de dommages et intérêts à l'Office national d'immigration (ONI). C'est la première fois que l'ONI bénéficie de dommages et intérêts dans cette sorte d'affaires et que, par conséquent, un fauteur d'immigration est condamné avec une telle sévérité.

■ PRÉCISION. — La condamnation — pour infraction aux lois sur les sociétés — de M. Jean-Pierre Willot, dont nous avons fait état dans le Monde daté 8-9 février, était assortie du sursis. M. Jean-Pierre Willot avait été condamné par la onzième chambre correctionnelle de Paris à deux ans d'emprisonnement et 80 000 francs d'amende.

LA VIE ÉCONOMIQUE

INDUSTRIES ALIMENTAIRES

Le plan d'adaptation de Lesieur : deux cent soixante-dix emplois seront supprimés

Prévu dès septembre dernier, alors que Lesieur annonçait pour le premier semestre de 1975 des pertes supérieures à 180 millions de francs, le plan d'adaptation à l'environnement, qui a été élaboré par les cadres de la firme, vient d'être présenté au comité central d'établissement.

La mise en œuvre devrait entraîner en année pleine une réduction des frais d'exploitation de 50 à 60 millions de francs pour la division des produits alimentaires et de 12 à 15 millions de francs pour la division des produits d'entretien, soit au total quelque 13 % des coûts d'exploitation.

En ce qui concerne la division alimentaire, les dirigeants du groupe ont indiqué qu'ils limiteraient au maximum les pertes sur les matières premières dues aux fluctuations de cours en ramenant les stocks de 220 000 à 73 000 tonnes de grains.

En outre, deux unités de trituration à Bordeaux (10 000 tonnes) et à Marseille (20 000 tonnes) vont être fermées, ramenant la capacité d'écrasement du groupe à 390 000 tonnes. Enfin, le nombre des entreprises va être porté de vingt et un à douze, et la gamme des produits passera de deux cent quarante à quatre-vingt-dix-neuf articles.

Ce plan devrait entraîner la suppression de deux cent soixante-dix emplois, mais ne pas remplacer les salariés quittant l'entreprise et pour permettre la

mise anticipée à la retraite à cinquante-sept ans avec une garantie de revenu ; mais la problème du reclassement de deux cent six personnes reste posé. Au niveau de la structure financière du groupe, les discussions engagées ces derniers mois entre les principaux actionnaires, famille Lesieur et Banque d'une part, groupe de la Navigation mixte d'autre part, n'ont pas abouti.

AGRICULTURE

M. ROBERT DE WILDE directeur de l'Interprofession laitière

M. Robert de Wilde, ingénieur agricole, vient d'être nommé directeur du Centre national interprofessionnel de l'économie laitière (CNIEL), organisme qui regroupe les producteurs, coopératives et industriels.

[Agé de quarante-six ans, M. de Wilde a occupé les fonctions de chargé de mission dans les deux cabinets par M. Jean-François Deniau, au secrétariat d'État à l'Agriculture. Attaché agricole à Londres (1957) puis à Washington (1959), M. de Wilde a été nommé en 1964 administrateur principal à la direction des marchés agricoles de l'O.C.D.E. avant d'être nommé au Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (F.O.R.M.A.), où il fut nommé, en 1967, chef de la division « orientation des productions ».]

■ LA FRANCE a été le plus grand consommateur de vin de Porto en 1975. Ses importations ont atteint 132 millions de litres, soit 34,8 % des exportations portugaises de ce vin.

■ LES BRITANNIQUES importent moins de vin. En 1975, les importations de vin de la Grande-Bretagne n'ont atteint que 2,57 millions d'hectolitres contre 2,88 millions en 1974 et 3,2 millions en 1973. Cette diminution a essentiellement affecté deux pays : la France, qui a vu ses ventes de vin en Grande-Bretagne tomber de 739 000 hl à 602 000, et Chypre (227 000 contre 301 000). Par contre l'Espagne (924 000), l'Italie (299 000) et l'Allemagne de l'Ouest (199 000) ont maintenu, voire augmenté leurs ventes. — (A.F.P.)

MATIÈRES PREMIÈRES

L'Australie accumule des stocks de laine

Pour empêcher que le prix de la laine ne baisse en dessous du seuil de 1,43 dollar U.S. le kilogramme (6,43 F), l'Australian Wool Corporation constitue des stocks depuis plus d'un an. Ceux-ci s'élevaient aujourd'hui à 1,7 million de balles de laine, représentant une valeur de plus de 630 millions de dollars U.S. Selon le ministère de l'Agriculture des États-Unis, des rumeurs concernant la dévaluation du dollar australien seraient à l'origine du ralentissement des ventes de laine australienne vers l'étranger.

[Les prix de la laine augmentent depuis l'automne. Sur le marché de Roubaix-Tourcoing, approvisionné pour plus de moitié par l'Australie, le kilo de laine peignée, qui valait 17 F en septembre, est passé à 18 F en novembre, à 19 F en décembre, et vient d'atteindre 20 F et 21 F (+ 23,5 % en quatre mois). Sur certaines qualités, la demande est forte, mais les acheteurs français n'ont pas l'impression d'une réorientation volontaire de l'Australie en vue de faire monter les cours.]

■ LA CONFEDERATION DE L'INDUSTRIE BRITANNIQUE escompte pour 1976 une reprise « modeste », selon une note émise en décembre dernier par le C.B.I. prévoit une augmentation des ventes à l'étranger et des investissements, mais elle estime qu'il y a une aggravation du chômage au cours des quatre prochains mois. Comme M. Wilson, les industriels jugent toutefois qu'il serait prématuré et dangereux de relancer l'activité. — (A.F.P.)

CONCOURS POUR L'ADJUDICATION DE LA CONSTRUCTION ET FOURNITURE DE 43 LOCOMOTIVES DIESEL-ELECTRIQUE ET DE LEURS PIÈCES DE RECHANGE ET ACCESSOIRES (PIÈCES DE PARC)

Les Chemins de Fer Portugais (C.F.P.) font savoir qu'un concours a été ouvert pour l'adjudication de la fourniture susmentionnée, laquelle doit être divisée en deux lots distribués de la façon suivante :

- 13 locomotives (le prix d'option pour 20 locomotives devant être indiqué) destinées au service du complexe industriel de « SINES » ;
- 30 locomotives de ligne, à circulation sur tout le réseau, dont 10 devront être équipées d'installation pour le chauffage électrique des trains.

La livraison des 13 locomotives envisagées pour le complexe de « SINES » est prioritaire ; devant être achevée dans le délai de 12 mois à compter de l'envoi de la lettre relative de l'adjudication, tel qu'il a été prévu au numéro 12.4 du programme de concours respectif, aucun retard n'est admis pour cet approvisionnement.

La livraison des 30 locomotives pour le service de ligne, généralisée à tout le réseau, devra commencer par les 10 engins de traction diesel-électrique dûment équipés pour le chauffage électrique des trains.

L'ouverture des soumissions cachetées aura lieu le 31 mars 1976, vers les 15 heures, à la Direction Industrielle des C.F.P., Gare de Santa-Appolonia, Lisboa 2, où les offres proposées, ainsi que toute documentation accessoire présentée par les soumissionnaires, seront à délivrer, jusqu'à 17 heures au plus tard, du jour qui précède celui désigné pour l'ouverture de leurs soumissions.

Le programme de concours, cahier des charges, spécifications techniques et questionnaires se rapportant au concours (pour l'un et l'autre des deux types de locomotives) de même que les renseignements qui peuvent devenir nécessaires, pourront être demandés à la Direction Industrielle susmentionnée, Gare de Santa-Appolonia, Lisboa 2, PORTUGAL.

FAITS DIVERS

A Paris

TROIS HOMMES ARMÉS S'EMPARER DE LA RECETTE DU CINÉMA REX

Trois hommes armés et masqués se sont emparés, dans la soirée du 8 février, de la recette du cinéma Rex, 1, boulevard Poissonnière, à Paris (2), soit une somme de 90 000 F. L'un des agresseurs a blessé le directeur de l'établissement, M. Bernard Delorme, en le frappant à la tête d'un coup de crosse de revolver, tandis que ses complices maîtrisaient le veilleur de nuit et l'enfermaient dans une pièce en compagnie de M. Delorme.

A ce moment, un quatrième homme, qui se trouvait devant le cinéma au volant d'une voiture Renault 16, a tenté de renverser un gardien de la paix alors que ce dernier s'apprêtait à l'arrêter. Le policier a tiré quatre coups de feu sur le véhicule, mais le malfaiteur a réussi à prendre la fuite, ainsi que ses trois complices.

En Savoie

DEUX JEUNES SKIERS SONT TUÉS PAR UNE AVALANCHE

Deux garçons âgés de quatorze ans, qui skiaient hors des pistes, ont été tués par une avalanche, dimanche 8 février, à La Léchette (3 000 mètres), au-dessus de Bonneval-sur-Arc (Savoie). Il s'agit de Didier Anselmetti, de Bonneval-sur-Arc, et de Gilles Bonifacio, de Bessans (Savoie). Trois autres skieurs du même groupe, pris par la frange de l'avalanche, sont sains et saufs.

■ Cinq morts à Etain (Meuse). — Deux véhicules pilonnés par des gendarmes se sont écrasés, le 8 février, dans un champ, dans des circonstances encore mal connues. Les deux conducteurs et trois passagers ont été tués sur le coup.

CATASTROPHES

Au Guatemala

Le nombre des victimes du tremblement de terre pourrait s'élever à vingt mille morts

Guatemala (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.). — Le bilan de la catastrophe sismique du Guatemala ne cesse de s'alourdir. Dans la journée de dimanche 8 février, on avait dénombré douze mille huit cent quatre morts ; quelques heures plus tard, on en était à quinze mille trente-cinq. Mais, comme on estime qu'il reste au moins 50 % des décombres à déblayer, certains pensent que le nombre des victimes pourrait être de vingt mille au moins. Quant aux blessés, on en a recensé cent mille trois cent vingt-huit.

■ De nombreux corps n'ayant pu être retirés des décombres des innombrables maisons effondrées dans les quartiers pauvres de la périphérie de Guatemala, c'est un paysage de cauchemar : les rues sont toujours encombrées de pans de murs et de débris de toutes sortes, faite de l'équipement lourd nécessaire pour dégager les chaussées.

Une habitante d'El Galitito, un des faubourgs les plus pauvres de Guatemala, a déclaré, devant la télévision mexicaine : « Je n'ai pas mangé depuis trois jours, et mes trois enfants n'ont presque rien eu. À part les morceaux de pain dur que des gens compatissants nous ont donnés. L'armée devrait prendre cela en main et donner de la soupe aux enfants venant de l'étranger. De cette manière, il y aura plus d'organisation et de justice. »

La confusion règne cependant sur l'aéroport international de Guatemala, où les secours arrivent mais tardent à être distribués. Le comité de secours s'y est implanté et distribue depuis le 7 février quinze mille rations quotidiennes (la capitale comptait, rappelle-t-on, le plus de un million d'habitants).

■ Aucun Français — ni parmi les résidents permanents ni parmi la mission archéologique dirigée par le professeur Henri Lehmann — n'a été victime du séisme du Guatemala, a précisé l'ambassade de France à Guatemala.

La situation est encore pire dans la zone de Peten, où les cadavres des victimes sont entassés dans les villages rasés et des ponts effondrés. Les routes ont l'air d'avoir été arrachées de terre. En certains points, des cadavres sont encore dans la queue en attendant des soins ou des vivres. De très nombreux villages ne pourront être secourus avant une semaine ou deux, si le manque de secours ne s'aggrave pas.

La situation dans les agglomérations provinciales commence à être connue, au moins pour certaines localités. A Chimaltenango, ville de 20 000 habitants située à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest du Guatemala, il y aurait 1 200 tués et 2 500 blessés ; et pour le département de Chimaltenango, détruit, semble-t-il, à 95 %, on aurait dénombré 4 500 morts. A San-Martin-Jilotepeque (à une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de la capitale), on aurait retrouvé 1 200 corps et 1 700 dans le département d'El-Progreso.

Partout la situation devient de plus en plus dramatique : l'électricité a pu être rétablie partiellement, mais l'eau potable et les vivres manquent partout. Si bien qu'on signale l'apparition de cas de typhoïde, séquelle classique des grandes catastrophes. La bronchite se serait d'autre part déclarée, les résidus passant les nuits à la belle étoile, ou au mieux dans des voitures, de crainte que de nouvelles secousses (de mercredi à dimanche, on en a compté cinq cent) ne fassent s'écrouler les maisons. Et dans la capitale, la température nocturne est tombée à 12 °C.

Les autorités reconnaissent que la sécheresse et la cherté règnent dans tout le pays. « Il nous faut des vivres, des vêtements, des médicaments... Il nous faut des locaux pour incinérer en masse

les cadavres que l'on n'a même pas le temps d'enterrer. » Et la radio diffuse des appels engageant la population active à reprendre le travail ce lundi 9 février.

650 000 MORTS EN SOIXANTE-QUINZE ANS

Depuis le début du siècle, les grandes catastrophes sismiques ont tué probablement plus de 600 000 personnes. A ce chiffre il faut ajouter les très nombreuses victimes de tremblements de terre, moins dramatiques, certes, mais qui, tel ou tel, ont tué, chacun, quelques dizaines ou quelques centaines de personnes. Il est probablement raisonnable d'estimer à 650 000 au moins le nombre total des victimes dues aux séismes survenus dans les soixante-quinze dernières années.

Parmi les séismes ayant tué plus de 10 000 personnes depuis 1900, on peut citer : Messine-Reggio de Calabre (Italie, 1908), 82 000 morts ; Avezzano (Italie, 1915), 30 000 morts ; Kanto-Shanai (Chine, 1920), 100 000 à 120 000 morts ; Tokyo-Yokohama (Japon, 1923), 143 000 morts ; Quetta (Pakistan, 1935), 30 000 morts ; Erzincan (Turquie, 1939), 25 000 à 30 000 morts ; Concepcion (Chili, 1959), 25 000 morts ; Agaña (Maroc, 1960), 15 000 morts ; Qazvin (Iran, 1962), 12 000 morts ; Khorassan (Iran, 1968), 12 000 morts ; Ancash (Pérou, 1970), 54 000 morts.

Sans compter les violents séismes survenus en Chine en 1965, 1970, 1973, 1974 et 1975, dont on ne sait rien.

مكتبة من الأصل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LOGEMENT

Libres opinions

UNE RÉFORME, POUR QUI ?

par CLAUDE MASSU (*)

PARMI les « réformes » annoncées par le président de la République, celle du logement vient en bon rang. On l'annonce, sous sa forme définitive, pour fin juin, afin qu'elle puisse entrer en application dès 1977. Je voudrais montrer ici ce qui, à notre avis, paraît dangereux.

Tout le monde reconnaît que la situation actuelle ne satisfait personne. Sans doute pour des raisons opposées, souvent contradictoires, dont la finalité est fort différente. Il faut effectivement qu'une politique du logement permette à chacun d'être logé dans les conditions dignes de notre époque. C'est dans la dignité, dans la sécurité, que les familles veulent assurer leur habitat.

Mais le fait que les conditions actuelles du développement de l'aide à la pierre ne sont pas satisfaisantes ne doit pas pour autant amener à en condamner le principe. Supprimer l'aide à la pierre, c'est casser la construction, c'est maintenir de nombreuses familles dans les taudis.

Il y a encore, selon les chiffres officiels, seize millions de mal-logés, c'est dire que le problème quantitatif est loin d'être résolu. Vouloir opposer la qualité à la quantité conduit à estomper le caractère national du problème.

La volonté affirmée de donner au cours du VII^e Plan la priorité à l'amélioration du parc de logements existant conduira à une nouvelle et importante pression de la demande. Améliorer l'habitat ancien suppose dans le même temps de développer une politique dynamique de construction.

Or les mesures proposées vont à l'encontre de cette nécessité : les promoteurs, qu'ils soient publics ou privés, sans la garantie attachée au lancement de leur programme, seront conduits à le lancer avec beaucoup de parcimonie. La tendance sera tout naturellement de limiter la construction neuve à ce qu'ils considéreront comme la partie solvable de la population, et cela sans le concours de l'aide personnelle au logement. Au lieu d'aller vers la suppression de la ségrégation, nous courons le risque de voir celle-ci s'accroître.

Ce sont ceux-là mêmes qui, responsables pendant de nombreuses années des opérations de rénovation, vidant les centres des villes de leur population modeste, avancent aujourd'hui l'idée de la réhabilitation de l'habitat ancien. L'exemple de Paris est à cet égard particulièrement éloquent. Nous ne contestons pas la nécessité de faire effort pour l'amélioration de l'habitat ancien. C'est indiscutablement un des éléments essentiels d'une véritable politique du logement social. Le programme de la C.N.L. établi en 1960 contenait des propositions précises dans ce sens.

Mais croit-on vraiment que les mesures préconisées pourront aboutir à un résultat important, sauf — et cela n'est pas dit dans le « rapport Barre » — à créer les conditions du rachat du patrimoine ancien, au moins dans les villes et les agglomérations, par des groupes importants ayant le soutien des financiers et des banquiers. Le pays risque ainsi de voir la propriété immobilière changer de nature dans les prochaines années, et aller dans le sens de la concentration au profit des riches.

Pour justifier la nouvelle orientation de la politique du logement, on nous propose la mise en place d'une aide personnelle au logement (A.P.L.), qui serait généralisée. Et cela sous le prétexte de lutter contre la ségrégation sociale, de réduire les inégalités sociales.

Le caractère démagogique et paternaliste de la proposition ne saurait être négligé malgré sa forme alléchante. Mais, en fait, la question de fond est posée. Veut-on faire d'une partie importante des habitants de ce pays des assistés, des citoyens diminués, dépendants ? Ou bien, au contraire, veut-on que chacun puisse faire face à ses dépenses en fonction de ses ressources ?

De plus, la mise en place de l'A.P.L. ne traduit-elle pas une orientation vers une politique des loyers chers, généraux de profits élevés tirés de la situation tendue, d'un patrimoine immobilier qui serait demain insuffisant en regard des besoins ?

La « réforme » de la politique du logement s'inscrit dans l'objectif du pouvoir actuel, c'est à dire la réduction de la consommation des Français. Contraindre les familles à consacrer une part encore plus importante de leurs ressources à leur logement apparaît bien comme un des moyens permettant de restreindre les dépenses de consommation.

Enfin, et ce n'est sans doute pas par hasard, les structures proposées ignorent presque totalement le rôle important que joueraient, que devraient jouer les usagers par la voie de leurs représentants. Ce seul fait montre bien l'orientation, l'objectif de la réforme actuelle.

Ces réflexions, loin d'être exhaustives, justifient les réserves, le désaccord que nous exprimons en face d'une réforme dont nous pensons qu'elle n'est pas au service des familles modestes de notre pays.

(*) Président de la Confédération nationale du logement.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **LE BARON EMPAIN ENTRE LE CONSEIL DE MERLIN-GERIN** — Le conseil d'administration de Merlin-Gérin, présidé par M. Paul Merlin, a élu le baron Edouard-Jean Empain, président de Schneider S.A. en remplacement de M. Henri Arminjon.

M. Galley a, par ailleurs, rendu hommage à la qualité des travaux du Livre blanc publié par les organismes d'I.L.M. le 6 mai 1975. « Ces travaux, a-t-il déclaré, présentent des solutions concrètes qui font l'objet d'un examen approfondi des services du ministère. »

Syndicats

● **M. ANDRÉ BERGERON DÉNONCE LA « POLITIQUE DANGEREUSE » DES MÉDECINS** — Évoquant le dimanche 8 février, à Grasse (Alpes-Maritimes), le conflit qui oppose la médecine libérale et la Sécurité sociale, M. André Bergeron, secrétaire général de la Fédération des syndicats médicaux, a déclaré : « Les médecins mènent une politique dangereuse et la situation actuelle ne peut se prolonger. » Auparavant, M. Bergeron s'était prononcé sans réserves en faveur de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Il avait également déclaré que « si les accords [salariaux] de la fonction publique et nationalisée n'étaient pas reconclus, ce sera, en France, un morceau de la démocratie qui s'écroulera ». — (Corresp.)

● **LE PRÉSIDENT DES MÉTALLURGISTES C.G.C. attaque vivement le président de la Confédération** — Évoquant le samedi 7 février, à Lille, le conflit qui oppose la Confédération générale des cadres, M. Paul Marchelli, président de la fédération C.G.C. de la métallurgie, s'en est pris vivement à M. Yvan Carpentier, président de la Confédération. Pour M. Marchelli, les militants de la métallurgie sont « littéralement poignardés dans le dos », notamment à la Régie Renault, où, « parallèlement aux sections syndicales C.G.C. qui se battent, un syndicat masqué agit avec la reconnaissance de la direction confédérale de la C.G.C. »

Economies étrangères

● **EN ITALIE**, la production industrielle a diminué de 0,5 % en 1975 par rapport à 1974. Toutefois, après une chute de 12,7 % au cours du premier semestre, une certaine reprise a été enregistrée au second. — (A.F.P., Reuter.)

● **AUX ÉTATS-UNIS**, LA BALANCE COMMERCIALE a enregistré, en 1975, un excédent record de 11 milliards de dollars, après avoir été déficitaire de 2,3 milliards en 1974. Le surplus le plus important remonte à 1964 (7 milliards de dollars). Les exportations ont atteint l'an dernier 107 milliards de dollars, en augmentation de 9 % par rapport à 1974, et les importations 96 milliards, en diminution de 4 %. Toutefois, en raison de la reprise, l'excédent commercial enregistré en décembre a été un des plus faibles de l'année (579 millions de dollars contre 1,1 milliard en novembre).

Logement

● **LES COMPÉTENCES DES ORGANISMES D'H.L.M.** seront élargies à l'aménagement du territoire en matière d'acquisition foncière, de travaux de lotissements et de rénovation urbaine, a annoncé M. Galley, ministre de l'équipement, le 6 février, à Bayonne. Le ministre a précisé qu'il avait signé le matin même un projet de décret en ce sens avec le ministre de l'économie et de finances.

Joël PICARD

CONSEILLER DE DIRECTION

Gestion de Personnel - Formation - Recrutement

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Une importante Société commerciale recherche, dans le cadre de son expansion vers les pays de langue allemande, un Cadre Commercial Export. Sous l'autorité du Responsable Développement, il aura pour mission de créer ou renforcer l'implantation de la Société, de réaliser par stratégie spécifique à chacun des pays les objectifs de vente, de s'assurer de la bonne gestion des commandes. Ce poste convient à un candidat âgé de 35 ans environ, diplômé (Ecoles Supérieures de Commerce ou équivalent), ayant acquis une solide expérience dans l'exportation de produits de grande consommation à un poste de responsabilité globale des ventes. Une bonne disponibilité pour des déplacements fréquents, une excellente pratique de la langue allemande et le goût des contacts directs avec la clientèle sont indispensables. Lieu de résidence prévu, ville importante de Rhône-Alpes. La rémunération sera liée à la valeur du candidat. Perspective de développement intéressante. Référence numéro 27.

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats.

Adresser C.V. en rappelant la référence à :

Joël PICARD : 35, rue Truchet, 69006 LYON - Téléphone : 88-12-87

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

S.O.N.E.L.E.C.
Direction Commerciale

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/76

Un avis d'appel d'offres est lancé en vue de la fourniture de lampes.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier de charges contre la somme de 100,00 DA à la :

S.O.N.E.L.E.C. - Direction Commerciale
Gué de Constantine. — KOUBA

ALGER

Les offres doivent parvenir sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de manière apparente la mention « APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 3/76 - A ne pas ouvrir ».

La date limite du dépôt est fixée au 28 février 76, délai de rigueur.

notre banque
est membre de l'
ebic
European Banks
International

où coopèrent sept
des plus grandes
banques européennes

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

partout présente dans le monde

LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE AU SEUIL DE 1976

par
le Professeur Dr. N. KLOTEN,
Président du Comité des « Cinq Sages », Tübingen.
le Dr. Carl-Horst BAHN,
Président du Directeur de la Société Continental Gummi-Werke,
Hanovre.
le Dr. F. Wilhelm CHRISTIAN,
Membre du Directeur de la Deutsche Bank, Düsseldorf.
le Professeur Dr. Kurt H. BIEDENKOPF,
Secrétaire Général de l'Union Démocratique Chrétienne (C.D.U.), Bonn.
Colloque franco-allemand placé sous la présidence de
M. Alain FORT,
Président du Sénat.
19 février 1976 à 15 h. 30
Palais du Luxembourg
Cocktail.

Renseignements et inscriptions :
Chambre Officielle Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie,
91, rue de Valenciennes, 75008 PARIS. Tél. : 387-33-88
(Taux de participation : 350 F.).

AIDE AUX ENTREPRISES POUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA LANGUE FRANÇAISE DU 31 DÉCEMBRE 1975

Le Conseil international de la langue française, Association reconnue d'utilité publique (décret du 29 décembre 1972), est en mesure d'apporter son concours aux sociétés qui rencontrent des difficultés pour l'application de la loi.

Le Conseil international peut intervenir dans les secteurs suivants :

- Aide à la traduction des termes techniques étrangers ;
- Problèmes de grammaire et de syntaxe ;
- Aide à la rédaction de documents ;
- Orthographe, nouvelles ;
- Information sur les travaux des commissions de terminologie ;
- Dictionnaires techniques ;
- Diplômes de formation sur les divers aspects de l'utilisation de la langue française dans l'entreprise.

Subvention - cotisation : personnes physiques 75 F (service de la Banque des mots et des documents sociaux).

Personnes morales 750 F (accès aux services de consultation).

N.B. - Les subventions au Conseil international de la langue française (105 ter, rue de Lille, 75007) sont déductibles jusqu'à concurrence de 0,50 % M du revenu des personnes physiques et 3 % des bénéfices des personnes morales.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AFFAIRES

DEUXIÈME SAUVETAGE DE LIP

- L'État accorde 7 millions de francs de prêts à long terme
- Un nouveau directeur général va être nommé

Réuni dimanche 8 février à Paris, le conseil d'administration de la S.S.H.E.M. (Société européenne d'horlogerie et d'équipements mécaniques), gérant des actifs de l'ancienne société Lip, annonce dans un communiqué qu'il a finalement décidé de participer au redressement de l'entreprise en souscrivant à une augmentation de capital de 5 millions de francs. Cette mesure, réclamée par M. Neuschwander en décembre 1975, lui avait été alors refusée par les actionnaires. De leur côté, les banques ont également accepté d'apporter leur contribution en consentant 6 millions de francs d'avances à court terme pour renflouer la trésorerie. Enfin, le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) a octroyé à la société 7 millions de francs de prêts à long terme. Ces crédits entrent dans le cadre de la procédure du CIASI (Comité interministériel d'aménage-

ment des structures industrielles) (« le Monde » des 17 et 31 janvier).

Par ailleurs, le communiqué du conseil d'administration précise qu'il a été décidé de nommer un directeur général chargé de mener à bien le plan de redressement et de le moduler aux vues de changements économiques ou technologiques.

Une partie importante de ces concours financiers va servir à combler les déficits des deux derniers exercices, soit 12,8 millions de francs en 1974 et de 5 millions à 8 millions de francs en 1975, selon M. Neuschwander, qui souligne que ces chiffres sont conformes à ce qui était prévu dans le plan de relance établi à la fin de 1973.

Le deuxième sauvetage de Lip semble donc maintenant assuré. Reste à savoir quelles structures de direction seront mises en place.

LA SOCIÉTÉ VOYER SEMBLE REMISE À FLOT

(De notre correspondant.)

Tours. — Le sauvetage de l'entreprise Voyer S.A., spécialisée dans les charpentes métalliques, et qui emploie mille cinq cents personnes dans trois usines, dont six cent cinquante dans l'usine mère de Tours, semble bien engagé.

Le plan de redressement homologué le 28 janvier par le tribunal de commerce de la Seine, comporte quatre points. 1. Un moratoire des sous-traitants et des fournisseurs sur huit et douze ans du remboursement des avances bancaires — les banques ne réclameront pas d'intérêt pendant les trois premières années. 2. L'étalement sur trois ans du remboursement de la garantie de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur) pour les 48 millions dus par la filiale dahoméenne Idetex sur l'initiative du ministère des finances. Enfin, l'injection de 9 millions de francs apportés par l'actionnaire principal (à 50 %), le groupe britannique Norcross, et d'un million par Senelle-Mauboussin, qui détiennent un peu plus de 10 % des actions.

Ce plan, qui a été mis sur pied grâce à la détermination du personnel et de l'administrateur provisoire, qui, aidé du maire de Tours, a su convaincre les banques et les actionnaires de consentir un nouvel effort, devrait permettre de remettre Voyer, dont l'activité est toujours restée normale, sur ses rails et d'éviter des licenciements.

UNE ÉCOLE DE COMMERCE FRANCO-IRANIENNE VA ÊTRE CRÉÉE À TEHRAN.

Aux termes d'un accord signé entre MM. Agid, secrétaire général de la Fondation française pour l'enseignement de la gestion, et Bonekdarbour, secrétaire général de la chambre de commerce, d'industrie et des mines d'Iran, cette école supérieure de gestion ouvrira ses portes le 1^{er} octobre. Dirigée à la fois par un directeur iranien et par un co-directeur français, elle recevra une cinquantaine d'étudiants par an pour un cycle de quatre années d'études. Dans la troisième année se déroulera en Europe. C'est là une brèche ouverte dans le quasi-monopole de la Harvard Business School pour la formation des hommes d'affaires au Proche-Orient.

Une voiture quand vous en avez besoin

europcar 645.21.25

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAECL INFORMATION

Emprunt Hiver 75-76 700 millions 10,20%

La CAECL est un établissement public national géré par la Caisse des Dépôts.

L'emprunt Hiver 75-76 a pour but de permettre aux collectivités publiques locales (départements, communes, etc.) de financer leurs équipements publics qui améliorent la qualité de l'endroit où vous vivez.

Intérêt annuel : 10,20% soit 102 F par obligation de 1000 F.

Taux de rendement actuariel brut : 10,20% Amortissement : en 20 ans en 10 séries égales tous les 2 ans.

Garantie : le service de l'emprunt est garanti par la loi qui fait obligation aux collectivités locales d'inscrire à leurs budgets les dépenses correspondantes. Cotation : les emprunts CAECL sont cotés à la Bourse de Paris.

Souscriptions sans frais auprès des comptables du Trésor (receveurs, percepteurs), des banques, des Caisses d'Épargne et dans tous les bureaux de poste.

CAISSE D'AIDE À L'ÉQUIPEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES 56 RUE DE LILLE-75007 PARIS

BANQUE WORMS

La Banque Worms a été créée le 10 février 1975. Elle a pour objet de réaliser des opérations de banque et de crédit. Elle est soumise à la réglementation de la Banque de France. Elle a été agréée par la Banque de France le 10 février 1975. Elle a pour siège social 10, rue de la Banque, 75002 Paris.

CHAMPAGNE MUMM

Au cours du quatrième trimestre 1975, la société a réalisé un chiffre d'affaires hors taxes et hors taxes de 64 296 400 F, supérieur de 33 % au chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier trimestre 1974, 48 millions 687 388 F. Cette forte progression a permis de couvrir le retard accumulé au début de l'exercice. Le chiffre d'affaires au 31 décembre 1975 s'élève à 148 223 726 F contre 149 624 785 F au 31 décembre 1974.



COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ

Chiffre d'affaires consolidé 1975 du Groupe C.G.E.

Le chiffre d'affaires consolidé toutes taxes comprises de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé en 1975 à 17 440 millions de francs et le chiffre d'affaires hors taxes à 17 440 millions de francs.

L'augmentation du chiffre d'affaires

	Chiffre d'affaires hors taxes 1975 en MF	Variation 1975/1974 en %
Électromécanique	4 988,1	+ 10,5 (1)
Entreprises électriques	2 153,3	+ 12,5
Entreprises	2 334,1	+ 12,4
Télécommunications	3 320,3	+ 27,3
Câbles	1 427,7	+ 5,5
Accumulateurs et piles	1 401,7	+ 10,2
Matériaux	748,6	+ 22,3 (2)
Grand public	324,8	+ 3,7
Divers	825,4	+ 10,6
TOTAL	17 440	+ 13,5

(1) + 13,5 % à structures constantes. (2) + 8,5 % à structures constantes.

BILLET

Le commencement de la fin de l'aventure

Les ennemis de M. Claude Neuschwander — et Dieu sait s'il en a — ont sans doute pris connaissance avec une grande satisfaction du communiqué qui vient d'être publié. Tout indique, en effet, que, sous une apparence apaisée, ce texte annonce un événement d'importance : le départ prochain de M. Neuschwander de la direction de Lip. Oh ! certes, la chose n'est pas dite aussi clairement. Nulle part il n'est fait allusion à un effacement du jeune patron de Lip. On prête à la nomination d'un nouveau directeur général. La formule est plus élégante, mais le résultat est le même : avant la fin du mois de février, il y a fort à parier que M. Neuschwander aura passé la main.

Est-ce une surprise ? Oui et non. Tous les gens qui, depuis plusieurs semaines, ont suivi l'affaire, savent parfaitement que M. Neuschwander avait, ces derniers mois, entamé son crédit, au propre et au figuré. On pensait toutefois qu'un délai de grâce lui serait accordé.

Les événements se sont précipités. Pourquoi ? Désir de liquider une fois pour toutes les séquelles de l'affaire Lip ? Peut-être. Geste d'apaisement en direction des patrons des petites et moyennes entreprises qui avaient vigoureusement réagi aux déclarations en faveur de Lip faites par M. Giscard d'Estaing ? Cette hypothèse ne doit pas être forcément écartée. La colère des petits patrons a, dit-

on, vivement surpris l'Elysée. Le départ de M. Neuschwander, qui apparaît, bien sûr, comme une condamnation, peut effectivement apaiser le courroux du patronat, faire mieux accepter l'aide publique apportée à la firme de Besançon. Mieux même : l'opération Lip pourra ainsi, par certains côtés, passer pour exemplaire, puisque les « erreurs » auront été sanctionnées ! Bref, avec le départ de M. Neuschwander, patron-symbole, Lip rentre dans le rang.

Le deuxième sauvetage de l'entreprise bisontine, qui obligeait enfin les fonds qui son P.-D. G. réclamaient depuis deux mois, semble, certes, assuré. Mais c'est aussi le commencement de la fin d'une certaine aventure.

Dans cette affaire, M. Neuschwander a incontestablement facilité la tâche de ses adversaires. Par ses erreurs de gestion d'abord : ses prévisions pour 1975 se sont révélées fausses et les conséquences pour les stocks ont été lourdes. Sans doute, tout chef d'entreprise doit-il bénéficier d'un droit à l'erreur. Mais M. Neuschwander a par trop tardé à se rendre compte qu'il faisait fausse route et n'a pas pris à temps les mesures qui s'imposaient. Ce retard a réagi, dangereux pour une entreprise « normale » était plus encore pour Lip qui, il faut le rappeler, ne bénéficiait pas de conditions de démarrage exceptionnelles, contrairement à ce que d'aucuns voudraient faire croire. A la vérité, Lip exigeait un gestionnaire réalisant un « sans faute ».

M. Neuschwander n'a pas été celui-là.

Mais il y a plus. Le patron de Lip, en multipliant les déclarations optimistes et les manifestations publicitaires, s'est mis à dos non seulement une profession qui détestait Lip, mais peu à peu une large partie du patronat traditionnel. La publication de son livre, Patron, mais... (Ed. du Seuil), les débats qui l'ont entouré, l'écho qui en a été donné, ont encore aggravé la situation. Les patrons dits de gauche, qui, tels MM. Riboud (S.N.C.), et Gillet (Rhône-Poulenc), avaient été au sauvetage de Lip en 1973 ont, à leur tour, été lassés. Confrontés eux-mêmes à de graves problèmes de gestion concernant leurs propres groupes, ils ne pouvaient qu'être agacés par M. Neuschwander qui n'avait pas compris que le temps n'était plus à la réflexion sur la fraternité, l'entreprise-modèle ou le patronat de progrès, mais à l'efficacité.

M. Neuschwander a perdu. Il fait figure de vaincu. Son échec est, dans une certaine mesure, celui de l'alle marchande du patronat. Mais cette aile marchante, il est vrai, claudique depuis plusieurs mois déjà... quand elle ne se contente pas purement et simplement de mettre ses pas dans ceux du C.N.P.F. « Peut-on être patron et de gauche ? » interrogeait M. Neuschwander dans son livre. Dans quelques semaines il ne sera plus patron. Voilà qui clarifiera le débat.

PHILIPPE LABARDE.

• LES ADMINISTRATEURS DE BIENS ET LA CONSOMMATION DE FUEL DOMESTIQUE. — M. Roger Baratte, président de la Confédération nationale des administrateurs

de biens et syndics de copropriété (C.N.A.B.), s'élève, dans un communiqué, contre la récente annonce du gouvernement de maintenir intégralement les restrictions de fuel.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutschmarks	Francs suisses
48 heures	4 3/4	5 1/4	3 3/8
1 mois	4 3/4	5 1/4	3 3/8
3 mois	5 1/4	5 3/4	3 3/8
6 mois	5 3/4	6 1/4	4 1/8

banque jordaah
conseil en placements
et gestion de patrimoine
raymond bouchon tel 280 63 45
répondra à vos questions
siège central Paris
3, rue de la Harpe
supérieures à l'île de France

RÉPUBLIQUE DU ZAIRE Département des Travaux Publics et de l'Aménagement du Territoire OFFICE DES ROUTES AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'Office des Routes lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel routier et de véhicules automobiles divers, en vue de la réalisation d'un programme pilote d'entretien routier dans la région du Bas-Zaïre.

- Le fournisseur comprendra huit lots différents :
- LOT 1 : 21 véhicules de + 125 CV SAE.
 - LOT 2 : 6 bulldozers de + 150 CV SAE et 1 excavateur de + 60 CV SAE.
 - LOT 3 : 10 chargeurs sur pneus de + 80 CV SAE.
 - LOT 4 : 4 unités mobiles de grasseage.
 - LOT 5 : 62 camions à benne basculante et 6 à benne fixe. Tous de 7 à 8 tonnes de charge utile. 10 camions-citernes à eau et 4 camions-citernes à gazoil, tous de 5 000 à 6 000 litres.
 - LOT 6 : 22 pick-up bâchés de 500 à 750 kg.
 - LOT 7 : 4 camions citernes.
 - LOT 8 : 11 camions de chantier.

Pour chaque groupe d'équipement, un lot de pièces de rechange de première urgence devra être prévu. Le dossier complet d'appel d'offres peut être obtenu : — Après de la direction générale de l'Office des Routes,

Boîte Postale N° 10 899 à Kinshasa (bâtiment situé avenue ex-Deschamps à Kinshasa-Gombe) contre paiement d'une somme de 20 (vingt) zaires ou versement de la même somme au compte N° 968 727/26 ouvert au nom de l'Office des Routes, direction générale, auprès de la Banque Commerciale Zaïroise à Kinshasa.

Après de l'Union Mondiale O.R.T., 1-3, rue de Varenne, 1211 Genève 20 (Suisse), contre paiement d'une somme de 40 (quarante) U.S. dollars ou sa contrepartie en francs suisses ou par versement de la même somme au compte N° 151 842/4 ouvert au nom de l'Union Mondiale O.R.T., auprès de la Société de Banque Suisse, 2, rue de la Confédération, 1200 Genève, Suisse.

L'ouverture des soumissions aura lieu à Kinshasa, le mercredi 21 avril 1976, à 10 heures précises à l'adresse de l'Office des Routes susmentionnée.

Le marché est réservé aux pays membres de la Banque Mondiale ou à la Suisse.

Office des Routes.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Société Algérienne de Génie Civil et de Constructions (FILIALE SONATRACH)

ALGEC

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un Appel d'Offres International est lancé pour la fourniture de matériel de travaux publics et d'usinage. Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges à la Direction Technique d'ALGEC, Cité Boumerdès, ALGER, à compter du 28 janvier 1976.

Les offres doivent être envoyées sous double enveloppes cachetées et devront porter la mention « Appel d'Offres International ».

Les soumissions doivent parvenir au plus tard le jeudi 4 mars 1976 (43-76) au Siège d'ALGEC - Cité Boumerdès, à 16 heures.

مَكْذُوبٌ مِنَ الْأَصْلِ

